

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.

Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : L'analyse monétaire élaborée par la Nederlandsche Bank (Sections 5 et 6), par F.J. de Jong — Rapport du Fonds des Rentes : année 1964 — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

L'ANALYSE MONETAIRE
ELABOREE PAR LA NEDERLANDSCHE BANK *

par F. J. DE JONG,

Professeur à l'Université de Groningue, Pays-Bas.

5. — Le modèle de Holtrop

5.1 — Présentation du modèle

Nous prenons comme point de départ l'identité des liquidités (4.11) :

$$\Delta L_v - \Delta L_m \equiv B_H \quad (4.11)$$

Le compte « global » de la balance des paiements est en équilibre, lorsque le membre de gauche de l'identité (4.11) est égal à zéro :

$$B_H = 0 \quad (5.1)$$

Par analogie avec (4.14), (4.11) peut s'écrire comme suit :

$$\Delta L_{bh} + \Delta L_{bg} - \Delta L_m \equiv B_H \quad \dots$$

$$\dots \Delta L_m - \Delta L_{bg} \equiv \Delta L_{bh} - B_H \quad (5.2)$$

Holtrop définit l'impulsion inflationniste intérieure comme la somme de la création et

de la déthésaurisation de liquidités ⁽¹⁾. La création de liquidités étant ΔL_m et la déthésaurisation (au sens *strict*) $-\Delta L_{bg}$, l'impulsion inflationniste intérieure est égale à $\Delta L_m - \Delta L_{bg}$. Holtrop lui donne le symbole D (*domestic inflationary impulse*). Comme nous avons déjà employé ce symbole pour désigner la dépense projetée dans l'exposé de la théorie de Koopmans, nous désignerons l'impulsion inflationniste intérieure dans le sens de Holtrop par le symbole D_H . Dès lors ⁽²⁾ :

$$\Delta L_m - \Delta L_{bg} \equiv D_H \quad (5.3)$$

En substituant (5.3) à (5.2), on obtient :

$$D_H \equiv \Delta L_{bh} - B_H \quad (5.4)$$

* Les sections 1, 2, 3 et 4 de cet article ont paru dans le numéro d'avril de ce *Bulletin*.

⁽¹⁾ M.W. Holtrop, « De relatieve verantwoordelijkheid van overheid en centrale bank voor de beheersing van inflatie », *De Economist*, Haarlem, CVIII, 1960, pp. 305-334, notamment p. 313 (p. 204 de l'édition anglaise dans le recueil *Inflation*).

⁽²⁾ Cette grandeur D_H correspond manifestement à la notion d'insuffisance nette de liquidités du tableau II.

Cependant, d'après (4.3) :

$$\Delta L_{bh} = K_H \Delta Y \quad (5.5)$$

En substituant (5.5) à (5.4), nous obtenons l'équation suivante, qui est la *première équation du modèle monétaire de Holtrop* :

$$D_H = K_H \Delta Y - B_H \quad (5.6)$$

Voici comment Holtrop interprète la signification économique de cette équation. Supposons, pour commencer, qu'il se produise au cours d'une année déterminée uniquement une impulsion inflationniste *intérieure* ⁽¹⁾ ($D_H > 0$). A la suite de cette impulsion, le revenu national Y augmentera ($\Delta Y > 0$). La croissance du revenu national se poursuivra jusqu'à ce que le stimulant ($D_H > 0$) ait été absorbé par ses propres effets, à savoir les *réactions déflationnistes* à l'impulsion inflationniste. Ces réactions déflationnistes sont au nombre de deux.

(1) La croissance du revenu national a pour effet une augmentation de la « demande normale de liquidités » — c'est-à-dire du besoin de liquidités — s'élevant à $K_H \Delta Y$, où K_H est le « taux normal d'encaisse » ou mieux, le « taux normal de liquidité » :

$$\Delta L_{bh} = K_H \Delta Y \quad (5.5)$$

Ce « taux normal de liquidité » K_H est défini comme la valeur moyenne du rapport

$$\frac{\text{stocks de liquidités}}{\text{revenu national}}$$

au cours du cycle conjoncturel écoulé. Le produit national étant calculé sur une base annuelle, ce rapport vaut environ 0,4. Le numérateur du rapport ci-dessus comprend en fait également une petite quantité de liquidités inactives, de sorte que le « taux normal de liquidité » ne correspond pas entièrement à la notion « taux de liquidité active ».

(2) L'accroissement du produit national engendre, en outre, une augmentation des importations s'élevant à $m \Delta Y$, où m désigne la propension marginale à importer. Aux Pays-Bas, m , calculé pour un cycle conjoncturel complet, est égal à 0,5. Pour des raisons pratiques, le Service d'Etudes de la Nederlandsche Bank adopte comme *hypothèse de*

(1) Une *déflation* est considérée ici comme une inflation négative; c'est pourquoi nous n'utiliserons, dans ce qui suit, que le terme « impulsion inflationniste » sans ajouter « ou impulsion déflationniste ».

travail que la réaction déflationniste induite ($m \Delta Y$) se réalise *entièrement en l'espace d'une année* ⁽¹⁾.

En vertu de cette hypothèse de travail, le total des réactions déflationnistes $K_H \Delta Y + m \Delta Y$ sera devenu égal, à la fin de l'année, à l'impulsion inflationniste D_H :

$$D_H = K_H \Delta Y + m \Delta Y \quad (5.7)$$

Toutefois, à l'impulsion inflationniste intérieure s'ajoutera en réalité également, dans la plupart des cas, une *impulsion inflationniste extérieure ou étrangère*. Il s'agira alors de calculer ces impulsions inflationnistes extérieures.

Une impulsion inflationniste extérieure est une impulsion provenant des relations économiques de l'économie nationale avec l'étranger ⁽²⁾. Elle s'extériorise dans la balance des paiements : une inflation à l'étranger donne lieu à une augmentation des exportations. Si, à l'origine, la balance des paiements était en équilibre ($B_H = 0$), l'impulsion inflationniste extérieure produira un excédent de la balance des paiements ($B_H > 0$). L'impulsion inflationniste extérieure n'est cependant *pas égale* à cet excédent de la balance des paiements; en effet, l'augmentation des exportations fera croître le revenu national — admettons de ΔY — et provoquera ainsi une réaction déflationniste induite, à savoir un accroissement des importations s'élevant à $m \Delta Y$. Nous allons à nouveau nous baser sur une *hypothèse de travail*, à savoir que l'augmentation des importations $m \Delta Y$ résultant d'une impulsion monétaire extérieure, se réalise *entièrement en l'espace d'une seule année* ⁽³⁾. En outre, des impul-

(1) Holtrop, « De relatieve verantwoordelijkheid ... », p. 316, n. 6, sub 2 (édition anglaise : p. 205, n. 1, sub b).

(2) Holtrop, *ibid.*, p. 314 (édition anglaise, p. 204).

(3) S'il se produit une *inflation par les coûts* à l'intérieur du pays, les exportations diminueront (et les importations augmenteront peut-être, quoique ce ne soit généralement pas le cas aux Pays-Bas), *sans* qu'il se produise une impulsion inflationniste intérieure ou extérieure dans le sens d'une impulsion *monétaire* ou impulsion par la dépense. Le modèle de Holtrop ne tient pas compte de cette possibilité. Comme il ressort d'une remarque de Holtrop dans le recueil *Inflation*, p. 448, il est très conscient de cette lacune. C'est la raison pour laquelle la Nederlandsche Bank part de l'hypothèse de travail qu'une modification *induite* des importations ($m \Delta Y$) se parachève en l'espace d'une année; en effet, les réactions de la demande aux changements de prix n'auront lieu qu'avec un certain retard (supposons après un an environ) et se présenteront, du fait de l'hypothèse de travail, comme des *impulsions autonomes*, prenant la forme d'impulsions *monétaires*, ce qu'elles ne sont pas dans ce cas-ci.

sions inflationnistes *intérieures* contribueront également à l'accroissement $m\Delta Y$ des importations. C'est pourquoi l'*impulsion* inflationniste extérieure ne sera pas égale à B_H , mais bien à $B_H + m\Delta Y$. En désignant par E_H l'impulsion inflationniste extérieure, on obtient :

$$E_H = m\Delta Y + B_H \quad (5.8)$$

qui est la *seconde équation du modèle monétaire de Holtrop*.

Ayant pris en considération, non seulement l'impulsion intérieure, mais également l'impulsion extérieure, nous devons modifier l'équation (5.7) comme suit :

$$D_H + E_H = K_H\Delta Y + m\Delta Y \quad (5.7')$$

En y substituant (5.8), on obtient :

$$D_H + m\Delta Y + B_H = K_H\Delta Y + m\Delta Y \quad \therefore$$

$$\therefore D_H = K_H\Delta Y - B_H$$

On retrouve ainsi (5.6), la première équation du modèle monétaire.

Sur la base de l'analyse exposée ci-dessus, Holtrop et Kessler ont bâti quatre formules approximatives pour trois acceptions différentes de la notion d'équilibre monétaire ou de neutralité monétaire.

(1) La formule approximative traduisant l'*équilibre monétaire* de Koopmans — à savoir la demande pure égale à zéro — est la suivante :

(a) selon Kessler ⁽¹⁾ :

$$D_H + E_H = 0$$

c'est-à-dire : la somme des impulsions monétaires intérieures et extérieures est nulle. Pour bien marquer la différence qui existe entre cette notion et celle d'« équilibre extérieur » ($B_H=0$), Kessler désigne plutôt l'égalité $D_H + E_H = 0$ par le terme « équilibre monétaire intérieur »;

(b) selon Holtrop :

$$\Delta L_{b\phi} = \Delta L_m + B_H$$

ou, selon l'expression de Holtrop ⁽²⁾ : « La situation d'équilibre monétaire intérieur... »

doit être définie à nouveau, pour une économie nationale ouverte, comme étant la situation dans laquelle la thésaurisation nette spontanée équivaut au total de la création intérieure nette de liquidités et l'excédent autonome de la balance des paiements ». Il ressort d'une note de Holtrop que cet excédent autonome de la balance des paiements n'est autre que B_H : l'accroissement des créances nettes sur l'étranger détenues par la banque centrale et les banques privées.

En comparant la formule approximative de Holtrop de la notion d'équilibre monétaire (intérieur) à l'identité des liquidités sous la forme (5.2), on s'aperçoit que l'équilibre monétaire dans le sens de Holtrop implique que le terme $\Delta L_{b\phi}$ soit égal à zéro; selon (5.5), cela signifie que $K_H\Delta Y = 0$, donc $\Delta Y = 0$, c'est-à-dire que règne la situation que l'auteur du présent article appelle « équilibre du revenu » ⁽¹⁾ : c'est-à-dire la forme d'équilibre monétaire qui est caractérisée par un revenu demeurant constant dans le temps.

— Dans la section suivante, nous constatons que les formules approximatives de Kessler et Holtrop sont synonymes dans l'esprit de *leurs auteurs*, par ce que la formule $D_H + E_H = 0$ de Kessler implique aussi que ΔY dans le modèle monétaire de Holtrop soit égal à zéro.

(2) Une deuxième notion est la suivante : la *neutralité monétaire intérieure*, représentée par la formule :

$$D_H = 0$$

Ainsi, une situation caractérisée par une valeur nulle de l'impulsion monétaire intérieure est qualifiée de situation de neutralité intérieure ⁽²⁾.

(3) Enfin, Holtrop et Kessler citent encore la notion d'*équilibre monétaire absolu* ⁽³⁾, à

(1) Kessler, *Monetair evenwicht en betalingsbalans-evenwicht*, p. 385.

(2) M.W. Holtrop, *Monetary Policy in an Open Economy : Its Objectives, Instruments, Limitations, and Dilemma's*, n° 43 de la série *Essays in International Finance*, Princeton, New Jersey, 1963, p. 10.

(1) Voir à ce sujet l'article déjà cité paru dans le *Bulletin d'Information et de Documentation*, 1956, notamment section 2.4, ainsi que : F.J. de Jong, « The Concept of Monetary Equilibrium, and Its Relation to Post-Keynesian Economics », *Weltwirtschaftliches Archiv*, Hambourg, LXXXVII, 1956, II, pp. 1-43. Dans ce dernier article, on trouve également un exposé concernant les paires de notions *ex ante versus ex post* et autonome *versus* induit.

(2) Kessler, pp. 381 et 385.

(3) Kessler, p. 385. Ce terme apparaît pour la première fois dans : Holtrop, « De interpretatie van monetaire verschijnselen », p. 993 (125).

savoir l'équilibre monétaire caractérisé par une valeur nulle et de l'impulsion monétaire intérieure et de l'impulsion monétaire extérieure :

$$D_H = 0 \text{ et } E_H = 0$$

Holtrop écrit à ce sujet : « Dans mon optique, il ne peut y avoir équilibre monétaire absolu sans équilibre de la balance des paiements » ($B_H = 0$). Nous démontrerons dans la section suivante pourquoi il doit, en effet, en être ainsi dans l'optique de Holtrop ⁽¹⁾.

Ces trois notions — équilibre monétaire (intérieur), neutralité monétaire intérieure et équilibre monétaire absolu — seront utilisées lors de l'examen de la solution du modèle monétaire de Holtrop.

5.2 — Solution du modèle

Le modèle de Holtrop comprend deux équations :

$$D_H = K_H \Delta Y - B_H \quad (5.6)$$

$$E_H = m \Delta Y + B_H \quad (5.8)$$

Du point de vue *statistique*, ΔY et B_H sont les grandeurs connues — déterminées statistiquement — et D_H et E_H les deux inconnues. En effet, le modèle a pour but de permettre le calcul de D_H et E_H .

On peut cependant aussi considérer ce modèle du point de vue *théorique*; D_H et E_H deviennent alors des données et ΔY et B_H les inconnues. La question posée dans ce cas est la suivante : étant donné une impulsion inflationniste intérieure D_H et une impulsion inflationniste extérieure E_H , à combien s'élèveront l'excédent de la balance des paiements B_H et l'augmentation des revenus ΔY dans l'année prise en considération ?

Pour obtenir la valeur prise par ΔY , il suffit d'additionner les deux équations :

$$D_H + E_H = (K_H + m) \Delta Y \quad \dots$$

$$\therefore \Delta Y = \frac{D_H + E_H}{K_H + m} \quad (5.9)$$

(1) Le raisonnement affirmant que l'équilibre monétaire absolu correspond à l'équilibre de la balance des paiements se retrouve déjà dans le *Rapport annuel de la Nederlandsche Bank*, 1951, p. 91, où l'on traite de la restauration de l'équilibre monétaire « et de ce fait » de l'équilibre de la balance des paiements. On trouve la même idée dans : Holtrop, « De relatieve verantwoordelijkheid van overheid in centrale bank voor de beheersing van inflatie », p. 314, n. 4 (p. 204, n. 1 de l'édition anglaise, parue dans le recueil *Inflation*).

On en conclut que $\Delta Y = 0$, lorsque $D_H + E_H = 0$, c'est-à-dire lorsque la somme des impulsions intérieure et extérieure est nulle. On peut également exprimer cela de la façon suivante : *lorsqu'il y a équilibre monétaire, il y a également équilibre du revenu* ⁽¹⁾. En d'autres mots : selon le modèle de Holtrop, l'équation (5.9) exprime la modification du revenu national qui se produit par suite d'une perturbation de l'équilibre monétaire (intérieur).

Pour obtenir la valeur prise par B_H , nous écrivons (5.6) sous la forme suivante :

$$B_H = K_H \Delta Y - D_H$$

En y substituant (5.9), on obtient :

$$B_H = K_H \cdot \frac{D_H + E_H}{K_H + m} - D_H \quad \dots$$

$$\therefore B_H = \frac{K_H D_H + K_H E_H - K_H D_H - m D_H}{K_H + m} \quad \dots$$

$$\therefore B_H = \frac{K_H E_H - m D_H}{K_H + m} \quad (5.10)$$

Il découle de (5.10) qu'il y a équilibre de la balance des paiements ($B_H = 0$), suivant le modèle de Holtrop, lorsque $K_H E_H = m D_H$, par conséquent lorsque :

$$E_H = \frac{m}{K_H} D_H \quad (5.11)$$

Les équations (5.10) et (5.11) permettent de formuler les trois conclusions suivantes :

(I) l'équilibre monétaire intérieur ($D_H + E_H = 0$) n'implique généralement pas l'équilibre de la balance des paiements;

(1) Cette conclusion a amené l'auteur du présent article à se demander s'il n'y a pas une faille dans le raisonnement de Holtrop. En effet, le modèle de la Nederlandsche Bank ne comprend pas d'équations de comportement contenant des variables retardées, de sorte que — à cet égard — la notion d'équilibre monétaire de Holtrop ressemble à celle de Koopmans. Cependant, la notion d'équilibre monétaire de Koopmans n'implique pas que le revenu national monétaire doive rester constant au cours du temps, alors que le modèle de Holtrop l'implique effectivement. Comme l'auteur du présent exposé a essayé de le démontrer dans ses articles parus en 1956 dans *Weltwirtschaftliches Archiv* et *Bulletin d'Information et de Documentation*, l'équilibre monétaire ne prend la forme d'un « équilibre du revenu » dans l'acception théorique pure (Koopmans), que si le modèle comprend une équation de comportement contenant des variables retardées. La contradiction qui vient d'être signalée sera résolue dans la section 5.5.

(II) il peut y avoir équilibre de la balance des paiements sans équilibre monétaire, à savoir lorsque le rapport entre les impulsions monétaires extérieures et intérieures est égal au rapport entre la propension marginale à importer et le taux normal de liquidité repris dans l'équation (5.11);

(III) par contre, l'équilibre monétaire absolu ($D_H = 0$ et $E_H = 0$) implique bien l'équilibre de la balance des paiements.

5.3 — Critique du modèle

Pour qu'une équation soit correcte, il est nécessaire, mais non suffisant, qu'elle soit « dimensionnellement » homogène. Une équation est dimensionnellement homogène lorsque tous les termes qui y interviennent ont la même dimension. « Dimension » signifie ici ensemble de grandeurs additives.

L'examen de l'homogénéité dimensionnelle du modèle fait apparaître des difficultés (1). Pour effectuer cet examen, nous aurons recours aux dimensions fondamentales suivantes :

[M] dimension « stock monétaire », c'est-à-dire l'ensemble de tous les *montants* en monnaie, c'est-à-dire des stocks mesurés en une unité monétaire. C'est de cette dimension que font partie, par exemple, les patrimoines et le stock monétaire global;

[T] dimension « temps », c'est-à-dire l'ensemble de toutes les périodes de temps.

De même, nous utiliserons la dimension secondaire [MT^{-1}], c'est-à-dire l'ensemble de tous les flux monétaires; ces flux se mesurent en unités monétaires par unité de temps (par exemple en florins par an).

Dans ce qui suit, les *flux* monétaires seront désignés par des lettres minuscules (2), les *montants* de monnaie (les stocks monétaires), par des lettres majuscules (3).

(1) Ce qui suit est le résumé d'un débat entre Kessler et l'auteur de cet article — F.J. de Jong, « Dimensionanalyse in de economie », *De Economist*, Haarlem, CX, 1962, pp. 1-206, notamment pp. 163-169; G.A. Kessler, « Monetair model en dimensionanalyse », *De Economist*, Haarlem, CXI, 1963, pp. 481-496.

(2) Ainsi que nous le verrons plus loin, la propension marginale à importer m n'est cependant pas un flux monétaire, bien qu'elle soit désignée par une lettre minuscule; m est un nombre abstrait.

(3) Comme nous le verrons également dans ce qui suit le taux de liquidité K_H n'est pas un montant de monnaie, bien qu'il soit désigné par une lettre majuscule; K_H est une période de temps.

Dans la littérature économique théorique, des grandeurs telles que le revenu national et l'excédent de la balance des paiements, sont considérées comme des flux monétaires. Soit y et b_H respectivement le flux instantané de revenu national et le flux instantané d'excédent de la balance des paiements, nous aurons :

$$y \in [MT^{-1}] \quad (5.12)$$

$$b_H \in [MT^{-1}] \quad (5.13)$$

ce qui signifie que :

y fait partie de l'ensemble ou de la « dimension » des flux monétaires, [MT^{-1}]; (5.12)

b_H fait partie de l'ensemble ou de la « dimension » des flux monétaires, [MT^{-1}]. (5.13)

Il est d'usage courant de résumer ces expressions comme suit :

y a la dimension d'un flux monétaire (5.12)

b_H a la dimension d'un flux monétaire (5.13)

Ces flux monétaires ne sont pas liés à une période *déterminée*; ils peuvent, au choix, être exprimés comme, par exemple, en 1.000 florins par *an* ou 250 florins par *trimestre*, etc.

Dans ce type de raisonnement, il convient de considérer également les impulsions intérieures et extérieures des dépenses comme des flux monétaires :

$$d_H \in [MT^{-1}] \quad (5.14)$$

$$e_H \in [MT^{-1}] \quad (5.15)$$

Ces définitions ne peuvent cependant pas être appliquées dans un rapport annuel comme celui de la Nederlandsche Bank. Il s'agit en effet d'un rapport *annuel*; ce qui signifie entre autres qu'un montant cité comme étant le revenu national néerlandais n'est pas un *flux* de revenu, mais un *montant* de revenu, « pour » une année. Le *montant* du revenu « pour » l'année entre l'instant $t = 0$ et l'instant $t = 1$ s'obtient par intégration du *flux* de revenu au cours de cette période (1) :

$$Y_1 = \int_{t=0}^1 y \cdot dt \quad (5.16)$$

(1) De même, en mécanique, le chemin parcouru par une voiture automobile entre l'instant où elle a quitté l'usine et l'instant t' , s'obtient par intégration de la vitesse instantanée de cette voiture entre $t = 0$ et $t = t'$.

où nous avons :

$$y \in [MT^{-1}] \quad (5.17)$$

$$dt \in [T] \quad (5.18)$$

et, par conséquent,

$$Y_I \in [M] \quad (5.19)$$

Si nous définissons ΔY_I comme $Y_I - Y_0$, nous aurons évidemment :

$$\Delta Y_I \in [M] \quad (5.19bis)$$

Le *montant* du revenu « pour » une période, soit une année, n'est donc pas un *flux* monétaire, mais un *stock* monétaire, que nous appellerons « montant » du revenu.

De la même manière, nous avons, pour l'année considérée :

$$B_{H,I} = \int_{t=0}^I b_H dt \quad (5.20)$$

$$E_{H,I} = \int_{t=0}^I e_H dt \quad (5.21)$$

$$D_{H,I} = \int_{t=0}^I d_H dt \quad (5.22)$$

Les grandeurs (5.20) à (5.22) ont toutes trois le caractère de « montants » : elles ont la dimension $[M]$.

La propension marginale à importer, m , est la dérivée du rapport du flux d'importation au flux du revenu. Par conséquent, m est un nombre abstrait :

$$m \in [1] \quad (5.23)$$

Reste, enfin, le taux de liquidité K_H . Cette grandeur est analogue à la durée du circuit de la monnaie, K_v , de Robertson, qui apparaît dans l'équation (3.1). La période du circuit de la monnaie est la période moyenne nécessaire pour qu'une unité monétaire parcoure un circuit complet. La période du circuit est donc une période de temps, dont la dimension est représentée par $[T]$. Le taux de liquidité K_H de Holtrop a également la dimension $[T]$, ainsi qu'il ressort de l'équation (4.3) réécrite

en employant les symboles utilisés dans cette section :

$$L_{bh} = K_H y \quad (5.24)$$

où :

$$L_{bh} \in [M] \quad (5.25)$$

$$y \in [MT^{-1}] \quad (5.26)$$

L'équation (5.24) ne sera *dimensionnellement homogène* — c'est-à-dire le membre de gauche et le membre de droite de (5.24) n'auront la même dimension — que si :

$$K_H \in [T] \quad (5.27)$$

de sorte qu'on peut écrire :

$$K_H y \in [T] [MT^{-1}] = [M]$$

ce qui correspond à l'équation (5.25).

L'analyse de l'homogénéité dimensionnelle de la seconde équation du modèle monétaire :

$$E_H = m\Delta Y + B_H \quad (5.8)$$

ne présente aucune difficulté. Les formules (5.21), (5.23), (5.19bis) et (5.20) montrent que les trois termes de l'équation (5.8) ont la dimension $[M]$. Par conséquent, cette équation est dimensionnellement homogène.

Examinons maintenant la première équation du modèle, à savoir :

$$D_H = K_H \Delta Y - B_H \quad (5.6)$$

Nous avons :

$$D_H \in [M]$$

$$K_H \in [T] \quad (5.27)$$

$$\Delta Y \in [M] \quad (5.19bis)$$

$$B_H \in [M]$$

Il apparaît que D_H et B_H ont la même dimension $[M]$, mais que le produit $K_H \Delta Y$ a une dimension différente :

$$K_H \Delta Y \in [T] [M] \quad \therefore$$

$$\therefore K_H \Delta Y \in [MT] \quad (5.28)$$

Par conséquent, l'équation (5.6) n'est pas dimensionnellement homogène. Etant donné que cette homogénéité est une condition nécessaire — mais non suffisante — de l'exactitude d'une équation, cela signifie que l'équation (5.6) ne peut pas être correcte : elle est erronée.

Cette erreur peut toutefois facilement être corrigée en remplaçant $K_H \Delta Y$ par un autre terme ayant bien la dimension nécessaire $[M]$. Etant donné que K_H a la dimension $[T]$, il suffit de remplacer ΔY par une grandeur de la dimension $[MT^{-1}]$. L'équation (5.24) fournit la solution de ce problème : il faut remplacer ΔY par Δy . Conformément à la notation utilisée ci-dessus, Δy_t est défini comme étant la différence entre la valeur du flux de revenu à l'instant $t = 1$ et la valeur de ce flux à l'instant $t = 0$:

$$\Delta y_t \equiv y_t - y_0 \quad (5.29)$$

où, nécessairement :

$$\Delta y_t \in [MT^{-1}] \quad (5.29bis)$$

La nouvelle version de (5.6) est donc la suivante :

$$D_H = K_H \Delta y - B_H \quad (5.30)$$

La difficulté réside donc dans le fait qu'on a donné au symbole ΔY dans les équations (5.6) et (5.8) deux sens différents, ce qui est contraire au *principium identitatis*. Cette difficulté est résolue en remplaçant ΔY par Δy dans l'équation (5.6), ce qui donne l'équation (5.30). Cette correction répond très bien aux vues du Service d'Etudes de la Nederlandsche Bank : en effet, il utilise pour ΔY une autre grandeur statistique dans l'équation (5.6) que dans l'équation (5.8). Comme il apparaîtra encore plus loin, on peut symboliser ces deux grandeurs statistiques respectivement par Δy et ΔY .

5.4 — Version corrigée du modèle

Les deux équations du modèle sont devenues (1) :

$$D_H = K_H \Delta y - B_H \quad (5.30)$$

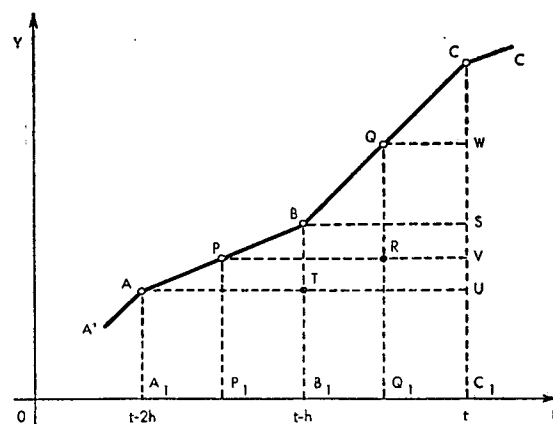
$$E_H = m \Delta Y + B_H \quad (5.8)$$

Du point de vue théorique, D_H et E_H sont des données, Δy , ΔY et B_H , trois inconnues. Cela

signifie qu'il nous faut encore une troisième équation afin d'obtenir un système nous donnant une seule et unique solution.

On obtient cette troisième équation en traduisant par une formule le rapport existant entre Δy et ΔY . Pour simplifier cet exposé théorique, présupposons provisoirement que le flux du revenu national y est, pour chaque année prise séparément, une fonction linéaire du temps, sans être cependant chaque année la même fonction linéaire du temps (1). En d'autres mots : y , fonction du temps, peut être, conformément à cette présupposition, représenté par une ligne brisée, composée de segments de droites; les sommets coïncident avec les fins d'année, ainsi que le montre l'exemple dessiné au graphique 6.

Graphique 6



Le niveau du flux instantané du revenu au cours du temps est représenté par la ligne brisée ... $A'APBQCC'$... qui présente un sommet aux points A, B et C. Les segments AB et BC sont des droites.

Afin de formuler le problème d'une façon aussi générale que possible, nous supposons que l'année compte h unités de temps. Donc, si l'unité de temps choisie est le trimestre, h est égal à quatre. D'une façon générale, nous avons également : $h \in [T]$.

Nous admettons que la période située entre les instants $t - h$ et t est l'année rapportée ou la période d'observation. La période située entre $t - 2h$ et $t - h$ est donc « la période d'observation précédente ».

(1) Les équations (5.30) et (5.8) combinées de cette façon sont dues à Kessler; voir à ce sujet son article déjà cité paru en 1963 dans *De Economist*.

(1) Pour ce qui suit, nous avons bénéficié de l'aide importante que nous ont fournie MM. A.I. van de Voooren, Professeur de mathématiques appliquées à l'Université d'Etat de Groningue, et H.G. Brinkman, Professeur de mathématiques à la Faculté des Sciences économiques de cette Université.

Le symbole Δy_t représente l'augmentation du flux du revenu national au cours de la période d'observation. Nous avons donc :

$$\Delta y_t \equiv y_t - y_{t-h} \quad (5.31)$$

De même :

$$\Delta y_{t-h} \equiv y_{t-h} - y_{t-2h} \quad (5.32)$$

Au graphique 1 : y_t est égal à l'ordonnée de C, tandis que y_{t-h} est égal à l'ordonnée de B. Par conséquent :

$$\Delta y_t = SC \quad (5.33)$$

et

$$\Delta y_{t-h} = TB \quad (5.34)$$

ΔY_t représente l'accroissement du montant du revenu au cours de l'année rapportée relativement à l'année précédente, soit la différence entre Y_t et Y_{t-h} :

$$\Delta Y_t \equiv Y_t - Y_{t-h} \quad (5.35)$$

où nous avons, par définition :

$$Y_t \equiv \int_{t-h}^t y \cdot dt = \text{surface } B_1C_1CB \quad (5.36)$$

du graphique 6

$$Y_{t-h} \equiv \int_{t-2h}^{t-h} y \cdot dt = \text{surface } A_1B_1BA \quad (5.37)$$

Il résulte de (5.36) et (5.37) que :

$$\begin{aligned} \Delta Y_t &\equiv \int_{t-h}^t y \cdot dt - \int_{t-2h}^{t-h} y \cdot dt = \\ &= \text{surface } B_1C_1CB - \text{surface } A_1B_1BA \quad (5.38) \end{aligned}$$

Si $A_1P_1 = P_1B_1 = B_1Q_1 = Q_1C_1 = \frac{1}{2}h$, l'équa-

tion (5.38) comprend les égalités suivantes :
surface $B_1C_1CB = B_1C_1 \cdot Q_1Q = h \cdot Q_1Q$ (5.39)

et :

$$\text{surface } A_1B_1BA = A_1B_1 \cdot P_1P = h \cdot P_1P \quad (5.40)$$

En substituant (5.39) et (5.40) à (5.38), nous obtenons :

$$\Delta Y_t = h \cdot (Q_1Q - P_1P) = h \cdot RQ \quad (5.41)$$

Nous avons également :

$$\begin{aligned} \Delta y_{t-h} + \Delta y_t &= TB + SC = UC = \\ UV + VS + SW + WC; &\text{ puisque} \\ UV = VS \text{ et } SW &= WC, \end{aligned}$$

ce qui précède devient :

$$\Delta y_{t-h} + \Delta y_t = 2VS + 2SW = 2VW = 2RQ \quad (5.42)$$

Selon (5.41) :

$$RQ = \frac{1}{h} \cdot \Delta Y_t$$

donc (5.42) devient :

$$\Delta y_{t-h} + \Delta y_t = \frac{2}{h} \cdot \Delta Y_t \quad (5.43)$$

ce qui est la troisième équation du modèle (1). Il est facile de constater que cette équation est dimensionnellement homogène.

Les trois inconnues du modèle, à savoir Δy_t , ΔY_t et B_H peuvent, dès lors, être calculées, car Δy_{t-h} peut être considéré comme connu, du fait que « sa valeur a été calculée dans le rapport annuel précédent ».

5.5 — Solution du modèle corrigé

Dans le cas dessiné au graphique 6, pour lequel nous avons admis la présupposition simplificatrice exposée en 5.4, la version corrigée du modèle monétaire de la Nederlandsche Bank peut être présentée sous la forme suivante, lorsque nous accolons à tous les symboles les indices de temps correspondants :

$$D_{H,t} = K_H \Delta y_t - B_{H,t} \quad (5.30)$$

$$E_{H,t} = m \Delta Y_t + B_{H,t} \quad (5.8)$$

$$\Delta y_{t-h} + \Delta y_t = \frac{2}{h} \cdot \Delta Y_t \quad (5.43)$$

(1) Dans le cas particulier où y demeurerait la même fonction linéaire de t au cours des ans, les points A', A, P, B, Q, C et C' se trouveraient sur une droite. Nous aurions alors : $\Delta y_{t-h} = \Delta y_t$, de sorte que l'on pourrait écrire que $\Delta y_{t-h} + \Delta y_t = 2\Delta y$, où Δy est une constante. L'équation (5.43) deviendrait : $\Delta y = \frac{1}{h} \Delta Y$, ou $\Delta Y = h \Delta y$. Dans le cas très spécial où h serait égal à 1, Δy et ΔY auraient la même valeur numérique, de sorte que l'erreur commise dans le modèle de Holtrop n'exercerait aucune influence sur le résultat des calculs. — Voir à ce propos l'article cité plus haut de Kessler, dans *De Economist*, de 1963, notamment pp. 493-496.

Si nous considérons ces trois équations, en première instance, en tant que constituantes d'un modèle *théorique*, elles comprennent trois inconnues, à savoir Δy_t , ΔY_t et $B_{H,t}$. Les grandeurs connues ou données sont : $D_{H,t}$, $E_{H,t}$ et Δy_{t-h} .

(5.30) et (5.8) donnent :

$$D_{H,t} + E_{H,t} = K_H \Delta y_t + m \Delta Y_t$$

où nous avons, selon (5.43) :

$$\Delta Y_t = \frac{1}{2} h. (\Delta y_{t-h} + \Delta y_t)$$

$$\Delta Y_t = \frac{1}{2} h \Delta y_{t-h} + \frac{h D_{H,t} + h E_{H,t} - \frac{1}{2} m h^2 \Delta y_{t-h}}{2 K_H + m h}$$

$$\text{ou : } \Delta Y_t = \frac{h D_{H,t} + h E_{H,t} + h K_H \Delta y_{t-h}}{2 K_H + m h} \quad (5.45)$$

Enfin, nous pouvons calculer $B_{H,t}$ en substituant (5.44) à (5.30) :

$$B_{H,t} = \frac{-m h D_{H,t} + 2 K_H E_{H,t} - m h K_H \Delta y_{t-h}}{2 K_H + m h} \quad (5.46)$$

Cette solution du modèle nous amène à formuler trois conclusions intéressantes.

(1) Contrairement à la conclusion à laquelle Holtrop était parvenu en se basant sur la version originale de son modèle, *l'équilibre monétaire intérieur au cours de la période t* (entre les instants $t - h$ et t), soit $D_{H,t} + E_{H,t} = 0$, *n'implique généralement pas qu'un équilibre immédiat du revenu s'établisse également*. La même conclusion vaut pour l'équilibre monétaire « absolu » ($D_{H,t} = E_{H,t} = 0$). Les équations (5.44) et (5.45) montrent que, lorsqu'il y a équilibre monétaire — suivant la présupposition représentée par le graphique 6 — les grandeurs Δy_t et ΔY_t ne sont simultanément nulles que dans un cas bien particulier, à savoir lorsqu'en outre Δy_{t-h} est égal à zéro. En d'autres mots : l'équilibre du revenu est un cas particulier de l'équilibre monétaire (1). La formule approximative de l'équilibre monétaire de Holtrop exposée dans la section 5.1,

de sorte que nous obtenons :

$$D_{H,t} + E_{H,t} = K_H \Delta y_t + \frac{1}{2} m h. (\Delta y_{t-h} + \Delta y_t)$$

d'où nous tirons :

$$\Delta y_t = \frac{2 D_{H,t} + 2 E_{H,t} - m h \Delta y_{t-h}}{2 K_H + m h} \quad (5.44)$$

En substituant (5.44) à (5.43), nous obtenons :

$$h D_{H,t} + h E_{H,t} - \frac{1}{2} m h^2 \Delta y_{t-h}$$

alinéa (1.b), est de toute évidence, trop restrictive; elle ne décrit que le cas particulier d'équilibre du revenu. La formule approximative généralement valable de l'équilibre monétaire est celle de Kessler, mentionnée à l'alinéa (1.a) de cette section 5.1.

(2) L'équation (5.46) montre que — contrairement à ce qu'enseigne Holtrop — même *l'équilibre monétaire absolu* ($D_H = E_H = 0$) *n'implique généralement pas l'équilibre de la balance des paiements*. La conclusion de Holtrop à ce sujet ne reste valable que pour le cas spécial déjà mentionné ci-dessus où Δy_{t-h} est égal à zéro. Équilibre monétaire absolu (et par conséquent simultanément équilibre monétaire intérieur et neutralité monétaire intérieure), équilibre du revenu et équilibre de la balance des paiements coïncident uniquement dans ce cas très particulier. S'il n'y a pas équilibre monétaire absolu, mais uniquement équilibre monétaire intérieur, Δy_{t-h} étant égal à zéro, il y a bien équilibre du revenu, mais pas équilibre de la balance des paiements. Inversement, il peut y avoir équilibre de la balance des paiements en l'absence d'équilibre monétaire — passe encore équilibre du revenu —, à savoir lorsque le numérateur de l'équation (5.46) est égal à zéro.

(3) Revenons à la présupposition générale selon laquelle Δy_{t-h} est le plus souvent différent de zéro. Dans ce cas, lorsque $D_{H,t} + E_{H,t} = 0$, et lorsque cet équilibre monétaire inté-

(1) Cette conclusion est étroitement apparentée à celle que l'auteur du présent article a exposée en 1956 dans ce *Bulletin* et dans le *Weltwirtschaftliches Archiv*. Elle est cependant en contradiction avec l'argumentation développée par Kessler dans sa thèse : *Monetair evenwicht en betalingsbalansenwicht*, p. 46.

rieur se maintient au cours des périodes ultérieures, le flux instantané de revenu y_t présente des fluctuations de nature mitigée, qui finissent par disparaître. En effet, l'équation (5.44) prend alors la forme suivante :

$$\Delta y_t = - \frac{mh}{2K_H + mh} \cdot \Delta y_{t-h}$$

Or :

$$\left| - \frac{mh}{2K_H + mh} \right| < 1$$

Posons notamment : $m = 0,5$; $K_H = 0,4$ et $h = 1$, ainsi que le fait la Nederlandsche Bank;

$$y_t = y_{t-1} + \Delta y_t \quad \dots$$

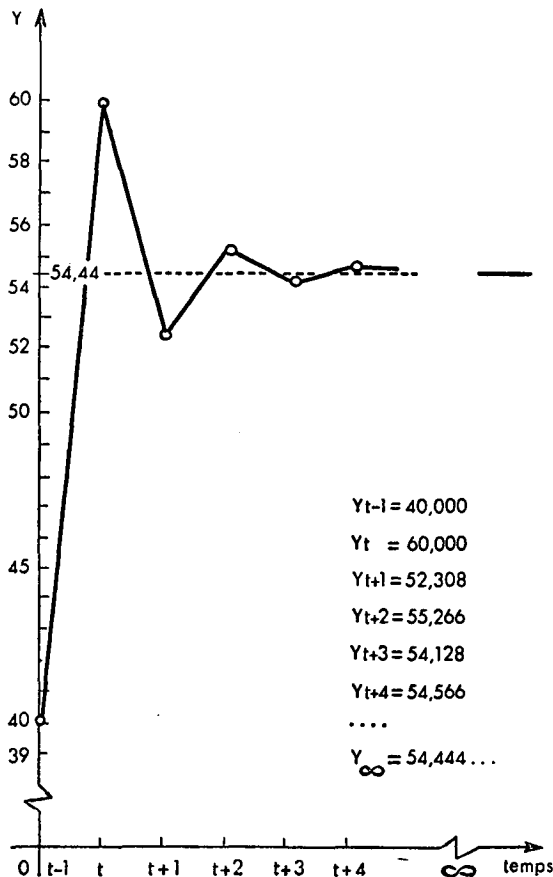
$$\dots \quad y_{t+1} = y_{t-1} + \Delta y_t + \Delta y_{t+1} = y_{t-1} + \left\{ 1 - \frac{5}{13} \right\} \cdot \Delta y_t \quad \dots$$

$$\dots \quad y_{t+n} = y_{t-1} + \left\{ 1 + \left(-\frac{5}{13}\right) + \left(-\frac{5}{13}\right)^2 + \left(-\frac{5}{13}\right)^3 + \dots + \left(-\frac{5}{13}\right)^n \right\} \cdot \Delta y_t$$

Pour n tendant vers l'infini, on obtient :

$$y_\infty = y_{t-1} + \frac{1}{1 + \frac{5}{13}} \cdot \Delta y_t = y_{t-1} + \frac{13}{18} \cdot \Delta y_t$$

Graphique 7



nous obtenons :

$$\Delta y_t = - \frac{5}{13} \cdot \Delta y_{t-1} \quad \dots$$

$$\dots \quad \Delta y_{t+1} = - \frac{5}{13} \cdot \Delta y_t \quad \dots$$

$$\dots \quad \Delta y_{t+n} = \left(-\frac{5}{13}\right)^n \cdot \Delta y_t$$

Si $\Delta y_t > 0$, on a, pour des valeurs impaires de n , $\Delta y_{t+n} < 0$; par contre, pour des valeurs paires de n , $\Delta y_{t+n} > 0$; la valeur limite de Δy_{t+n} pour n tendant vers l'infini est zéro.

On peut calculer comme suit la valeur limite de y_t pour t tendant vers l'infini :

Le graphique 7 représente y comme fonction de t , lorsqu'on prend comme conditions initiales de y_{t-1} et y_t respectivement les valeurs 40 et 60, de sorte que $\Delta y_t = 20$.

Au cas où $D_{H,t} + E_{H,t}$ est égal à zéro et reste nul pour toute valeur future de t , le montant du revenu Y_t subit des fluctuations progressivement mitigées; en outre, Y_t tend vers une valeur limite, lorsque t tend vers l'infini. En effet, l'équation (5.45) prend la forme suivante :

$$\Delta Y_t = \frac{hK_H}{2K_H + mh} \cdot \Delta y_{t-h}$$

qui devient, pour les valeurs de m , h et K_H utilisées ci-dessus :

$$\Delta Y_t = \frac{4}{13} \cdot \Delta y_{t-1} \quad \dots$$

$$\dots \quad \Delta Y_{t+1} = \frac{4}{13} \cdot \Delta y_t \quad \dots$$

$$\dots \quad \Delta Y_{t+n+1} = \frac{4}{13} \cdot \Delta y_{t+n} \quad \dots$$

$$\dots \quad \Delta Y_{t+n+1} = \frac{4}{13} \cdot \left(-\frac{5}{13}\right)^n \cdot \Delta y_t$$

dont la valeur limite est zéro pour n tendant vers l'infini.

La valeur du montant du revenu est :

$$\begin{aligned}
 Y_t &= Y_{t-1} + \Delta Y_t = Y_{t-1} + \frac{4}{13} \cdot \Delta y_{t-1} \quad \dots \\
 \therefore Y_{t+1} &= Y_{t-1} + \Delta Y_t + \Delta Y_{t+1} = Y_{t-1} + \frac{4}{13} \cdot \Delta y_{t-1} + \frac{4}{13} \cdot \left(-\frac{5}{13}\right) \cdot \Delta y_{t-1} \quad \dots \\
 \therefore Y_{t+2} &= Y_{t-1} + \frac{4}{13} \cdot \Delta y_{t-1} + \frac{4}{13} \cdot \left(-\frac{5}{13}\right) \cdot \Delta y_{t-1} + \frac{4}{13} \cdot \left(-\frac{5}{13}\right)^2 \cdot \Delta y_{t-1} \quad \dots \\
 \therefore Y_{t+n} &= Y_{t-1} + \frac{4}{13} \left\{ 1 + \left(-\frac{5}{13}\right) + \left(-\frac{5}{13}\right)^2 + \left(-\frac{5}{13}\right)^3 + \dots + \left(-\frac{5}{13}\right)^n \right\} \cdot \Delta y_{t-1}
 \end{aligned}$$

qui devient, pour n tendant vers l'infini :

$$\begin{aligned}
 Y_\infty &= Y_{t-1} + \frac{4}{13} \cdot \left\{ 1 + \left(-\frac{5}{13}\right) + \left(-\frac{5}{13}\right)^2 + \dots \right\} \cdot \Delta y_{t-1} = \\
 &= Y_{t-1} + \frac{4}{13} \cdot \frac{1}{1 + \frac{5}{13}} \cdot \Delta y_{t-1} = \\
 &= Y_{t-1} + \frac{4}{13} \cdot \frac{13}{18} \cdot \Delta y_{t-1} = \\
 &= Y_{t-1} + \frac{2}{9} \cdot \Delta y_{t-1}
 \end{aligned}$$

L'excédent de la balance des paiements, calculé à l'aide de l'équation (5.46), n'est pas égal à zéro, lorsque l'équilibre monétaire intérieur ($D_{H,t} + E_{H,t} = 0$) se maintient au cours de toutes les périodes futures. Cependant, dans le cas particulier où *et* l'impulsion intérieure *et* l'impulsion extérieure ont *chacune en particulier* la valeur zéro (équilibre monétaire absolu), (5.46) prend la forme suivante :

$$B_{H,t} = -\frac{mhK_H}{2K_H + mh} \cdot \Delta y_{t-h}$$

où Δy_{t-h} tend cependant vers zéro, lorsque t tend vers l'infini, ainsi que nous l'avons déjà constaté plus haut. Par conséquent :

$$B_{H,\infty} = 0$$

La troisième conclusion peut, à la lumière de ce qui précède, être énoncée de la façon suivante : *lorsqu'une situation d'équilibre monétaire (intérieur) se maintient de période à période, un état d'équilibre du revenu s'établit à la longue; ceci n'implique cependant généralement pas qu'à la longue un équilibre de la balance des paiements s'établisse aussi.* Celui-ci ne s'installe à la longue que si un équi-

libre monétaire *absolu* est maintenu dans le temps.

L'équation (5.46) n'est pas dénuée d'intérêt pratique. Selon cette équation, $B_{H,t}$ est *généralement* égal à zéro, lorsque

$$-mhD_{H,t} + 2K_H E_{H,t} - mhK_H \Delta y_{t-h} = 0$$

c'est-à-dire lorsque :

$$E_{H,t} = \frac{1}{2} mh \cdot \left(\frac{D_{H,t}}{K_H} + \Delta y_{t-h} \right) \quad (5.47)$$

Ceci signifie que l'équilibre de la balance des paiements ne disparaît pas nécessairement lorsqu'un développement inflationniste se produit tant à l'étranger que dans le pays, à condition toutefois que $E_{H,t}$ et $D_{H,t}$ satisfassent à la relation (5.47). En vertu de (5.44) et (5.45), ΔY_t a, dans ce cas, une valeur positive, de sorte que la croissance économique peut aller de pair avec le maintien de l'équilibre de la balance des paiements. En substituant (5.47) à (5.45), on obtient l'accroissement absolu du montant du revenu dans une

situation d'équilibre de la balance des paiements :

$$\Delta Y_t = \frac{1}{2}h \cdot \left(\frac{D_{H,t}}{K_H} + \Delta y_{t-h} \right) \quad (5.48)$$

La conclusion affirmant que, en effet, les notions équilibre monétaire absolu dans le sens de Holtrop, équilibre de la balance des paiements et équilibre du revenu finissent à la longue par coïncider, a une signification pratique : si *chaque pays* assure *séparément* sa neutralité monétaire intérieure ($D_H = 0$), les balances des paiements finissent à la longue par s'équilibrer. En ce cas, il n'y a cependant plus moyen d'augmenter les revenus nationaux.

Néanmoins, il faut bien garder présent à l'esprit que l'analyse exposée ci-dessus est basée sur une présupposition simplificatrice, à savoir que la représentation graphique de $y_{(t)}$ a la forme d'une ligne brisée, ainsi que le montre le graphique 6. Cette présupposition coïncide à tel point avec la réalité que les données statistiques concernant le revenu national *sur base trimestrielle* permettent au Service d'Etudes de la Nederlandsche Bank de représenter $y_{(t)}$ par une telle ligne brisée ⁽¹⁾.

5.6 — Application statistique du modèle corrigé ⁽²⁾

La version théorique du modèle corrigé comprend comme troisième équation une relation entre Δy_t et ΔY_t :

$$\Delta y_{t-h} + \Delta y_t = \frac{2}{h} \cdot \Delta Y_t \quad (5.43)$$

Afin de vérifier si cette équation est également utilisable dans la version statistique du modèle, nous devons d'abord exposer sommairement comment le Service d'Etudes de la Nederlandsche Bank procède pour déduire la série chronologique $y_{(t)}$ de la série chronologique $Y_{(t)}$.

On sait que le revenu national peut être calculé à partir de ses composantes :

$$Y \equiv C + I + E_p + (U_e - U_i) \quad (5.49)$$

On peut encore scinder les investissements I en investissements en biens de capital et en accroissements des stocks. Les dépenses des pouvoirs publics peuvent être subdivisées en

consommation de biens, fournis par les entreprises et par l'étranger, en traitements et salaires payés et en investissements. Ces grandeurs sont mesurables statistiquement, de même que la consommation privée et le solde des transactions courantes de la balance des paiements.

Le Centraal Bureau voor de Statistiek calcule ainsi des indices de *mouvements trimestriels* du revenu national. De cette façon, on peut calculer la série chronologique $Y_{(t)}$ sur la base d'une période d'observation *trimestrielle*. La représentation graphique de cette série chronologique est un histogramme, composé de rectangles dont la largeur, lue en abscisse, est le trimestre; la surface du rectangle représentatif pour le trimestre t , représente la valeur de Y_t .

Le Service d'Etudes aimerait disposer d'une série chronologique $y_{(t)}$ ayant le *mois* comme période d'observation. Pour obtenir des chiffres mensuels pour $Y_{(t)}$, on divise chaque rectangle trimestriel de l'histogramme en trois rectangles mensuels de même hauteur (et par conséquent de même surface). On obtient ainsi pour chaque année un histogramme composé de quatre groupes de trois rectangles consécutifs de même hauteur. A partir de la série chronologique $Y_{(t)}$ ainsi obtenue, ayant le mois comme période d'observation, on calcule, à l'aide d'une version simplifiée de la méthode Census II, la série chronologique $y_{(t)}$. Décrire cette méthode Census II nous mènerait trop loin; nous nous référons à la littérature parue à ce sujet ⁽¹⁾. Signalons cependant que cette méthode a pour but d'éliminer les composantes aléatoires et saisonnières qui affectent les séries chronologiques, afin de ne conserver que les composantes de trend et de conjoncture. Ces calculs permettent de déterminer les coordonnées d'une série de points dans un système d'axes (y, t) ; en reliant ces points par des segments de droites, on obtient une ligne brisée considérée comme la représentation approximative (quoique assez grossière) de la série chronologique du flux instantané de revenus monétaires $y_{(t)}$. Etant donné qu'il faut, en

⁽¹⁾ La méthode Census II est décrite dans : J. Shiskin, « Electronic Computers and Business Indicators », *Occasional Paper*, n° 57, National Bureau of Economic and Social Research, Inc., New-York, 1957. Voir également : J.B.D. Derksen, « Een nieuwe methode voor de berekening van de seizoenbeweging, toegepast op het binnenlands goederenvervoer », *Statistische en economische onderzoekingen*, Zeist, XVII, 1962, pp. 7-30, notamment pp. 11-14.

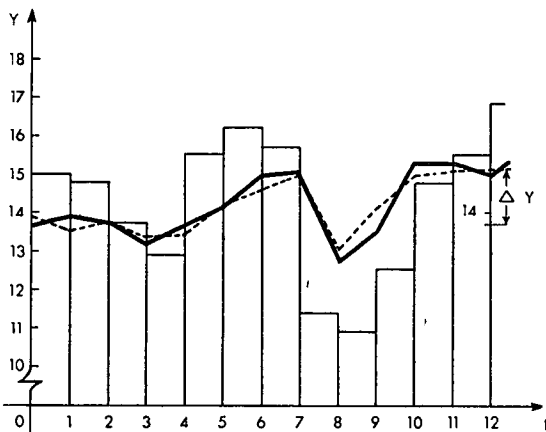
⁽¹⁾ Voir à ce sujet la section suivante.

⁽²⁾ Pour la rédaction de cette section, l'auteur a largement bénéficié de l'aide du Service d'Etudes de la Nederlandsche Bank.

général, un certain délai avant que la réaction induite du besoin de liquidités L_{bh} à des modifications du flux instantané du revenu y ne se produise — voir le terme $K_H \Delta y_t$ de la première équation du modèle, (5.30) — il ne paraît pas contraire à la réalité de faire abstraction des composantes aléatoires et saisonnières. On peut admettre que le besoin de liquidités réagira plus fortement aux mouvements conjoncturels et fondamentaux du flux instantané du revenu, qu'aux mouvements aléatoires et saisonniers.

Étant donné que la somme des écarts positifs et négatifs des composantes aléatoires et saisonnières par rapport à la composante de trend et de conjoncture ne sera généralement pas nulle, l'intégrale de $y_{(t)}$, sur une année n'aura pas exactement la même valeur que la somme des surfaces des douze rectangles mensuels originaux. C'est pourquoi la troisième équation du modèle corrigé, (5.43) n'est plus valable pour $h = 1$ mois, de sorte que cette équation doit être écartée ⁽¹⁾ et remplacée par ΔY_t et Δy_t (considérés pour une année). ΔY_t doit être calculé à partir des chiffres annuels du revenu national et Δy_t , à partir de la ligne brisée $y_{(t)}$, obtenue à l'aide de la méthode Census II.

Pour une représentation sommaire de ce qui précède, nous renvoyons au graphique 8. Ce Graphique 8



(1) Le modèle ne paraît pas propre à être utilisé comme modèle décisionnel pour formuler une politique monétaire dans le cadre d'un plan économique annuel; il n'est d'ailleurs pas prévu comme tel par Holtrop et Kessler. Supposons que $B_{H,t}$ et Δy_t soient les objectifs à poursuivre et qu'on assigne à ces variables des valeurs déterminées qu'on estime souhaitables. Il reste alors comme inconnues : $D_{H,t}$, ΔY_t et $E_{H,t}$, de sorte qu'il faudrait malgré tout utiliser (5.43) comme troisième équation pour pouvoir les déterminer. Ceci ne serait cependant possible que pour $h = 1$ an, c'est-à-dire lorsque $y_{(t)}$ serait linéaire entre les instants $t - 1$ et t , *quod non*. Seulement deux des trois inconnues, à savoir $D_{H,t}$ et ΔY_t , peuvent être considérées comme des variables instrumentales, tandis que la valeur de la troisième $E_{H,t}$

graphique, établi dans le seul but d'illustrer les résultats de la méthode appliquée, ne concerne cependant pas le revenu national, mais bien le transport intérieur de marchandises aux Pays-Bas; il est basé sur les données contenues dans l'article précité du Professeur Derksen. En ordonnée, on met le temps en mois ⁽¹⁾, en abscisse, le transport de marchandises aux Pays-Bas, en millions de tonnes kilométriques par jour ouvrable. La hauteur du rectangle représente la quantité moyenne de marchandises transportées par jour ouvrable au cours du mois considéré. Comme on dispose de chiffres mensuels, il n'y a pas, dans ce cas, de groupes de trois rectangles de même hauteur.

La courbe $y_{(t)}$, calculée par Derksen à l'aide de la méthode de Census II, est dessinée en pointillé. L'emploi de la méthode simplifiée, qui est appliquée par le Service d'Études de la Nederlandsche Bank, donne la ligne pleine, oscillant autour de la courbe en pointillé ⁽²⁾. L'écart entre la ligne pleine et la ligne en pointillé est insignifiant ⁽³⁾ du point de vue statistique.

Le modèle statistiquement utilisable est devenu :

$$D_{H,t} = K_H \Delta y_t - B_{H,t} \quad (5.30)$$

$$E_{H,t} = m \Delta Y_t + B_{H,t} \quad (5.8)$$

Les variables Δy_t , ΔY_t et $B_{H,t}$ sont des *grands connus* : on peut déterminer empiriquement l'évolution du revenu national et du solde de la balance des paiements. En outre, deux constantes sont également connues :

$$K_H = 0,405 \text{ année} \quad (5.50)$$

$$m = 0,500 \quad (5.51)$$

Les deux *inconnues* $D_{H,t}$ et $E_{H,t}$ peuvent donc être déterminées à l'aide du modèle. Par ce calcul, on impute l'inflation respectivement aux impulsions intérieure et extérieure.

apparaît comme un effet secondaire. La grandeur $D_{H,t}$ ne peut être manipulée que par la banque centrale en collaboration avec le Ministre des Finances; régler ΔY_t est encore moins simple.

(1) L'origine $t = 0$ se situe au 30 avril 1952; $t = 12$ à la date du 30 avril 1953.

(2) Les calculs permettant d'établir cette comparaison ont été faits par mon assistant, H. de Haan, candidat en sciences économiques de Groningue, qui a également effectué le test de signification.

(3) Ainsi qu'on peut l'avoir compris de ce qui précède, les statisticiens du Service d'Études de la Nederlandsche Bank travaillaient déjà avec deux grandeurs différentes, ΔY_t et Δy_t , avant que l'auteur de cet article n'ait soumis à la critique (voir *De Economist* de 1962, pp. 164-169), en ce qui concerne l'homogénéité dimensionnelle, le modèle de Holtrop, où n'intervient qu'une seule grandeur ΔY_t . Le modèle initial de Holtrop ne reflétait donc pas exactement les travaux réels des statisticiens du Service d'Études sur lesquels nous reviendrons.

Le modèle, composé des deux équations (5.30) et (5.8), permet de comprendre le tableau intitulé « Estimation approximative de l'importance des impulsions monétaires inflationnistes et déflationnistes », qui paraît dans le *Rapport annuel de la Nederlandsche Bank*. Le tableau IV est la reproduction du tableau tel qu'il figure dans le Rapport annuel pour l'année 1961 (1).

Nous limiterons notre analyse de ce tableau à la colonne décrivant la situation en 1961.

Au bas de ce tableau, au point 8, « Données complémentaires », nous trouvons au point (a) : « accroissement du revenu national par rapport à l'année précédente » ; c'est la grandeur que nous avons désignée par ΔY_t . Au point (b), nous lisons : « idem au cours de l'année » ; ce qui correspond à la grandeur que nous avons symbolisée par Δy_t . Ces deux grandeurs représentent dans le tableau IV des grandeurs données (2).

B_H est une donnée à propos de laquelle nous devons encore faire quelques remarques. Il ressort de l'équation (4.11) : $\Delta L_v - \Delta L_m \equiv B_H$ que l'excédent de la balance des paiements dans le sens de Holtrop est identique à l'excédent national de liquidités. Etant donné que celui-ci s'élève, d'après la ligne (8.c) du tableau IV, à 270 (millions de florins), on pourrait s'attendre que B_H soit égal à 270. Selon le raisonnement suivi par le Service d'Etudes de la Nederlandsche Bank, ceci n'est cependant pas absolument exact. Il faut prendre en considération que, en vertu des instructions du Fonds Monétaire International, l'« accroissement des avoirs extérieurs et des placements sur les marchés monétaires étrangers du secteur privé » — voir poste (8.d) — est repris, dans les statistiques de la balance des paiements, à la rubrique des exportations de

capitiaux; il s'agit, en effet, d'« exportations directes de capitaux » par le secteur privé. Suivant ces critères, l'excédent de la « balance globale des paiements » (ou l'excédent national de liquidités) s'élève effectivement à 270 millions de florins pour 1961 (1). Néanmoins, ces avoirs et placements à l'étranger présentent un degré de liquidité tellement élevé que les statisticiens du Service d'Etudes les assimilent, dans leurs analyses monétaires, aux placements intérieurs, car les résidents néerlandais peuvent également activer immédiatement ces avoirs et placements en les rapatriant au moment voulu. En agissant ainsi, ils nourrissent l'impulsion monétaire *intérieure*, et non pas l'impulsion *extérieure* qui émane de B_H . Un calcul exact de B_H , du point de vue monétaire, suppose dès lors qu'un prélèvement sur les avoirs et placements à l'étranger soit *déduit* des importations de capitaux (2), qui, ajoutées aux transferts unilatéraux de capitaux reçus et à l'excédent des transactions courantes de la balance des paiements, constituent l'excédent national de liquidités. Autrement dit : l'accroissement des avoirs extérieurs et des placements sur les marchés monétaires étrangers par le secteur privé, mentionné au poste (8.d), doit être *ajouté* au poste (8.c) pour

(1) Ce montant est calculé à partir des composantes suivantes. Le point de départ est l'excédent des transactions courantes de la balance des paiements, établie sur la base des paiements effectués, s'élevant à 727 (voir *Rapport annuel de la Nederlandsche Bank*, 1961, tableau 19, p. 51, ou p. 50 de l'édition anglaise). En y ajoutant, selon le schéma de nos tableaux I et II : en premier lieu, les transferts unilatéraux de capitaux reçus du secteur privé *ad* 45 et ceux des pouvoirs publics *ad* - 150 (figurant également au tableau 19), on obtient un sous-total s'élevant à $727 + 45 - 150 = 622$ (arrondi à 620), que l'on retrouve à la dernière ligne du tableau 27, p. 73 (71). En additionnant à ce sous-total les postes suivants du tableau 27 : importations de capitaux par le secteur public *ad* - 140 + importations de capitaux par le secteur privé *ad* - 300 (via le marché des capitaux) + 90 (mouvements directs de capitaux) = - 350 (importations totales de capitaux), on obtient comme excédent de la balance « globale » des paiements ou excédent national de liquidités aux Pays-Bas : $620 - 350 = 270$, ainsi qu'il apparaît effectivement au poste (8.c) du tableau IV.

(2) Selon le poste (8.d), un montant de 20 est à soustraire des placements sur le marché monétaire, etc. à l'étranger. Le poste « mouvements directs de capitaux » *ad* 90 du poste précédent, devient donc, après correction : $90 - 20 = 70$; ceci représente l'importation directe de capitaux *dédution faite* de la diminution subie par les placements sur le marché monétaire, etc. à l'étranger. L'excédent national de liquidités se chiffre, après cette correction, à $270 - 20 = 250$. Le total des importations de capitaux qui atteint - 350 d'après les calculs effectués dans la note précédente, s'élève, après correction, à - 370; ce même chiffre, mais avec le signe contraire, soit donc + 370, se retrouve au tableau IV par addition des postes (5.a), (5.b) et (5.c). Nous expliquerons plus loin la raison de ce changement de signe.

(1) Tableau 28, p. 75 (ou p. 72 de l'édition anglaise).

(2) Le *Rapport annuel de la Nederlandsche Bank* pour l'année 1961 est le dernier qui mentionne les grandeurs ΔY_t et Δy_t comme telles, ainsi qu'elles l'avaient été pour la première fois dans le Rapport annuel pour l'année 1959. A partir du Rapport annuel pour l'année 1962, ΔY_t et Δy_t ont été remplacés dans le tableau respectivement par $m\Delta Y_t$ (« accroissement des besoins d'importation résultant d'un accroissement du revenu national par rapport à celui de l'année précédente ») et $K_H\Delta y_t$ (« augmentation du besoin de liquidités résultant de l'accroissement du revenu national au cours de l'année »). C'est pourquoi, nous illustrons nos propos sur le modèle monétaire dans le présent article par des données de l'année 1961 et non par celles qui ont paru dans le dernier Rapport annuel. Il est à souhaiter, pour le lecteur qui s'intéresse au modèle monétaire, que la Nederlandsche Bank reprenne ΔY_t et Δy_t dans ce tableau à partir du Rapport annuel pour l'année 1965.

Tableau IV

ESTIMATION APPROXIMATIVE DE L'IMPORTANCE DES IMPULSIONS MONÉTAIRES
INFLATIONNISTES ET DEFLATIONNISTES ¹

(en millions de florins)

Impulsion inflationniste = - Impulsion déflationniste = +	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Impulsions monétaires provenant de :									
1. pouvoirs publics	+ 710	+ 330	+ 120	- 240	- 800	- 70	+1.100	+1.390	+ 620
2. secteur privé									
a) création de liquidités ...	- 310	- 440	- 430	- 390	- 190	+ 190	- 600	- 680	- 830
b) activation de liquidités ..	- 200	- 450	- 100	-1.250	+ 200	+1.600	- 300	- 200	- 50
<i>total</i>	- 510	- 890	- 530	-1.640	+ 10	+1.790	- 900	- 880	- 880
3. transactions des institutions monétaires sur le marché des capitaux et divers	+ 80	- 40	- 190	-	- 10	+ 140	- 10	- 50	- 360
4. <i>total des secteurs intérieurs</i> (4 = 1 + 2 + 3)	+ 280	- 600	- 600	-1.880	- 800	+1.860	+ 190	+ 460	- 620
5. transactions avec l'étranger :									
a) émissions étrangères aux Pays-Bas	-	+ 120	+ 280	-	-	-	+ 40	+ 10	+ 540
b) autres transactions sur le marché des capitaux ...	- 230	- 580	+ 540	- 130	- 190	- 490	- 580	- 660	- 240
c) mouvements directs de capitaux	+ 290	+ 230	+ 70	+ 380	- 50	- 80	+ 480	+ 450	+ 70
d) transactions courantes ...	-2.000	-1.750	-1.650	- 300	- 700	-1.900	-2.800	-3.100	-1.600
e) <i>total</i>	-1.940	-1.980	-1.840	- 50	- 940	-2.470	-2.860	-3.300	-1.230
6. <i>total des impulsions intérieures et extérieures</i> (6 = 4 + 5)	-1.660	-2.580	-2.440	-1.930	-1.740	- 610	-2.670	-2.840	-1.850
7. <i>Impulsions, en pour cent du revenu national, provenant des :</i>									
<i>secteurs intérieurs</i>	+ 1,3	- 2,4	- 2,2	- 6,3	- 2,5	+ 5,7	+ 0,5	+ 1,2	- 1,5
<i>transactions avec l'étranger</i>	- 8,9	- 8,1	- 6,7	- 0,2	- 2,9	- 7,6	- 8,1	- 8,6	- 3,1
<i>total des impulsions intérieures et extérieures</i> ...	- 7,6	- 10,5	- 8,9	- 6,5	- 5,4	- 1,9	- 7,6	- 7,4	- 4,6
8. Données complémentaires :									
a) accroissement du revenu national par rapport à l'année précédente	1.500	2.720	3.010	2.030	2.440	420	2.520	3.530	1.950
b) idem au cours de l'année	2.350	3.100	2.400	2.400	1.300	1.000	3.600	2.700	2.150
c) excédent national de liqui- dités	1.150	600	450	-1.000	- 310	2.260	1.380	1.710	270
d) accroissement des avoirs extérieurs et des place- ments sur les marchés monétaires étrangers par le secteur privé	50	20	- 90	40	30	- 20	240	- 190	- 20

COMMENTAIRE : Les chiffres imprimés en italiques dans le tableau sont déduits des autres grandeurs basées sur l'observation, en partant de l'hypothèse que l'accroissement normal du besoin de liquidités s'élève à 40 p.c. de l'accroissement du revenu national au cours de l'année et que l'augmentation normale des importations s'élève à 50 p.c. de l'accroissement du revenu national par rapport à l'année précédente. Si la balance des paiements est maintenue en équilibre, ces hypothèses impliquent qu'un accroissement tendanciel du revenu national s'élevant à 1 milliard de florins nécessite une impulsion inflationniste intérieure de 400 millions de florins et une impulsion émanant des transactions avec l'étranger atteignant 500 millions de florins.

¹ Repris du Rapport annuel de la Nederlandsche Bank, 1961, p. 75, tableau 28 (ou p. 72 de l'édition anglaise).

obtenir la valeur monétaire exacte de B_H . Le résultat est le suivant : $B_H = 270 - 20 = 250$.

En résumé, nous disposons maintenant des données suivantes :

poste (8.a) : $\Delta Y_{1961} = 1950$

poste (8.b) : $\Delta y_{1961} = 2150$

poste (8.c) + poste (8.d) : $B_{H,1961} = 250$

Lorsqu'on insère ces données dans les deux équations du modèle monétaire en utilisant les coefficients (5.50) et (5.51), on obtient la valeur des deux inconnues du modèle monétaire, arrondies aux dizaines :

(5.30) : $D_{H,1961} = 0,405 \times 2150 - 250 = 620$

(5.8) : $E_{H,1961} = 0,5 \times 1950 + 250 = 1230$

Ces deux résultats figurent aux postes (4) et (5.e) du tableau IV, mais précédés du signe contraire. La raison de ce changement de signe est que — comme il est indiqué dans le coin supérieur gauche du tableau — les transactions reprises aux postes (1) à (7) sont précédées d'un signe moins lorsqu'elles ont un caractère inflationniste (1), alors que ces grandeurs inflationnistes ont une définition positive dans le modèle monétaire. Ainsi, les sept premiers postes du tableau IV ont toujours le signe contraire de celui des chiffres cités dans le texte du présent article.

Le total des impulsions inflationnistes s'élève donc à : $D_{H,1961} + E_{H,1961} = 620 + 1230 = 1850$, montant repris au poste (6) du tableau. Le poste (7) donne les impulsions inflationnistes en pour cent du revenu national au cours de l'année considérée.

Le poste (5.d) « transactions courantes » s'obtient en soustrayant du poste (5.e), c'est-à-dire l'impulsion extérieure, les importations de capitaux reprises aux postes (5.a) jusque et y compris (5.c) : $1230 - (-540 + 240 - 70) = 1230 + 370 = 1600$, voir poste (5.d). L'interprétation économique de ce poste peut être facilitée par l'emploi des symboles suivants :

B excédent des transactions courantes de la balance des paiements;

B_H excédent de la balance globale des paiements;

E_H impulsion inflationniste extérieure;

J exportations de capitaux;

J_o transferts unilatéraux de capitaux vers l'étranger;

ΔY accroissement du revenu national par rapport à l'année précédente.

On obtient :

(5.d) $\equiv E_H + J$. . .

. . . (5.d) + $J_o \equiv E_H + J + J_o$. . .

. . . (5.d) + $J_o \equiv B_H + m\Delta Y + J + J_o$

où

$B_H \equiv B - (J + J_o)$. . .

. . . (5.d) + $J_o \equiv B + m\Delta Y$. . .

. . . (5.d) $\equiv B - J_o + m\Delta Y$

Les « transactions courantes » avec l'étranger sont donc la différence entre les transactions courantes de la balance des paiements et les transferts unilatéraux de capitaux accordés, augmentée de l'accroissement des importations résultant de l'augmentation du revenu national par rapport à l'année précédente (1).

Dans la section 5.1, il est fait mention de l'identité suivante :

$\Delta L_m - \Delta L_{b_g} \equiv D_H$ (5.3)

où ΔL_m représente la création de liquidités et $-\Delta L_{b_g}$ la déthésaurisation ou l'activation de liquidités déjà existantes. Nous savons, selon l'équation (5.30), que $D_{H,1961} = 620$; nous avons retrouvé cette valeur au poste (4) du tableau IV. Si nous pouvons maintenant déterminer la valeur de ΔL_m , nous pourrions également calculer $-\Delta L_{b_g}$.

En effet, le calcul de ΔL_m est possible. Selon le tableau 27 à la page 73 du *Rapport annuel* pour l'année 1961 (2), les grandeurs suivantes

(1) On trouve un essai de définition des « transactions courantes » dans la note, p. 91, du *Rapport annuel de la Nederlandsche Bank* pour l'année 1962, et p. 97 du *Rapport annuel* pour l'année 1963. A notre avis, cet essai n'a pas réussi : la rédaction de cette définition ne rend pas bien le sens réel de la notion de « transactions courantes »; de plus, le poste des transferts unilatéraux de capitaux accordés n'est pas mentionné.

(2) Ou p. 71 de l'édition anglaise.

(1) La même remarque est valable pour les tableaux I et II de la section 4.2.

peuvent être déterminées par observation statistique :

Secteur	Recours à la création de liquidités (ΔL_m)	Accumulation de liquidités (ΔL_{bg})
par l'Etat	— 360	
par les pouvoirs publics subordonnés	— 240	+ 20
total	— 600	+ 20
impulsion inflationniste des pouvoirs publics : — 600 — 20 = — 620		

Cette valeur de l'impulsion inflationniste des pouvoirs publics figure au poste (1) du tableau IV. En outre, au poste (2.a), le recours du secteur privé à la création de liquidités (ΔL_m) s'élève à 830, tandis qu'au tableau 27 à la page 73, la création de liquidités par les institutions monétaires (ΔL_m) figure pour un montant de 360; ce montant se retrouve au poste (3) du tableau IV, intitulé « transactions des institutions monétaires sur le marché des capitaux et divers » (1). La valeur totale de ΔL_m s'élève donc à :

pouvoirs publics	— 600
secteur privé	+ 830
institutions monétaires	+ 360
Valeur totale de ΔL_m	+ 590

Le remplacement de ΔL_m et D_H par leur valeur en (5.3), donne :

$$590 - \Delta L_{bg} = 620 \quad \therefore$$

$$\therefore - \Delta L_{bg} = 30$$

de sorte que nous pouvons dire que des liquidités pour un montant total de 30 millions de florins ont été activées (déthésaurisées). Comme, toutefois, les pouvoirs publics subordonnés avaient thésaurisé un montant de 20, il s'ensuit que le secteur privé doit avoir déthésaurisé 50; ce montant se retrouve en effet au poste (2.b). La déthésaurisation par le secteur privé ne peut pas être perçue directement; elle peut cependant bien être calculée à partir d'autres données, observées directe-

ment, en combinaison avec la valeur D_H fournie par le modèle.

Ainsi, nous avons commenté tous les postes du tableau IV relatif à l'année 1961.

6. — Considérations finales

M. W. Holtrop et G. A. Kessler sont parvenus à établir une synthèse des théories monétaires de D. H. Robertson, J. G. Koopmans et J. M. Keynes, formulée de façon à être statistiquement utilisable et permettant d'établir le diagnostic de la situation monétaire d'un pays. A l'aide d'un modèle monétaire simple, constitué de deux équations seulement, cette synthèse permet au chercheur de scinder l'impulsion inflationniste à laquelle un pays est soumis dans le courant d'une certaine année, en une composante intérieure et une composante extérieure. Les données statistiques nécessaires à ce calcul — les « données » du modèle — sont l'excédent de la balance globale des paiements et la variation du revenu national, tant en ce qui concerne le flux instantané du revenu que le revenu acquis « pour » une année. En outre, il faut déterminer, à l'aide d'observations statistiques, la valeur de deux constantes, à savoir le taux d'encaisses, c'est-à-dire la durée moyenne du circuit des liquidités au cours d'un cycle conjoncturel, et la valeur moyenne de la propension marginale à importer au cours de ce cycle conjoncturel.

Une présentation adéquate des données statistiques au sujet de la création de liquidités permet ensuite de scinder l'impulsion intérieure en composantes émanant des secteurs intérieurs suivants : pouvoirs publics (subdivisés en autorité centrale et pouvoirs publics subordonnés), secteur privé, institutions monétaires (banques). Par ailleurs, il paraît possible de scinder l'impulsion inflationniste en création et activation (déthésaurisation) de liquidités. Ces liquidités n'englobent pas uniquement de la monnaie, mais également des liquidités dites secondaires ou succédanés de la monnaie, comme les certificats de trésorerie, etc.

Cette contribution de Holtrop et Kessler a une portée considérable, tant pour la théorie monétaire que pour l'application d'une politique monétaire : pour celle-ci, une localisation quantifiée valable des perturbations monétaires, présente en effet un intérêt primordial.

(1) L'achat de titres par les banques constitue, par essence, une création de monnaie.

RAPPORT DU FONDS DES RENTES : ANNEE 1964

L'état de haute conjoncture qui avait caractérisé l'économie belge en 1963 s'est maintenu et renforcé en 1964. La progression de l'offre globale intérieure n'étant plus suffisante pour répondre à l'expansion de la demande, les facteurs de déséquilibre dont l'action s'était déjà fait sentir en 1963 menacèrent de s'accroître considérablement. Aussi fut-il décidé par les pouvoirs publics et les autorités monétaires de faire appliquer une politique concertée visant notamment à réduire les investissements publics, à limiter la création de liquidités par un freinage du rythme d'expansion des crédits aux entreprises et aux particuliers et à orienter ces crédits vers les emplois assurant le mieux l'expansion fondamentale de l'économie et renforçant sa capacité à long terme. L'instauration d'un coefficient de réserve monétaire imposé aux banques s'inscrivit également dans cette politique, ainsi qu'une hausse du taux de l'escompte de la Banque Nationale.

*
**

Le Gouvernement s'est efforcé de freiner les investissements publics et d'intégrer l'ensemble du développement budgétaire dans le cadre de la politique conjoncturelle souhaitée. L'accroissement de la dette publique fut limité à 16 milliards de francs, alors qu'en 1963 la dette augmenta de 22 milliards. Au surplus, il a été possible en 1964, comparative-ment à 1963, de réduire considérablement la couverture du découvert budgétaire par des financements à court terme, spécialement des financements en devises.

Si dans le domaine du financement des dépenses publiques la situation s'est améliorée par rapport à l'année 1963, c'est également grâce à une normalisation des marchés financiers à partir du début de 1964. En effet, il a été possible pour le secteur public, en 1964, d'émettre des emprunts qui ont fourni ensemble 38,1 milliards. L'Etat s'est adressé trois fois au marché. Un premier emprunt émis en février fournit 12 milliards; un deuxième, trois mois après, rapporta 7 milliards, tandis qu'un troisième localisé en octo-

bre, eut un produit de 11 milliards. Les trois autres émissions furent faites par le Fonds des Routes pour 5 milliards, la Société Nationale des Chemins de fer belges pour 1,5 milliard et le Crédit Communal également pour 1,5 milliard.

Il est vrai que ces larges possibilités du marché ont été facilitées, indépendamment des amortissements, par d'importants remboursements d'emprunts durant l'année envisagée. Dans l'ensemble, ceux-ci furent de l'ordre de 13,2 milliards.

Par solde, les émissions du secteur public sur le marché se sont donc élevées à $38,1 - 13,2 = 24,9$ milliards contre 20,3 milliards en 1963.

Au surplus, il faut encore ajouter que la bonne orientation du marché des capitaux ainsi que la proportion toujours croissante des achats en bourse par la Caisse d'Amortissement ont permis au Fonds des Rentes de diminuer son portefeuille à raison de 1,6 milliard. Il faut remonter jusqu'en 1958 pour rencontrer une autre année de réduction de portefeuille. En 1963, le portefeuille s'était accru de 628 millions.

Ce ne sont évidemment que les emprunts émis publiquement par les instances du secteur public et dont il régularise le marché qui intéressent directement le Fonds des Rentes. Si l'on veut dresser l'inventaire complet des emprunts se localisant en 1964 et dont le Fonds des Rentes aura à s'occuper, il faut encore ajouter qu'une onzième tranche de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre et une cinquième tranche de la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique ont été émises. Pour ces deux émissions, il s'agit d'un montant total de 0,5 milliard.

A la fin de 1964, l'action du Fonds comme régulateur du marché des rentes s'étendait à 220 emprunts, totalisant un capital nominal de 316,7 milliards.

Par suite de la réduction substantielle réalisée durant l'année envisagée, le portefeuille du Fonds, s'élevant à 6,8 milliards, se

trouve actuellement au même niveau qu'à la fin de 1960. Or, depuis 1960, le montant total des emprunts contrôlés a sensiblement augmenté.

En 1963, le taux d'intérêt du long terme avait haussé sensiblement. En 1964, le rendement en bourse des obligations a encore augmenté, mais légèrement et surtout au début de l'année. Cette légère hausse du rendement en bourse ne s'est pas traduite dans les conditions d'émission des emprunts. En effet, le premier emprunt d'Etat de l'année avait un rendement de 6,25 p.c. à 5 ans et de 6,50 p.c. à 10 ans. Le dernier emprunt d'Etat de l'année a été émis exactement aux mêmes conditions. On peut donc dire que les conditions de l'offre au marché des capitaux sont pratiquement restées les mêmes durant l'année.

*
**

Le Fonds des Rentes recourt au marché du court terme pour trouver l'essentiel de ses moyens d'action.

Le marché du court terme s'est resserré en 1964, à la fois par suite des conséquences du développement conjoncturel et par suite également de la politique restrictive suivie par les autorités. Il en est résulté une hausse assez marquée des taux, évolution contrastant avec la stabilité relative des taux d'intérêt sur le marché des capitaux.

Déjà en février, la Banque Nationale a haussé le taux de ses avances et le 3 juillet elle a porté son taux d'escompte de 4,50 p.c. à 4,75 p.c. Au début du mois de juillet aussi un coefficient de réserve monétaire a été appliqué pour la première fois dans notre pays.

Le rapport du Fonds des Rentes concernant l'exercice 1961 a fait état d'un règlement de la Commission bancaire du 21 décembre 1961 créant la possibilité d'appliquer un coefficient monétaire. Aux termes de celui-ci, la réserve monétaire doit être formée en principe d'avoirs détenus en dépôt spécial à vue en francs belges auprès de la Banque Nationale de Belgique.

A la fin du premier semestre de 1964, la Banque Nationale fut amenée à proposer à la Commission bancaire de mettre en application le règlement du 21 décembre 1961, en vue de renforcer les mesures visant à freiner le rythme d'expansion des crédits aux entreprises et particuliers. Par arrêté de la Commission bancaire du 1^{er} juillet 1964, la réserve moné-

taire à constituer par les banques fut fixée à 1 p.c. du total de leurs engagements monétaires et quasi monétaires, la réserve prenant la forme de dépôts spéciaux, non productifs d'intérêt, auprès de la Banque Nationale. La stérilisation de liquidités à charge des banques qui résulta de la mise en vigueur du coefficient de réserve monétaire portait au 31 décembre 1964 sur 1,3 milliard.

Toutes les opérations et interventions du Fonds, autres que la régularisation du marché des rentes, ont subi l'influence du resserrement du marché du court terme.

Bien que le portefeuille de rentes du Fonds ait diminué de 1,6 milliard, le Fonds a néanmoins rencontré des difficultés de financement. Il s'en est suivi un recours prolongé aux possibilités qu'offrait le marché du « call » et l'obligation pour le Fonds de recourir dans une certaine mesure aux possibilités d'avances auprès de la Banque Nationale.

Les émissions de certificats par le Fonds des Rentes ont connu moins de succès en 1964 qu'auparavant.

Pour obtenir le montant exact des certificats émis, il faut tenir compte des certificats de trésorerie de la tranche B.

Rappelons que ces derniers certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957 par la conversion à concurrence de un tiers environ de la dette publique à court terme logée obligatoirement dans les banques. La totalité des certificats de trésorerie de la tranche B doit être détenue par les banques et le Fonds des Rentes; ce dernier souscrit au profit du Trésor les certificats qui viennent à échéance mais peut, lors des adjudications qu'il organise hebdomadairement, les céder aux banques adjudicataires, par priorité à ses propres certificats.

D'habitude, le Fonds des Rentes ne cède pas immédiatement tous les certificats de trésorerie de la tranche B qui viennent à échéance. Il garde en portefeuille un certain montant de ceux-ci, en vue d'un recours éventuel à la Banque Nationale. En effet, c'est généralement sur nantissement de ces certificats que la Banque Nationale accorde des avances.

L'importance des certificats de trésorerie B en portefeuille varie donc dans une grande mesure parallèlement au recours par le Fonds à la Banque Nationale.

Un tableau figurant plus loin et donnant l'évolution des principaux postes de la situation du Fonds des Rentes permet de vérifier ce parallélisme.

Le montant des certificats émis par le Fonds des Rentes atteignait :

	Certificats émis	Certificats B en portefeuille	Emission nette
	(milliards de francs)		
Fin décembre 1963	6,5	2,7	3,8
Fin mars 1964	5,9	2,7	3,2
Fin juin 1964	6,3	2,5	3,8
Fin septembre 1964	6,2	3,7	2,5
Fin décembre 1964	7,3	4,0	3,3

La réticence du marché devant les certificats du Fonds a évidemment provoqué une hausse du taux d'intérêt. La dernière adjudication de 1963 s'était effectuée au taux de 4,35 p.c., alors qu'une année après, le taux était de 5,25 p.c. L'augmentation pendant l'année 1964 fut donc de 0,90 p.c.

On sait que le Fonds peut également intervenir dans le marché des certificats de trésorerie à court terme.

Bien qu'à la fin de 1964, tout comme un an plus tôt, le Fonds des Rentes ne détenait pas de certificats de trésorerie autres que ceux de la tranche B, il est néanmoins, à plusieurs reprises, intervenu dans le marché des certificats à court terme, par achat de ceux-ci, à concurrence d'un montant qui oscilla entre un minimum de 175 millions du 16 au 22 avril et un maximum de 2.400 millions le 9 décembre. Les achats du Fonds portèrent toujours sur des certificats émis antérieurement à échéance fixe et rapprochée. Ces modalités des achats du Fonds et les remboursements anticipés du Trésor assurèrent, au mieux, la mobilité du portefeuille du Fonds des Rentes en certificats de trésorerie.

Le recours au marché du « call money » fut facilité par l'importance croissante des capitaux qui y furent traités.

Contrairement à ce qui s'était passé en 1963, les prêts de call money des banques demeurèrent, sauf en mai, supérieurs à leurs emprunts et les apports de fonds des autres organismes prêteurs furent également plus élevés.

A la faveur de cette plus grande abondance, le Fonds a, jusqu'à la mi-avril, pu emprunter sur le marché de l'argent au jour le jour la

plus grande partie du complément des ressources dont il avait besoin. Par la suite, et jusqu'en septembre, le Fonds n'intervint plus qu'à quelques rares reprises comme emprunteur.

Toutefois, à partir du 8 septembre, le Fonds a de nouveau emprunté assez régulièrement de l'argent au jour le jour : le montant de ces emprunts n'a dépassé que très rarement 800 millions. Le 31 décembre le Fonds n'était plus emprunteur de call money.

De la fin du mois de février à la mi-novembre, le Fonds des Rentes recourut assez largement aux avances de la Banque Nationale : son endettement vis-à-vis de l'Institut d'émission fluctua entre un minimum de 113 millions, le 28 avril, et un maximum qui fut toutefois un chiffre exceptionnel et temporaire, de 3.478 millions, le 31 août. Avant la fin du mois de février et après la mi-novembre, la Banque Nationale ne fut amenée que très occasionnellement à accorder des avances au Fonds des Rentes et pour des montants limités. Le 31 décembre 1964, ces avances s'élevaient à 389 millions, contre 600 millions un an plus tôt.

A aucun moment de l'année, le Fonds ne détint d'avoirs en compte courant à la Banque Nationale. Quant à ses prêts sur le marché du call money garanti, ils furent rares et généralement peu importants ; le prêt le plus élevé fut de 0,5 milliard, contre 1,9 milliard l'année précédente.

*
**

Les facteurs qui guident l'action du Fonds des Rentes dans l'exercice de sa mission de régularisation du marché des fonds publics et du marché monétaire sont multiples et plusieurs d'entre eux sont en évolution constante agissant les uns sur les autres soit en se contrariant, soit en se superposant suivant les circonstances.

Le Fonds doit tenir compte, dans l'exécution de sa mission, des mouvements de la conjoncture économique, du volume des capitaux disposés à s'investir en fonds publics, des taux offerts à l'étranger à court et à long terme, des dispositions fiscales intérieures et extérieures, du volume prévisible des émissions de fonds publics, de l'échéance des dettes antérieures

et de l'importance de leur amortissement tout en ne perdant pas de vue les fluctuations de ses ressources qui s'amenuisent ou qui augmentent suivant l'importance variable des souscriptions des banques aux émissions de ses certificats à 4 mois.

S'inspirant des éléments précités et de leur mobilité, l'action du Fonds des Rentes est nécessairement toujours évolutive, et doit viser non pas à la stabilisation des marchés, mais bien à leur régularisation compte tenu des données multiples que comporte le problème.

Tableau I.

Evolution des cours de quelques rentes types pendant l'année 1964

	Moyenne des cours janvier 1964	Cours extrêmes				Moyenne des cours décembre 1964
		Plus bas		Plus haut		
4 % Unifiée	98,668	30/ 1	97,80	2/ 1	99,10	98,500
4 % Libération	90,036	12/11	88,80	2/ 1	90,10	88,300
4 1/2 % Belge 1953-1968	97,463	20/ 5	96,50	2/ 1	98,00	97,347
4 1/2 % Belge 1954-1972	95,327	10/ 7	93,20	2/ 1	95,90	94,238
4 1/4 % Belge 1954-1974, I	94,568	26/11	92,20	2/ 1	94,90	92,504
5 % Belge 1958-1968	98,745	18/ 9	97,60	2/ 1	99,50	98,733
4 3/4 % Belge 1959-1971	96,231	7/ 7	94,60	11/12	97,30	97,095
5 % Belge 1960-1965-1970	99,713	27/ 1	99,20	2/ 1	100,00	99,657
5 1/4 % Belge 1961-1966-1970-1973	100,813	17/ 7	99,90	2/ 1	101,40	100,523
5 % Belge 1962-1967-1972-1977-1982, I	99,550	1/10	98,50	7/ 1	100,10	99,747
5 % Belge 1963-1973-1978-1983, I	91,990	19/ 2	90,00	30/12	93,30	92,780
6 1/4 % Belge 1964-1969-1974, I ¹	—	6/ 7	98,00	28/ 8	99,20	98,476
4 % Lots 1941	915,318	5/ 6	845,00	7/ 1	929,00	871,428
4 % Ch. Fer 1955-1975, II	93,477	18/12	90,20	2/ 1	93,70	90,295
4 % priv. Ch. Fer, tranche belge	514,863	14/ 7	501,00	6/ 1	518,00	505,190
4 3/4 % R.T.T. 1959-1970	97,440	27/ 5	94,80	2/ 1	98,10	97,295

¹ Admis aux cotations officielles le 6 juillet 1964.

Tableau II.

Evolution des rendements de quelques valeurs

	10 décembre 1963		2 janvier 1964		15 décembre 1964	
5 % Belge 1960-1965-1970 ¹	100,00	4,69	100,00	4,68	99,60	4,92
5 1/4 % Belge 1961-1966-1970-1973 ¹ ...	101,60	4,57	101,40	4,65	100,50	4,94
5 % Belge 1962-1967-1972-1977-1982, I ¹	100,00	4,86	99,90	4,89	99,20	5,20
5 % Belge 1958-1968	99,70	4,97	99,50	5,02	98,60	5,30
4 1/2 % Belge 1953-1968	98,20	5,26	98,00	5,32	97,20	5,78
5 % Belge 1957-1969	99,90	4,93	99,80	4,95	98,50	5,29
6 1/4 % Belge 1964-1969-1974, I ^{1 2 3} ...	—	—	—	—	98,50	5,59
5 1/4 % Belge 1960-1970, I	100,00	5,17	99,90	5,19	100,00	5,16
4 3/4 % Belge 1959-1971	97,10	5,18	96,70	5,25	97,20	5,22
4 1/2 % Belge 1954-1972	95,80	5,41	95,90	5,40	94,20	5,84
5 % Belge 1963-1973-1978-1983, I ^{1 2} ...	93,00	5,17	93,00	5,17	92,70	5,31
4 1/4 % Belge 1954-1974, I	95,00	5,29	94,90	5,31	92,50	5,88
4 % Belge 1955-1975	91,80	5,38	91,50	5,44	89,60	5,92

¹ Ces rendements sont calculés sur la première échéance.

² Prémont mobile de 15 p.c. déduit.

³ Admis aux cotations officielles le 6 juillet 1964.

Emissions d'emprunts.

Les pouvoirs publics et les institutions d'intérêt public ont émis par souscription publique, en 1964, les emprunts figurant au tableau III.

Il y a lieu d'ajouter, aux émissions précitées, les titres de la onzième tranche des obligations

à 5 3/4 p.c., d'ensemble 164.377.000 francs, remises aux sinistrés par la Caisse Autonome des Dommages de Guerre, du 1^{er} octobre 1963 au 30 septembre 1964. Ces obligations ont été admises aux cotations officielles le 31 mars 1964.

La Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique a commencé le

Tableau III.

Emissions d'emprunts

Emprunts	Date d'émission	Nominal (millions de francs)	Taux nominal (pour cent)	Durée	Prix d'émission	Prix de remboursement	Rendement pour le souscripteur
							(pour cent)
Emprunt belge 1964-1969-1974, I	17/ 2	12.000	$\left. \begin{array}{l} 6,25 \\ 5 \text{ premières années} \\ 6,50 \\ 5 \text{ dernières années} \end{array} \right\}$	5 ou 10 ans	100	$\left. \begin{array}{l} 100 \\ \text{après 5 ans} \\ 102 \\ \text{après 10 ans} \end{array} \right\}$	$\left. \begin{array}{l} 6,25 \\ \text{après 5 ans} \\ 6,50 \\ \text{après 10 ans} \end{array} \right\}$
Fonds des Routes 1964-1974	13/ 4	5.000	$\left. \begin{array}{l} 6,25 \\ 5 \text{ premières années} \\ 6,50 \\ 5 \text{ dernières années} \end{array} \right\}$	5 ou 10 ans	100	$\left. \begin{array}{l} 100 \\ \text{après 5 ans} \\ 102 \\ \text{après 10 ans} \end{array} \right\}$	$\left. \begin{array}{l} 6,25 \\ \text{après 5 ans} \\ 6,50 \\ \text{après 10 ans} \end{array} \right\}$
Emprunt belge 1964-1969-1975	25/ 5	7.085	$\left. \begin{array}{l} 6,25 \\ \text{pendant } 5 \frac{1}{2} \text{ ans} \\ 6,50 \\ \text{pendant } 5 \frac{3}{4} \text{ ans} \end{array} \right\}$	5 ans $\frac{1}{2}$ ou 11 ans 3 mois	100	$\left. \begin{array}{l} 100 \\ \text{après } 5 \frac{1}{2} \text{ ans} \\ 102 \\ \text{après } 11 \frac{1}{4} \text{ ans} \end{array} \right\}$	$\left. \begin{array}{l} 6,25 \\ \text{après } 5 \frac{1}{2} \text{ ans} \\ 6,49 \\ \text{après } 11 \frac{1}{4} \text{ ans} \end{array} \right\}$
Société Nationale des Chemins de fer belges 1964-1969-1974	2/ 9	1.500	$\left. \begin{array}{l} 6,25 \\ 5 \text{ premières années} \\ 6,50 \\ 5 \text{ dernières années} \end{array} \right\}$	5 ou 10 ans	99,50	$\left. \begin{array}{l} 100 \\ \text{après 5 ans} \\ 103 \\ \text{après 10 ans} \end{array} \right\}$	$\left. \begin{array}{l} 6,369 \\ \text{après 5 ans} \\ 6,645 \\ \text{après 10 ans} \end{array} \right\}$
Emprunt belge 1964-1969-1974, II	12/10	11.000	$\left. \begin{array}{l} 6,25 \\ 5 \text{ premières années} \\ 6,50 \\ 5 \text{ dernières années} \end{array} \right\}$	5 ou 10 ans	100	$\left. \begin{array}{l} 100 \\ \text{après 5 ans} \\ 102 \\ \text{après 10 ans} \end{array} \right\}$	$\left. \begin{array}{l} 6,25 \\ \text{après 5 ans} \\ 6,50 \\ \text{après 10 ans} \end{array} \right\}$
Crédit Communal de Belgique 1964-1984	3/11	1.500	3,00	20 ans	100	100 et à lots	6,40 ¹

¹ Rendement moyen.

1^{er} avril 1964 l'émission, au taux de 2 p.c. l'an et au pair, d'une *cinquième tranche de 300.000.000 francs de son emprunt 1960/1999.*

Le tableau III fait abstraction des émissions au robinet des institutions d'intérêt public.

Le montant net des appels publics au

marché des capitaux en 1964 s'élève donc à 24,9 milliards (émissions : 38,1 milliards — remboursements : 13,2 milliards), contre 20,3 milliards en 1963, 22,2 milliards en 1962, 20,6 milliards en 1961, 23 milliards en 1960, et 27,9 milliards en 1959.

Tableau IV.

Radiations et remboursements effectués en 1964

22/ 4	Certificats de trésorerie 1958-1964 :	
	— admis en paiement des souscriptions aux emprunts :	
	Belge 1964-1969-1974, I	4.686.544.000
	Fonds des Routes 1964-1974	266.711.000
	— remboursement à l'échéance	2.510.457.000
1/10	Caisse Nationale de Crédit Professionnel 1954-1959-1964 :	
	— remboursement à l'échéance	249.368.000
1/12	Emprunt belge 1952-1964 :	
	— admis en paiement des souscriptions à l'emprunt :	
	Belge 1964-1969-1974, II	2.888.218.000
	— remboursement à l'échéance	2.572.982.000
		13.174.280.000 ¹

¹ A ce chiffre, il y a lieu d'ajouter le remboursement, le 1^{er} janvier 1964, des titres à numéros pairs de la sixième série de l'emprunt de l'Assainissement monétaire, remboursables à cette date, pour un montant de 980.526.000 francs.

Tenant compte des mouvements du portefeuille du Fonds des Rentes, on obtient les chiffres ci-après :

	1963	1964
	(milliards de francs)	
Emissions	28,2	38,1
Remboursements	- 7,9	- 13,2
	<u>20,3</u>	<u>24,9</u>
Solde des opérations effectuées en bourse et dont le Fonds des Rentes a été la contrepartie	- 0,6	+ 1,6
	<u>19,7</u>	<u>26,5</u>

Fluctuations du portefeuille du Fonds des Rentes pendant l'année 1964.

Le tableau ci-dessous résume les fluctuations du portefeuille du Fonds des Rentes pendant l'année 1964 :

Tableau V.
(Capital nominal en millions de francs)

	Solde général	Mouvement	
		Plus	Moins
27 décembre 1963 ...	8.419,8		
31 mars 1964	8.252,0		167,8
30 juin 1964	7.581,8		670,2
30 septembre 1964 ..	7.342,2		239,6
31 décembre 1964 ...	6.827,0		515,2
			<u>1.592,8</u>

1 La diminution de 1.592,8 millions s'établit comme suit :
 Ventes du Fonds au marché (par solde) 1.594,2
 Achats du Fonds hors bourse à divers organismes ... 179,8

 1.414,4
 Encaissement de titres remboursables 178,4
 Net ... 1.592,8

Tableau VI.

	Titres offerts		Titres demandés		Total des transactions
	ventes notées en carnets par les agents de change		achats notés en carnets par les agents de change		
Bruxelles :					
Portefeuille « A »	9.013		11.356		
Portefeuille « B »	2.574		3.062		
		11.587		14.418	26.005
Anvers :					
Portefeuille « A »	1.074		818		
Portefeuille « B »	461		341		
		1.535		1.159	2.694
Gand :					
Portefeuille « A »	652		274		
Portefeuille « B »	252		115		
		904		389	1.293
Liège :					
Portefeuille « A »	384		142		
Portefeuille « B »	143		39		
		527		181	708
		<u>14.533</u>		<u>16.147</u>	<u>30.700</u>

Les mouvements du portefeuille ont été commentés plus haut. Le montant le plus bas, soit 6.827 millions, a été enregistré le 31 décembre 1964. Le montant le plus élevé, soit 8.699,2 millions, a été atteint le 21 février 1964.

Le portefeuille du Fonds a subi, depuis 1957, les variations suivantes :

	(millions de francs)	
1957		- 1.818
1958		- 801
1959	+ 1.272	
1960	+ 2.071	
1961	+ 270	
1962	+ 870	
1963	+ 628	
1964		- 1.593

Volume des transactions.

Le volume général des transactions effectuées en bourse, sur le marché des rentes, s'établit comme suit :

	1963	1964	Différence
	(valeur nominale en millions de francs)		
Titres offerts (par le public)	15.669	14.553	- 1.116
Titres demandés (par le public)	<u>14.863</u>	<u>16.147</u>	<u>+ 1.284</u>
	30.532	30.700	+ 168

Ce volume global se répartit, comme suit, entre les quatre bourses du pays :

Tableau VII.

Nombre d'ordres inscrits dans les carnets des agents de change, teneurs de carnets

	Ordres de ventes notés en carnets par les agents de change		Ordres d'achats notés en carnets par les agents de change	
Bruxelles :				
Portefeuille « A »	185.186		67.711	
Portefeuille « B »	67.032		26.551	
		252.218		94.262
Anvers :				
Portefeuille « A »	18.820		8.028	
Portefeuille « B »	11.646		3.928	
		30.466		11.956
Gand :				
Portefeuille « A »	18.557		4.274	
Portefeuille « B »	7.478		1.976	
		26.035		6.250
Liège :				
Portefeuille « A »	7.065		2.135	
Portefeuille « B »	3.309		770	
		10.374		2.905
		319.093		115.373
Total général		319.093	115.373	434.466

Les données de ce tableau, comparées à celles pour l'année 1963, font apparaître les différences ci-dessous :

— les ordres d'achats ont diminué de	12.379
— les ordres de ventes ont diminué de	54.516
Diminution totale de l'année	66.895

La moyenne journalière ressort à 1.738 postes inscrits aux carnets, par séance de bourse, en prenant comme base 250 séances par année.

Pour la seule Bourse de Bruxelles, les opérations du Fonds des Rentes se sont traduites par les mouvements matériels ci-après :

Entrées dans	
les coffres 1.058.738 titres contre 1.934.825 en 1963	
Sorties	
des coffres 1.255.973 titres contre 1.310.209 en 1963	
Mouvement	
total 2.314.711 titres contre 3.245.034 en 1963	

Ce mouvement a représenté en 1964 une manipulation moyenne de 9.113 titres par journée de travail (contre 12.980 titres en 1963).

Les livraisons de titres ont été accompagnées de 52.316 bordereaux de dépôt numérique, ce qui détermine une moyenne journalière de 206 bordereaux.

*
**

Les liquidations sur les places de province ont donné lieu aux mouvements de titres suivants :

	<i>(valeur nominale en millions de francs)</i>
Anvers	1.451
Gand	723
Liège	459

Nombre et volume des emprunts dont le Fonds contrôle le marché.

Au 31 décembre 1964, le contrôle du Fonds s'exerçait sur 220 emprunts totalisant un capital nominal en circulation de 316.749 millions.

Ces emprunts se répartissent comme suit :

Portefeuille « A » : (emprunts émis par l'Etat ou à charge de l'Etat) : 75 emprunts totalisant 243.733 millions.

Portefeuille « B » : (emprunts garantis par l'Etat, emprunts des provinces et communes, du Crédit Communal, etc.) : 145 emprunts totalisant 73.016 millions se détaillant comme suit :

a) Emprunts garantis par l'Etat : 51 emprunts totalisant 46.161 millions.

b) Emprunts du Crédit Communal : 9 emprunts totalisant 9.121 millions.

c) Emprunts de la Société Nationale des Chemins de fer belges non garantis : 2 emprunts totalisant 1.363 millions.

d) Emprunts des provinces : 4 emprunts totalisant 447 millions.

e) Emprunts des villes et communes : 79 emprunts totalisant 15.924 millions.

Le portefeuille du Fonds au 31 décembre 1964 représente 2,08 p.c. des emprunts en circulation (1) :

- En 1963 le rapport s'établissait à 2,65 p.c.
- En 1962 le rapport s'établissait à 2,50 p.c.
- En 1961 le rapport s'établissait à 2,45 p.c.
- En 1960 le rapport s'établissait à 2,37 p.c.

Situation générale du portefeuille à la fin de 1964.

La situation générale du portefeuille s'établit comme suit au 31 décembre 1964, comparativement au 27 décembre 1963 :

	27 décembre 1963	31 décembre 1964
	(valeur nominale en millions de francs)	
Portefeuille « A » :		
(emprunts émis par l'Etat ou à charge de l'Etat)	5.089	3.685
Portefeuille « B » :		
(emprunts garantis par l'Etat, emprunts des provinces et communes, du Crédit Communal, du Congo, etc.)	3.331	3.142
	<u>8.420</u>	<u>6.827</u>

Classification des valeurs au 31 décembre 1964, tenant compte de la durée restant à courir jusqu'à leur date de remboursement.

	(valeur nominale en millions de francs)
Portefeuille « A » :	
moins de 5 ans	1.493
de 5 à 10 ans	1.387
plus de 10 ans	805
	<u>3.685</u>

(1) Si l'on fait abstraction des valeurs congolaises, ces chiffres s'établissent à 1,87 p.c. en 1964; 2,45 p.c. en 1963.

2. Hors bourse :

	Portefeuille « A »		Portefeuille « B »	
	Acheté	Vendu	Acheté	Vendu
1 ^{er} semestre :				
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite ...	22.000.000,00			
Fonds Monétaire	10.000.000,00			
Banque Nationale	372.750.000,00	371.550.000,00		
Caisse de l'Etat :				
Belge 1964-1969-1974, I	8.700.000,00			
Belge 1964-1969-1975	8.566.000,00			
Trésor 1958-1964		8.700.000,00		
Fonds des Routes 1964-1969-1974	1.182.000,00			
Fractionnaires :				
Unifiée I	2.347,50			
Unifiée II	50,00			
	<u>423.200.397,50</u>	<u>380.250.000,00</u>		

	(millions de francs de capital nominal)			Total
	moins de 5 ans	de 5 à 10 ans	plus de 10 ans	
Portefeuille « B » :				
Emprunts garantis par				
l'Etat	364	312	582	1.258
Emprunts du Congo	306	512	88	906
Emprunts du Crédit Communal	37	16	115	168
Emprunts non garantis à long terme de la S.N.C.B.	—	—	33	33
Emprunts des provinces et villes	479	180	118	777
	<u>1.186</u>	<u>1.020</u>	<u>936</u>	<u>3.142</u>

Renseignements généraux.

A. Evolution du portefeuille général (en valeur nominale) :

Solde au 27 décembre 1963	8.419.891.333
Solde au 31 décembre 1964	6.827.068.792
Diminution en 1964 ...	<u>1.592.822.541</u>

B. Evolution par portefeuille (en valeur nominale) — Différence accusée par les montants des deux portefeuilles :

	Portefeuille « A »	Portefeuille « B »
Le 27 décembre 1963	5.089.097.627,50	3.330.793.705,50
Le 31 décembre 1964	3.684.813.705,—	3.142.255.087,—
Diminution ...	<u>1.404.283.922,50</u>	<u>188.538.618,50</u>
Diminution du portefeuille ...	1.592.822.541,—	

C. Ventilation par nature d'opération (en valeur nominale) :

1. En bourse :

	Portefeuille « A »	Portefeuille « B »
1 ^{er} semestre :		
vendu ...	832.666.800	acheté ... 37.819.770
2 ^e semestre :		
vendu ...	635.394.350	vendu ... 164.008.911
vendu ...	1.468.061.150	vendu ... 126.189.141
Portefeuille « A » : vendu	1.468.061.150	
Portefeuille « B » : vendu		126.189.141
Total vendu	<u>1.594.250.291</u>	

	Portefeuille « A »		Portefeuille « B »	
	Acheté	Vendu	Acheté	Vendu
2 ^e semestre :				
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite ...	36.000.000,00			
Fonds Monétaire	70.000.000,00			
Banque Nationale	40.000.000,00	40.000.000,00		
Fractionnaires :				
Unifiée I	630,00			
Donation royale	26.155.000,00		4.500.000,00	
Caisse de l'Etat :				
Belge 1964-1969-1974, II	282.000,00			
	<u>172.437.630,00</u>	<u>40.000.000,00</u>	<u>4.500.000,00</u>	
Totaux	<u>595.638.027,50</u>	<u>420.250.000,00</u>	<u>4.500.000,00</u>	

Portefeuille « A » :

acheté	595.638.027,50
vendu	<u>420.250.000,00</u>
acheté	175.388.027,50

Portefeuille « B » :

acheté	<u>4.500.000,00</u>
Total acheté	<u>179.888.027,50</u>

3. Encaissements :

	Portefeuille « A »	Portefeuille « B »
1 ^{er} semestre ...	38.155.050,00	32.838.312,50
2 ^e semestre ...	<u>73.455.750,00</u>	<u>34.011.165,00</u>
	<u>111.610.800,00</u>	<u>66.849.477,50</u>

Portefeuille « A »	111.610.800,00
Portefeuille « B »	<u>66.849.477,50</u>
Total des encaissements ...	<u>178.460.277,50</u>

Encaissements :

Existence au 27 décembre 1963 ...	néant
Repris	12.200.000,00
Encaissements	<u>12.200.000,00</u>
Existence au 31 décembre 1964 ...	néant

Situation générale du Portefeuille « D » :

Existence au 27 décembre 1963 ...	néant
Existence au 31 décembre 1964 ...	néant

Récapitulation, par nature d'opération, en comparaison avec 1963 :

	1963	1964
En bourse ... +	806.753.700,00	- 1.594.250.291,00
Hors bourse . +	214.564.815,00	+ 179.888.027,50
Encaissements -	<u>393.335.142,50</u>	<u>- 178.460.277,50</u>
	<u>+ 627.893.372,50</u>	<u>- 1.592.822.541,00</u>

Portefeuille « D » Certificats de trésorerie à très court terme.

Repris dans le courant du :

1 ^{er} trimestre	500.000.000,00
2 ^e trimestre	2.950.000.000,00
3 ^e trimestre	2.950.000.000,00
4 ^e trimestre	5.800.000.000,00
Total ...	<u>12.200.000.000,00</u>

Fluctuations du portefeuille.

Tableau VIII.

Amplitude des variations entre les extrêmes

(fin de mois)

(millions de francs)

	Plus haut	Plus bas	Amplitude des variations
1957	5.929	3.634	2.295
1958	4.112	2.436	1.676
1959	5.107	3.310	1.797
1960	6.652	4.582	2.070
1961	6.922	5.978	944
1962	7.791	6.112	1.679
1963	9.068	6.729	2.339
1964	8.625	6.827	1.798

Tableau IX.

**Fluctuations
du portefeuille du Fonds des Rentes
pendant l'année 1964**

(Capital nominal en millions de francs)

Par mois		Plus	Moins
1963 27 décembre	8.419,8		
1964 31 janvier	8.625,4	205,6	
28 février	8.535,8		89,6
31 mars	8.252,0		283,8
30 avril	8.066,9		185,1
29 mai	7.831,0		235,9
30 juin	7.581,7		249,3
31 juillet	7.416,9		164,8
31 août	7.344,4		72,5
30 septembre	7.342,2		2,2
30 octobre	7.470,0	127,8	
30 novembre	7.159,7		310,3
30 décembre	6.827,0		332,7
		333,4	1.926,2
		-1.592,8	

Bordereaux.

Nous avons reçu en 1964, vérifié et comptabilisé, 71.676 bordereaux d'exécution, soit 4.110 de moins qu'en 1963. La moyenne ressort à 286 bordereaux par jour de bourse.

Encasement coupons.

Il a été procédé à l'encasement de 2.176.770 coupons détachés des titres constituant le portefeuille du Fonds.

Tableau X.

Taux de l'argent au jour le jour en 1964

Moyennes pondérées
par les montants des capitaux empruntés,
des taux journaliers moyens

Janvier	3,16
Février	3,24
Mars	3,77
Avril	3,16
Mai	3,22
Juin	3,56
Juillet	3,95
Août	2,85
Septembre	3,86
Octobre	3,59
Novembre	2,83
Décembre	3,01

Tableau XI.

**Résultat des adjudications de certificats
organisées par le Fonds**

1964	Montant offert	Montant adjugé	Taux d'intérêt
	<i>(millions de francs)</i>		<i>(pour cent)</i>
7 janvier	473	473	4,35
14 janvier	890	890	4,40
21 janvier	952	902	4,50
28 janvier	720	665	4,55
4 février	505	500	4,60
11 février	513	513	4,65
18 février	690	535	4,65
25 février	792	542	4,65
3 mars	587	587	4,70
10 mars	1.305	1.275	4,70
17 mars	377	377	4,70
24 mars	1.860	1.860	4,75
31 mars	382	362	4,75
7 avril	923	923	4,75
14 avril	1.037	1.037	4,75
21 avril	1.045	1.045	4,75
28 avril	975	975	4,75
5 mai	371	361	4,75
12 mai	337	337	4,75
19 mai	1.005	1.005	4,75
26 mai	690	690	4,75
2 juin	495	495	4,75
9 juin	858	658	4,75
16 juin	849	599	4,75
23 juin	925	925	4,80
30 juin	440	440	4,80
7 juillet	65	15	4,75
14 juillet	410	410	5,00
23 juillet	290	290	5,00
28 juillet	1.214	1.214	5,00
4 août	1.070	1.070	5,00
11 août	1.285	1.285	5,00
18 août	980	980	5,00
25 août	1.280	1.280	5,00
1 septembre	310	310	5,00
8 septembre	677	677	5,00
15 septembre	560	560	5,00
22 septembre	753	553	5,00
29 septembre	815	515	5,00
6 octobre	605	505	5,00
13 octobre	885	635	5,00
20 octobre	440	440	5,00
27 octobre	1.225	1.025	5,00
3 novembre	725	725	5,10
10 novembre	957	957	5,10
17 novembre	1.270	1.270	5,10
24 novembre	1.915	1.915	5,15
1 décembre	1.340	840	5,15
8 décembre	870	870	5,25
15 décembre	690	680	5,25
22 décembre	192	192	5,25
29 décembre	1.025	1.025	5,25

Tableau XII.

Evolution des principaux postes de la situation du Fonds des Rentes
(millions de francs)

Fin de période	Avoirs du Fonds des Rentes					Financement		
	Portefeuille (valeur nominale)			Prêts de call money	Solde créditeur à la B.N.B.	Encours de certificats du Fonds des Rentes	Emprunts de call money	Solde débiteur à la B.N.B.
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie B	Autres certificats de trésorerie					
1963 Décembre	8.383	2.711	—	—	—	6.549	877	600
1964 Janvier	8.625	2.211	—	—	—	6.328	1.059	193
Février	8.535	2.534	—	—	—	5.938	—	1.997
Mars	8.252	2.705	500	—	—	5.932	1.300	1.047
Avril	8.066	2.508	—	—	—	6.578	—	818
Mai	7.831	2.308	1.850	—	—	6.353	—	2.387
Juin	7.581	2.546	2.000	—	—	6.325	—	2.554
Juillet	7.416	2.879	—	—	—	5.159	—	1.901
Août	7.344	3.954	2.125	—	—	6.697	—	3.478
Septembre	7.342	3.727	500	—	—	6.289	455	1.539
Octobre	7.470	3.925	525	—	—	6.610	743	1.287
Novembre	7.159	2.810	1.750	—	—	7.855	239	350
Décembre	6.827	4.099	—	—	—	7.357	—	389

BILAN ET COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1964

Bilan au 31 décembre 1964

Résultats au 31 décembre 1964

ACTIF		CREDIT	
Fonds publics (valeur nominale) 6.827.068.792)	7.296.481.364	Revenus des fonds publics	304.039.264
Certificats de trésorerie, tranche B ...	4.099.000.000	Intérêts des certificats de trésorerie, tranche B	136.229.123
Ventes de titres à liquider	93.856.509	Intérêts des certificats de trésorerie D	42.617.261
Coupons échus à encaisser	40	Intérêts des prêts à court terme	227.562
Prorata d'intérêts courus sur fonds publics	137.709.398	Soldes des postes de titres complète- ment liquidés	6.448.730
Prorata d'intérêts courus sur certificats de trésorerie, tranche B	20.504.211		489.561.940
	<u>11.647.551.522</u>	DEBIT	
		Intérêts sur compte d'avances à la B.N.B.	59.564.277
		Intérêts sur emprunts à court terme	15.050.242
		Intérêts sur certificats Fonds des Ren- tes	316.769.651
		Courtages	17.239.223
		Commissions sur opérations de « call money »	302.884
		Frais généraux	305.709
			409.231.986
		Bénéfice à virer à la réserve générale	80.329.954
			<u>489.561.940</u>
		Pour mémoire :	
		Coupons de valeurs congolaises venus à échéance, restés en souffrance, faute de paiement :	
		a) Coupons détachés des titres :	
		Année 1960	11.750.104
		Année 1961	36.749.960
			48.500.064
		b) Coupons attachés aux titres :	
		Année 1962	36.747.120
		Année 1963	36.744.160
		Année 1964	36.741.040
			110.232.320
			<u>158.732.384</u>
Banque Nationale de Belgique, compte d'avances	388.401.821		
Certificats Fonds des Rentes	7.357.000.000		
Trésor public (art. 9 de la loi du 19 juin 1959)	2.812.500.000		
Achats de titres à liquider	41.065.683		
Prorata d'intérêts courus sur certi- ficats Fonds des Rentes	52.818.295		
Réserve générale au 31 décembre 1963 ...	915.435.769		
Bénéfice au 31 décembre 1964 ...	80.329.954		
	<u>995.765.723</u>		
	<u>11.647.551.522</u>		

Le bilan reproduit ci-dessus fait apparaître une réserve générale de 995,7 millions de francs.

Cette réserve est basée sur la valeur comptable des fonds publics en portefeuille, qui est supérieure de 1.426,6 millions à la valeur boursière au 31 décembre 1964. Dans cette moins-value de 1.426,6 millions, le portefeuille des titres congolais intervient pour 655,3 millions.

La réserve générale de 995,7 millions couvre

donc la moins-value de 771,3 millions sur les fonds publics belges, accusant ainsi un excédent de 200 millions pour les valeurs belges.

Les résultats de l'exercice 1964 (80,3 millions) sont moins favorables que ceux obtenus au cours de l'exercice précédent (117,4 millions); il faut en rechercher la cause principale dans un accroissement, pour le Fonds, des charges d'intérêt résultant d'un recours plus important aux avances de la Banque Nationale de Belgique et aux certificats qu'il émet.

Bruxelles, le 25 mars 1965.

Le président,
M. D'HAEZE.

*
* *

1964 - Moyennes des cotations

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
Portefeuille « A » :						
3 % Belge, II	99,900	99,895	99,900	99,900	99,888	99,900
3 ½ % Belge 1937	88,400	88,400	88,400	88,400	88,400	88,400
3 ½ % Belge 1943	89,900	89,930	90,000	89,931	89,929	89,909
4 % Dette Unifiée, I	98,668	98,085	98,225	98,145	98,200	98,400
4 % Libération	90,036	90,055	90,070	89,722	89,788	89,454
4 ½ % Belge 1953-1973	97,568	97,010	96,625	96,059	95,570	95,486
4 ½ % Belge 1953-1968	97,463	97,340	97,640	97,381	96,676	97,013
4 ½ % Belge 1954-1972	95,327	94,865	95,000	94,454	93,441	93,509
4 ¼ % Belge 1954-1974, I	94,568	93,705	93,600	93,445	92,788	92,640
4 % Belge 1955-1975	91,054	90,305	90,315	90,150	89,629	89,572
4 ¼ % Belge 1956-1966-1971	97,740	97,870	98,040	98,113	98,094	98,290
4 ¼ % Belge 1956-1967-1973	97,145	96,835	96,800	96,609	96,270	96,190
4 ½ % Belge 1956-1967	98,150	97,555	97,500	96,900	96,829	96,936
5 % Belge 1957-1969	99,345	98,525	98,230	98,009	98,217	98,109
5 % Belge 1958-1968	98,745	98,190	98,595	98,363	98,358	98,300
4 ¾ % Belge 1959-1971	96,231	95,730	95,480	95,336	94,941	94,868
5 % Belge 1959-1970	98,336	97,325	97,575	97,836	97,529	97,759
5 % Belge 1960-1965-1970	99,713	99,490	99,760	99,486	99,823	99,836
5 ¼ % Belge 1960-1965-1970-1975	100,395	100,030	100,235	100,104	100,193	100,147
5 ¼ % Belge 1961-1966-1971-1976-1981	100,681	100,015	100,100	100,013	100,011	100,118
5 % Belge 1962-1967-1972-1977-1982, I	99,550	99,065	99,435	99,768	100,023	100,000
5 % Belge 1963-1983, I	91,990	90,135	90,385	90,481	90,594	90,759
6 % Belge 1963-1983			94,675	95,095	95,029	94,940
4 % Belge à lots 1933	1.118,090	1.099,200	1.124,350	1.122,500	1.127,235	1.117,681
4 % Belge à lots 1941	915,318	893,850	899,250	883,227	876,352	851,363
2 % Belge à lots 1953	1.051,727	1.046,300	1.060,500	1.075,136	1.089,647	1.094,500
4 % Chemins de fer belges 1955-1975, II	93,477	92,935	92,540	92,500	92,200	91,536
4 ¼ % Fonds des Routes 1955-1965	98,690	98,685	98,600	98,604	98,758	99,009
5 % Fonds des Routes 1957-1967	99,772	99,110	99,100	98,754	98,482	98,500
4 % Chemins de fer belges (tranche belge)	514,863	505,800	507,900	507,318	507,882	507,045
Portefeuille « B » :						
3 % Vicinaux J.J., IV	64,755	64,614	64,200	63,900	63,616	63,266
3 ½ % Régie T.T. 1943	101,192	100,500	99,800	99,800	99,775	99,633
4 ½ % Régie T.T. 1953-1968, I	101,063	100,200	100,200	100,200	100,170	100,090
4 ¼ % Régie T.T. 1954-1974, I	95,504	94,850	94,575	93,718	92,664	92,577
4 ¾ % Régie T.T. 1959-1970	97,440	95,745	95,460	95,372	95,058	95,090
5 ¼ % Régie T.T. 1961-1966-1971	101,050	100,210	100,160	100,181	100,070	100,204
4 ½ % Chemins de fer belges 1953-1965	103,718	104,125	104,235	104,000	104,194	104,227
4 ½ % Chemins de fer belges 1954-1972	97,477	96,595	95,835	95,631	95,270	95,200
5 % Chemins de fer belges 1957-1967-1972	99,677	98,800	98,800	98,640	98,447	98,400
4 ¾ % Chemins de fer belges 1959-1969, I	98,168	97,210	96,900	96,900	96,841	96,659
5 % S.N.C.I. 1959-1969	99,200	98,700	98,120	98,013	97,652	97,290
4 ½ % Distributions d'eau 1953-1968	98,804	98,800	98,800	98,340	98,052	98,200
4 % Crédit Communal, I	86,795	84,895	83,760	83,159	82,152	80,468
4 % Crédit Communal, IV	93,877	93,445	93,085	92,940	92,700	91,531
5 % Crédit Communal 1957	97,309	96,075	96,040	96,390	96,717	96,381
4 % Chemins de fer belges 1937	846,636	837,421	831,579	824,090	809,882	808,545
4 % Anvers 1919	99,500	99,500	99,500	99,500	99,500	99,500
4 % Anvers 1931	95,500	95,500	95,500	95,500	95,500	95,500
4 ½ % Anvers 1953-1968, I	101,022	100,300	100,025	99,900	99,900	99,900
4 % Anvers 1955-1975	92,854	92,635	92,500	92,436	92,200	92,100
5 % Anvers 1959-1969	98,609	98,010	97,875	97,559	97,500	97,209
4 % Bruxelles 1930	88,850	88,500	88,158	87,772	87,366	86,763
4 ½ % Bruxelles 1956-1967-1972	98,163	97,600	97,600	97,600	97,417	97,027
4 ¼ % Gand 1954-1974	96,481	96,225	95,025	94,800	94,800	94,781
4 ½ % Gand 1956-1966-1971	98,900	98,895	98,900	98,900	98,605	98,200
4 ½ % Liège 1956-1965-1970	98,913	98,755	98,650	98,163	97,700	97,981
5 % Liège 1957-1967	101,159	100,970	100,900	100,900	100,900	100,727
2 % Bruxelles 1905	790,888	758,000	755,330	748,428	742,714	729,222

1964 - Moyennes des cotations

Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
						Portefeuille « A » :
99,900	99,900	99,900	99,900	99,889	99,900	3 % Belge, II
88,400	88,400	88,250	87,800	87,800	87,800	3 ½ % Belge 1937
89,714	89,500	89,350	88,840	88,700	88,700	3 ½ % Belge 1943
98,495	98,500	98,500	98,500	98,500	98,500	4 % Dette Unifiée, I
89,095	88,850	88,731	88,500	88,331	88,300	4 % Libération
95,600	95,600	95,527	95,272	95,100	95,100	4 ½ % Belge 1953-1973
97,095	97,165	97,195	97,250	97,010	97,347	4 ½ % Belge 1953-1968
93,347	93,900	93,940	93,977	93,889	94,238	4 ½ % Belge 1954-1972
92,876	92,890	92,690	92,600	92,289	92,504	4 ¼ % Belge 1954-1974, I
89,642	89,685	89,613	89,800	89,800	89,628	4 % Belge 1955-1975
98,280	97,985	97,904	97,804	98,021	98,085	4 ¼ % Belge 1956-1966-1971
96,071	95,770	96,090	96,300	96,336	96,400	4 ¼ % Belge 1956-1967-1973
97,219	97,455	97,636	97,504	97,400	97,576	4 ½ % Belge 1956-1967
97,852	98,645	98,754	98,313	98,242	98,514	5 % Belge 1957-1969
98,338	98,225	98,068	98,386	98,842	98,733	5 % Belge 1958-1968
94,771	95,270	95,213	95,463	96,294	97,095	4 ¾ % Belge 1959-1971
98,628	98,745	97,740	97,586	97,752	98,461	5 % Belge 1959-1970
99,700	99,525	99,538	99,431	99,689	99,657	5 % Belge 1960-1965-1970
100,000	100,278	100,163	99,818	100,057	100,133	5 ¼ % Belge 1960-1965-1970-1975
100,066	100,195	100,059	100,009	100,116	100,200	5 ¼ % Belge 1961-1966-1971-1976-1981
99,104	98,840	99,154	98,850	99,142	99,747	5 % Belge 1962-1967-1972-1977-1982, I
90,919	91,285	91,804	92,272	92,515	92,780	5 % Belge 1963-1983, I
95,180	95,420	95,150	94,622	94,200	94,134	6 % Belge 1963-1983
1.114,857	1.118,400	1.129,954	1.131,500	1.117,473	1.112,333	4 % Belge à lots 1933
866,047	870,950	872,545	868,181	866,578	871,428	4 % Belge à lots 1941
1.098,285	1.102,450	1.101,090	1.089,318	1.017,631	1.020,190	2 % Belge à lots 1953
91,095	90,410	90,400	90,400	90,400	90,295	4 % Chemins de fer belges 1955-1975, II
99,423	99,420	99,495	99,050	98,942	98,833	4 ¼ % Fonds des Routes 1955-1965
98,609	98,745	98,800	98,786	98,700	98,504	5 % Fonds des Routes 1957-1967
504,571	509,200	510,272	504,454	502,315	505,190	4 % Chemins de fer belges (tranche belge)
						Portefeuille « B » :
62,520	62,200	62,200	62,075	61,700	61,500	3 % Vicinaux J.J., IV
99,642	99,700	99,700	99,610	99,600	99,685	3 ½ % Régie T.T. 1943
100,114	100,320	100,290	100,068	99,989	100,228	4 ½ % Régie T.T. 1953-1968, I
92,400	92,400	92,109	91,800	91,700	91,728	4 ¼ % Régie T.T. 1954-1974, I
95,709	96,015	96,190	96,254	96,910	97,295	4 ¾ % Régie T.T. 1959-1970
100,314	100,315	100,309	100,300	100,300	100,452	5 ¼ % Régie T.T. 1961-1966-1971
104,300	104,260	104,404	104,309	104,384	104,795	4 ½ % Chemins de fer belges 1953-1965
95,200	95,200	95,200	95,104	94,921	94,876	4 ½ % Chemins de fer belges 1954-1972
98,547	98,615	98,700	98,604	98,668	98,742	5 % Chemins de fer belges 1957-1967-1972
96,900	96,900	96,840	96,800	96,800	96,800	4 ¾ % Chemins de fer belges 1959-1969, I
96,747	96,960	96,950	96,681	96,494	97,333	5 % S.N.C.I. 1959-1969
98,109	98,020	97,913	97,900	97,926	98,000	4 ½ % Distributions d'eau 1953-1968
80,280	80,585	81,168	81,554	81,500	81,628	4 % Crédit Communal, I
91,400	91,480	91,500	91,604	91,557	92,076	4 % Crédit Communal, IV
96,114	96,295	97,927	98,195	97,389	97,342	5 % Crédit Communal 1957
789,761	776,473	776,000	771,500	765,736	763,052	4 % Chemins de fer belges 1937
99,500	99,500	99,500	99,500	99,500	99,500	4 % Anvers 1919
95,500	95,500	95,500	95,500	95,500	95,500	4 % Anvers 1931
99,742	99,795	100,190	100,381	100,400	100,400	4 ½ % Anvers 1953-1968, I
92,100	92,100	92,100	92,100	92,036	92,000	4 % Anvers 1955-1975
96,976	96,925	96,900	96,840	96,557	96,628	5 % Anvers 1959-1969
86,700	86,683	86,700	86,616	86,500	86,475	4 % Bruxelles 1930
96,952	96,900	96,900	96,900	96,900	97,000	4 ½ % Bruxelles 1956-1967-1972
94,647	94,625	92,790	92,400	92,400	92,323	4 ¼ % Gand 1954-1974
98,200	98,200	98,145	98,068	98,000	98,000	4 ½ % Gand 1956-1966-1971
98,200	98,200	98,200	98,068	97,978	98,371	4 ½ % Liège 1956-1965-1970
100,600	100,600	100,500	100,313	100,200	100,200	5 % Liège 1957-1967
706,500	703,000	694,111	696,888	715,000	705,444	2 % Bruxelles 1905

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* d'avril 1965. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

COPPE H., Monnaie de compte - Créance libellée en francs - Francs congolais ou belges ? Détermination de la monnaie de compte. (Sentence arbitrale du 16 avril 1964.) (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXIX, n° 2, 1965, pp. 185-209.*)

DESCLEE de MAREDSOUS Ch., L'industriel face au marché des capitaux. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 3, mars 1965, pp. 5-33.*)

Marché des capitaux et endettement privé. (*Service mensuel de Conjoncture de Louvain, Louvain, mars 1965, pp. 16-28.*)

TIMMERMANS A.P., Les capitaux à risque ont-ils encore un marché (suite et fin) ? (*Annales de Sciences économiques appliquées, Louvain, XXIII, n° 1, mars 1965, pp. 53-132.*)

VAN STEENBERGE M., Note sur le financement par bail. (*Annales de Sciences économiques appliquées, Louvain, XXIII, n° 1, mars 1965, pp. 137-147.*)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

De la formation des premiers cours au marché à terme de la Bourse de Bruxelles. (*Epargner et Investir, Bruxelles, n° 133, mars 1965, pp. 3-12.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

Le contrôle des dépenses de l'Etat en Belgique. (*Annales de Sciences économiques appliquées, Louvain, XXIII, n° 1, mars 1965, pp. 1-29.*)

L'évolution récente des finances de l'Etat. (*Bulletin économique de la Banque de la Société Générale de Belgique, Bruxelles, IV, n° 37, avril 1965, pp. 1-5.*)

MENNEL A., Die Steuersysteme in den sechs Mitgliedstaaten der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, in sechs Mitgliedstaaten der Europäischen Freihandelszone und in den Vereinigten Staaten von Amerika. (*Neue Wirtschafts-Briefe, Herne, 1965, 112 p.*)

Régime fiscal des coupons de fonds communs de placement payés aux personnes physiques établies en Belgique. (*Bulletin économique de la Banque de la Société Générale de Belgique, Bruxelles, IV, n° 37, avril 1965, pp. 5-8.*)

Règlement du contentieux belgo-congolais. I. La dette publique congolaise; II. Le portefeuille et l'indemnisation des dommages. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XX, n° 14, 3 avril 1965, pp. 113-116, n° 17, 24 avril 1965, pp. 137-140.*)

REMION F., Quelques réflexions au sujet de la loi du 4 mars 1963 relative aux marchés passés au nom de l'Etat et au sujet du régime des marchés communaux et des marchés des organismes d'intérêt public. (*Mouvement communal, Bruxelles, XLVII, n° 393, mars 1965, pp. 130-153.*)

VANDER EYCKEN H., Aspects économiques des dépenses de défense. (*Socialisme, Bruxelles, XII, n° 68, mars 1965, pp. 137-148.*)

VERSTRAELEN R., Etude des impôts sur la circulation juridique des biens (suite et fin). (*Revue pratique des Questions commerciales et économiques, Liège, n° 1, mars 1965, pp. 18-25.*)

WILMART J., Syllabus du régime fiscal actuel des plus-values. (*Journal pratique de Droit fiscal et financier, Bruxelles, XXXIX, nos 1-2, janvier-février 1965, pp. 5-26.*)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

BASYN J., Epargne et investissements immobiliers en Belgique. (*Bulletin du C.E.P.I., Bruxelles, X, n° 2, mars-avril 1965, pp. 21-31.*)

DUMOULIN A., Les besoins d'investissement et le recrutement des épargnes correspondantes. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXIX, n° 2, 1965, pp. 120-159.*)

FRANZMEYER F., Versuch einer Berechnung des industriellen Anlagevermögens in Belgien. (*Vierteljahrshefte zur Wirtschaftsforschung, Berlin, n° 1, 1965, pp. 97-121.*)

GOUDER de BEAUREGARD H., Politique foncière et droit de propriété. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXIV, n° 215, mars-avril 1965, pp. 239-247.*)

PAELINCK J., Fonctions de consommation pour la Belgique 1948-1959. Contribution à l'étude des systèmes linéaires de dépenses. (*Facultés Universitaires N.D. de la Paix, Namur, 1964, 117 p.*)

VERHAEGEN A., Les investissements étrangers constituent-ils une menace pour l'économie européenne? (*Reflète et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, IV, n° 2, mars 1965, pp. 129-134.*)

6. DEMOGRAPHIE

BAUDART E., Une question vitale : émigrer... (*Revue pratique des Questions commerciales et économiques, Liège, n° 1, mars 1965, pp. 2-8.*)

DENIS F., Perspective d'avenir de l'immigration en Belgique. (*Revue du Travail, Bruxelles, LXVI, n° 3, mars 1965, pp. 315-329.*)

DENIS F., Perspectives relatives à l'immigration en Belgique. (*Les Dossiers de l'Action Sociale Catholique, Bruxelles, XLII, n° 4, 15 avril 1965, pp. 217-224.*)

LAEVAERT W., De evolutie van de actieve bevolking. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, LVI, n° 4, avril 1965, pp. 365-369.*)

7. PRIX ET SALAIRES

BERKMAN J., Salaires et charges sociales. (*Bulletin trimestriel de Statistique Benelux, Bruxelles, XII, n° 1, 1965, pp. 11-19.*)

Enquête sur les salaires dans l'industrie belge - octobre 1964. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LI, n° 4, avril 1965, pp. 724-738.*)

ZOMBEEK-FUKS F., Evolution des salaires de 1957 à 1963. (*Socialisme, Bruxelles, XII, n° 68, mars 1965, pp. 149-158.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

BODART L., Quelques aspects du problème de la main-d'œuvre dans le Borinage. (*Le Hainaut économique, Mons, n°s 1-2, juillet 1964, pp. 9-19.*)

DELSINNE L., Les grèves générales du XX^e siècle en Belgique. (*Socialisme, Bruxelles, XII, n° 68, mars 1965, pp. 197-218.*)

La durée moyenne hebdomadaire du travail dans l'industrie par ouvriers inscrit - Avril et octobre 1964. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LI, n° 4, avril 1965, pp. 739-742.*)

Le problème des travailleurs frontaliers belges occupés dans le Nord de la France. (*Revue du Travail, Bruxelles, LXVI, n° 1, janvier 1965, pp. 1-70.*)

Les organisations socio-professionnelles et leur effet sur le comportement de la main-d'œuvre dans la vie économique de la région du Centre, de Charleroi et de la Basse-Sambre. (*Le Hainaut économique, Mons, n°s 1-2, juillet 1964, pp. 21-65.*)

9. SECURITE SOCIALE

GOSSERIES P., Plan pour une simplification des régimes belges de prestations familiales. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, VII, n° 3, mars 1965, pp. 307-388.*)

10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

BAEYENS H., Planning en ruimtelijke ordening. II. Institutionele kenmerken. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, XLVI, n° 3, mars 1965, pp. 205-229.*)

Le progrès social par l'expansion économique. (*Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Bruxelles, 1965, 72 p.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

BURTON P., L'amélioration de la structure agraire et le remembrement. (*Electricité, Bruxelles, n° 122, avril 1965, pp. 19-28.*)

CRAPPE C., Les besoins en logements. (*Bulletin du C.E.P.I., Bruxelles, X, n° 2, mars-avril 1965, pp. 32-39.*)

DE CORT R., Moelijkheden in de steenkolen-nijverheid. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, LVI, n° 4, avril 1965, pp. 321-342.*)

HATRY P., Bepaalde huidige problemen van de Belgische aardolieindustrie. (*E.R.A. - Berichten, Anvers, n° 1, 1965, pp. 5-19.*)

L'aide au logement : les nouvelles conditions d'octroi. (*Bulletin du C.E.P.I., Bruxelles, X, n° 2, mars-avril 1965, pp. 7-12.*)

LAMOT J.L., L'industrie de la brasserie et le Marché Commun. (*Reflète et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, IV, n° 2, mars 1965, pp. 121-128.*)

PAPIER J., Transformation et expansion de l'industrie du gaz en Belgique. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXIV, n° 215, mars-avril 1965, pp. 137-142.*)

Possibilités d'implantations industrielles dans la Province de Hainaut. Région du Centre. (*Le Hainaut économique, Mons, n°s 1-2, juillet 1964, pp. 207-254.*)

12. TRANSPORTS

DRIESEN F., Le complexe portuaire liégeois. Le passé, le présent, l'avenir. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXIV, n° 215, mars-avril 1965, pp. 129-136.*)

VLEUGELS R., Le développement récent du Port d'Anvers. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXIV, n° 215, mars-avril 1965, pp. 143-148.*)

13. COMMERCE INTERIEUR

- DECLERCK J., Un nouveau registre du commerce en Belgique. (*Annales du Notariat et de l'Enregistrement, Bruxelles, LXVI, n° 3, mars 1965, pp. 44-64.*)
- HANCKE L., Het probleem van de ristoorno in de verbruikscoöperatieven. (*Tijd, Anvers, XL, n° 16, 16 avril 1965, pp. 15-21.*)
- VAN MEERHAEGHE M., Die Marktformen, das Marktverhalten und die Marktergebnisse in Belgien. (*Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft, Tübingen, CXXI, n° 1, janvier 1965, pp. 131-142.*)

14. COMMERCE EXTERIEUR — BALANCE DES PAIEMENTS

- MONFILS W., Les échanges commerciaux de l'U.E.B.L. avec les pays de l'Est. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, IV, n° 2, mars 1965, pp. 115-120.*)
- ROMANIS A., Balance of Payments Adjustment Among Developed Countries. (*International Monetary Fund Staff Papers, Washington, XII, n° 1, mars 1965, pp. 17-34.*)

15. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

- ALTMAN O., Euro-Dollars : Some Further Comments. (*International Monetary Fund Staff Papers, Washington, XII, n° 1, mars 1965, pp. 1-16.*)
- ASCHINGER F., Der amerikanisch-französische Gegensatz in der Währungsfrage. (*Aussenwirtschaft, St. Gall, XX, n° 1, mars 1965, pp. 33-47.*)
- DUPRIEZ L.H., La liquidité monétaire internationale. Exigences fondamentales. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXI, n° 2, mars 1965, pp. 43-62.*)
- HANSEN A., The Dollar and the International Monetary System. (*McGraw-Hill, New-York, 1965, XXII+290 p.*)
- GROS R., La coopération monétaire internationale. (*Notes et Etudes documentaires, Paris, n° 3183, 21 avril 1965, 39 p.*)
- GRUBEL H., The Case Against an International Commodity Reserve Currency. (*Oxford Economic Papers, Oxford, XVII, n° 1, mars 1965, pp. 130-135.*)
- HANSEN B., International Liquidity. (*National Institute of Economic Research, Stockholm, 1964, 47 p.*)
- HOST-MADSEN P., L'importance des fuites de capitaux dans les pays en voie de développement. (*Finances et Développement, Washington, II, n° 1, mars 1965, pp. 28-37.*)
- LANDO A., Eurodollar. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXIX, n° 2, 1965, pp. 95-118.*)
- Le courant international des capitaux à long terme et les donations publiques 1960-1962. (*Nations Unies, New-York, 1964, VIII+46 p.*)
- Le rôle de l'or dans le système des paiements internationaux. (*Epargner et Investir, Bruxelles, n° 134, avril 1965, pp. 3-17.*)

SHANNON I., International Liquidity. A Study in the Economic Functions of Gold. (*F. W. Cheshire, Melbourne, 1965, 143 p.*)

WEBER M., Die internationale Währungspolitik vor dem Europarat. (*Aussenwirtschaft, St. Gall, XX, n° 1, mars 1965, pp. 48-67.*)

ZOLOTAS X., Remodelling the International Monetary System. (*Bank of Greece, Athènes, 1965, 30 p.*)

16. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

- ABS H., Internationale Anleihen auf den europäischen Kapitalmärkten. (*Bank- en Effectenbedrijf, Amsterdam, XIII, n° 6, avril 1965, pp. 3-7.*)
- ADDARIO T., Progetto della terza direttiva sulla liberalizzazione dei movimenti dei capitali all' interno della C.E.E. (*Rivista di Politica Economica, Rome, LV, n° 4, avril 1965, pp. 598-612.*)
- De markteconomie in de Westeuropese integratie. Zevende Vlaams wetenschappelijk economisch congres, Leuven, 8 en 9 mei 1965. Referaten. (*Université Catholique de Louvain, Louvain, 1965, XV+370 p.*)
- DURIEUX J., L'étude des secteurs économiques par la Communauté Economique Européenne. (*Annales de Sciences économiques appliquées, Louvain, XXIII, n° 1, mars 1965, pp. 33-50.*)
- JOLIET R., Contribution à l'étude du régime des entreprises publiques dans la C.E.E. (*Annales de la Faculté de Droit de Liège, Liège, X, n° 1, 1965, pp. 23-92.*)
- Les coûts de la main-d'œuvre dans huit industries de la C.E.E. Résultats préliminaires 1963. (*Office statistique des Communautés européennes, Statistiques sociales, Bruxelles, n° 2, 1965, 15 p.*)
- Les coûts de la main-d'œuvre et les revenus des ouvriers dans les industries de la C.E.C.A. Année 1963 et évolution 1954-1963. (*Office statistique des Communautés européennes, Statistiques sociales, Bruxelles, n° 2, 1965, 213 p.*)
- Les salaires nominaux dans les mines de houille et dans la sidérurgie, comparés avec ceux des autres industries (1953-1963). (*Office statistique des Communautés européennes, Statistiques sociales, Bruxelles, n° 1, 1965, 97 p.*)
- MANSHOLT S., La politique commune de l'agriculture et les accords du 15 décembre 1964. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, IV, n° 2, mars 1965, pp. 91-98.*)
- MARCHAL A., La Communauté Economique Européenne et les pays de récent développement. (*Les Annales de l'Economie collective, Liège, LIII, n° 1, janvier-mars 1965, pp. 61-70.*)
- NAETS G., Zwaartepunten en krachtilijnen van de Europese integratie-problematiek. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, LVI, n° 4, avril 1965, pp. 303-320.*)

- NEUNREITHER K., Das Europa der Sechs ohne Aussenpolitik. (*Westdeutscher Verlag, Cologne, 1964, 191 p.*)
- PIRON J., Le développement historique du droit du travail dans les pays de la Communauté économique européenne. (*Revue du Travail, Bruxelles, LXVI, n° 2, février 1965, pp. 171-197.*)
- Problèmes et perspectives du gaz naturel dans la C.E.E. (*Communauté Economique Européenne, Bruxelles, 1965, 74 p.*)
- SAMBACH E., Einige Beziehungen zwischen Einkommensverteilung, Löhnen, Produktivität und Beschäftigtenstruktur sowie ihre längerfristige Entwicklung in den E.W.G.-Ländern. (*Konjunkturpolitik, Berlin, XI, n° 1, 1965, pp. 19-59.*)
- SCHEPS S., La création d'un marché européen de capitaux. (*Revue de Science financière, Paris, n° 1, janvier-mars 1965, pp. 41-53.*)
- VAN GERVEN W., De uitbouw van de Europese kapitaalmarkt. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXIX, n° 2, 1965, pp. 161-184.*)
- VAN OFFELEN J., Où va l'Europe ? (*Revue commerciale de la Chambre de Commerce néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg, Bruxelles, XLVIII, n° 4, avril 1965, pp. 5-9.*)
- VANOLI A., Propositions pour un cadre communautaire de comptabilité nationale. (*Cahiers trimestriels de l'Intégration économique européenne, Bruxelles, n° 4, 1964, pp. 5-95.*)
- VAN PUYVELDE Th., La Communauté Economique Européenne et les caisses d'épargne. (*Les Editions de l'Epargne, Paris, 1964, 28 p.*)
- WILLIAMS D., The Development of Capital Markets in Europe. (*International Monetary Fund Staff Papers, Washington, XII, n° 1, mars 1965, pp. 37-60.*)
-

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique comprend les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal Officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — Economie générale
2. — Monnaie, crédit et banque
3. — Finances publiques
4. — Agriculture
5. — Industrie
6. — Travail
7. — Commerce intérieur
8. — Commerce extérieur
9. — Transports
10. — Prix et salaires
11. — Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers
12. — Communauté Economique Européenne

1. — ECONOMIE GENERALE

Arrêté royal du 25 mars 1965

réglant l'application de la loi du 6 mars 1964 portant organisation des Classes moyennes (Moniteur du 29 avril 1965, p. 4.653).

Loi du 8 avril 1965

modifiant l'article 3 des lois relatives à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, coordonnées le 30 janvier 1954 (Moniteur du 29 avril 1965, p. 4.648).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Relèvement du plafond des engagements (Moniteur du 22 avril 1965, p. 4.307).

Par arrêté royal du 8 avril 1965, le montant du plafond des engagements de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel est porté, par libération d'une troisième tranche d'un milliard de francs, à quatorze milliards de francs.

Arrêté ministériel du 14 avril 1965

portant approbation de l'arrêté de la Commission Bancaire du 6 avril 1965 maintenant le coefficient de réserve monétaire fixé par les arrêtés des 1^{er} juillet 1964, 10 novembre 1964 et 9 février 1965 (Moniteur du 17 avril 1965, p. 4.164).

Vu l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, notamment l'article 11, § 1^{er}, modifié par l'arrêté royal n° 67 du 30 novembre 1939;

Vu l'arrêté de la Commission Bancaire du 6 avril 1965 maintenant le coefficient de réserve monétaire fixé par les arrêtés des 1^{er} juillet 1964, 10 novembre 1964, et 9 février 1965 :

Article unique. — Est approuvé l'arrêté de la Commission Bancaire du 6 avril 1965 ci-annexé, maintenant le coefficient de réserve monétaire fixé par les arrêtés des 1^{er} juillet 1964, 10 novembre 1964 et 9 février 1965.

Annexe

Arrêté de la Commission Bancaire maintenant le coefficient de réserve monétaire fixé par les arrêtés des 1^{er} juillet 1964, 10 novembre 1964, et 9 février 1965

La Commission Bancaire,

Vu l'article 11, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime

des émissions de titres et valeurs, modifié par l'article 8 de l'arrêté royal n° 67 du 30 novembre 1939;

Vu son arrêté du 21 décembre 1961 instituant un coefficient de réserve monétaire, approuvé par arrêté ministériel du 21 décembre 1961, et spécialement l'article 4, § 4;

Revu ses arrêtés du 1^{er} juillet 1964 fixant le coefficient de réserve monétaire des 10 novembre 1964 et 9 février 1965 maintenant le coefficient de réserve monétaire fixé par l'arrêté du 1^{er} juillet 1964;

Vu la proposition de la Banque Nationale de Belgique de maintenir le coefficient de réserve monétaire de 1 p.c. pendant une nouvelle période d'un mois, venant à expiration le 15 mai 1965, motivée par la considération d'une part, que, bien que le rythme de l'expansion conjoncturelle soit plus lent, des foyers de tension subsistent dans le secteur des prix et salaires et, d'autre part, que si durant quelques semaines la balance des paiements a tendu vers l'équilibre, l'on enregistre de nouveau des excédents d'offres de monnaies étrangères entraînant une grande liquidité du marché monétaire,

Arrête :

Article 1^{er}. — Le coefficient de réserve monétaire est maintenu pour une nouvelle période d'un mois prenant fin le 15 mai 1965 à 1 p.c. du total des engagements monétaires et quasi monétaires visés à l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté de la Commission Bancaire du 21 décembre 1961.

Art. 2. — Le présent arrêté entre en vigueur le 15 avril 1965.

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 1^{er} mars 1965

contenant le budget du Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie pour l'exercice 1965 (Moniteur du 2 avril 1965, p. 3473).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1965 afférentes au Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie (...) des crédits s'élevant à la somme de 2.892.624.000 francs.

.....

Arrêté royal du 4 mars 1965

d'exécution du Code des impôts sur les revenus (Moniteur du 30 avril 1965, p. 4722). Erratum (Moniteur du 5 juin 1965, p. 6.832).

Loi du 8 mars 1965

contenant le budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Télé-

phones pour l'exercice 1965 (Moniteur du 7 avril 1965, p. 3654).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1965 afférentes au Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones (...) des crédits s'élevant à la somme de 9.423.029.000 francs.

.....

Art. 7. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 4.203.700.000 francs (...).

.....

Loi du 17 mars 1965

relative au Fonds des Provinces (Moniteur du 9 avril 1965, p. 3815).

Loi du 22 mars 1965

contenant le budget du Ministère des Travaux Publics pour l'exercice 1965 (Moniteur du 10 avril 1965, p. 3864).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1965 afférentes au Ministère des

Travaux Publics (...) des crédits s'élevant à la somme de 3.112.948.000 francs.
.....

Art. 6. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 6.648.000.000 francs (...).
.....

**Loi des 22 mars et 8 avril 1965
et arrêté royal du 8 avril 1965**

modifiant le Code des taxes assimilées au timbre (Moniteur du 14 avril 1965, p. 3982).

Loi du 30 mars 1965

contenant le budget des Dotations pour l'exercice 1965 (Moniteur du 8 avril 1965, p. 3719).

Arrêté ministériel du 7 avril 1965

relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 16 avril 1965, p. 4096).

Arrêté royal du 8 avril 1965

modifiant le règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 14 avril 1965, p. 3985).

Arrêté royal du 8 avril 1965

relatif aux taxes assimilées au timbre (Moniteur du 14 avril 1965, p. 3990).

Arrêté royal du 8 avril 1965

transférant à l'exercice 1965 les crédits d'engagement et les crédits de paiement disponibles au 31 décembre 1964 sur les titres II (dépenses extraordinaires) des budgets de l'exercice 1964 et des budgets extraordinaires de certains exercices antérieurs (Moniteur du 16 avril 1965, p. 4097).

Arrêté ministériel des 9 et 16 avril 1965

modifiant l'arrêté ministériel du 23 décembre 1964 portant règlement complémentaire sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur des 14 et 23 avril 1965, pp. 3988 et 4394).

Arrêté royal des 12 et 13 avril 1965

modifiant le Code et le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 23 avril 1965, p. 4385).

Loi du 12 avril 1965

modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en ce qui concerne les fusions de sociétés et les apports en sociétés (Moniteur du 27 avril 1965, p. 4529).

Arrêté royal des 13 et 22 avril 1965

modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur des 23 et 24 avril 1965, pp. 4392 et 4436).

Loi du 14 avril 1965

modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, le Code des droits de timbre et le Code des taxes assimilées au timbre (Moniteur du 24 avril 1965, p. 4430).

Arrêté royal du 20 avril 1965

relatif à l'exécution de l'article 117 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (Moniteur du 24 avril 1965, p. 4435).

**Arrêté royal et arrêté ministériel
du 23 avril 1965**

relatifs à l'émission de l'emprunt 1965-1971-1978 (Moniteur du 28 avril 1965, p. 4583).
.....

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt aux taux indiqués ci-après :

6,25 p.c. l'an à partir du 10 mai 1965 jusqu'au 9 mai 1971;

6,50 p.c. l'an à partir du 10 mai 1971 jusqu'au 9 mai 1978.
.....

Art. 6. — Les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipatif de leurs obligations, au pair de leur valeur nominale, le 10 mai 1971.
.....

*
**

Article 1^{er}. — (...) le capital nominal (de l'emprunt) est limité à 10 milliards de francs (...).

Art. 3. — Le prix d'émission est fixé à 997,50 francs net par 1.000 francs de capital nominal (...).

Art. 11. — Il est alloué aux banques et agents de change, établis en Belgique, une commission de placement de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention.

La demi-commission peut être allouée aux établissements financiers sur les souscriptions recueillies par leur intermédiaire.

5. — INDUSTRIE

Arrêté royal du 13 avril 1965

pris en exécution de l'article 3 de la loi du 31 décembre 1958, complétant la loi du 5 mai 1958 favorisant le financement des stocks des charbonnages (Moniteur du 22 avril 1965, p. 4306).

Considérant qu'il importe d'assouplir certaines modalités d'application de l'arrêté royal précité dans le but de faciliter un financement adéquat des stocks permettant d'éviter ou de réduire dans toute la mesure du possible le chômage économique dont les répercussions au point de vue social sont dommageables;

Considérant que la garantie constituée par les warrants charbonniers, émis en application de la loi du 5 mai 1958, doit être complétée par la caution solidaire de l'Etat en vue de faciliter le financement des stocks constitués par certains charbonnages;

Article 1^{er}. — L'Etat (...) peut attacher sa garantie à des avances consenties, sur warrants charbonniers, par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie ou par d'autres organismes publics de crédit, à agréer à cet effet par Notre Ministre des Finances.

(...) L'octroi de la garantie de l'Etat peut être subordonné à la constitution par le demandeur d'autres garanties que celle constituée par le warrant.

Art. 2. — Le montant des avances garanties ne peut excéder 75 pour-cent de la valeur du stock warranté,

compte tenu des réfections pour teneur en cendres et/ou en eau et de la dépréciation probable des produits mis en stock.

Art. 3. — La garantie ne peut être accordée que pour des avances consenties à des charbonnages dont le stock total est au moins égal à la production moyenne correspondante de vingt jours ouvrés pendant l'année civile précédant celle au cours de laquelle le warrant charbonnier a été émis.

De l'avis motivé du Directoire de l'Industrie Charbonnière, la garantie de l'Etat peut être accordée à titre exceptionnel pour des avances consenties à des charbonnages dont le stock global n'atteint pas la référence mentionnée au premier alinéa de cet article, si des circonstances particulières, telles que la contraction de la production par rapport à l'année de référence ou un stockage particulièrement important de certaines sortes, le justifient.

Art. 4. — Le charbonnage bénéficiant de l'avance garantie doit s'engager à réduire dans toute la mesure du possible les postes chômés pour des raisons économiques pendant la durée d'utilisation de l'avance ou à n'instaurer un tel chômage qu'après en avoir référé au Directoire de l'Industrie Charbonnière.

Les avances ne peuvent être utilisées qu'au comblement du déficit de trésorerie que font apparaître les relevés mensuels (...).

Art. 5. — La durée de l'avance ne peut excéder trois ans.

6. — TRAVAIL

Arrêté ministériel du 8 mars 1965

modifiant l'arrêté ministériel du 27 avril 1960 fixant le montant et les modalités de l'intervention financière de l'Etat prévue par l'arrêté royal du 13 avril 1959 relatif à la formation et au perfectionnement professionnels dans les métiers et négoce, modifié par les arrêtés ministériels du 31 juillet 1962 et du 11 juillet 1963 (Moniteur du 23 avril 1965, p. 4401).

Arrêté royal du 8 avril 1965

pris en exécution des lois du 6 juillet 1964 sur le repos du dimanche et du 15 juillet 1964 sur la durée du travail dans les secteurs publics et privés de l'économie nationale (Moniteur du 22 avril 1965, p. 4316).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté ministériel du 7 avril 1965

relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 16 avril 1965, p. 4096).

Arrêté royal des 13 et 22 avril 1965

modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur des 23 et 24 avril 1965, pp. 4392 et 4436).

9. — TRANSPORTS

Loi du 17 mars 1965

portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas au sujet de la liaison entre l'Escaut et le Rhin et des annexes I, II et III (Moniteur du 27 avril 1965, p. 4512).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté ministériel du 31 mars 1965

modifiant l'arrêté ministériel du 5 novembre 1955 portant réglementation des prix de l'énergie électrique en basse tension (Moniteur du 10 avril 1965, p. 3882).

Loi du 12 avril 1965

concernant la protection de la rémunération des travailleurs (Moniteur du 30 avril 1965, p. 4710).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté royal du 9 mars 1965

portant modification de l'article 41 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (Moniteur du 2 avril 1965, p. 3471).

Arrêté royal du 8 avril 1965

mettant en vigueur pour l'Office National d'allocations familiales pour travailleurs salariés certaines dispositions de la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale (Moniteur du 17 avril 1965, p. 4167).

Loi du 3 avril 1965

majorant la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants et modifiant la loi du 31 août 1963 relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants (Moniteur du 16 avril 1965, p. 4080).

Loi du 12 avril 1965

établissant la prescription pour les cotisations au régime de pension des travailleurs indépendants (Moniteur du 16 avril 1965, p. 4081).

Arrêté royal du 13 avril 1965

modifiant l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Moniteur du 21 avril 1965, p. 4249).

Arrêté royal du 16 avril 1965

relatif à l'équilibre financier du régime des vacances annuelles (Moniteur du 21 avril 1965, p. 4251).

Arrêté royal du 15 avril 1965

modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951 (Moniteur du 21 avril 1965, p. 4250).

Loi du 15 avril 1965

modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (Moniteur du 23 avril 1965, p. 4367).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

**Décision de la Commission
du 29 mars 1965 (65/165/C.E.E.)**

prorogeant la durée de validité des décisions portant fixation du maximum des montants compensatoires à l'exportation de produits laitiers en provenance des Pays-Bas et du Grand-Duché de Luxembourg et du montant des subventions à l'importation de ces produits au Luxembourg et aux Pays-Bas (Journal Officiel du 3 avril 1965, p. 800/65).

**Règlement n° 52/65/C.E.E.
de la Commission du 2 avril 1965**

modifiant l'annexe du règlement n° 158/64/C.E.E. en ce qui concerne le calcul forfaitaire des impositions intérieures perçues sur certains produits laitiers à l'importation en Belgique et au Luxembourg (Journal Officiel du 3 avril 1965, pp. 797/65).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

À la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1961	1962	1968	1964
		(milliers, à fin d'année)				
Population totale	I.N.S.	8.512	9.190	9.251	9.328	9.428
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.876	5.906	5.948	
dont : Hommes	»	2.902	2.903	2.923	2.950	
Femmes	»	2.948	2.973	2.983	2.998	
Population active ¹ :	Ministère de l'Emploi et du Travail	3.481	3.525	3.568	3.589	
dont : Agriculture	»	423	249	240	230	
Industries extractives	»	191	115	105	102	
Industries manufacturières	»	1.311	1.235	1.259	1.267	
Bâtiments et construction	»	197	249	264	276	
Transports	»	243	243	240	245	
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.339	1.383	1.404	
Chômeurs complets	»	92	95	77	66	

¹ Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
1. Rémunération des salariés ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	108,8	115,1	124,2	135,7	137,2	136,8	144,8	152,7	166,0	180,8
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	8,2	8,7	9,5	10,1	10,7	10,6	11,8	12,6	14,3	15,5
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	16,9	18,5	20,3	23,4	23,9	23,6	26,2	28,9	31,6	36,4
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	44,9	48,1	50,3	53,2	58,2	60,0	63,5	64,4	68,7	74,7
e) Corrections et compléments	10,7	10,7	13,0	14,7	13,2	13,3	15,3	16,4	20,8	19,3
Total ...	189,5	201,1	217,3	237,1	243,2	244,3	261,6	275,0	301,4	326,7
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	19,5	20,2	19,5	22,8	21,1	22,2	22,9	26,6	24,7	28,5
b) Professions libérales ¹	9,3	9,5	10,0	10,2	11,3	11,9	12,7	13,5	15,0	15,6
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	69,3	71,6	73,9	73,0	72,7	74,1	76,6	79,5	82,3	87,0
d) Revenu des sociétés de personnes ²	5,3	6,0	6,4	6,2	5,5	5,9	6,4	7,0	7,0	7,7
e) Ajustement statistique	1,2	0,7	1,4	1,9	1,3	0,9	0,9	—	1,0	— 1,0
Total ...	104,6	108,0	111,2	114,1	111,9	115,0	119,5	126,6	130,0	137,8
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	11,4	12,6	13,6	14,4	15,8	17,2	19,1	20,8	23,0	25,8
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	32,9	33,5	33,7	34,1	34,1	34,3	34,1	34,2	34,0	33,8
c) Dividendes, tantièmes, dons	9,3	10,8	12,4	13,4	12,3	11,4	13,2	14,3	15,6	15,0
Total ...	53,6	56,9	59,7	61,9	62,2	62,9	66,4	69,3	72,6	74,6
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	9,5	12,3	13,3	10,2	7,2	10,6	11,4	13,2	10,4	15,9
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	6,9	6,8	8,3	8,8	7,7	7,5	9,3	9,0	11,1	11,2
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	4,6	4,8	5,1	6,0	5,1	4,7	5,5	5,9	5,6	5,3
7. Intérêt de la dette publique	— 9,8	— 10,9	— 11,8	— 12,6	— 12,9	— 13,8	— 15,8	— 18,4	— 18,5	— 20,2
Revenu national net au coût des facteurs	358,9	379,0	403,1	425,5	424,4	431,2	457,9	480,6	512,6	551,2
8. Amortissements	36,8	38,7	42,7	45,6	50,6	53,1	56,2	58,3	62,2	66,2
Revenu national brut au coût des facteurs	395,7	417,7	445,8	471,1	475,0	484,3	514,1	538,9	574,8	617,4
9. Impôts indirects	41,7	46,2	50,8	54,2	55,3	60,3	65,4	73,2	78,6	85,2
10. Subsidés	— 5,0	— 4,1	— 6,5	— 6,5	— 6,9	— 6,6	— 7,2	— 6,7	— 7,2	— 7,8
Produit national brut aux prix du marché	432,4	459,8	490,1	518,8	523,4	538,0	572,3	605,4	646,2	694,8

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHE

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

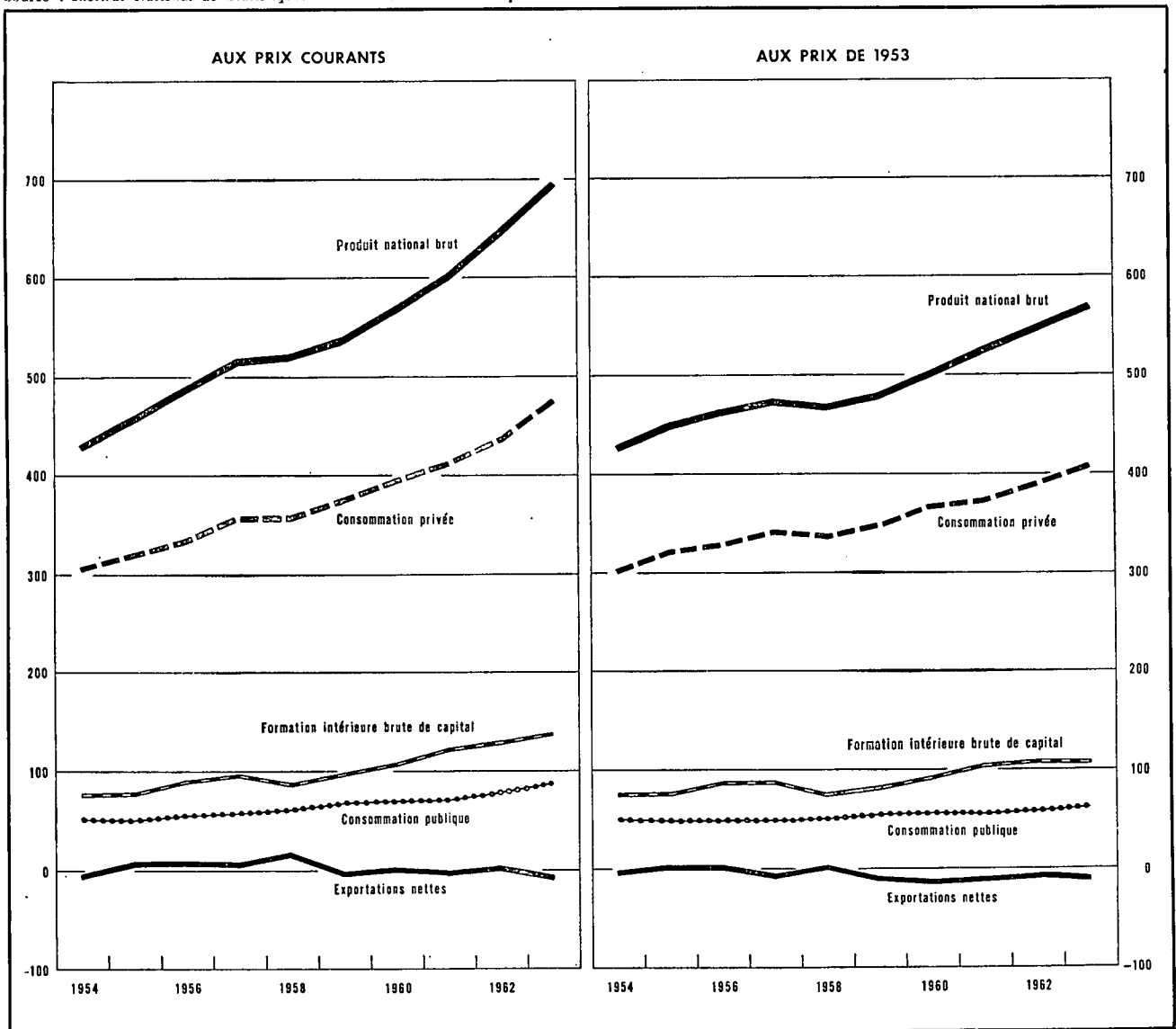
Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
1. Agriculture, sylviculture et pêche	31,2	32,5	31,8	35,4	33,8	35,0	36,1	39,9	38,3	42,8
2. Industries extractives	16,9	17,8	18,6	21,2	18,2	14,3	14,0	14,0	14,2	15,4
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	31,6	32,5	33,8	35,9	37,0	37,8	39,3	41,0	42,6	44,3
b) Textiles	13,9	13,4	14,8	15,7	12,9	14,0	15,5	16,1	16,7	18,1
c) Vêtements et chaussures	5,7	6,0	6,3	7,0	6,6	6,9	7,3	7,9	8,9	9,9
d) Bois et meubles	4,3	4,8	5,0	5,3	5,6	5,5	6,7	6,8	8,1	9,0
e) Papier, impression, édition	6,6	6,9	6,9	7,4	7,5	7,8	8,5	9,2	9,5	10,6
f) Industries chimiques et activités connexes	11,7	12,1	13,2	13,5	13,1	13,7	14,5	14,9	15,4	15,9
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment	6,5	7,4	8,0	8,3	8,2	9,2	10,3	10,8	11,9	12,0
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	10,5	13,6	15,5	15,8	13,3	14,5	18,6	17,4	19,0	19,6
i) Fabrications métalliques et constructions navales	29,1	29,3	31,4	35,2	33,7	33,2	36,9	42,2	46,9	51,6
j) Industries non dénommées ailleurs	8,3	9,1	9,8	10,3	10,4	11,0	12,5	13,2	14,5	16,0
Total des industries manufacturières (rub. 3)	128,2	134,8	144,7	153,8	148,3	153,6	170,1	179,5	193,5	207,0
4. Construction	23,3	25,0	27,7	31,2	30,7	30,7	33,2	36,9	42,0	45,7
5. Electricité, gaz et eau	8,7	8,9	9,4	10,0	10,6	10,7	11,1	11,5	12,5	13,3
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation										
a) Commerce	62,0	66,6	70,7	75,1	75,9	82,1	86,2	93,3	100,1	110,3
b) Services financiers et assurances ...	9,4	11,5	12,0	13,0	13,4	15,0	16,0	17,2	19,8	21,0
c) Immeubles d'habitation	35,9	36,9	37,6	38,5	39,1	39,9	40,5	41,1	41,7	42,3
Total de la rubrique 6 ...	107,3	115,0	120,3	126,6	128,4	137,0	142,7	151,6	161,7	173,6
7. Transports et communications	27,3	30,3	33,1	34,4	34,8	36,3	39,4	39,5	42,6	46,2
8. Services	87,0	92,1	96,4	103,2	111,3	115,3	122,1	126,9	135,9	145,3
9. Corrections	-1,7	-2,0	0,4	-5,0	-0,3	0,2	-3,2	-0,4	0,3	0,1
Produit intérieur brut aux prix du marché	428,3	454,4	482,4	510,8	515,8	533,1	565,5	599,4	641,0	689,4
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	4,1	5,4	7,7	8,0	7,6	4,9	6,8	6,0	5,2	5,4
Produit national brut aux prix du marché	432,4	459,8	490,1	518,8	523,4	538,0	572,3	605,4	646,2	694,8

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)
(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	91,1	93,2	98,4	101,7	102,5	105,6	107,0	111,2	117,4	122,5
b) Boissons et tabac	22,8	23,6	24,0	26,1	27,2	28,3	29,1	30,3	31,5	32,9
c) Vêtements et autres effets personnels	30,7	31,9	33,3	36,2	34,2	35,9	38,4	40,2	42,8	48,2
d) Loyers, taxes, eau	42,2	43,5	44,5	45,9	46,8	47,5	48,2	49,1	50,3	51,7
e) Chauffage et éclairage	16,3	17,3	19,0	20,4	18,9	18,8	19,7	20,3	24,1	27,8
f) Articles ménagers durables	21,9	23,0	25,1	27,9	27,6	28,5	32,3	34,8	38,3	42,5
g) Entretien de la maison	14,7	15,2	16,0	17,1	17,5	18,3	19,0	19,7	21,4	22,9
h) Soins personnels et hygiène	16,9	17,6	18,4	19,7	22,0	23,5	25,2	26,7	28,9	31,6
i) Transports et communications	21,4	23,0	25,2	27,2	27,3	28,8	33,1	34,2	36,2	40,1
j) Loisirs	22,9	24,0	25,0	27,1	30,0	29,2	29,2	31,0	32,3	34,4
k) Autres dépenses et ajustement statistique	6,4	9,5	6,0	9,6	4,6	10,7	13,3	13,5	12,2	19,4
Total ...	307,3	321,8	334,9	358,9	358,6	375,1	394,5	411,0	435,4	474,0
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	33,9	36,2	37,6	40,0	44,0	46,3	49,8	51,1	54,7	59,5
b) Biens et services	16,2	13,1	14,0	13,9	14,8	16,6	17,4	16,8	19,7	23,6
c) Loyer net imputé	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	2,1	2,3	2,5	2,8
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,6	0,6	0,7	0,8	0,7	0,9	0,9	1,0	1,1	1,1
	52,1	51,4	53,9	56,4	61,3	65,7	70,2	71,2	78,0	87,0
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	3,7	4,3	4,2	4,3	4,0	4,2	3,5	4,0	3,9	4,4
b) Industries extractives	2,5	2,2	3,0	3,0	2,7	1,9	1,5	2,0	1,5	1,8
c) Industries manufacturières	14,0	16,7	21,3	20,0	18,3	18,7	26,4	32,2	34,6	38,2
d) Construction	1,7	1,8	2,1	2,3	1,9	2,3	2,6	3,3	6,2	5,3
e) Electricité, gaz et eau	3,5	4,1	4,6	5,0	4,9	6,0	4,8	4,5	6,6	6,3
f) Commerce, banque, assurances	8,4	8,6	9,6	10,0	9,0	10,1	11,1	12,2	13,0	14,6
g) Immeubles d'habitation	20,9	19,5	21,6	24,4	22,5	24,7	29,3	32,2	30,7	29,5
h) Transports et communications	8,8	9,8	10,5	10,7	12,0	11,2	12,1	12,2	12,8	13,5
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	7,4	8,3	9,1	8,5	8,5	12,1	12,3	13,8	16,0	18,8
j) Autres services	2,1	2,2	2,4	2,5	2,5	2,7	2,9	3,3	3,4	3,7
k) Variations de stocks	3,0	-0,4	4,0	6,6	0,8	4,0	-0,2	4,2	2,4	0,8
l) Ajustement statistique	-0,4	0,1	-0,9	-0,2	-0,6	-0,6	0,2	0,1	-0,8	0,8
Total ...	75,6	77,2	91,5	97,1	86,5	97,3	106,5	124,0	130,3	137,7
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	129,1	155,3	179,7	184,6	177,3	176,3	200,1	216,1	232,8	255,7
b) Importations totales	131,7	145,9	169,9	178,2	160,3	176,4	199,0	216,9	230,3	259,6
c) Exportations nettes	-2,6	+9,4	+9,8	+6,4	+17,0	-0,1	+1,1	-0,8	+2,5	-3,9
Produit national brut aux prix du marché	432,4	459,8	490,1	518,8	523,4	538,0	572,3	605,4	646,2	694,8

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1953, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	102	106	108	109	111	111	115	117	121	122
b) Boissons	99	103	103	111	109	114	117	122	125	131
c) Tabac	102	105	107	115	118	119	124	127	134	134
d) Vêtements et autres effets personnels	106	111	112	120	112	117	125	129	136	149
e) Loyers, taxes, eau	102	104	105	106	107	107	108	109	110	110
f) Chauffage et éclairage	105	111	118	117	108	110	117	123	145	161
g) Articles ménagers durables	108	116	122	131	128	134	156	165	181	194
h) Entretien de la maison	105	108	111	114	115	118	119	121	126	129
i) Soins personnels et hygiène ...	105	108	111	113	123	128	134	139	147	156
j) Transports	111	119	125	131	132	137	152	156	166	182
k) Communications P.T.T.	105	111	117	122	129	130	136	144	153	171
l) Loisirs	101	105	106	111	117	114	114	119	121	126
Total ...	103	110	112	116	115	118	124	127	132	139
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	104	107	106	106	110	115	114	115	116	119
b) Biens et services	94	73	75	71	77	86	89	86	99	116
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	100	108	115	121	127	133	141	154	167	179
Total ...	101	96	96	95	100	106	107	106	112	120
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	99	113	104	106	96	98	80	89	83	92
b) Industries extractives	104	91	117	110	98	68	56	74	50	59
c) Industries manufacturières	102	118	144	127	117	118	167	202	210	222
d) Construction	112	112	126	130	105	132	145	184	340	281
e) Electricité, gaz et eau	104	118	128	132	125	156	126	117	162	145
f) Commerce, banques, assurances	105	104	111	109	97	110	120	131	135	148
g) Immeubles d'habitation	123	111	118	124	110	120	140	149	135	124
h) Transports et communications .	113	121	125	122	135	127	137	135	140	143
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement	111	113	121	111	120	150	137	142	158	198
j) Enseignement	120	163	158	123	92	201	244	303	338	318
k) Autres services	105	104	111	109	107	118	124	140	141	147
Total ...	112	112	128	129	112	125	136	155	158	159
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	110	127	137	139	140	149	164	179	196	211
b) Importations totales	113	125	141	144	139	155	175	187	202	220
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1953)	103,6	109,0	111,7	114,3	113,1	115,8	121,2	126,9	132,3	137,4

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947. — Bulletin de l'I.R.E.S.P. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).*
 Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juin 1964, p. 1209. — Cahiers Economiques de Bruxelles, « L'économie belge en 220 séries », (D.U.L.B.E.A.). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Statistiques générales (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Account Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construction
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques						
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport			
1959	96,4	89,3	97,2	99,6	92,4	97,7	94,6	88,3	98,7	97,8	
1960	97,6	76,9	100,7	103,4	98,8	108,8	100,3	89,5	99,5	99,7	
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9	
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9	
1963 1 ^{er} trimestre	98,2	60,0	105,8	103,4	113,1	127,4	113,8	97,1	99,1	83,9	
2 ^e trimestre	105,3	59,9	107,7	105,6	118,5	131,0	110,7	101,7	98,6	116,9	
3 ^e trimestre	106,2	60,2	108,4	105,5	120,8	132,8	111,9	102,8	98,6	118,8	
4 ^e trimestre	106,4	60,3	109,3	106,2	124,4	134,8	115,9	100,8	100,1	116,0	
1964 1 ^{er} trimestre	106,6	60,6	109,6	106,1	122,2	132,6	117,5	101,3	100,4	114,3	
2 ^e trimestre	108,0	61,1	110,3	106,1	120,8	132,6	121,8	102,6	99,1	119,5	
3 ^e trimestre	109,1	61,1	111,7	108,1	122,4	135,1	124,6	107,0	98,3	119,8	
1963 Novembre	106,8	60,4	109,7	106,4	125,2	134,9	116,3	100,4	100,8	116,8	
Décembre	105,6	60,3	108,9	105,8	124,8	134,2	116,1	100,0	100,1	112,9	
1964 Janvier	105,6	59,4	109,4	105,9	122,5	132,8	116,3	99,6	100,1	110,2	
Février	106,7	61,5	109,4	105,8	121,9	132,9	116,4	101,9	100,6	115,5	
Mars	107,4	61,0	110,0	106,5	122,2	132,0	119,9	102,5	100,4	117,1	
Avril	108,1	60,6	110,5	106,5	121,6	133,6	121,4	102,8	99,8	119,1	
Mai	107,8	61,1	110,2	106,5	120,7	132,6	121,9	102,5	98,8	119,7	
Juin	108,1	61,5	110,3	105,2	120,1	131,7	122,2	102,5	98,8	119,7	
Juillet	108,4	61,1	110,8	107,0	121,4	133,9	122,2	104,7	98,0	119,2	
Août	109,2	61,1	111,9	108,7	122,9	133,7	125,0	108,2	98,5	119,4	
Septembre	109,8	61,2	112,4	108,7	122,9	137,6	126,7	108,1	98,4	120,9	
Octobre	109,9	61,8	112,8	109,7	124,1	137,8	126,8	108,1	97,6	119,4	
Novembre	109,1	61,9	112,3	109,9	122,8	137,1	128,7	107,7	97,1	116,9	

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2	Demandes d'emploi 4 5	Offres d'emploi 4	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels			reques pendant le mois	en suspens à fin de mois
1957	302	116,8	77,9	38,9	2.942	19,9	7,6	5,3	40,1	19,4	12,9
1958	302	180,9	109,7	71,2	4.556	20,0	7,0	10,5	73,1	16,2	5,6
1959	302	199,2	125,0	74,2	5.014	20,7	8,2	17,3	82,8	19,3	5,3
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8	61,2	18,9	7,5
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1962	* 252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	18,1	18,3	14,6
1963	250	83,1	32,9	50,2	1.731	15,7	10,0	6,0	13,1	15,3	16,5
1964	250	52,8	26,1	26,7	1.100	15,3	6,2	6,3	10,2	13,3	12,5
1963 3 ^e trimestre	63	35,4	24,7	10,7	743	15,4	5,8	7,4	7,9	13,9	18,6
4 ^e trimestre	61	72,1	29,0	43,1	1.467	15,0	8,8	6,1	12,0	12,5	15,5
1964 1 ^{er} trimestre	64	82,3	32,6	49,7	1.755	16,1	7,6	4,6	13,0	15,6	14,1
2 ^e trimestre	62	35,9	23,3	12,6	742	14,9	5,7	7,1	7,3	14,8	14,7
3 ^e trimestre	63	31,6	20,2	11,4	663	15,0	5,3	7,1	7,0	11,6	12,7
4 ^e trimestre	61	60,9	28,0	32,9	1.238	14,8	5,2	6,3	13,5	11,4	8,6
1965 1 ^{er} trimestre	65	111,4	38,3	73,1	2.414	16,4	8,0	4,2	19,0	14,6	7,8
1964 Mai	23	35,8	23,1	12,7	823	16,0	6,0	7,2	6,7	14,0	14,4
Juin	20	32,1	20,9	11,2	641	14,2	5,2	7,4	6,0	13,9	14,9
Juillet	18	31,6	20,4	11,2	568	14,4	4,7	6,8	6,7	9,7	13,3
Août	25	29,8	19,6	10,2	744	16,8	6,1	7,1	6,3	10,0	12,5
Septembre	20	33,9	21,0	12,9	678	13,8	5,1	7,3	7,9	14,9	12,2
Octobre	20	37,4	23,0	14,4	748	14,5	4,8	7,1	9,1	13,9	10,3
Novembre	23	48,9	27,6	21,3	1.124	16,1	5,0	6,5	12,6	10,4	8,9
Décembre	18	102,3	33,9	68,4	1.842	13,7	5,3	5,3	18,8	9,9	6,6
1965 Janvier	25	130,8	39,6	91,2	3.270	18,6	9,9	3,7	20,6	13,4	6,2
Février	20	123,8	39,3	84,5	2.475	15,6	8,6	4,0	20,0	12,4	6,8
Mars	20	74,8	35,6	39,2	1.495	14,9	4,8	4,9	16,3	17,9	10,3
Avril	19	49,5	31,0	18,5	940	14,3	5,1	6,5	14,0	16,5	8,9
Mai	24	45,4	29,5	15,9	1.090			7,0	12,6	13,1	8,4

1 Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

2 Moyenne journalière par mois de chômage.

3 Durée moyenne du chômage = $\frac{\text{Nombre de journées perdues par mois}}{\text{Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois}}$

4 Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

5 Chômeurs complets normalement aptes.

6 Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 20-12-61.

* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

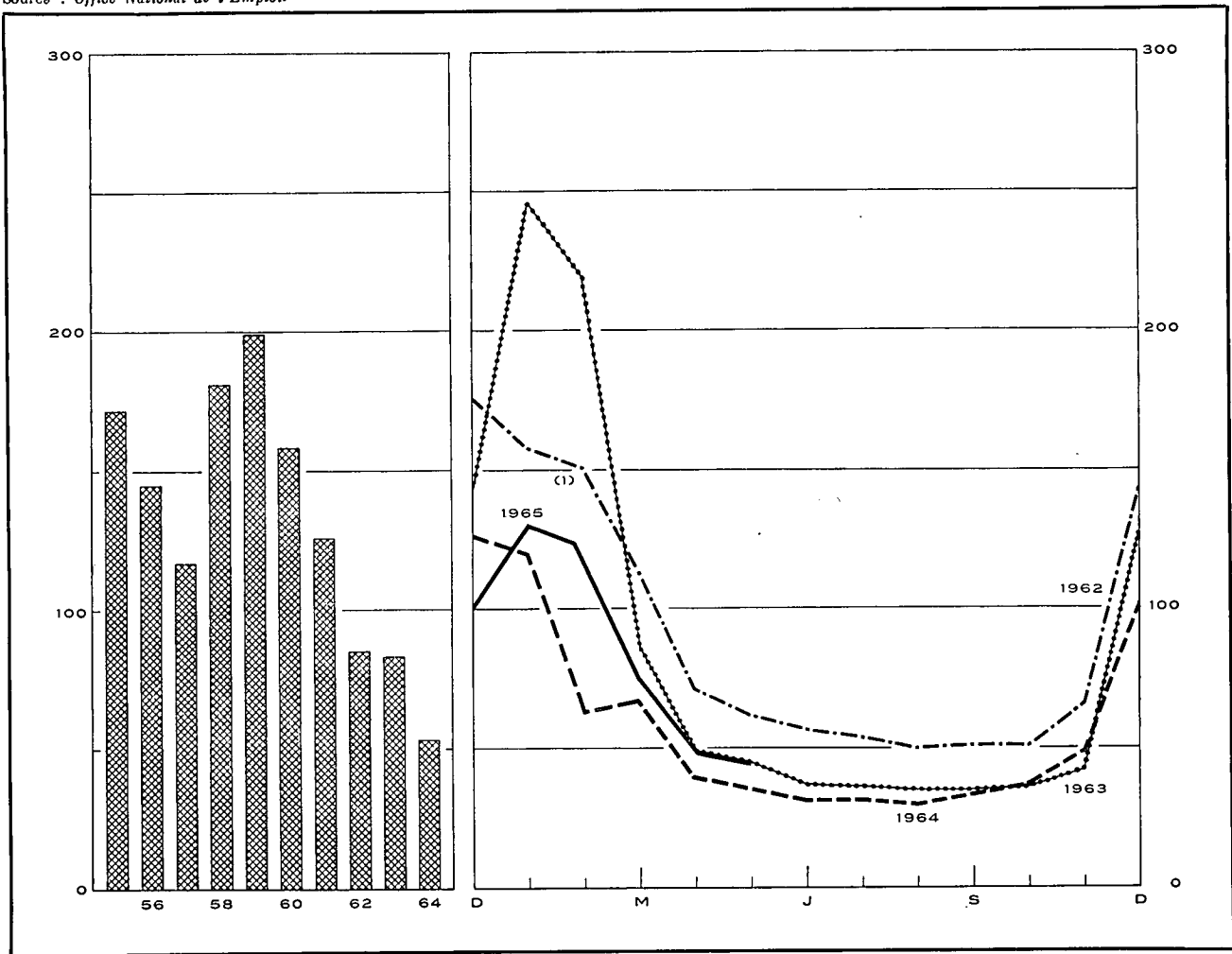
II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés

Chômeurs complets + chômeurs partiels

(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.		1962	1963	1964	1965
1956	145	247	122	95	115	Janvier	158	246	120	131
1957	117	144	96	88	138	Février	151 ¹	219	63	124
1958	181	204	166	149	204	Mars	113	86	67	75
1959	199	292	182	150	171	Avril	71	49	40	49
1960	158	221	149	123	137	Mai	62	45	36	45
1961	126	177	111	90	124	Juin	57	40	32	
1962 ¹	85	141	64	52	90	Juillet	54	36	32	
1963	83	176	44	35	72	Août	50	35	30	
1964	53	82	36	32	61	Septembre	51	35	34	
1965		111				Octobre	51	36	37	
						Novembre	66	42	49	
						Décembre	144	127	102	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

¹ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	260	280	296	270	273	256	252	246	262
dont : froment	188	208	219	200	203	206	209	200	216
seigle	68	66	69	62	63	44	39	41	42
Céréales non panifiables	254	238	240	255	252	263	260	255	239
Plantes industrielles	99	92	94	88	96	92	93	94	106
Plantes racines et tuberculifères	151	145	141	134	131	120	116	114	103
Légumes cultivés pour la graine	14	13	12	12	11	11	10	10	11
Prés et prairies	818	814	811	816	819	821	829	825	815
Divers	130	134	125	137	129	136	128	134	129
Total ...	1.726	1.716	1.719	1.712	1.711	1.699	1.688	1.678	1.665
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	596	751	779	789	773	722	835	759	900
Autres céréales	998	969	992	1.034	1.056	1.011	1.083	1.038	1.041
Betteraves sucrières	2.203	2.486	2.832	1.474	3.063	2.703	2.019	2.135	3.114
Lin (graines et paille)	235	182	170	124	214	196	231	240	283
Chicorée à café	54	51	56	43	55	60	97	47	67
Pommes de terre	2.034	2.043	1.914	1.357	1.894	1.789	1.872	1.530	1.755
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	189	182	178	170	159	148	141	132	120
Total des bovidés	2.413	2.485	2.596	2.649	2.696	2.728	2.832	2.805	2.663
dont : vaches laitières	974	977	996	1.015	1.024	1.025	1.051	1.044	999
Porcs	1.471	1.366	1.423	1.450	1.749	1.772	2.053	1.795	1.833
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.198	1.277	1.319	1.303	1.420	1.538	1.630	1.644	1.712
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	400	391	412	424	441	429	462	505	481

¹ Recensements au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

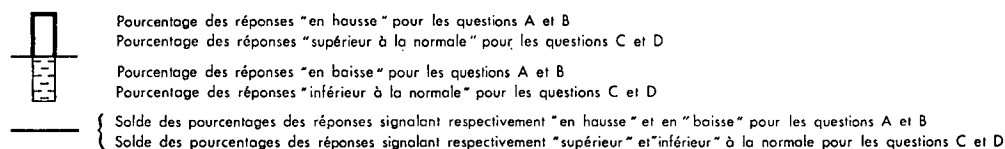
	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Aiglefin	519	445	374	232	262	285	300	221	281
Cabillaud	764	662	834	653	689	698	868	728	630
Plie	379	427	451	381	390	291	346	424	322
Sole	299	289	315	257	350	314	347	631	201
Raie	314	356	337	342	323	328	310	298	319
Hareng	716	254	201	260	528	409	273	153	134
Crevettes	266	84	64	89	39	80	48	76	75

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistique agricoles (F.A.O.).

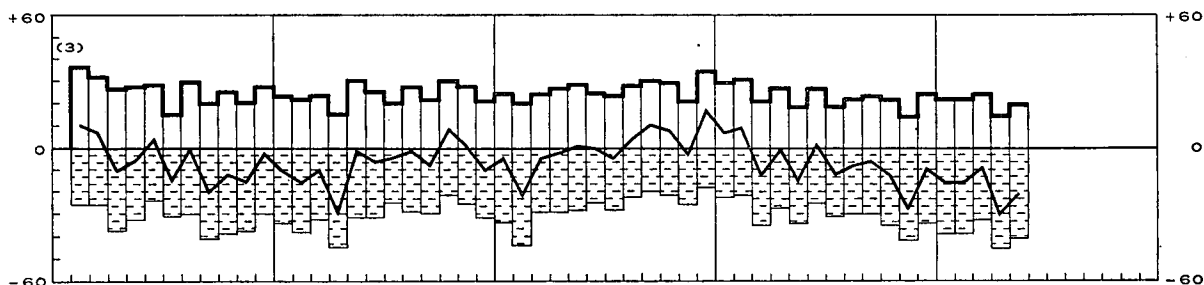
IV. — INDUSTRIE

IV - 1. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE (1)

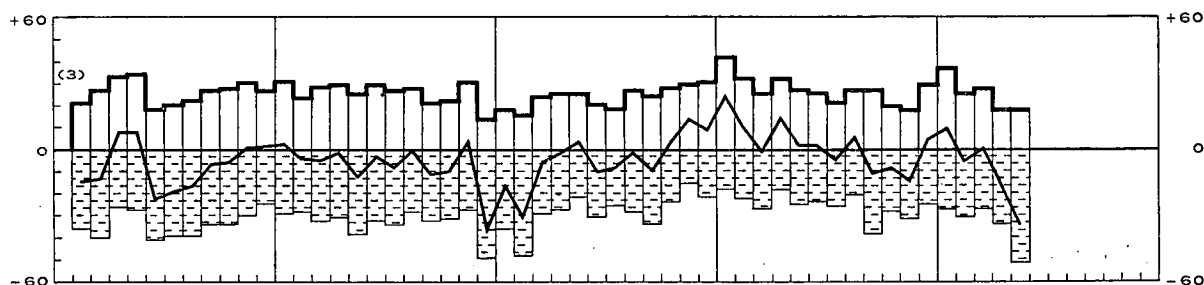
Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir.



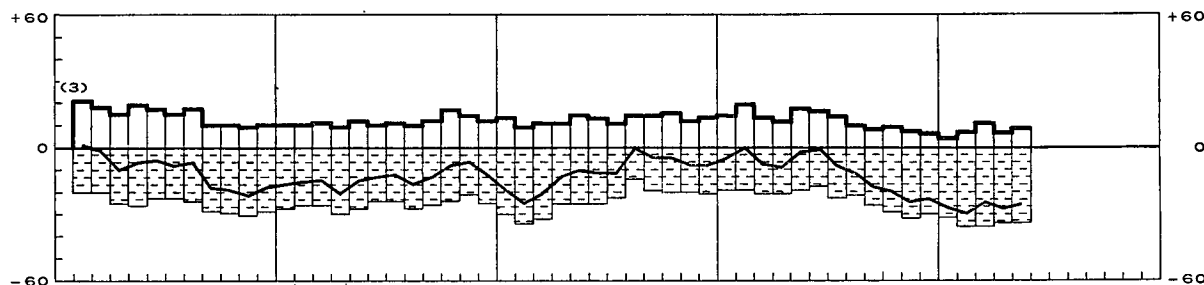
A. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHE INTERIEUR (2)



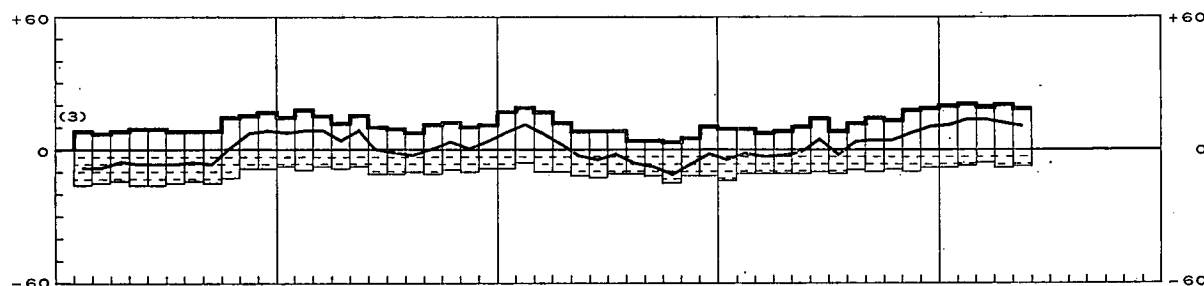
B. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



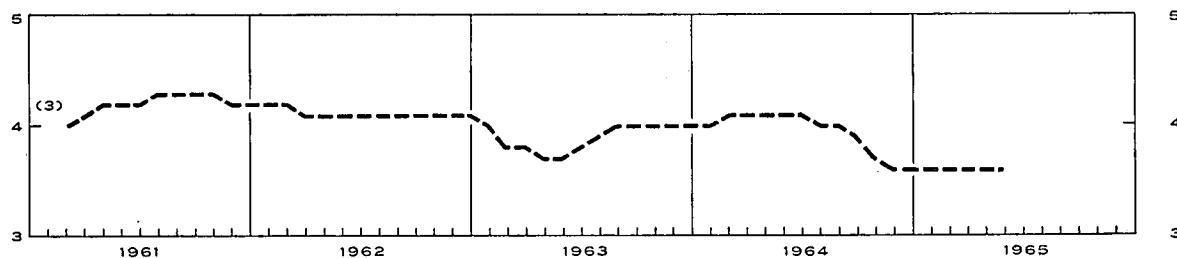
C. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



D. - APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS



E. - DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



1 Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à D la variation par rapport au mois précédent.
 2 Mouvements saisonniers éliminés.
 3 Grèves dans les industries de la sidérurgie et des fabrications métalliques.

IV - 1a. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.		Source : I.R.E.S.P. 1		Source : Agéfi 1
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général
1959	104	107	104	107	105
1960	112	116	111	115	115
1961	119	124	116	121	122
1962	125	131	123	129	130
1963	135	142	130	137	138
1964	p 144	p 153	p 140	p 148	147
1963 4 ^e trimestre	146	153	138	145	147
1964 1 ^{er} trimestre	141	148	138	145	146
2 ^e trimestre	145	153	p 146	p 153	148
3 ^e trimestre	p 138	p 147	p 131	p 139	143
4 ^e trimestre	p 154	p 163	p 145	p 154	153
1965 1 ^{er} trimestre	p 147	p 161			146
2 ^e trimestre					p 152
1964 Juin	148	157	p 145	p 153	151
Juillet	p 127	p 136	p 120	p 127	137
Août	p 135	p 144	p 130	p 137	143
Septembre	p 152	p 161	p 144	p 152	150
Octobre	p 162	p 172	p 144	p 152	159
Novembre	p 148	p 157	p 147	p 155	149
Décembre	p 151	p 161	p 145	p 154	151
1965 Janvier	p 142	p 151	p 137	p 145	142
Février	p 140	p 156	p 144	p 153	142
Mars	157 ³	p 175			155
Avril	151 ³				p 152
Mai					p 152
Juin					154 ²

* Non compris la construction.

1 Indices sur base originale 1958 convertis en indices base 1958 = 100.

2 Prévision.

3 Indices rapides de la production industrielle calculés par l'I.N.S. sur la base 1953 = 100 et convertis en indices base 1958 = 100.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1958 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières													
		Industries extractives	dont :												
			Indice général	Industries prod. minérales non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles				Industrie chimique et industrie du caoutchouc		Raffineries de pétrole et dérivés du charbon
									Total	Fila-tures	Tissage	Bonnet-terie	Total	dont : Trans-formation des matières plasti-ques (1952 = 100)	
1959	104	87	107	112	108	108	107	97							113	117	112	110	114		103
1960	112	86	116	122	119	126	115	108	121	126	120	118	122		109
1961	119	85	124	126	116	132	129	112	125	128	124	124	130		114
1962	125	86	131	134	124	130	136	115	130	130	130	132	144	100	113
1963	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	136
1964	p 144	92	p 153	151	147	162	p 161	127	142	135	146	153	166	148	135
1963 3 ^e trimestre	133	81	141	147	124	137	153	125	131	127	129	148	151	123	133
4 ^e trimestre	146	96	153	140	135	157	167	136	150	141	152	177	157	141	141
1964 1 ^{er} trimestre	141	94	148	131	143	160	160	107	148	143	152	156	156	131	128
2 ^e trimestre	p 145	95	p 153	157	148	163	159	121	148	142	152	156	171	154	129
3 ^e trimestre	p 138	83	p 147	159	140	155	p 154	126	127	118	132	144	162	138	133
4 ^e trimestre	p 154	93	p 163	157	157	172	p 171	153	145	139	149	157	175	167	151
1965 1 ^{er} trimestre ...	p 147		161	130	153		169	112	138				184		130
1964 Avril	151	103	158	151	155	170	165	118	162	162	162	168	172	154	135
Mai	137	87	144	157	138	153	151	111	133	124	142	136	164	141	122
Juin	148	96	157	164	152	170	160	133	149	140	153	164	177	167	129
Juillet	p 127	72	p 136	157	130	142	p 136	133	117	108	133	105	148	118	137
Août	p 135	84	p 144	156	133	153	p 155	123	118	110	114	152	164	141	133
Septembre	p 152	94	p 161	165	157	169	p 171	123	147	135	149	177	173	155	130
Octobre	p 162	96	p 172	169	167	178	p 177	166	151	140	154	176	182	174	150
Novembre	p 148	92	p 157	154	149	163	p 164	153	138	130	142	150	168	164	148
Décembre	p 151	90	p 161	146	153	175	p 171	139	147	146	152	145	175	162	154
1965 Janvier	p 142	88	151	126	150	168	170	111	133	130	135	140	180	144	128
Février	p 140	85	156	121	145	162	161	106	133	131	134	138	177	161	124
Mars 1	157		175	144	163		176	119	149				194	138	138
Avril 1	151			158			177	119	137				184		136

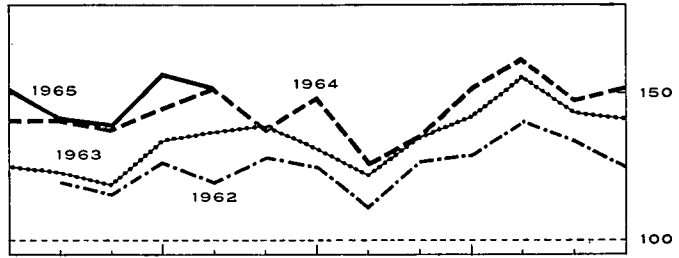
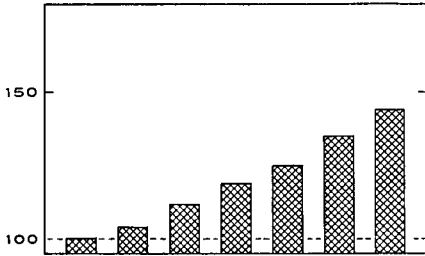
* Non compris la construction.

1 Indices rapides de la production industrielle calculés par l'I.N.S. sur la base 1953 = 100 et convertis en indices base 1958 = 100.

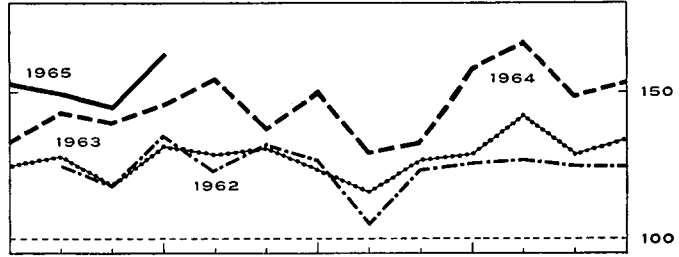
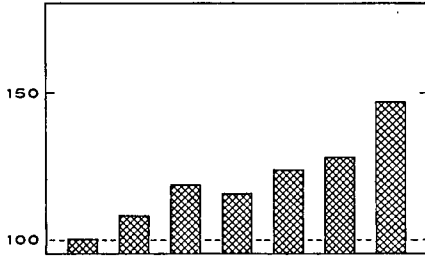
IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1958 = 100

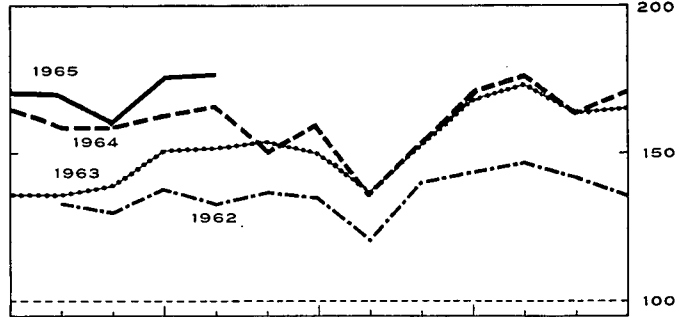
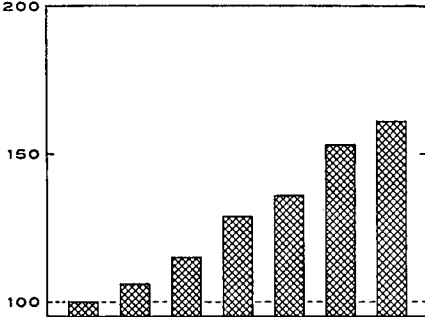
ENSEMBLE DES INDUSTRIES



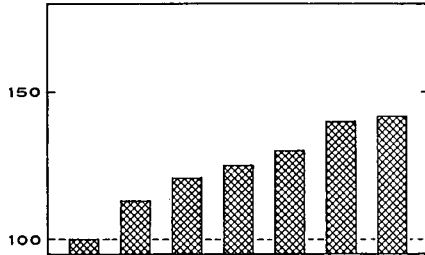
SIDERURGIE



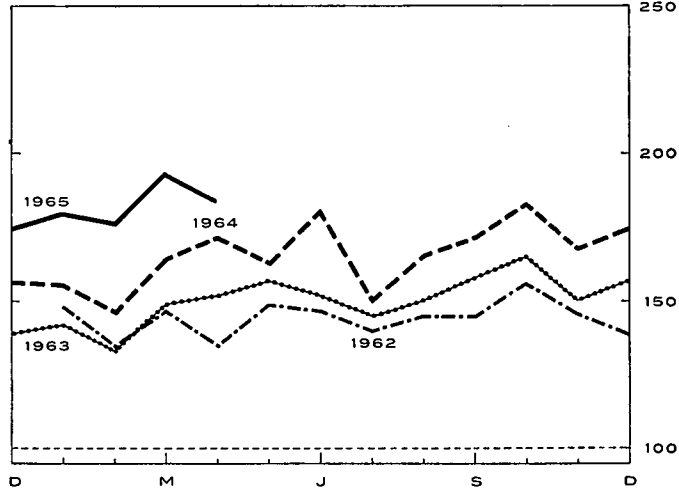
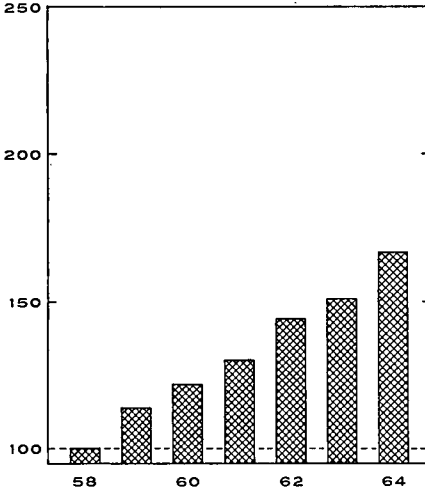
FABRICATIONS METALLIQUES



TEXTILES



INDUSTRIES CHIMIQUES ET DU CAOUTCHOUC



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Direction générale des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Industrie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (3), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(milliers de tonnes)				(kg)	(millions kWh)	(milliers ton.)	(millions de m ³)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1956	2.463	179	35	2.777	841	987	n.d.	99	182
1957	2.424	1.413	126	2.738	838	1.051	445	97	180
1958	2.255	6.928	221	2.319	841	1.043	542	100	182
1959	1.896	7.496	233	2.410	907	1.097	546	103	188
1960	1.872	6.565	159	2.472	1.019	1.174	579	109	200
1961	1.794	4.394	122	2.477	1.090	1.247	660	102	196
1962	1.769	1.351	182	2.582	1.149	1.368	705	104	214
1963	1.785	454	474	2.664	1.163	1.483	1.013	102	224
1964	1.775	1.489	407	2.504	1.155	1.623	1.112	106	240
1963 2 ^e trimestre	1.801	631	456	2.727	1.166	1.392	996	102	206
3 ^e trimestre	1.569	460	496	2.435	1.119	1.332	1.031	100	196
4 ^e trimestre	1.907	454	561	2.785	1.184	1.621	1.054	104	241
1964 1 ^{er} trimestre	1.873	901	443	2.524	1.179	1.647	1.022	95	259
2 ^e trimestre	1.817	1.220	396	2.465	1.158	1.527	981	108	221
3 ^e trimestre	1.571	1.379	418	2.346	1.122	1.510	1.116	106	205
4 ^e trimestre	1.839	1.489	419	2.669	1.156	1.808	1.330	114	273
1965 1 ^{er} trimestre	1.739	1.827			1.175	1.778	1.185		
1964 Mai	1.648	1.102	393	2.403	1.151	1.461	886	105	213
Juin	1.799	1.220	307	2.412	1.141	1.515	992	110	213
Juillet	1.371	1.295	424	2.144	1.115	1.391	1.212	98	197
Août	1.579	1.323	445	2.412	1.121	1.488	1.120	108	205
Septembre	1.764	1.379	384	2.482	1.131	1.652	1.018	113	213
Octobre	1.826	1.384	389	2.665	1.141	1.801	1.312	118	256
Novembre	1.810	1.381	349	2.522	1.146	1.750	1.310	112	261
Décembre	1.882	1.489	519	2.819	1.181	1.874	1.368	114	302
1965 Janvier	1.732	1.495			1.148	1.822	1.012	112	
Février	1.667	1.630			1.179	1.697	1.198	105	
Mars	1.819	1.827			1.198	1.814			
Avril	p 1.747	p 1.890			p 1.208	1.666			
Mai	p 1.627	p 1.907			p 1.205				

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,3 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1956	532	397	4,34	2,78	7,12	6,32
1957	523	371	3,87	2,27	6,14	6,63
1958	501	350	3,44	1,99	5,43	6,62
1959	536	386	3,98	2,55	6,53	6,69
1960	599	407	4,40	2,93	7,33	7,26
1961	584	405	5,43	3,76	9,19	8,09
1962	613	451	5,35	3,74	9,09	8,94
1963	627	476	5,90	4,03	9,93	10,25
1964	728	536	p 6,32	p 4,93	p 11,25	p 11,47
1963 4 ^e trimestre	663	504	6,33	4,24	10,57	11,60
1964 1 ^{er} trimestre	703	537	6,51	4,83	11,34	10,86
2 ^e trimestre	727	544	6,52	4,74	11,26	11,70
3 ^e trimestre	699	487	p 6,00	p 4,68	p 10,68	p 10,53
4 ^e trimestre	780	575	p 6,25	p 5,67	p 11,92	p 12,79
1965 1 ^{er} trimestre	p 751	p 582				
2 ^e trimestre	759 ¹					
1964 Juin	746	555	7,09	4,77	11,86	12,39
Juillet	661	432	p 5,45	p 4,24	p 9,69	p 10,06
Août	659	460	p 5,60	p 4,39	p 9,99	p 9,45
Septembre	778	569	p 6,94	p 5,11	p 12,05	p 12,08
Octobre	848	602	p 6,39	p 5,39	p 11,78	p 12,18
Novembre	743	543	p 5,90	p 5,58	p 11,48	p 11,94
Décembre	749	580	p 6,47	p 5,74	p 12,21	p 14,24
1965 Janvier	736	563	p 5,88	p 4,84	p 10,72	p 10,94
Février	p 726	p 546	p 6,62	p 6,24	p 12,86	p 11,27
Mars	p 793	p 638				
Avril	766 ¹					
Mai	759 ¹					
Juin	752 ¹					

1 Estimations sur base chiffres Agefi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles et reconstructions totales	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles	
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre		Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)
1955	36.615	23.564	9.468	1.220	31.698	3.588	8.561	2.569	3.731	5.422
1956	33.742	22.793	9.266	1.226	32.604	3.921	10.997	3.123	4.482	5.982
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.724	3.618	9.255	3.009	3.772	6.090
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	30.605	2.636	6.059	2.619	2.843	4.809
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	35.333	3.036	8.661	3.135	4.951	5.209
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.800	3.151	11.805	3.567	6.360	5.530
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	38.010	3.498	12.785	3.958	7.071	6.170
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	32.178	4.957	16.545	2.960	5.399	5.169
1963 p	36.619				23.311	1		1		5.382
1964 p	44.948				31.323	1		1		6.545

¹ En 1963 et 1964, le nombre d'autorisations pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 9.866 et à 11.068.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation ¹		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation ²	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés
1963 3 ^e trimestre	2.901	2.426	908	490
4 ^e trimestre	2.867	2.052	745	553
1964 1 ^{er} trimestre	4.081	1.934	851	421
2 ^e trimestre	4.219	3.441	1.055	667
3 ^e trimestre	3.338	2.996	884	628
4 ^e trimestre	3.345	2.070	897	466
1965 1 ^{er} trimestre	3.289	1.836	740	538
1964 Mars	4.645	2.644	1.053	480
Avril	4.789	3.316	1.157	600
Mai	3.596	3.842	876	789
Juin	4.272	3.166	1.132	611
Juillet	3.831	3.086	959	640
Août	3.075	3.175	854	679
Septembre	3.107	2.726	840	565
Octobre	3.179	2.675	925	583
Novembre	2.674	2.253	810	524
Décembre	4.183	1.281	957	290
1965 Janvier	2.869	1.459	644	511
Février	2.954	1.385	682	470
Mars	4.043	2.664	893	634

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1960 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale 1		
	1963	1964	% variat. *	1963	1964	% variat. *	1963	1964	% variat. *
1 ^{er} trimestre	113	126	+ 11,5	115	129	+ 12,2	111	123	+ 10,8
2 ^e trimestre	119	126	+ 5,9	121	126	+ 4,1	116	124	+ 6,9
3 ^e trimestre	120	125	+ 4,2	122	127	+ 4,1	117	126	+ 7,7
4 ^e trimestre	123	129	+ 4,9	127	133	+ 4,7	117	128	+ 9,4
	1964	1965		1964	1965		1964	1965	
1 ^{er} trimestre	126	131	+ 4,0	129	133	+ 3,1	123	132	+ 7,3
2 ^e trimestre	126			126			124		
3 ^e trimestre	125			127			126		
4 ^e trimestre	129			133			128		
	France			Italie			Pays-Bas 2		
	1963	1964	% variat. *	1963	1964	% variat. *	1963	1964	% variat. *
1 ^{er} trimestre	110	126	+ 14,5	127	136	+ 7,1	107	120	+ 12,1
2 ^e trimestre	119	128	+ 7,6	132	133	+ 0,8	116	124	+ 6,9
3 ^e trimestre	119	123	+ 3,4	134	130	- 3,0	110	116	+ 5,5
4 ^e trimestre	123	126	+ 2,4	136	132	- 3,0	124	135	+ 8,9
	1964	1965		1964	1965		1964	1965	
1 ^{er} trimestre	126	125	- 0,8	136	133	- 2,2	120	128	+ 6,7
2 ^e trimestre	128			133			124		
3 ^e trimestre	123			130			116		
4 ^e trimestre	126			132			135		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

2 Non ajustés pour variations saisonnières.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique.* — *Revue du Travail.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).* — *Industrie, revue de la F.I.B.* — *Bulletin de Fabrimétal.* — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar.* — *Bulletin mensuel du M.A.E. (Administration de l'Industrie - Energie électrique).* — *Energie.* — *Figaz, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz.* — *Agence économique et financière.* — *La Construction.* — *Statistiques générales (O.C.D.E.).*

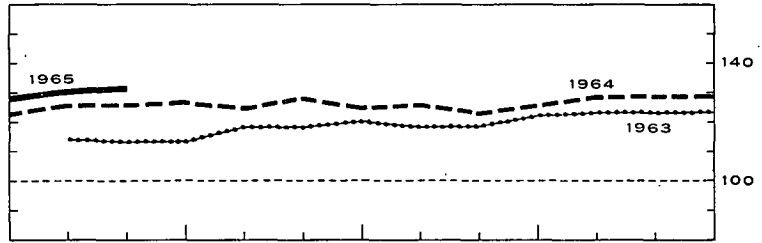
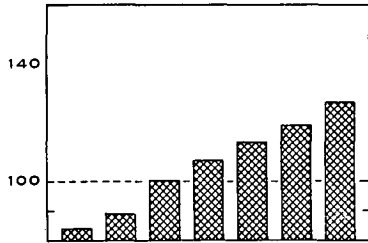
**IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

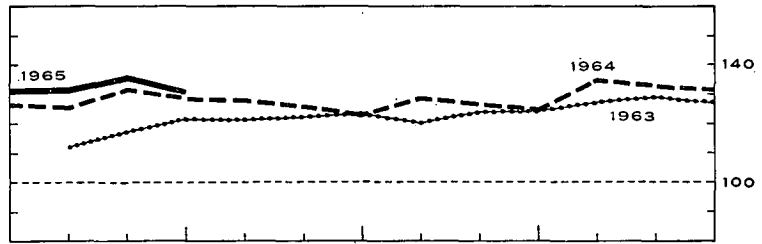
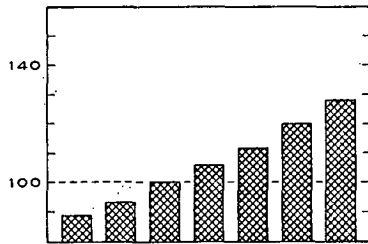
Base 1960 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)

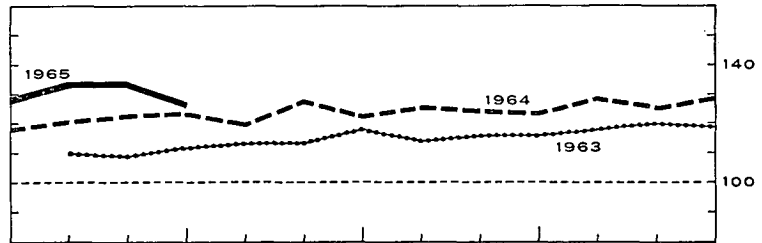
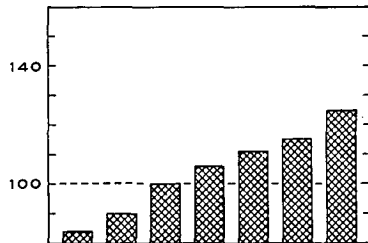
ENSEMBLE DES PAYS DE LA C.E.E.



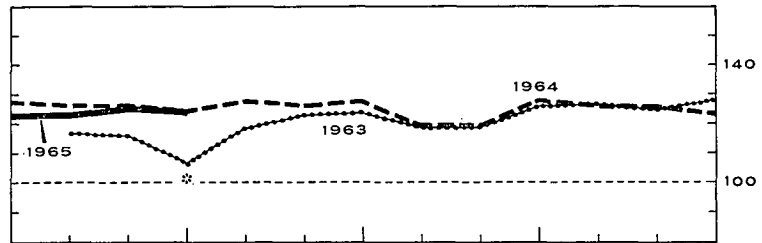
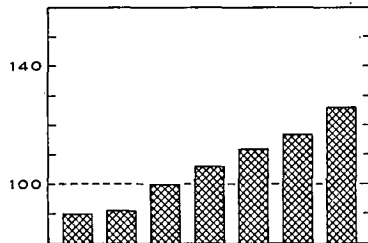
BELGIQUE



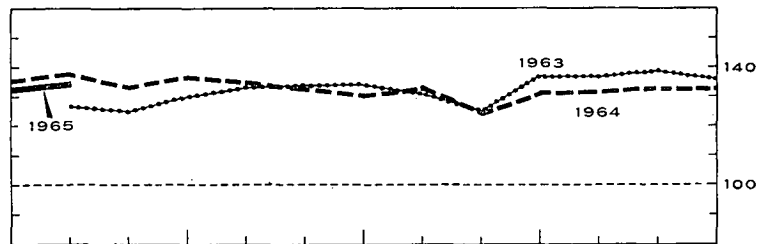
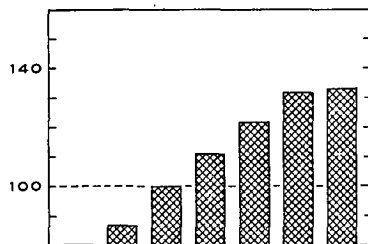
ALLEMAGNE OCCIDENTALE (à l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest)



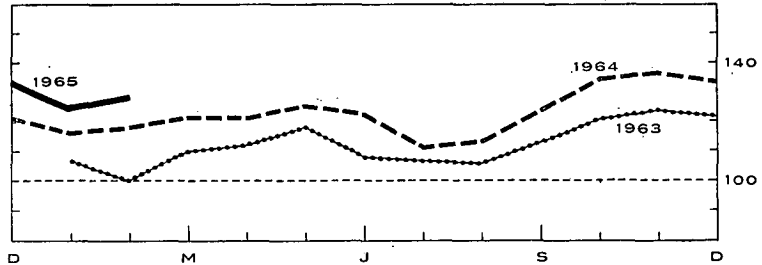
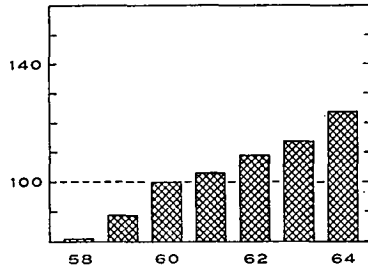
FRANCE



ITALIE



PAYS - BAS (indices non ajustés)



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées ² (milliers)	SABENA		
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)					Trafic payant aérien régulier		
		Nombre de voyageurs-km	Nombre de tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont				
					combustibles et huiles minérales				Minerais
(millions)	(milliers de tonnes)	(milliers de tonnes)	(milliers de tonnes)	(milliers de tonnes-km)	(millions de tonnes-km)				
1958	755	486	4.818	1.876	959	618	99,7	12,2	
1959	710	505	4.874	1.866	1.043	364	88,7	11,3	
1960	715	525	5.070	1.935	1.155	294	108,7	13,8	
1961	724	538	5.115	1.937	1.177	225	98,2	12,9	
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7	
1963	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8	
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	154	135,5	16,5	
1963 3 ^e trimestre	765	511	4.967	1.922	1.135	162	174,7	19,2	
4 ^e trimestre	760	594	5.766	2.353	1.217	173	87,0	11,9	
1964 1 ^{er} trimestre	770	585	5.566	2.152	1.234	151	87,0	12,1	
2 ^e trimestre	755	556	5.472	1.992	1.264	162	136,3	16,3	
3 ^e trimestre	728	541	5.199	1.876	1.269	144	205,1	22,6	
4 ^e trimestre	761	626	5.961	2.102	1.395	159	113,8	15,2	
1965 1 ^{er} trimestre	p 736	571	5.351	1.875	1.289	118	87,9	13,2	
1964 Avril	738	575	5.682	2.098	1.271	167	107,7	14,0	
Mai	752	523	5.132	1.377	1.185	151	123,1	14,7	
Juin	776	571	5.601	2.000	1.335	170	178,1	20,1	
Juillet	723	518	4.927	1.738	1.208	137	214,7	23,5	
Août	727	520	5.034	1.824	1.231	138	210,0	22,7	
Septembre	734	586	5.637	2.066	1.369	157	190,5	21,5	
Octobre	779	654	6.235	2.134	1.496	171	149,7	18,6	
Novembre	743	617	5.869	2.087	1.373	156	89,8	12,5	
Décembre	761	608	5.779	2.084	1.317	149	101,8	14,6	
1965 Janvier	p 732	581	5.379	2.014	1.269	111	92,1	13,2	
Février	p 709	538	5.058	1.745	1.218	116	75,6	12,2	
Mars	p 767	594	5.615	1.867	1.380	126	96,0	14,2	
Avril	p 770	543	5.231	1.848	1.189	142			

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. — Navigation intérieure

Sources : Administration du port d'Anvers, [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers				Port de Gand			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes km.)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties			
									(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1958	3.545	1.723	1.210	163	169	82	4.269	361	
1959	3.622	1.668	1.266	145	152	83	4.534	402	
1960	3.774	1.816	1.288	150	166	75	5.097	436	
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61	5.426	456	
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70	5.553	452	
1963	4.356	2.602	1.282	151	162	67	5.400	433	
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78			
1963 3 ^e trimestre	4.448	2.703	1.290	150	179	59	6.493	525	
4 ^e trimestre	4.384	2.858	1.408	155	180	73	5.896	478	
1964 1 ^{er} trimestre	4.558	2.968	1.573	185	178	75	5.681	459	
2 ^e trimestre	4.570	2.887	1.431	165	190	109	6.704	541	
3 ^e trimestre	4.449	3.046	1.246	162	178	59	6.469	516	
4 ^e trimestre	4.654	3.242	1.382	150	165	68			
1965 1 ^{er} trimestre	4.312			182					
1964 Avril	4.639	2.858	1.522	164	138	125	6.904	545	
Mai	4.428	2.632	1.357	152	189	86	6.007	499	
Juin	4.643	3.172	1.414	178	243	117	7.200	578	
Juillet	4.506	3.129	1.121	186	163	30	6.595	542	
Août	4.489	2.973	1.310	162	209	47	5.943	483	
Septembre	4.352	3.037	1.308	138	161	100	6.508	523	
Octobre	4.657	3.185	1.394	158	212	66	7.036	577	
Novembre	4.705	3.220	1.388	155	120	98	6.248	487	
Décembre	4.599	3.320	1.365	138	162	40			
1965 Janvier	3.969			219					
Février	4.146			165					
Mars	4.821			161					
Avril	4.700			155					

¹ Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne oc.	U.S.A.
1957	1.186	898	71	33	81	25	18
1958	1.341	877	84	37	102	69	51
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1963	1.498	1.110	89	38	105	48	27
1964	1.577	1.151	102	42	111	48	27
1963 2 ^e trimestre	1.422	1.008	83	40	125	50	31
3 ^e trimestre	3.789	2.981	214	73	260	94	45
4 ^e trimestre	446	255	35	23	20	26	20
1964 1 ^{er} trimestre	458	267	37	22	29	26	14
2 ^e trimestre	1.398	982	82	41	121	49	34
3 ^e trimestre	4.009	3.103	254	80	274	112	48
4 ^e trimestre	444	250	34	23	19	25	21
1964 Février	360	204	29	19	15	22	14
Mars	667	399	58	30	57	37	16
Avril	970	691	72	28	56	30	23
Mai	1.145	719	82	46	120	54	34
Juin	2.079	1.537	93	50	186	64	44
Juillet	5.374	4.504	190	80	322	87	55
Août	5.324	3.996	428	121	368	186	47
Septembre	1.329	808	143	39	133	63	43
Octobre	510	269	39	25	27	34	32
Novembre	415	232	34	22	15	24	18
Décembre	407	250	30	22	15	18	13
1965 Janvier	367	208	29	19	14	23	17
Février	338	190	26	18	13	20	15

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples 1					Coopératives	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement 2		Grosistes	Entreprises à succursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières 6 (Calculs B.N.B.)					
	Indice général	Alimentation	Habillement	Ameublement	Ménage 3		Indice général	Hommes 4			Sous-vêtements et accessoires 5	Alimentation générale	Alimentation	Grands magasins	Coopératives	Grosistes en alimentation générale
1958	139	140	138	129	149	131	132	105	139	131	128	121	129			
1959	144	145	149	126	150	132	136	104	145	138	131	120	132			
1960	156	159	159	141	162	138	144	106	155	144	143	125	142			
1961	161	160	164	145	165	144	168	116	163	152	145	130	147			
1962	170	172	172	154	171	152	166	142	173	172	151	135	154			
1963	180	177	185	164	179	161	186	143	179	193	156	140	156			
1964	196	188	200	183	200	168	210	151	196	220	163	140	163			
1963 3 ^e trimestre	171	159	174	172	182	153	161	138	183	185	158	139	155			
4 ^e trimestre	216	199	224	166	206	173	200	150	187	214	159	140	156			
1964 1 ^{er} trimestre	174	190	165	184	187	165	197	171	181	210	162	140	160			
2 ^e trimestre	188	178	207	180	188	166	249	128	194	213	161	141	163			
3 ^e trimestre	181	169	180	177	198	158	170	145	198	209	159	137	159			
4 ^e trimestre	240	216	247	191	227	183	224	159	211	249	170	143	168			
1965 1 ^{er} trimestre *	186	199	171	198	197	176	—	—	196	233	166	143	167			
1964 Mars	182	199	179	182	181	165	246	144	192	219	156	137	166			
Avril	187	189	196	184	189	165	287	128	195	211	160	144	166			
Mai	193	181	217	184	190	168	262	131	183	215	165	139	156			
Juin	185	165	208	172	186	164	199	126	204	212	159	140	169			
Juillet	190	164	202	181	205	156	186	222	200	207	157	137	160			
Août	171	168	153	164	191	158	137	99	196	206	157	136	155			
Septembre	183	175	185	187	197	160	188	113	199	213	163	138	163			
Octobre	217	202	250	199	214	176	273	140	203	237	172	141	164			
Novembre	224	196	212	171	189	165	200	135	197	223	164	141	168			
Décembre	278	249	278	203	279	208	199	203	233	287	172	146	173			
1965 Janvier *	190	197	182	214	196	180	—	—	187	231	172	141	156			
Février	174	194	146	185	198	170	—	—	184	224	167	146	166			
Mars	194	207	186	196	196	178	—	—	216	244	159	142	179			

* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.

1 Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — 2 Un certain nombre de firmes supplémentaires ayant été incorporées à l'échantillon, les indices, à partir de 1962, ne sont plus entièrement comparables à ceux des années précédentes. — 3 Articles de ménage et appareils ménagers. — 4 Comprend principalement des vêtements de dessus. — 5 Sous-vêtements : hommes et/ou femmes. — 6 Chiffres révisés à la suite de l'application d'une nouvelle méthode d'élimination des variations saisonnières.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1962 1 ^{er} semestre	1.405	634	170	601	11,85	3,15	3,91	4,79	5,29	1,73	1,65	1,91
2 ^o semestre	1.373	646	163	564	11,94	3,30	3,96	4,68	5,24	1,87	1,47	1,90
1963 1 ^{er} semestre	1.361	641	166	554	12,74	3,60	4,19	4,95	5,70	2,03	1,73	1,94
2 ^o semestre	1.404	699	171	534	13,67	4,05	4,51	5,11	6,28	2,16	1,93	2,19
1964 1 ^{er} semestre	1.395	727	154	514	14,27	4,75 ¹	4,11 ¹	5,41	6,43	2,62 ¹	1,67 ¹	2,14

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 8 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 8 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1962 1 ^{er} semestre	53	27	1	25	84,6	30,3	6,2	48,1
2 ^o semestre	54	31	1	22	87,9	33,8	7,6	46,5
1963 1 ^{er} semestre	57	32	1	24	100,1	35,7	8,3	56,1
2 ^o semestre	53	31	2	20	93,5	35,2	7,9	50,4
1964 1 ^{er} semestre	60	37	2	21	124,6	64,5	8,5	51,6

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Équipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
Nombre de contrats (milliers)												
1962 1 ^{er} semestre	742	3,7	1,2	2,8	30,5	15,3	15,8	337,6	21,4	8,0	300,6	5,1
2 ^o semestre	781	3,5	1,1	2,2	26,6	14,1	15,6	368,6	17,3	7,2	319,2	5,1
1963 1 ^{er} semestre	732	4,1	1,2	1,8	35,3	16,4	14,0	347,8	19,7	8,2	277,7	5,9
2 ^o semestre	846	4,2	1,2	1,7	34,6	16,9	14,8	401,1	16,2	9,3	342,9	3,4
1964 1 ^{er} semestre	813	4,5	1,3	2,0	39,9	16,7	12,3	366,0	15,5	7,7	342,2	5,2
Crédit accordé (millions de francs)												
1962 1 ^{er} semestre	5.290	475	76	89	1.626	411	122	294	45	423	1.689	40
2 ^o semestre	5.238	463	66	106	1.407	353	108	384	38	428	1.855	30
1963 1 ^{er} semestre	5.696	636	81	82	1.820	442	108	308	42	478	1.656	48
2 ^o semestre	6.280	712	84	103	1.873	462	105	326	40	538	1.994	44
1964 1 ^{er} semestre	6.428	844	106	110	2.107	450	89	277	42	597	1.773	33
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1962 1 ^{er} semestre	100,0	9,0	1,4	1,7	30,7	7,8	2,3	5,5	0,9	8,0	31,9	0,8
2 ^o semestre	100,0	8,8	1,3	2,0	26,9	6,7	2,1	7,3	0,7	8,2	35,4	0,6
1963 1 ^{er} semestre	100,0	11,2	1,4	1,4	32,0	7,8	1,9	5,4	0,7	8,3	29,1	0,8
2 ^o semestre	100,0	11,3	1,3	1,6	29,8	7,4	1,7	5,2	0,6	8,6	31,8	0,7
1964 1 ^{er} semestre	100,0	13,1	1,6	1,7	32,8	7,0	1,4	4,3	0,7	9,3	27,6	0,5

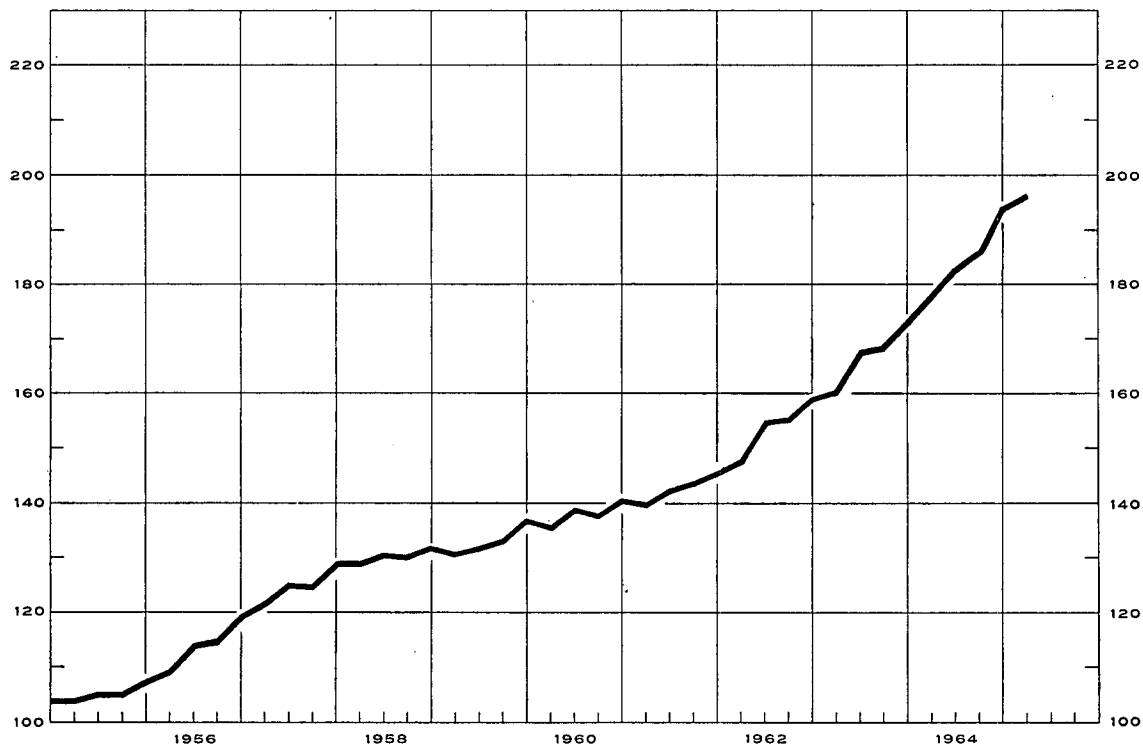
¹ Jusqu'au second trimestre 1963, le chiffre des crédits accordés par les banques comprenait également un certain nombre de contrats présentés chez elles à l'escompte par leurs clients (vendeurs). A partir du 1^{er} semestre 1964, ces contrats ont dû être déclarés par leurs vendeurs eux-mêmes, ce qui explique une augmentation des chiffres concernant les vendeurs et une diminution équivalente des chiffres concernant les banques.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.)*. — *Chronique des transports (bimensuel)*. — *Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.)*. — *Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes)*.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)

Indice du gain moyen brut par heure prestée
Base 1953 = 100



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 418). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non-qualifié (3)		
1956	115	114	114	118	114
1957	125	125	125	129	125
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963 4	167	160	162		
1964 p	185	176	180		199
1963 Déc.	173	164	166		182
1964 Mars Juin Sept. Déc. ... p	178 183 186 194	169 174 178 182	173 178 182 186		191 197 201 209
1965 Mars ... p	196	187	192		215

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers (charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

5	Belgique (france belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1956	32,68	89,7	97,6	72,5	n.d.	82,4
1957	35,67	92,2	93,7	70,4	n.d.	78,7
1958	37,04	95,1	95,0	70,2	101,4	80,4
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	79,7
1960	39,71	105,2	93,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	82,4	96,3	82,0
1962	44,72	119,6	98,9	84,7	98,8	89,3
1963	49,20	116,3	93,3	82,9	97,5	102,0
1964	55,69	p115,2	88,8	p84,0	p92,5	p99,4
1961 Août-Octobre .	42,32	116,3	101,3	83,6	97,7	81,7
1962 Février-Avril .	43,72	120,0	100,3	84,6	99,9	88,4
Août-Octobre .	45,73	119,2	97,5	84,7	99,3	90,1
1963 Février-Avril .	48,09	115,4	94,6	83,3	98,6	95,7
Août-Octobre .	50,30	117,1	92,1	82,6	98,2	102,0
1964 Février-Avril .	54,—	116,2	90,1	85,1	94,6	100,7
Août-Octobre .	57,37	p114,2	87,6	p83,1	p91,9	p98,3

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XVe Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre, et non pas le coût par unité produite.

4 Les indices du gain moyen par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1953 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1963 et périodes suivantes).

5 Les chiffres annuels sont des moyennes des taux horaires de février-avril et de août-octobre.

6 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE

(hommes + femmes — en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1959 octobre	1960 octobre	1961 octobre	1962 octobre	1963 octobre	1964 avril	1964 octobre
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹	39,89	40,09	41,29	45,70	48,39	49,13	52,62
Carrières ¹	31,83	34,61	34,79	37,58	39,84	42,84	44,59
Total des industries extractives ¹	39,36	39,72	40,81	45,10	47,76	48,50	51,83
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons)	25,24	25,98	27,67	29,41	32,75	34,79	37,09
Boissons	29,05	29,21	30,27	32,30	34,80	36,23	39,59
Tabac	21,54	22,27	22,94	26,12	29,50	30,49	33,50
Industries textiles	23,96	25,04	26,94	27,55	31,16	33,63	34,61
Chaussures, habillement	19,20	20,09	21,23	23,16	25,39	27,36	28,98
Bois (sauf meubles)	25,07	26,67	28,25	30,47	32,82	35,20	37,01
Industrie du meuble	26,08	27,59	30,05	31,38	35,27	37,92	40,65
Papier, articles en papier	26,99	28,98	30,85	33,39	35,87	38,86	39,61
Impressions et reliures	32,58	32,85	34,97	37,02	39,47	41,43	43,96
Cuir (sauf chaussures, habillement)	23,25	24,34	25,80	27,82	30,90	32,22	33,97
Industrie du caoutchouc	30,19	30,85	31,65	34,16	36,93	38,19	40,29
Industries chimiques	30,92	31,64	32,84	35,08	38,49	41,23	44,43
Industrie du pétrole	46,70	48,29	51,02	53,33	57,25	61,39	62,88
Produits minéraux non métalliques	29,23	30,37	32,05	34,43	37,31	40,19	42,55
Industries métallurgiques de base	39,19	41,11	42,13	45,11	47,96	49,85	52,08
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	30,12	31,08	32,72	35,92	38,85	42,06	43,37
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	32,46	33,66	34,92	37,70	40,42	43,73	45,23
Industrie électrotechnique	28,89	29,60	30,18	33,57	35,48	38,85	39,97
Construction de matériel de transport ...	36,61	37,36	37,58	42,06	45,07	47,02	48,55
Industrie du diamant	24,90	25,42	25,99	26,72	31,50	31,71	33,24
Total des industries manufacturières	28,56	29,59	31,01	33,26	36,20	38,96	40,74
dont : hommes	32,20	33,30	34,63	37,13	40,10	42,66	44,53
femmes	19,13	20,00	21,10	22,78	25,45	27,87	29,16
<i>Construction</i> ¹	30,72	32,76	33,17	36,21	38,66	40,97	43,75
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	30,24	31,36	32,40	35,00	37,82	40,11	42,20
dont : hommes	32,98	34,16	35,14	37,99	40,81	42,89	45,11

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne, Etudes et Documents nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.)*. — *Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.)*.

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New-York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price no 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Formilles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par Barrel	
1957	272	56,4	125	36,4	26	219	755	47,7	2,90
1958	256	48,2	89	36,2	23	197	735	37,8	2,90
1959	251	36,8	91	34,6	29	238	785	40,3	2,78
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	94	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963	269	34,3	107	35,4	21	234	910	27,0	2,89
1964	238	47,1	105	34,3	20	351	1.236	34,7	2,89
1963 4 ^e trimestre	270	35,8	111	35,1	20	235	976	25,7	2,89
1964 1 ^{er} trimestre	272	47,3	117	35,3	20	253	1.074	29,7	2,89
2 ^e trimestre	255	47,8	106	35,4	20	302	1.093	33,3	2,89
3 ^e trimestre	208	46,4	101	33,5	20	364	1.316	36,7	2,89
4 ^e trimestre	216	47,0	96	32,6	21	486	1.463	39,3	2,89
1965 1 ^{er} trimestre	210	46,2	90	32,6	p 22	412	1.262	38,0	2,89
2 ^e trimestre		p 45,8		p 32,8	p 22	p 489	p 1.480		
1964 Juin	220	46,8	104	35,4	20	293	1.183	34,5	2,89
Juillet	205	46,9	101	34,6	20	310	1.251	36,0	2,89
Août	208	46,6	101	33,3	20	362	1.272	38,0	2,89
Septembre	212	45,6	100	32,7	20	420	1.426	36,0	2,89
Octobre	214	47,8	98	32,5	21	491	1.584	38,3	2,89
Novembre	218	47,6	97	32,6	21	507	1.488	39,5	2,89
Décembre	215	45,7	92	32,6	21	459	1.317	40,0	2,89
1965 Janvier	212	45,7	90	32,5	p 22	362	1.255	39,0	2,89
Février	211	46,4	91	32,6	p 22	426	1.231	38,0	2,89
Mars	207	46,4	88	32,7	p 23	448	1.301	37,0	2,89
Avril	204	p 45,7		32,7	p 23	488	p 1.431	37,0	2,89
Mai	p 200	p 46,2		p 32,8	p 22	p 504	p 1.515		
Juin		p 45,4		p 32,8	p 22	p 475	p 1.493		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indice Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1957	93	100	104	107	98	145
1958	84	96	98	100	96	87
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	96
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	107
1963 4 ^e trimestre	98	90	103	104	100	125
1964 1 ^{er} trimestre	98	92	104	105	100	110
2 ^e trimestre	96	91	103	106	97	105
3 ^e trimestre	94	89	103	107	93	102
4 ^e trimestre	96	89	105	110	94	113
1965 1 ^{er} trimestre	93	90	103	108	92	114
2 ^e trimestre	92	93				
1964 Juin	94	89	102	106	94	103
Juillet	93	89	102	106	93	104
Août	94	89	103	107	93	101
Septembre	95	88	104	109	93	101
Octobre	97	88	105	111	94	114
Novembre	97	89	105	111	93	115
Décembre	95	90	104	109	94	109
1965 Janvier	92	90	102	107	92	111
Février	93	90	103	108	92	112
Mars	93	90	103	108	93	119
Avril	93	91	104	110	92	
Mai	93	93	103	109	91	
Juin	91	94				

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 (*)

Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels					Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.			
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métal.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1956	103,7	103,5	103,3	97,2	101,0	93,5	105,3	105,8	111,6	95,8	105,6	106,9	104,2	107,0	104,7
1957	106,3	107,4	102,3	98,7	103,1	94,5	108,2	112,1	114,4	98,2	108,9	111,9	105,6	109,4	109,2
1958	101,8	105,5	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	96,3	102,4	108,4
1959	101,4	104,7	95,3	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	96,4	102,4	107,8
1960	102,6	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,5	104,0	108,9
1961	102,4	105,4	94,8	94,3	110,2	81,5	104,5	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	108,6	92,7	100,8	106,9	95,2	103,8	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	111,0	94,6	107,0	117,9	97,5	105,4	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	116,4	100,2	109,9	126,7	96,0	110,9	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1963 3 ^e trimestre ..	105,0	109,9	93,5	105,2	118,7	93,7	104,9	99,4	109,7	94,6	103,9	130,1	97,6	104,1	110,5
1963 4 ^e trimestre ..	107,4	112,7	95,6	109,7	125,1	96,8	106,9	101,7	110,6	98,4	105,3	131,1	100,9	106,3	111,5
1964 1 ^{er} trimestre ..	109,3	115,3	98,5	109,3	126,2	95,3	109,3	103,0	113,1	100,6	108,0	135,4	103,5	108,5	114,0
1964 2 ^e trimestre ..	110,5	116,7	99,1	110,8	125,4	98,4	110,4	103,7	115,4	98,6	108,7	139,9	103,9	109,9	115,3
1964 3 ^e trimestre ..	111,1	116,5	101,0	108,5	126,3	93,8	111,8	105,3	117,7	99,2	107,6	143,2	105,6	111,5	116,3
1964 4 ^e trimestre ..	111,9	117,1	102,1	111,1	129,1	96,4	112,1	106,5	118,7	96,6	109,2	143,0	105,7	112,1	116,7
1965 1 ^{er} trimestre ..	111,7	116,5	102,4	112,2	128,4	98,6	111,6	107,6	118,3	93,2	110,4	142,9	105,1	110,7	116,9
1963 Décembre	108,7	113,9	96,8	112,4	130,1	97,8	107,8	102,7	111,0	99,7	106,2	132,1	102,2	107,3	112,1
1964 Janvier	109,2	115,6	97,7	112,5	129,7	98,3	108,3	102,9	111,6	100,3	107,7	132,1	102,7	107,6	112,9
1964 Février	109,2	115,0	98,6	107,2	123,5	93,7	109,6	103,3	113,5	101,1	108,1	136,2	104,1	108,7	114,3
1964 Mars	109,6	115,3	99,2	108,1	125,3	94,0	109,9	102,9	114,1	100,3	108,3	137,8	103,7	109,1	114,9
1964 Avril	110,2	116,3	98,6	110,4	124,1	98,8	110,1	103,0	114,6	99,1	109,3	138,2	103,5	109,7	114,9
1964 Mai	110,3	116,3	99,1	110,8	126,5	97,7	110,1	103,9	115,1	98,4	108,3	138,2	104,1	109,7	114,7
1964 Juin	111,1	117,4	99,6	111,1	125,7	98,8	111,0	104,3	116,5	98,3	108,5	143,2	104,2	110,3	116,4
1964 Juillet	110,7	116,4	100,1	108,2	125,8	93,7	111,3	105,2	117,4	98,9	106,2	143,2	105,2	111,1	115,8
1964 Août	111,3	116,6	101,2	108,6	126,6	93,9	111,9	105,4	117,4	100,6	106,3	143,2	106,4	111,3	116,2
1964 Septembre ...	111,4	116,4	101,7	108,6	126,4	94,0	112,1	105,2	118,2	98,2	110,4	143,2	105,3	112,1	116,9
1964 Octobre	112,0	116,9	102,7	110,1	127,5	95,9	112,4	105,9	118,9	97,7	110,3	143,3	105,8	112,5	117,1
1964 Novembre ...	111,9	117,0	102,0	111,3	129,1	96,7	112,1	106,8	119,0	96,4	108,6	142,9	105,7	112,3	116,5
1964 Décembre	111,9	117,3	101,7	111,9	130,7	96,5	111,8	106,9	118,1	95,7	108,8	142,9	105,7	111,5	116,4
1965 Janvier	112,1	117,0	102,7	113,8	129,9	100,4	111,7	107,5	118,0	94,3	109,5	142,9	105,3	110,8	116,7
1965 Février	111,5	116,1	102,6	110,9	126,3	98,0	111,7	107,9	118,7	92,9	110,7	142,9	105,1	110,8	116,9
1965 Mars	111,5	116,5	102,0	111,8	129,0	97,5	111,5	107,5	118,3	92,3	110,9	142,9	104,8	110,4	117,0
1965 Avril	111,9	117,4	101,8	114,1	131,8	99,5	111,4	106,2	118,1	92,9	110,9	142,4	104,2	110,5	117,1
1965 Mai	112,0	117,7	101,6	115,0	133,1	100,2	111,2	105,6	118,3	92,8	109,8	142,4	103,9	110,5	116,9

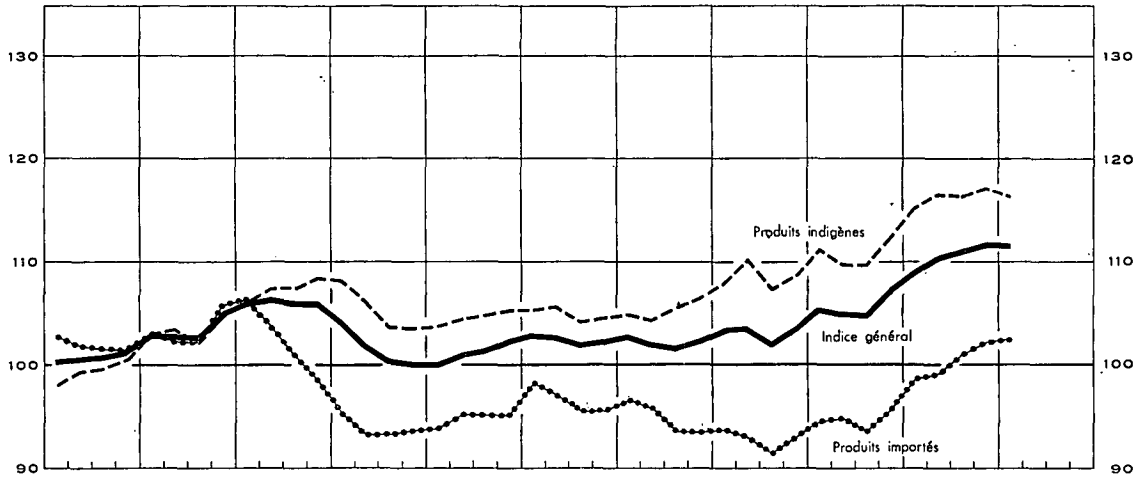
* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices 1953 = 100.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

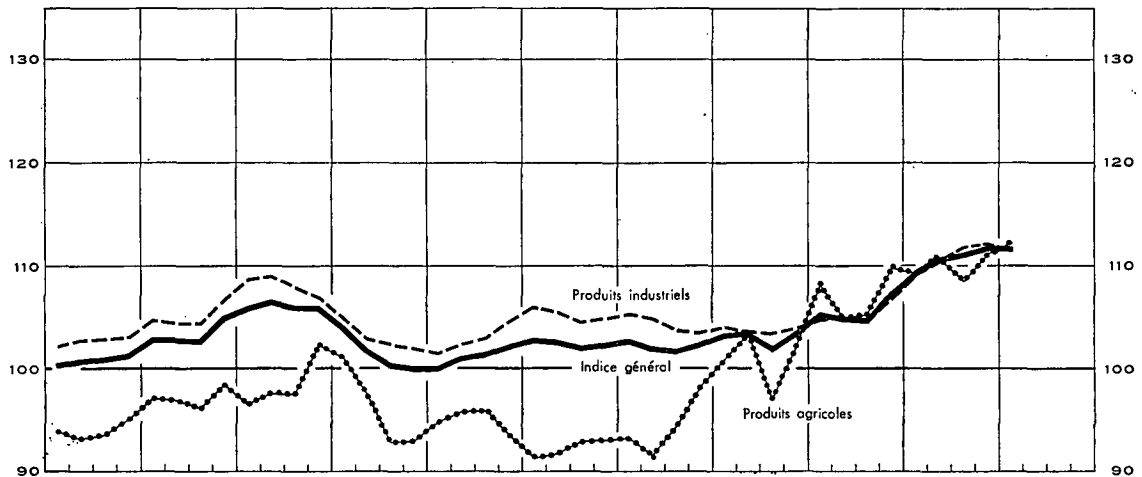
Base 1953 = 100

Source : M.A.E.

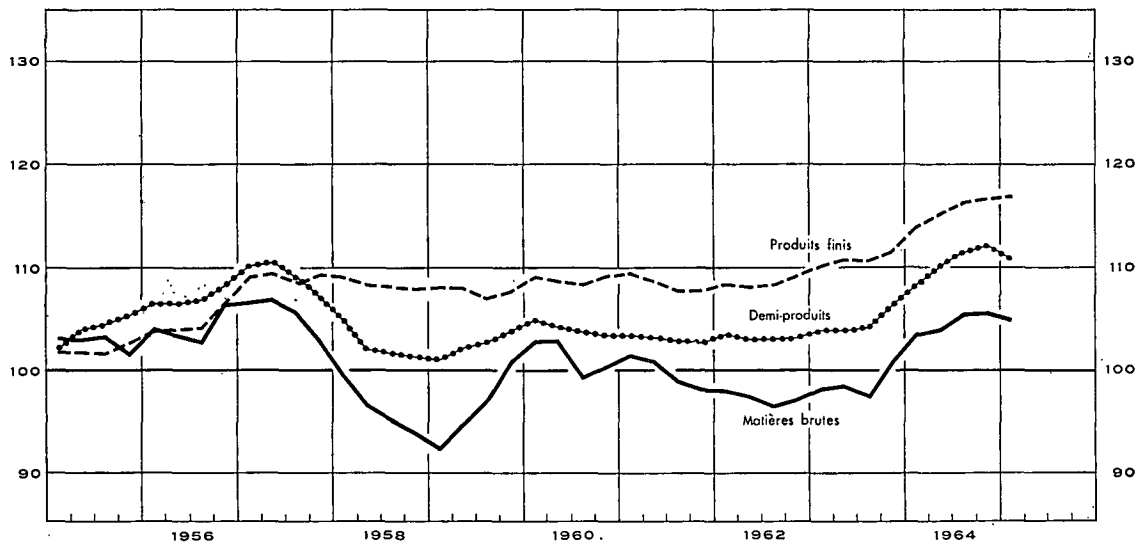
PRODUITS INDIGENES ET PRODUITS IMPORTES



PRODUITS AGRICOLES ET PRODUITS INDUSTRIELS



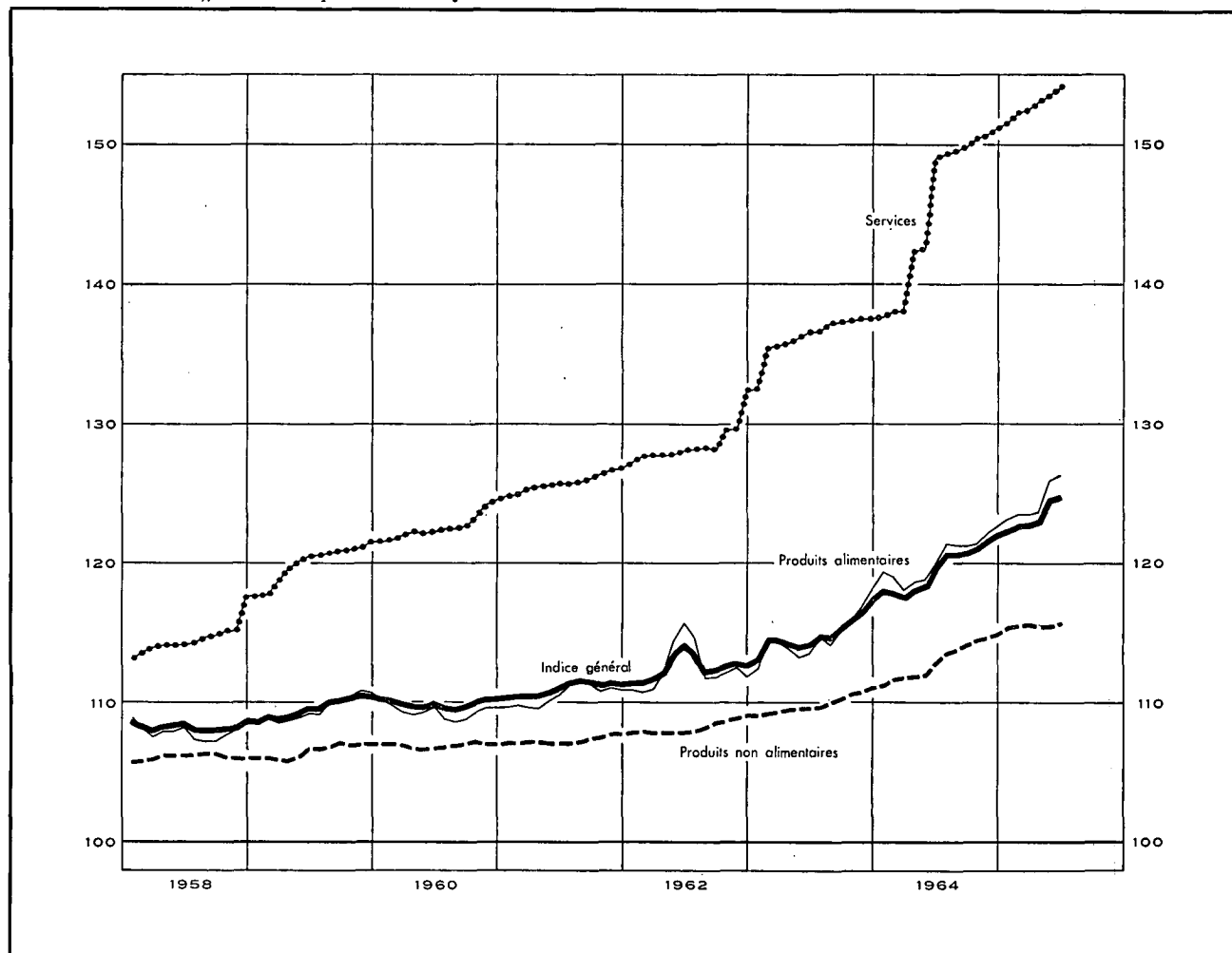
PRIX A TROIS STADES DE FABRICATION



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits	Produits alimentaires 85 produits	Produits non alimentaires 25 produits	Services 5 produits				
1955	100,80	101,6	99,2	101,0				
1956	103,65	104,2	101,5	105,5				
1957	106,93	107,0	104,5	111,7				
1958	108,31	107,9	106,2	114,6				
1959	109,64	109,5	106,6	120,0				
1960	109,97	109,3	107,0	122,6				
1961	111,06	110,5	107,4	125,7				
1962	112,62	112,5	108,3	128,5				
1963	115,04	114,7	109,9	136,3				
1964	119,84	120,3	113,1	145,7				
	1964	1965	1964	1965	1964	1965		
1 ^{er} trimestre	117,90	122,74	118,8	123,4	111,6	115,6	137,9	152,1
2 ^e trimestre	118,86	124,18	119,1	125,3	112,2	115,7	144,6	153,6
3 ^e trimestre	120,87		121,3		113,8		149,5	
4 ^e trimestre	121,72		122,1		114,8		150,8	
Janvier	118,11	122,51	119,4	123,2	111,3	115,5	137,6	151,6
Février	117,98	122,80	119,0	123,5	111,7	115,6	138,0	152,3
Mars	117,61	122,91	118,0	123,5	111,8	115,7	138,0	152,5
Avril	118,21	123,11	118,6	123,7	111,9	115,6	142,2	153,1
Mai	118,50	124,58	118,8	125,9	112,0	115,6	142,5	153,5
Juin	119,88	124,85	119,8	126,3	112,8	115,8	149,0	154,1
Juillet	120,84		121,4		113,5		149,3	
Août	120,84		121,3		113,8		149,5	
Septembre	120,93		121,2		114,2		149,8	
Octobre	121,24		121,4		114,5		150,4	
Novembre	121,76		122,2		114,8		150,7	
Décembre	122,16		122,7		115,0		151,2	

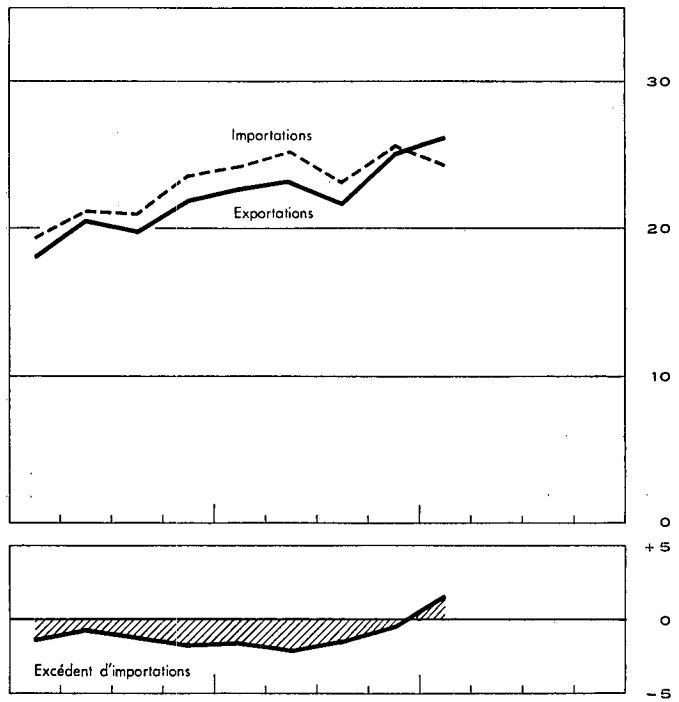
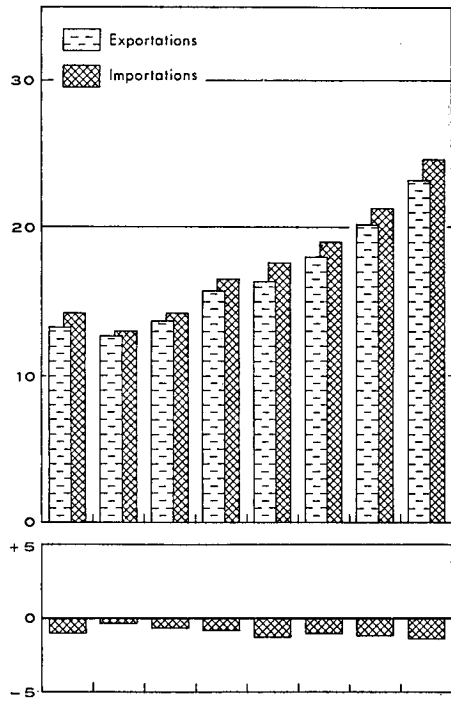
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt*. — *Wirtschaft und Statistik*. — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.)*. — *Monthly Digest of Statistics*. — *Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E.* — *Bulletins statistiques : Statistiques générales (O.C.D.E.)*. — *Données statistiques (Conseil de l'Europe)*. — *Journaux financiers : Agéfi, Het Financieel Dagblad, The Financial Times, L'Information*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

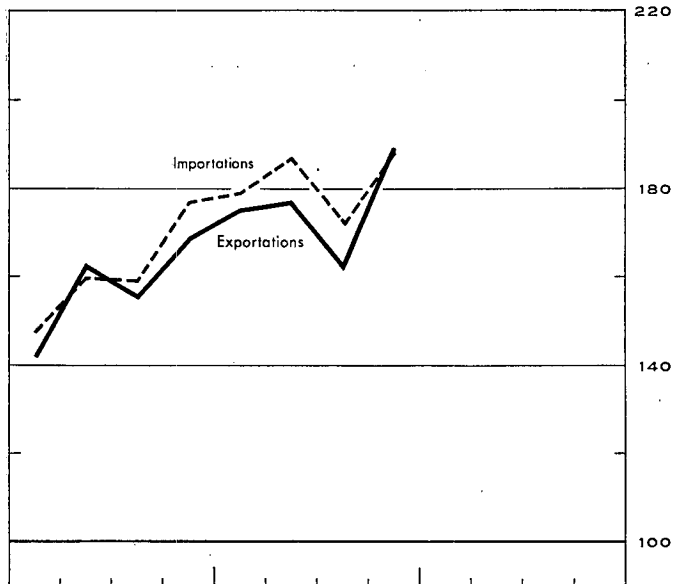
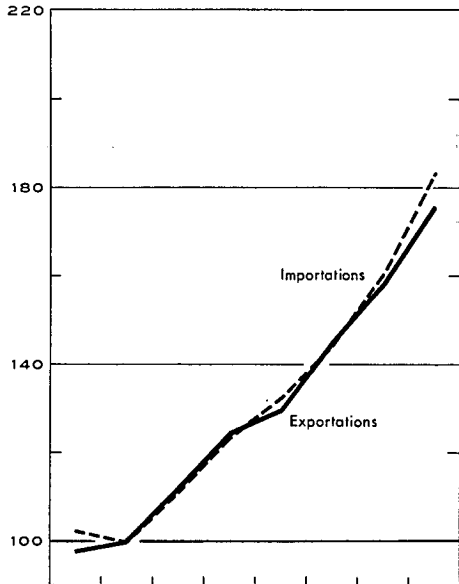
Source : I.N.S.

Milliards de francs



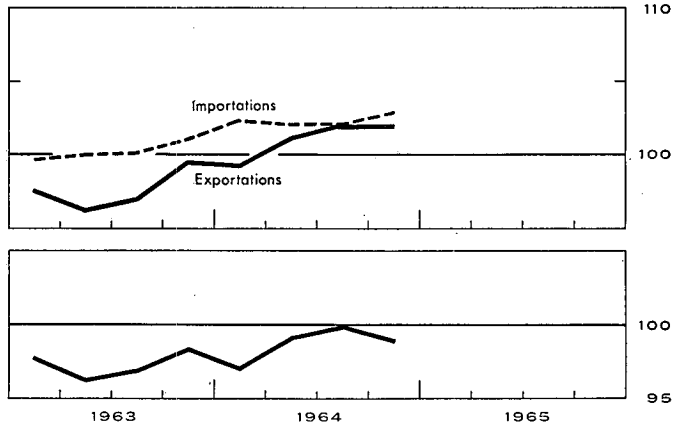
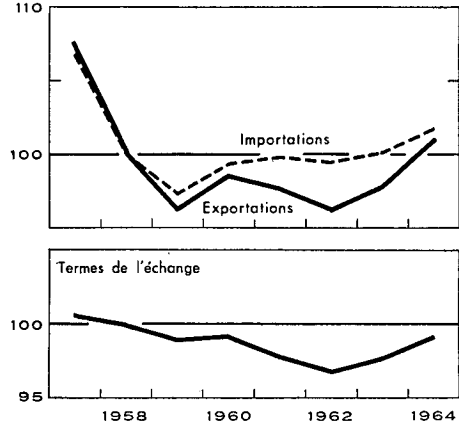
Source I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DU VOLUME



Source I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1953 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange 1
1957	14,3	13,3	- 1,0	93	102,5	97,8	106,9	107,6	100,7
1958	13,0	12,7	- 0,3	97	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	111,4	111,6	97,4	96,4	99,0
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	123,8	125,0	99,4	98,7	99,3
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	132,3	130,0	99,9	97,8	97,9
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	- 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,7	23,3	- 1,4	94	182,8	175,7	101,9	101,1	99,2
1963 3 ^e trimestre	21,0	19,9	- 1,1	95	159	156	100	97	97
4 ^e trimestre	23,6	22,0	- 1,6	93	177	169	101	100	98
1964 1 ^{er} trimestre	24,3	22,8	- 1,5	94	179	176	102	99	97
2 ^e trimestre	25,3	23,3	- 2,0	92	187	177	102	101	99
3 ^e trimestre	23,3	21,8	- 1,5	93	173	163	102	102	100
4 ^e trimestre	25,8	25,3	- 0,5	98	188	189	103	102	99
1965 1 ^{er} trimestre p	24,6	26,2	+ 1,6	107					
1964 Janvier-avril	24,6	23,2	- 1,4	94					
1965 Janvier-mars p	24,5	26,2	+ 1,7	107					
Janvier-avril p	25,3	26,0	+ 0,7	103					
1964 Avril	25,7	24,5	- 1,2	95					
Mai	23,9	21,3	- 2,6	89					
Juin	25,6	24,2	- 1,4	94					
Juillet	24,3	22,7	- 1,6	92					
Août	20,9	18,8	- 2,1	90					
Septembre	24,0	23,8	- 0,2	99					
Octobre	25,6	26,0	+ 0,4	102					
Novembre	24,6	24,6	-	100					
Décembre	26,8	25,1	- 1,7	94					
1965 Janvier	22,8	24,1	+ 1,3	106					
Février	23,8	26,0	+ 2,2	109					
Mars p	27,0	28,6	+ 1,6	106					
Avril p	27,6	25,4	- 2,2	92					

1 Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1956	3,0	2,3	1,2	2,1	1,0	0,5	0,4	0,3	0,6	0,3	1,5	13,2
1957	3,1	2,5	1,0	2,2	1,0	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	1,5	13,3
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
<i>Nouvelle série</i>												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1963 1 ^{er} trimestre ..	2,99	4,12	1,33	3,04	1,33	0,16	0,51	0,47	0,90	0,91	2,38	18,14
2 ^e trimestre ..	3,35	5,18	1,62	3,23	1,50	0,28	0,67	0,47	0,90	0,80	2,65	20,65
3 ^e trimestre ..	3,24	4,72	1,51	3,02	1,42	0,26	0,80	0,53	0,96	0,80	2,62	19,88
4 ^e trimestre ..	3,25	5,18	1,71	3,65	1,60	0,29	0,66	0,55	1,08	1,03	2,99	21,99
1964 1 ^{er} trimestre ..	3,67	5,80	1,68	3,63	1,52	0,32	0,69	0,59	1,10	0,74	3,06	22,80
2 ^e trimestre ..	3,85	5,83	1,80	3,66	1,73	0,28	0,62	0,57	1,14	0,67	3,18	23,33
3 ^e trimestre ..	3,67	5,40	1,84	3,19	1,61	0,22	0,59	0,54	1,05	0,76	2,89	21,76
4 ^e trimestre ..	3,83	6,36	2,04	3,74	1,75	0,24	0,69	0,58	1,37	1,20	3,47	25,27
1964 Octobre	4,22	6,16	2,09	3,92	1,80	0,24	0,59	0,63	1,57	1,24	3,56	26,02
Novembre ...	3,72	6,05	2,02	3,73	1,73	0,23	0,70	0,57	1,21	1,29	3,30	24,55
Décembre	3,54	6,88	2,02	3,44	1,72	0,25	0,79	0,56	1,32	1,08	3,49	25,09
1965 Janvier	4,25	6,53	2,09	3,67	1,99	0,22	0,33	0,61	0,06	1,24	3,13	24,12
Février	4,20	6,39	2,10	3,58	1,80	0,17	0,70	0,52	2,02	1,10	3,39	25,97

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1948 à 1957 : voir le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXIV^e année, vol. II, no 1, juillet 1959. — Pour l'analyse de l'année 1959 : XXXV^e année, vol. II, no 1, juillet 1960; de l'année 1960 : XXXVI^e année, vol. II, no 1, août 1961; de l'année 1961 : XXXVII^e année, vol. II, no 1, juillet 1962; de l'année 1962 : XXXVIII^e année, vol. II, no 1 - 2, juillet-août 1963; de l'année 1963 : XXXIX^e année, vol. II, no 8, septembre 1964.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation					Biens d'équipement 13	Divers 14	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production					Total	non durables				durables 12		
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques 9	autres produits 10		alimentaires					autres 11	
													liquides 8	autres					produits animaux						produits végétaux
1954	7.197	1.957	1.212	1.033	293	194	118	103	74			541	439	250		983	2.263	349	643		1.271	1.164	...	10.624	
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74			649	474	306		1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	...	11.850	
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78			809	612	367		1.178	2.554	385	735		1.434	1.646	1	13.635	
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88			1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.643	1	14.302	
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488	
1960 *	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.630	1.850	...	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	283	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300
1964	16.163	5.145	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.077	442	931	4.972	696	1.050	402	2.824	3.459	83	24.677
1963 1 ^{er} trimestre	13.376	4.438	1.666	1.485	843	168	234	220	109	203	84	855	520	756	809	304	682	3.487	394	808	336	1.949	2.446	95	19.404
2 ^e trimestre	14.191	4.727	1.561	1.297	945	291	217	260	118	309	87	898	366	1.013	941	344	817	3.918	374	1.003	372	2.169	2.972	93	21.174
3 ^e trimestre	14.053	4.497	1.621	1.373	913	434	194	276	121	319	71	986	312	973	848	344	771	3.958	512	892	353	2.201	2.946	59	21.016
4 ^e trimestre	15.979	5.158	1.798	1.763	1.052	369	231	304	127	329	87	994	375	1.097	993	386	916	4.383	568	975	376	2.464	3.171	70	23.603
1964 1 ^{er} trimestre	16.066	4.931	2.005	1.822	1.110	270	275	266	125	330	96	956	543	987	1.059	415	876	4.847	610	1.079	405	2.753	3.283	66	24.262
2 ^e trimestre	16.386	5.412	2.171	1.399	1.150	407	227	302	139	391	92	821	421	976	1.080	457	941	5.113	649	1.197	385	2.882	3.672	112	25.283
3 ^e trimestre	15.411	4.890	1.794	1.441	1.060	520	191	300	131	352	77	1.048	302	959	1.008	420	918	4.646	649	886	373	2.738	3.177	90	23.324
4 ^e trimestre	16.788	5.348	1.862	1.700	1.184	391	240	304	165	368	87	1.144	355	1.016	1.159	476	989	5.283	876	1.037	447	2.923	3.703	59	25.833

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de la production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960 : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

14 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1963, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1962					1964		
										4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits.																	
Biens de production	101,1	105,9	109,4	100,0	98,6	100,8	100,2	98,7	98,9	98,5	98,6	98,8	97,9	100,2	101,1	101,2	100,5
Biens de consommation	102,8	101,7	103,4	100,0	96,9	96,9	99,0	98,9	100,0	100,1	99,3	98,7	100,3	100,7	101,9	102,3	102,4
Biens d'équipement	94,4	92,8	100,7	100,0	92,1	97,5	101,1	106,5	108,4	106,6	109,2	110,2	113,4	108,6	111,7	108,5	111,9
Ensemble ...	100,6	103,1	106,9	100,0	97,4	99,4	99,9	99,5	100,1	99,5	99,8	100,0	100,1	101,1	102,4	102,1	102,1
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits.																	
Sidérurgie	95,2	106,0	113,5	100,0	93,2	103,0	98,5	93,7	91,3	93,1	92,2	91,1	90,8	91,0	90,3	92,0	93,9
Fabrications métalliques	90,3	93,5	103,3	100,0	95,2	93,0	94,8	95,3	100,0	95,5	97,9	96,8	98,2	102,5	100,3	104,2	103,6
Métaux non ferreux	132,4	144,8	118,6	100,0	111,4	116,6	110,7	109,4	111,2	109,0	109,1	110,2	111,4	113,0	116,9	119,9	126,7
Textiles	109,8	107,6	110,7	100,0	94,7	100,0	101,2	100,7	103,7	100,6	101,3	102,0	104,2	107,0	109,0	108,4	110,9
Produits chimiques	109,0	107,8	102,8	100,0	98,6	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	94,8	92,6	90,5	93,3	94,8	93,9	93,1
Industrie houillère	72,9	88,2	102,7	100,0	81,8	74,6	70,3	71,9	81,9	76,6	81,8	81,8	79,9	83,8	96,9	104,7	93,3
Industrie pétrolière	79,1	84,2	103,8	100,0	93,9	85,2	85,2	83,2	80,8	82,8	82,1	79,0	81,9	80,5	82,2	78,2	78,1
Verres et glaces	90,8	97,1	98,9	100,0	100,1	99,5	101,1	99,8	96,6	97,7	94,8	95,0	97,2	99,3	98,3	100,0	98,8
Produits agricoles	95,6	106,2	101,3	100,0	99,3	98,2	100,3	105,0	114,3	105,3	125,8	110,4	111,5	115,9	99,7	113,0	109,7
Ciments	94,4	99,4	99,0	100,0	97,6	94,6	99,0	98,3	98,6	95,7	101,5	94,6	98,0	102,1	99,7	98,1	104,0
Carrières	88,7	94,3	101,6	100,0	96,1	101,6	98,2	96,8	95,4	95,1	100,4	95,3	95,4	94,5	97,6	94,9	95,7
Céramiques	90,4	96,7	100,6	100,0	97,8	88,3	91,1	95,7	100,7	95,2	100,1	100,9	100,1	100,9	105,4	105,7	112,1
Bois et meubles	100,6	102,5	105,4	100,0	96,5	98,3	99,3	97,0	99,0	97,5	99,1	100,0	98,2	99,0	102,3	103,7	102,6
Peaux, cuirs et chaussures	95,8	96,7	103,7	100,0	109,0	110,6	110,3	108,8	102,7	112,0	106,7	100,9	101,1	103,4	110,0	107,2	108,9
Papier et livre	102,2	100,0	99,1	100,0	92,6	94,5	92,4	95,3	92,7	93,5	94,1	90,7	93,2	93,9	95,3	94,5	96,4
Tabacs manufacturés	101,3	99,7	101,5	100,0	95,3	95,7	100,5	111,7	105,7	108,7	108,8	106,0	106,3	102,8	97,9	104,4	103,9
Caoutchouc	109,0	108,9	104,6	100,0	97,4	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	82,5	83,3	82,6	84,7	82,8	83,7	82,1
Industries alimentaires	105,5	102,5	109,6	100,0	91,1	91,1	91,1	89,6	94,2	91,6	92,0	93,1	90,9	97,7	100,3	99,5	100,7
Divers	82,9	85,4	103,9	100,0	99,1	95,3	90,1	87,8	88,9	91,0	86,7	88,2	90,7	91,5	88,6	94,2	97,6
Ensemble ...	98,3	103,3	107,6	100,0	96,4	98,7	97,8	96,4	97,9	96,4	97,7	96,4	97,1	99,6	99,4	101,3	102,1
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE ¹																	
Ensemble ...	97,7	100,2	100,7	100,0	99,0	99,3	97,9	96,9	97,8	96,9	97,9	96,4	97,0	98,5	97,1	99,2	100,0

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1968	1962		1963				1964		
										4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits.																		
Biens de production	94,6	103,9	104,4	100,0	111,3	124,4	130,9	145,6	159,7	156,9	149,5	157,1	157,5	175,6	173,6	176,9	167,5	
Biens de consommation	83,9	91,9	99,9	100,0	110,9	121,5	128,1	131,8	152,4	145,4	136,9	155,4	155,0	169,6	185,5	194,9	177,1	
Biens d'équipement	80,7	100,8	97,0	100,0	112,5	122,9	147,7	161,4	179,3	171,8	154,3	183,2	177,7	199,9	200,1	231,5	199,4	
Ensemble ...	90,4	101,1	102,5	100,0	111,4	123,8	132,3	144,6	160,5	156,5	147,5	159,8	159,3	177,1	179,0	187,1	173,2	
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits.																		
Sidérurgie	93,1	101,7	99,5	100,0	110,8	127,4	117,5	127,3	130,9	125,4	120,7	137,0	132,7	133,0	152,8	155,6	146,0	
Fabrications métalliques	88,3	92,5	92,2	100,0	109,1	130,5	141,2	164,6	175,0	159,2	151,7	183,4	171,2	183,2	208,8	210,7	189,9	
Métaux non ferreux	90,4	97,4	90,6	100,0	111,3	124,3	131,9	135,2	150,7	141,6	133,5	161,0	147,1	164,6	156,6	163,7	158,1	
Textiles	97,7	108,6	110,0	100,0	119,6	129,5	139,0	158,5	170,0	172,6	163,9	172,9	158,0	186,1	181,7	183,9	156,7	
Produits chimiques	77,7	85,4	94,6	100,0	115,6	115,3	123,4	130,3	151,0	125,5	134,2	153,5	148,6	161,1	153,3	174,0	165,2	
Industrie houillère	207,4	153,3	137,7	100,0	78,8	82,3	90,7	88,1	85,6	80,3	54,4	97,6	92,4	98,4	94,8	76,9	67,1	
Industrie pétrolière	74,8	93,6	81,9	100,0	100,1	103,8	97,2	107,1	154,3	95,8	116,3	161,4	184,8	154,7	158,5	150,4	142,1	
Verres et glaces	96,4	102,5	91,2	100,0	130,2	143,7	145,1	168,8	169,5	170,4	160,6	160,6	175,6	180,5	196,3	187,3	178,7	
Produits agricoles	68,5	79,3	71,7	100,0	96,9	100,1	110,5	138,0	153,3	167,7	162,6	161,2	156,1	195,3	165,0	127,0	142,8	
Ciments	156,8	135,2	142,6	100,0	114,5	108,2	111,3	109,2	99,3	119,5	51,1	122,2	114,7	110,0	98,5	125,1	107,1	
Carrières	98,8	108,8	108,3	100,0	111,4	117,6	131,6	154,0	173,9	162,5	104,0	198,5	197,7	200,5	181,3	219,8	208,9	
Céramiques	120,2	130,7	110,6	100,0	120,7	172,7	229,3	196,3	206,7	208,5	156,7	208,0	215,1	249,6	230,3	240,4	247,4	
Bois et meubles	102,3	118,1	113,4	100,0	129,4	162,3	205,5	287,1	349,4	344,4	266,7	375,8	345,0	411,4	401,1	417,2	370,4	
Peaux, cuirs et chaussures	107,1	110,7	98,5	100,0	120,9	124,4	160,1	175,8	195,5	176,6	178,3	185,2	193,8	222,1	217,0	193,9	200,8	
Papier et livre	71,2	87,5	98,4	100,0	114,0	133,4	140,2	161,8	181,7	181,2	168,1	182,8	176,3	203,6	195,3	210,0	188,2	
Tabacs manufacturés	44,5	58,2	82,7	100,0	126,2	147,9	178,8	167,2	216,0	177,5	178,6	208,1	208,1	269,0	249,5	256,8	266,5	
Caoutchouc	88,5	108,0	99,8	100,0	117,0	124,8	148,1	165,6	187,0	181,5	186,9	184,0	179,0	194,6	221,6	216,7	205,3	
Industries alimentaires	95,7	96,9	92,4	100,0	112,8	130,5	154,1	185,8	209,9	212,9	210,8	231,7	210,4	218,9	211,2	232,4	207,0	
Divers	109,2	127,7	99,0	100,0	117,4	138,5	147,9	153,7	155,1	144,2	160,5	139,9	146,5	169,1	187,0	157,7	146,6	
Ensemble ...	93,3	100,4	97,8	100,0	111,6	125,0	130,0	145,1	157,9	147,7	142,2	163,1	156,1	168,8	175,6	177,2	163,1	

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale 1			France 1			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1956	2,03	1,34	- 0,69	1,62	1,41	- 0,21	1,78	2,89	+ 1,11
1957	2,23	1,36	- 0,87	1,70	1,46	- 0,24	2,02	3,02	+ 1,00
1958	2,24	1,46	- 0,78	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964	4,89	4,83	- 0,06	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1963 3 ^e trimestre	4,10	3,78	- 0,32	2,89	2,72	- 0,17	3,10	4,54	+ 1,44
4 ^e trimestre	4,66	4,00	- 0,66	3,70	3,32	- 0,38	3,42	4,98	+ 1,56
1964 1 ^{er} trimestre	4,70	4,19	- 0,51	3,92	3,53	- 0,39	3,61	5,24	+ 1,63
2 ^e trimestre	5,05	4,68	- 0,37	3,83	3,65	- 0,18	3,57	5,42	+ 1,85
3 ^e trimestre	4,64	4,75	+ 0,11	3,14	3,12	- 0,02	3,44	4,96	+ 1,52
4 ^e trimestre	5,16	5,69	+ 0,53	3,72	3,80	+ 0,08	4,05	5,75	+ 1,70
1965 1 ^{er} trimestre p	4,90	5,61	+ 0,71	3,91	3,79	- 0,12	3,94	5,82	+ 1,88
1964 Avril	5,18	4,72	- 0,46	3,88	3,73	- 0,15	3,74	5,84	+ 2,10
Mai	4,79	4,64	- 0,15	3,56	3,34	- 0,22	3,37	4,71	+ 1,34
Juin	5,17	4,69	- 0,48	3,97	3,88	- 0,09	3,54	5,72	+ 2,18
Juillet	4,52	5,06	+ 0,54	3,39	3,47	+ 0,08	3,23	4,91	+ 1,68
Août	4,31	4,12	- 0,19	2,72	2,27	- 0,45	3,24	4,38	+ 1,14
Septembre	5,04	5,08	+ 0,04	3,17	3,63	+ 0,46	3,82	5,59	+ 1,77
Octobre	5,11	5,67	+ 0,56	3,80	3,81	+ 0,01	4,29	6,02	+ 1,73
Novembre	4,92	5,39	+ 0,47	3,49	3,65	+ 0,16	3,96	5,51	+ 1,55
Décembre	5,44	5,92	+ 0,48	3,84	3,90	+ 0,06	3,86	5,74	+ 1,88
1965 Janvier	4,53	5,01	+ 0,48	3,62	3,42	- 0,20	3,52	5,06	+ 1,54
Février	4,64	5,38	+ 0,74	3,97	3,70	- 0,27	3,90	5,56	+ 1,66
Mars p	5,53	6,45	+ 0,92	4,14	4,24	+ 0,10	4,40	6,83	+ 2,43
Avril p	5,51	5,65	+ 0,14	4,48	3,71	- 0,77	3,90	5,57	+ 1,67
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métropoles O.C.D.E. 2		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1956	0,20	0,26	+ 0,06	5,63	5,90	+ 0,27	7,75	8,26	+ 0,51
1957	0,27	0,28	+ 0,01	6,22	6,12	- 0,10	8,47	8,42	- 0,05
1958	0,28	0,29	+ 0,01	6,08	5,72	- 0,36	8,03	7,92	- 0,11
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,14	14,58	+ 1,44	16,64	17,96	+ 1,32
1963 3 ^e trimestre	0,82	1,08	+ 0,26	10,91	12,12	+ 1,21	13,85	15,21	+ 1,36
4 ^e trimestre	0,79	1,14	+ 0,35	12,57	13,44	+ 0,87	16,14	16,97	+ 0,83
1964 1 ^{er} trimestre	0,90	1,00	+ 0,10	13,13	13,96	+ 0,83	16,51	17,36	+ 0,85
2 ^e trimestre	1,02	0,86	- 0,16	13,46	14,61	+ 1,15	17,06	18,06	+ 1,00
3 ^e trimestre	0,96	0,80	- 0,16	12,18	13,63	+ 1,45	15,47	16,62	+ 1,15
4 ^e trimestre	0,87	0,88	+ 0,01	13,81	16,12	+ 2,31	17,53	19,81	+ 2,28
1965 1 ^{er} trimestre p	0,93	0,91	- 0,02	13,68	16,12	+ 2,44	17,27	20,18	+ 2,91
1964 Avril	1,02	0,94	- 0,08	13,82	15,23	+ 1,41	17,34	18,97	+ 1,63
Mai	1,08	0,74	- 0,34	12,80	13,43	+ 0,63	16,24	16,50	+ 0,26
Juin	0,97	0,88	- 0,09	13,65	15,17	+ 1,52	17,39	18,71	+ 1,32
Juillet	1,00	0,80	- 0,20	12,13	14,23	+ 2,10	15,97	17,17	+ 1,20
Août	0,97	0,67	- 0,30	11,24	11,44	+ 0,20	13,76	14,09	+ 0,33
Septembre	0,89	0,92	+ 0,03	12,93	15,23	+ 2,30	16,41	18,63	+ 2,22
Octobre	0,98	0,87	- 0,11	14,18	16,37	+ 2,19	17,78	20,07	+ 2,29
Novembre	0,74	0,86	+ 0,12	13,11	15,41	+ 2,30	16,74	19,20	+ 2,46
Décembre	0,90	0,91	+ 0,01	14,04	16,47	+ 2,43	17,91	20,05	+ 2,14
1965 Janvier	0,73	0,92	+ 0,19	12,40	14,41	+ 2,01	15,80	18,74	+ 2,94
Février	0,94	0,82	- 0,12	13,43	15,46	+ 2,01	16,95	19,17	+ 2,22
Mars p	1,13	0,98	- 0,15	15,20	18,50	+ 3,30	19,06	22,64	+ 3,58
Avril p	1,02	0,93	- 0,09	14,91	15,86	+ 0,95	18,45	19,54	+ 1,09

1 La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.
2 Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1956	1,70	1,26	- 0,44	1,10	0,84	- 0,26	1,14	0,94	- 0,20
1957	1,77	1,09	- 0,68	1,17	0,74	- 0,43	1,18	0,87	- 0,31
1958	1,29	1,17	- 0,12	0,96	0,72	- 0,24	0,97	0,80	- 0,17
1959	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,95	0,81	- 0,14
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1963 3 ^e trimestre	1,90	1,83	- 0,07	1,62	1,11	- 0,51	1,42	0,73	- 0,69
4 ^e trimestre	2,23	1,77	- 0,46	1,89	1,24	- 0,65	1,19	0,84	- 0,35
1964 1 ^{er} trimestre	2,17	1,88	- 0,29	1,80	1,24	- 0,56	1,41	0,99	- 0,42
2 ^e trimestre	2,18	1,97	- 0,21	2,03	1,17	- 0,86	1,69	0,85	- 0,84
3 ^e trimestre	2,06	1,87	- 0,19	1,82	0,95	- 0,87	1,44	0,77	- 0,67
4 ^e trimestre	2,33	1,79	- 0,54	1,91	1,25	- 0,66	1,35	0,89	- 0,46
1965 1 ^{er} trimestre p	1,77	1,98	+ 0,21	2,00	1,32	- 0,68			
1964 Avril	2,18	2,16	- 0,02	2,00	1,32	- 0,68	1,77	0,86	- 0,91
Mai	2,21	1,79	- 0,42	1,98	0,96	- 1,02	1,49	0,77	- 0,72
Juin	2,07	1,97	- 0,10	2,06	1,21	- 0,85	1,74	0,94	- 0,80
Juillet	2,14	2,17	+ 0,03	2,41	0,99	- 1,42	1,56	0,83	- 0,73
Août	2,03	1,56	- 0,47	1,16	0,81	- 0,35	1,48	0,72	- 0,76
Septembre	1,99	1,87	- 0,12	1,88	1,06	- 0,82	1,09	0,76	- 0,33
Octobre	2,14	2,01	- 0,13	1,94	1,28	- 0,66	1,03	0,88	- 0,15
Novembre	2,16	1,81	- 0,35	1,87	1,27	- 0,60	1,48	0,89	- 0,59
Décembre	2,68	1,54	- 1,14	1,89	1,19	- 0,70	1,46	0,89	- 0,57
1965 Janvier	1,83	1,45	- 0,38	1,82	1,38	- 0,44	1,21	0,96	- 0,25
Février	1,10	2,46	+ 1,36	2,01	1,25	- 0,76	1,76	1,38	- 0,38
Mars p	2,37	2,03	- 0,34	2,16	1,33	- 0,83			
Avril p	2,84	2,19	- 0,65	1,88	1,08	- 0,90			

Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Ruanda-Urundi			Europe orientale		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1956	0,70	0,55	- 0,15	1,01	0,59	- 0,42	0,43	0,45	+ 0,02
1957	0,65	0,80	+ 0,15	0,79	0,58	- 0,21	0,44	0,40	- 0,04
1958	0,63	0,77	+ 0,14	0,69	0,49	- 0,20	0,39	0,37	- 0,02
1959	0,64	0,72	+ 0,08	0,81	0,38	- 0,43	0,46	0,37	- 0,09
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,50	0,57	+ 0,07
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,56	0,55	- 0,01
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,61	0,50	- 0,11
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,67	0,46	- 0,21
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,74	0,51	- 0,23
1963 2 ^e trimestre	0,86	0,45	- 0,41	0,67	0,18	- 0,49	0,63	0,47	- 0,16
3 ^e trimestre	0,98	0,46	- 0,52	0,72	0,20	- 0,52	0,76	0,47	- 0,29
4 ^e trimestre	0,96	0,51	- 0,45	0,72	0,27	- 0,45	0,78	0,53	- 0,25
1964 1 ^{er} trimestre	0,92	0,56	- 0,36	0,79	0,27	- 0,52	0,62	0,52	- 0,10
2 ^e trimestre	1,13	0,57	- 0,48	0,91	0,26	- 0,65	0,70	0,54	- 0,16
3 ^e trimestre	0,85	0,64	- 0,21	0,90	0,28	- 0,62	0,82	0,46	- 0,36
4 ^e trimestre	0,94	0,66	- 0,28	0,84	0,33	- 0,51	0,81	0,50	- 0,31
1964 Février	0,93	0,58	- 0,35	0,86	0,29	- 0,57	0,60	0,43	- 0,17
Mars	0,76	0,52	- 0,24	0,59	0,24	- 0,35	0,52	0,58	+ 0,06
Avril	1,06	0,57	- 0,49	1,05	0,20	- 0,85	0,58	0,62	+ 0,04
Mai	1,14	0,47	- 0,67	0,77	0,32	- 0,45	0,62	0,50	- 0,12
Juin	1,11	0,67	- 0,44	0,91	0,27	- 0,64	0,90	0,50	- 0,40
Juillet	0,75	0,58	- 0,17	1,16	0,30	- 0,86	0,77	0,46	- 0,31
Août	0,76	0,66	- 0,10	0,59	0,27	- 0,32	0,80	0,45	- 0,35
Septembre	0,96	0,70	- 0,26	0,89	0,26	- 0,63	0,87	0,48	- 0,39
Octobre	1,01	0,75	- 0,26	0,82	0,36	- 0,46	0,73	0,48	- 0,25
Novembre	0,83	0,57	- 0,26	0,71	0,28	- 0,43	0,78	0,45	- 0,33
Décembre	0,99	0,68	- 0,31	0,77	0,34	- 0,43	0,89	0,53	- 0,36
1965 Janvier	0,99	0,78	- 0,21	0,48	0,34	- 0,14	0,63	0,66	+ 0,03
Février	0,86	0,70	- 0,16	0,82	0,27	- 0,55	0,64	0,63	- 0,01

1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *L'industrie textile belge*, revue mensuelle de Febeltex. — *Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur*. *Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg.* — *Bulletins statistiques : commerce extérieur (O.C.D.E.).* — *Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.).* *Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).* — *cf. N.B. du tableau VIII - 2.*

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS

IX - 1. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE *

Chiffres annuels — Ancienne série

(milliards de francs)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
A. Transactions sur biens et services.										
1. Opérations sur marchandises ¹ :										
1.1. Exportations - Importations (f.o.b.) ²	+ 11,1	- 1,7	- 5,9	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 4,2	- 1,9	- 5,7
1.2. Travail à façon	+ 3,1	+ 2,1	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8	+ 2,6	+ 3,4
1.3. Opérations d'arbitrage	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,3
2. Or non monétaire	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,6	- 0,6	- 1,1
3. Transports ²	- 4,6	- 2,3	- 2,7	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5	+ 1,2	- 0,6
4. Primes et indemnités d'assurances	- 0,2	...	- 0,1	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,7
5. Déplacements à l'étranger ^{1 3}	- 1,5	- 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 3,3	- 1,4	- 1,4	- 1,1
6. Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1	+ 2,3	+ 2,4
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,6	- 0,4	- 1,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 2,2	- 2,4	- 2,7
8. Autres	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	+ 2,4	+ 3,6	+ 3,9	+ 5,7	+ 4,3	+ 5,4	+ 5,6
Total des transactions sur biens et services ...	+ 10,9	...	- 3,8	+ 9,8	+ 12,0	+ 8,5	+ 17,5	+ 1,2	+ 4,9	+ 1,8
B. Transferts.										
9. Transferts privés	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 3,2	+ 3,1	+ 3,5
10. Transferts de l'Etat ...	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,8	- 2,5	- 0,8
Total des transferts ...	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 2,4	+ 0,6	+ 2,7
C. Mouvements des capitaux.										
11. Etat				+ 2,3	- 3,8	+ 0,8 ⁵	+ 1,2	- 3,0	+ 3,2	- 5,8
12. Autres pouvoirs publics)				+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	...	- 0,8	+ 1,7	+ 0,1
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	- 3,7	+ 1,4	+ 2,6	...	...	...	+ 1,8	- 0,1	- 0,1	+ 1,9
14. Organismes paraétatiques de crédit .....				...	...	+ 0,8	- 0,6	- 0,5	+ 0,1	+ 0,2
15. Autres :										
15.1 Court terme recensé .	- 1,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,2	+ 0,2	- 1,3
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières ⁴ :										
a) valeurs belges ...	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,5	+ 1,5
b) valeurs étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	- 4,5	- 4,7
15.3 Autres ^{1 3 4}	- 1,5	- 2,4	- 3,9	- 7,2	- 9,0	- 6,6 ⁵	- 4,9	- 0,3	+ 1,3	+ 5,5
Total du mouvement des capitaux ...	- 6,5	- 0,6	- 0,8	- 5,2	- 11,6	- 6,1	- 2,6	- 5,9	+ 2,4	- 2,6
D. Opérations non déterminées ¹	—	—	—	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 1,9	- 2,1	- 1,9
E. Erreurs et omissions	- 1,6	+ 0,1	...	...	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,6
Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 3,4	+ 0,1	- 3,6	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 15,9	- 4,1	+ 6,2	+ 0,6

* Les balances des années 1952 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

¹ Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.3) sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques pour toutes les années couvertes par le présent tableau. Une telle ventilation est possible cependant pour 1961 et elle a été effectuée au tableau IX-2. Elle n'a, par contre, pas été effectuée dans le présent tableau, car si elle l'avait été, les chiffres de 1961 n'auraient plus été comparables à ceux des années antérieures.

² La rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend, en principe, les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation des marchandises.

³ Il n'est pas toujours aisé de faire le départ entre les déplacements à l'étranger et les mouvements de capitaux qui doivent être recensés sous la rubrique 15.3 « Autres ». Il semble qu'en 1955, 1956 et 1957, le solde de la première de ces rubriques a été en réalité moins favorable et le solde de la seconde plus favorable qu'il ne ressort du présent tableau, tandis qu'en 1958 l'inverse paraît avoir été le cas. On ne dispose cependant pas d'éléments suffisamment précis pour pouvoir rectifier les chiffres.

⁴ Pour les années 1960 et 1961, des transactions sur valeurs mobilières (rubrique 15.2) ont pu être isolées des autres mouvements de capitaux du secteur privé (rubrique 15.3); pour la période 1952-1959, cette répartition n'a pu être effectuée, faute d'informations.

⁵ Les entrées de capitaux incluses dans la rubrique 11 « Etat » et les sorties de capitaux recensées dans la rubrique 15.3 « Autres » comprennent la partie de l'emprunt de \$ 30 millions de l'Etat belge sur le marché américain qui a été souscrite par des résidents belgo-luxembourgeois; le montant de ces souscriptions n'est cependant pas connu.

**IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres semestriels et annuels — Nouvelle série *

(milliards de francs)

	1961	1962		1963			1964
	Année	2 ^e semestre	Année	1 ^{er} semestre	2 ^e semestre	Année	1 ^{er} semestre p
1. Transactions sur biens et services :							
1.1 Opérations sur marchandises :							
1.11 Exportations et importations ¹	- 6,1	- 3,5	- 6,4	- 2,7	- 5,9	- 8,6	- 7,3
1.12 Travail à façon	+ 2,7	+ 1,8	+ 3,8	+ 1,7	+ 1,6	+ 3,3	+ 2,2
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 2,3	+ 1,1	+ 3,1	+ 0,9	+ 1,5	+ 2,4	+ 2,8
1.2 Or non monétaire	- 0,9	- 0,3	- 0,5	- 0,1	- 0,6	- 0,7	- 0,5
1.3 Frets et assurances pour le transport des marchandises ²	- 0,4 ³	+ 0,3	+ 0,7	...	- 0,3	- 0,3	- 0,1
1.4 Autres frais de transport	- 0,4 ³	- 0,1	- 0,2	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,8	+ 0,5
1.5 Déplacements à l'étranger	- 2,4	- 1,0	- 2,2	- 1,1	- 2,1	- 3,2	- 1,7
1.6 Revenus d'investissements	+ 1,8	+ 1,1	+ 0,7	- 0,7	+ 0,1	- 0,6	- 1,0
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,1	- 1,0	- 0,2	- 0,5	- 0,5	- 1,0	- 1,1
1.8 Autres :							
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 3,3	+ 1,8	+ 3,7	+ 1,9	+ 2,1	+ 4,0	+ 1,9
1.82 Autres	+ 1,8	+ 0,8	+ 1,5	+ 0,6	- 0,5	+ 0,1	+ 0,4
Total 1 ...	+ 2,0	+ 1,0	+ 4,0	+ 0,4	- 4,2	- 3,8	- 3,9
2. Transferts :							
2.1 Transferts privés	+ 3,0	+ 1,3	+ 2,6	+ 1,4	+ 1,1	+ 2,5	+ 1,3
2.2 Transferts de l'Etat	- 2,3	- 0,9	- 1,8	- 1,5	- 1,6	- 3,1	- 1,3
Total 2 ...	+ 0,7	+ 0,4	+ 0,8	- 0,1	- 0,5	- 0,6	...
3. Mouvement net des capitaux des pouvoirs publics :							
3.1 Etat	- 5,8	- 1,5	- 2,8	+ 2,9	- 0,9	+ 2,0	+ 0,6
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,4	...	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,9
Total 3 ...	- 5,7	- 1,4	- 2,4	+ 2,9	- 0,8	+ 2,1	+ 1,5
4. Mouvement net des capitaux des entreprises et particuliers :							
4.1 Organismes publics d'exploitation .	+ 1,9	- 0,4	- 0,1	...	- 0,1	- 0,1	+ 0,4
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 0,2	- 0,1	- 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7	+ 2,2
4.3 Secteur privé :							
4.31 Transactions identifiées en valeurs mobilières :							
a) valeurs belges	+ 1,5	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,8	- 0,2
b) valeurs étrangères	- 4,7	- 1,6	- 3,0	- 2,7	- 2,4	- 5,1	- 1,3
4.32 Autres (y compris investissements directs)	+ 5,2	+ 1,8	+ 3,4	+ 2,4	+ 2,9	+ 5,3	+ 1,8
Total 4 ...	+ 4,1	- 0,1	+ 0,4	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,6	+ 2,9
5. Erreurs et omissions	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,4	+ 1,4	- 0,8	+ 0,6	+ 0,8
Total 1 à 5 ...	+ 1,7	...	+ 4,2	+ 5,2	- 5,3	- 0,1	+ 1,3
6. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	- 1,1	- 0,1	- 0,2	- 1,3	+ 0,8	- 0,5	- 0,6
7. Total (1 à 6) correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 0,6	- 0,1	+ 4,0	+ 3,9	- 4,5	- 0,6	+ 0,7
Banque Nationale	+ 12,2	+ 1,4	- 1,7	+ 7,6	+ 3,6	+ 11,2	+ 1,0
Autres	- 11,6	- 1,5	+ 5,7	- 3,7	- 8,1	- 11,8	- 0,3

* Diverses modifications, apportées pour suivre les prescriptions du « Balance of Payments Manual » du Fonds Monétaire International ont eu pour effet de rompre la continuité des séries statistiques disponibles en matière de balance des paiements.

La nouvelle série diffère essentiellement de la série 1955-1961 du tableau IX-1 sur les points suivants :
 — les importations comprennent désormais la valeur de certaines marchandises qui étaient antérieurement considérées comme étant travaillées à façon et les exportations, cette même valeur majorée du coût du transport depuis le pays d'origine jusqu'en U.E.B.L. et du coût de la transformation;
 — les frais de transport et d'assurances sont actuellement ventilés suivant le nouveau schéma prévu par la 8^e édition du « Balance of Payments Manual » ;
 — la méthode employée antérieurement pour obtenir une évaluation f.o.b. des importations a été abandonnée. Il en résulte qu'une partie des dépenses de transport et d'assurances afférentes aux importations est actuellement comprise dans celle-ci ;
 — les transactions qui étaient rangées antérieurement sous la rubrique « Opérations non déterminées » ont pu actuellement être ventilées en « Opérations sur marchandises » (rubrique 1.1) « Déplacements à l'étranger » (rubrique 1.5) et « Autres mouvements nets des capitaux des entreprises et particuliers » (rubrique 4.32).

— les dépenses courantes d'institutions européennes dont le siège est en U.E.B.L. ont été transférées de la rubrique 1.8 « Autres services » à la rubrique 1.7 « Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ».
 Une description plus complète des écarts entre la nouvelle et les anciennes séries est donnée dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de mai 1963, pp. 492 à 495.

1 Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.
 2 Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).
 3 Pour 1961, sont seuls disponibles des chiffres couvrant à la fois les rubriques 1.8 « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 1.4 « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 1.8 et 1.4 pour les années suivantes. Ils ne comprennent ni les recettes et dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, depuis 1962, sont incluses dans la rubrique 1.8, ni les achats et ventes des provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes, qui depuis 1962 sont inclus dans la rubrique 1.4.

**IX - 3. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	1962	1963				1964			9 premiers mois	
	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre P	2 ^e trimestre P	3 ^e trimestre P	1963	1964 P
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Opérations sur marchandises :										
Exportations	47,9	45,8	50,3	50,3	54,7	54,6	56,8	55,0	146,4	166,4
Importations ¹	50,6	47,3	51,5	52,8	58,1	58,0	60,7	58,0	151,6	176,7
Solde ...	- 2,7	- 1,5	- 1,2	- 2,5	- 3,4	- 3,4	- 3,9	- 3,0	- 5,2	- 10,3
Autres opérations sur marchandises	+ 1,3	+ 1,2	+ 1,4	+ 1,5	+ 1,6	+ 2,3	+ 2,7	+ 2,5	+ 4,1	+ 7,5
1.2 Or non monétaire	- 0,1	...	- 0,1	- 0,2	- 0,4	- 0,4	- 0,1	- 0,1	- 0,3	- 0,6
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ² ...	+ 0,1	...	...	- 0,2	- 0,1	+ 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,3
1.4 Revenus d'investissements	+ 0,7	- 0,1	- 0,6	...	+ 0,1	- 0,1	- 0,9	+ 0,2	- 0,7	- 0,8
1.5 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ...	- 1,1	- 0,1	- 0,4	- 0,2	- 0,3	- 0,8	- 0,3	- 0,8	- 0,7	- 1,9
1.6 Autres	+ 1,4	+ 1,2	+ 0,6	- 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,6	- 0,7	+ 1,3	+ 0,4
Total 1 ...	- 0,4	+ 0,7	- 0,3	- 2,1	- 2,1	- 1,8	- 2,1	- 2,1	- 1,7	- 6,0
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	+ 0,9	+ 0,6	+ 0,8	+ 0,5	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,8	+ 1,9	+ 2,1
2.2 Transferts de l'Etat	- 0,6	- 1,1	- 0,4	- 0,5	- 1,1	- 0,4	- 0,9	- 0,5	- 2,0	- 1,8
Total 2 ...	+ 0,3	- 0,5	+ 0,4	...	- 0,5	+ 0,1	- 0,1	+ 0,3	- 0,1	+ 0,3
3. Mouvement net des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat	+ 0,3	+ 1,7	+ 1,2	- 1,0	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,4	- 1,5	+ 1,9	- 0,9
3.2 Autres pouvoirs publics .....	...	...	...	...	+ 0,1	+ 1,9	- 1,0	+ 0,3	...	+ 1,2
Total 3 ...	+ 0,3	+ 1,7	+ 1,2	- 1,0	+ 0,2	+ 2,1	- 0,6	- 1,2	+ 1,9	+ 0,3
4. Mouvement net des capitaux des entreprises et particuliers :										
4.1 Organismes publics d'exploitation et intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	- 0,4	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,1	...	+ 2,3	+ 0,3	- 0,4	+ 0,6	+ 2,2
4.2 Secteur privé										
4.21 Transactions identifiées en valeurs mobilières :										
a) valeurs belges	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	- 0,3	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,6	+ 0,1
b) valeurs étrangères ...	- 1,1	- 1,8	- 0,9	- 1,3	- 1,1	- 1,5	+ 0,2	+ 0,3	- 4,0	- 1,0
4.22 Autres (y compris investissements directs)	- 0,6	+ 1,6	+ 0,8	+ 2,2	+ 0,7	- 0,2	+ 2,0	+ 3,6	+ 4,6	+ 5,4
Total 4 ...	- 1,8	+ 0,4	+ 0,2	+ 1,2	- 0,2	+ 0,3	+ 2,6	+ 3,8	+ 1,8	+ 6,7
5. Erreurs et omissions	+ 0,7	+ 1,4	...	- 1,0	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,9
Total 1 à 5 ...	- 0,9	+ 3,7	+ 1,5	- 2,9	- 2,4	+ 1,4	- 0,1	+ 0,9	+ 2,3	+ 2,2
6. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	+ 1,6	- 1,3	...	+ 0,5	+ 0,3	- 1,3	+ 0,7	+ 1,3	- 0,8	+ 0,7
7. Total (1 à 6) correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	+ 0,7	+ 2,4	+ 1,5	- 2,4	- 2,1	+ 0,1	+ 0,6	+ 2,2	+ 1,5	+ 2,9
Banque Nationale	+ 2,4	+ 4,4	+ 3,2	+ 1,0	+ 2,6	- 0,4	+ 1,4	+ 2,0	+ 8,6	+ 3,0
Autres	- 1,7	- 2,0	- 1,7	- 3,4	- 4,7	+ 0,5	- 0,8	+ 0,2	- 7,1	- 0,1

¹ Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.

² Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des fret et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.1 « Opérations sur marchandises : Importations ». (cf. note 1.)

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXIX^e année, vol. I, no 5, page 517 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1963 », XL^e année, vol. I, no 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires ». *Annuaire statistique de la Belgique*. — *L'économiste belge en 1963* (M.A.E.). — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Cahiers économiques de Bruxelles* (D.U.L.B.E.A.). — *Bulletin statistique* (O.C.D.E.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.).

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES (francs belges)

Moyennes journalières	1 \$	1 fr.	1 Livre	1 florin	1 fr.	1	100	1 Cour.	1 Cour.	1 Cour.	1 \$ canadien		100	100
	U.S.A.	français	sterling	P.-B.	suisse	Deutsche Mark	lires italien.	sud.	norv.	dan.	câble	courrier	escudos	schillings autrich.
1960	49,86	10,17	139,98	13,22	11,54	11,96	8,03	9,65	6,99	7,23	51,427	51,425	174,41	192,11
1961	49,86	10,16	139,72	13,19 ¹ 13,85 ²	11,54	11,95 ¹ 12,51 ²	8,03	9,65	6,98	7,22	50,469 ³ 48,153 ⁴	50,468 ³ 48,149 ⁴	174,21	192,32
1962	49,76	10,15	139,71	13,81	11,51	12,45	8,02	9,65	6,97	7,21	46,553	46,552	174,19	192,77
1963	49,86	10,18	139,62	13,85	11,54	12,51	8,02	9,61	6,97	7,22	46,227	46,226	174,05	193,09
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60
1964 2 ^e trimestre	49,80	10,16	139,33	13,78	11,53	12,53	7,97	9,69	6,97	7,21	46,073	46,072	173,70	192,79
3 ^e trimestre	49,73	10,15	138,60	13,77	11,51	12,51	7,96	9,68	6,94	7,18	46,103	46,101	172,77	192,67
4 ^e trimestre	49,63	10,13	138,28	13,80	11,50	12,48	7,94	9,63	6,93	7,17	46,181	46,179	172,41	192,13
1965 1 ^{er} trimestre	49,63	10,13	138,60	13,80	11,46	12,48	7,94	9,66	6,94	7,18	46,086	46,084	172,87	192,09
2 ^e trimestre	49,63	10,13	138,71	13,78	11,43	12,45	7,94	9,63	6,94	7,17	45,935	45,934	172,97	192,18
1964 Juin	49,85	10,17	139,29	13,77	11,55	12,55	7,98	9,70	6,97	7,21	46,110	46,109	173,65	192,97
Juillet	49,78	10,16	138,89	13,77	11,52	12,53	7,97	9,68	6,96	7,20	46,036	46,034	173,15	192,84
Août	49,74	10,15	138,61	13,76	11,51	12,51	7,96	9,68	6,94	7,18	46,108	46,107	172,79	192,73
Septembre	49,68	10,14	138,29	13,77	11,50	12,50	7,95	9,67	6,93	7,17	46,164	46,163	172,38	192,43
Octobre	49,63	10,13	138,14	13,78	11,50	12,49	7,94	9,62	6,93	7,16	46,154	46,152	172,19	192,13
Novembre	49,63	10,13	138,20	13,81	11,50	12,48	7,94	9,63	6,93	7,16	46,201	46,198	172,26	192,07
Décembre	49,64	10,13	138,50	13,82	11,50	12,48	7,94	9,65	6,94	7,18	46,189	46,187	172,77	192,20
1965 Janvier	49,63	10,13	138,51	13,81	11,49	12,47	7,94	9,66	6,94	7,18	46,214	46,211	172,77	192,09
Février	49,63	10,13	138,71	13,81	11,47	12,48	7,94	9,66	6,94	7,18	46,135	46,132	172,99	192,05
Mars	49,64	10,13	138,59	13,79	11,43	12,48	7,94	9,66	6,94	7,18	45,910	45,910	172,84	192,14
Avril	49,63	10,13	138,74	13,79	11,43	12,48	7,94	9,65	6,94	7,18	45,982	45,981	173,01	192,13
Mai	49,63	10,12	138,81	13,78	11,42	12,46	7,94	9,63	6,94	7,18	45,971	45,968	173,10	192,14
Juin	49,63	10,13	138,58	13,77	11,45	12,41	7,94	9,61	6,94	7,16	45,853	45,852	172,81	192,27

1 Moyenne du 1^{er} janvier au 3 mars 1961. — 2 Moyenne du 6 mars au 31 décembre 1961. — 3 Moyenne du 1^{er} janvier au 20 juin 1961. — 4 Moyenne du 21 juin au 31 décembre 1961.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 30 juin 1965

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis 1	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur 4	vendeur 5	pour :
				en francs belges		
Autriche	26,— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4080	195,2519	100 sch.
Belgique	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	6,90714 C. dan.	+ 0,729	- 0,719	7,1325	7,3459	1 C. dan.
France	4,93706 FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4,— DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,— Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande	43,— C. isl.	+ 0,140	- 0,116	—	—	—
Italie	625,— Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1050	1 C. nor
Portugal	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	60,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Suède	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5203	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7287	1 F.S.
Turquie	9,— Lt.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,80 £ ²	+ 0,714 ³	- 0,714 ³	137,9575	142,0575	1 £

1 Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

2 Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

3 Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuation de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

4 (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

5 (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

XI. — FINANCES PUBLIQUES

1. — SITUATION DE TRESORERIE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Exécution du budget ordinaire			Exécution du budget extraordinaire			Solde budgétaire global (7) = (3) + (6)	Financement du solde budgétaire				
	Dépenses 4	Recettes	Solde (8) = (2) - (1)	Dépenses	Recettes	Solde (6) = (5) - (4)		Emprunts consolidés intérieurs (8)	Dette flottante intérieure (9)	Emprunts consolidés et dette flottante extérieurs (10)	Fonds de tiers (11)	Encaisse et autres opérations de trésorerie ³ (12)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)						
1959	108,4	100,2	- 8,2	18,1	0,2	-17,9	-26,1	+20,3	+ 0,2	+ 5,2	- 1,0	+ 1,4
1960	111,2	108,1	- 3,1	23,7	0,3	-23,4	-26,5	+27,1	- 9,4	+10,6	- 0,2	- 1,6
1961	126,0	120,4	- 5,6	14,6	0,4	-14,2	-19,8	+13,0	+ 5,5	+ 3,4	- 2,5	+ 0,4
1962	130,1	131,2	+ 1,1	17,8	0,5	-17,3	-16,2	+20,1	+ 6,0	- 9,3	- 0,5	- 0,1
1963	143,0	139,5	- 3,5	22,0	0,4	-21,6	-25,1	+17,4	+ 2,4	+10,5	- 3,7	- 1,5 ²
1964	155,3	157,8	+ 2,5	24,2	0,3	-23,9	-21,4	+24,0	- 4,8	+ 2,9	+ 0,3	- 1,0 ²
1963 6 prem. mois .	73,4	63,8	- 9,6	9,2	0,3	- 8,9	-18,5	+ 6,0	+ 7,5	+ 6,7	- 1,6	- 0,1 ²
9 prem. mois .	105,3	103,8	- 1,5	15,4	0,3	-15,1	-16,6	+10,1	+ 3,4	+ 7,5	- 2,6	- 1,9 ²
1964 3 prem. mois .	40,6	38,4	- 2,2	5,7	0,1	- 5,6	- 7,8	+11,8	- 4,3	+ 1,3	+ 0,4	- 1,4 ²
6 prem. mois .	81,7	75,1	- 6,6	11,5	0,2	-11,3	-17,9	+18,8	- 6,4	+ 2,3	+ 1,8	+ 1,4 ²
9 prem. mois .	116,7	118,4	+ 1,7	18,1	0,2	-17,9	-16,2	+18,8	- 8,5	+ 3,3	+ 1,0	+ 1,6 ²
1965 3 prem. mois .	46,8	40,5	- 6,3	5,4	...	- 5,4	-11,7	+ 9,6	+ 4,1	- 0,3	+ 0,1	- 1,8 ²
1964 Janvier	14,6	15,7	+ 1,1	1,2	0,1	- 1,1	...	...	+ 1,4	- 0,2	- 1,2	... ²
Février	12,8	11,3	- 1,5	2,5	...	- 2,5	- 4,0	+11,8	- 9,2	+ 1,5	...	- 0,1 ²
Mars	13,2	11,4	- 1,8	2,0	...	- 2,0	- 3,8	...	+ 3,5	...	+ 1,6	- 1,3 ²
Avril	14,5	12,3	- 2,2	1,9	...	- 1,9	- 4,1	...	- 0,2	+ 0,5	- 1,6	+ 5,4 ²
Mai	11,4	11,3	- 0,1	1,5	0,1	- 1,4	- 1,5	+ 0,1	- 0,1	+ 0,5	+ 1,5	- 0,5 ²
Juin	15,2	13,1	- 2,1	2,4	...	- 2,4	- 4,5	+ 6,9	- 1,8	...	+ 1,5	- 2,1 ²
Juillet	14,1	21,9	+ 7,8	2,5	...	- 2,5	+ 5,3	...	- 3,9	- 0,2	- 1,8	+ 0,6 ²
Août	9,6	10,0	+ 0,4	2,1	...	- 2,1	- 1,7	...	+ 1,0	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,1 ²
Septembre ...	11,3	11,4	+ 0,1	2,0	...	- 2,0	- 1,9	...	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,8	- 0,5 ²
Octobre	12,2	11,8	- 0,4	1,4	...	- 1,4	- 1,8	+ 5,2	- 3,5	...	- 1,9	+ 2,0 ²
Novembre ...	10,5	11,6	+ 1,1	1,6	...	- 1,6	- 0,5	...	+ 1,2	- 0,3	+ 0,3	- 0,7 ²
Décembre	15,9	16,0	+ 0,1	3,1	0,1	- 3,0	- 2,9	...	+ 6,0	- 0,1	+ 0,9	- 3,9 ²
1965 Janvier	14,9	16,3	+ 1,4	1,5	...	- 1,5	- 0,1	+ 2,2	- 0,7	...	- 0,8	- 0,7 ²
Février	15,2	11,4	- 3,8	2,4	...	- 2,4	- 6,2	+ 7,2	- 0,3	...	- 0,2	- 0,7 ²
Mars	16,7	13,8	- 3,9	1,5	...	- 1,5	- 5,4	...	+ 5,1	- 0,3	+ 1,0	- 0,4 ²

¹ Les chiffres de ce tableau ne correspondent pas aux chiffres comptabilisés dans la situation de trésorerie officielle qui est communiquée au Parlement. En effet, toutes les opérations en comptabilité ne donnent pas lieu simultanément à des mouvements de fonds. Par exemple, l'imputation budgétaire d'un virement au budget pour ordre ne provoque au moment de l'opération aucun décaissement. Les chiffres fournis dans le présent tableau représentent les dépenses et les recettes effectivement faites. Les chiffres comptables concernant l'exécution des budgets sont publiés chaque mois au *Moniteur belge* sous forme d'un tableau intitulé « Aperçu de l'exécution des budgets », émanant de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

² Y compris les avances à des collectivités.

³ Augmentation : - ; diminution : +.

⁴ A partir de l'année 1968, y compris les dépenses de la Caisse Autonome de Dommages de guerre financées par le budget ordinaire.

XI - 2. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹
(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.
B : différence par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1953	32,7	- 1,5	13,2	+ 0,3	24,0	- 0,1	69,9	- 1,3	
1954	30,3	- 3,4	13,4	+ 0,4	24,7	- 0,6	68,4	- 3,6	
1955	32,2	- 1,6	15,7	+ 0,6	28,0	+ 2,6	75,9	+ 1,6	
1956	35,0	+ 2,8	16,6	+ 1,0	31,4	+ 1,7	83,0	+ 5,5	
1957	38,5	+ 3,9	17,6	+ 1,0	33,2	+ 1,8	89,3	+ 6,7	
1958	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1	
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1	
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2	
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5	
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9	
1964 3 premiers mois	7,1	+ 0,4	6,3	+ 0,1	14,6	+ 1,6	28,0	+ 2,1	
1965 3 premiers mois	8,5	+ 0,6	6,3	- 0,4	15,3	- 0,2	30,1	...	
Exercice 1964	1964 Mai	3,7	+ 0,3	2,3	...	4,9	+ 0,4	10,9	+ 0,7
	Juin	5,1	+ 0,2	2,2	- 0,1	5,1	+ 0,4	12,4	+ 0,5
	Juillet	13,8	+ 1,1	2,4	+ 0,2	5,0	+ 0,5	21,2	+ 1,8
	Août	3,1	+ 0,2	2,0	- 0,3	4,5	+ 0,1	9,6	...
	Septembre	3,2	+ 0,2	2,6	+ 0,3	5,1	+ 0,1	10,9	+ 0,6
	Octobre	3,6	+ 0,2	2,3	- 0,1	5,3	+ 0,2	11,2	+ 0,3
	Novembre	3,9	+ 0,3	2,3	- 0,1	5,0	+ 0,3	11,2	+ 0,5
	Décembre	4,5	+ 0,3	2,6	+ 0,3	5,5	+ 0,4	12,6	+ 1,0
	1965 Janvier	6,2	+ 0,8	0,5	- 0,1	6,7	+ 0,7
	Février	1,4	+ 0,1	1,4	+ 0,1
Mars	0,9	+ 0,2	...	...	...	...	0,9	+ 0,1
Ex. 1965	1965 Janvier	3,2	+ 0,1	1,8	- 0,2	4,7	...	9,7	- 0,1
	Février	2,4	+ 0,2	2,0	- 0,3	5,0	+ 0,1	9,4	...
	Mars	2,9	+ 0,4	2,5	...	5,6	- 0,3	11,0	+ 0,1
	Avril	3,8	+ 0,4	2,6	+ 0,1	5,5	...	11,9	+ 0,5
	Mai	3,6	+ 0,2	2,5	...	5,2	- 0,1	11,3	+ 0,1

1 Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

2 Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 3. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹
(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1964 ²		Exercice 1964 : avril 1964		Exercice 1965 : avril 1965	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	60,5	55,8	3,9	3,5	3,8	3,4
précompte immobilier	1,0	0,9	...	...	...	...
précompte mobilier	5,4	4,9	0,3	0,3	0,4	0,4
précompte professionnel	26,6	22,7	2,0	1,8	2,4	2,2
versements anticipés	13,4	11,5	0,3	0,2	0,4	0,3
impôts des personnes physiques (rôles)	2,7	4,0	...	...	...	...
impôts des sociétés (rôles)	1,4	3,5	...	...	...	...
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	3,6	3,5	0,1	0,1	0,1	0,1
contribution foncière	...	...	...	...	...	...
taxe mobilière	0,3	...	...	...	...	...
taxe professionnelle	2,3	1,8	...	...	...	...
impôt complémentaire personnel	1,2	0,8	...	...	...	...
contribution nationale de crise	...	...	...	...	...	...
divers ³	2,6	2,2	1,2	1,1	0,5	0,4
II. Douanes et accises	28,2	27,7	2,5	2,3	2,6	2,5
dont : douanes	8,3	7,1	0,7	0,6	0,7	0,8
accises	18,7	20,4	1,7	1,6	1,8	1,7
taxes spéciales de consommat.	0,9	...	0,1	...	0,1	...
III. Enregistrement	60,0	55,5	5,3	4,7	5,5	5,5
dont : enregistrement	6,0	4,7	0,5	0,4	0,5	0,5
successions	2,6	2,6	0,2	0,2	0,2	0,2
timbres et taxes assimilées	50,9	47,6	4,5	4,0	4,7	4,6
Total ...	148,7	139,0	11,7	10,5	11,9	11,4

Différence par rapport aux éval. budgét.

+ 9,7

+ 1,2

+ 0,5

1 Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire.

2 L'exercice 1964, commencé le 1er janvier 1964 a été clôturé le 31 mars 1965.

3 Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. B. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

— Les statistiques concernant la situation de la Dette publique sont rangées au chapitre XVI.

— Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ³	Contributions directes ²	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1956	2,9	1,4	2,6	6,9	0,41
1957	3,2	1,4	2,8	7,4	0,41
1958	3,1	1,5	2,7	7,3	0,35
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1963 3 premiers mois	4,4	2,0	3,9	10,3	0,65
6 premiers mois	3,9	2,1	4,1	10,1	0,41
9 premiers mois	4,7	2,1	4,2	11,0	1,18
1964 3 premiers mois	5,2	2,3	4,9	12,4	0,71
6 premiers mois	4,7	2,3	5,0	12,0	0,49
9 premiers mois	5,4	2,3	4,9	12,6	1,39
1965 3 premiers mois	5,7	2,2	5,1	13,0	0,86
1964 Mai	3,7	2,3	4,9	10,9	0,10
Juin	5,1	2,2	5,1	12,4	0,41
Juillet	13,8	2,4	5,0	21,2	9,48
Août	3,1	2,0	4,5	9,6	0,05
Septembre	3,2	2,6	5,1	10,9	0,03
Octobre	3,6	2,3	5,3	11,2	0,35
Novembre	3,9	2,3	5,0	11,2	0,05
Décembre	4,5	2,6	5,5	12,6	0,25
1965 Janvier	9,4	2,3	4,7	16,4	2,26
Février	3,8	2,0	5,0	10,8	0,15
Mars	3,8	2,5	5,6	11,9	0,17
Avril	3,8	2,6	5,5	11,9	0,16
Mai	3,6	2,5	5,2	11,3	

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

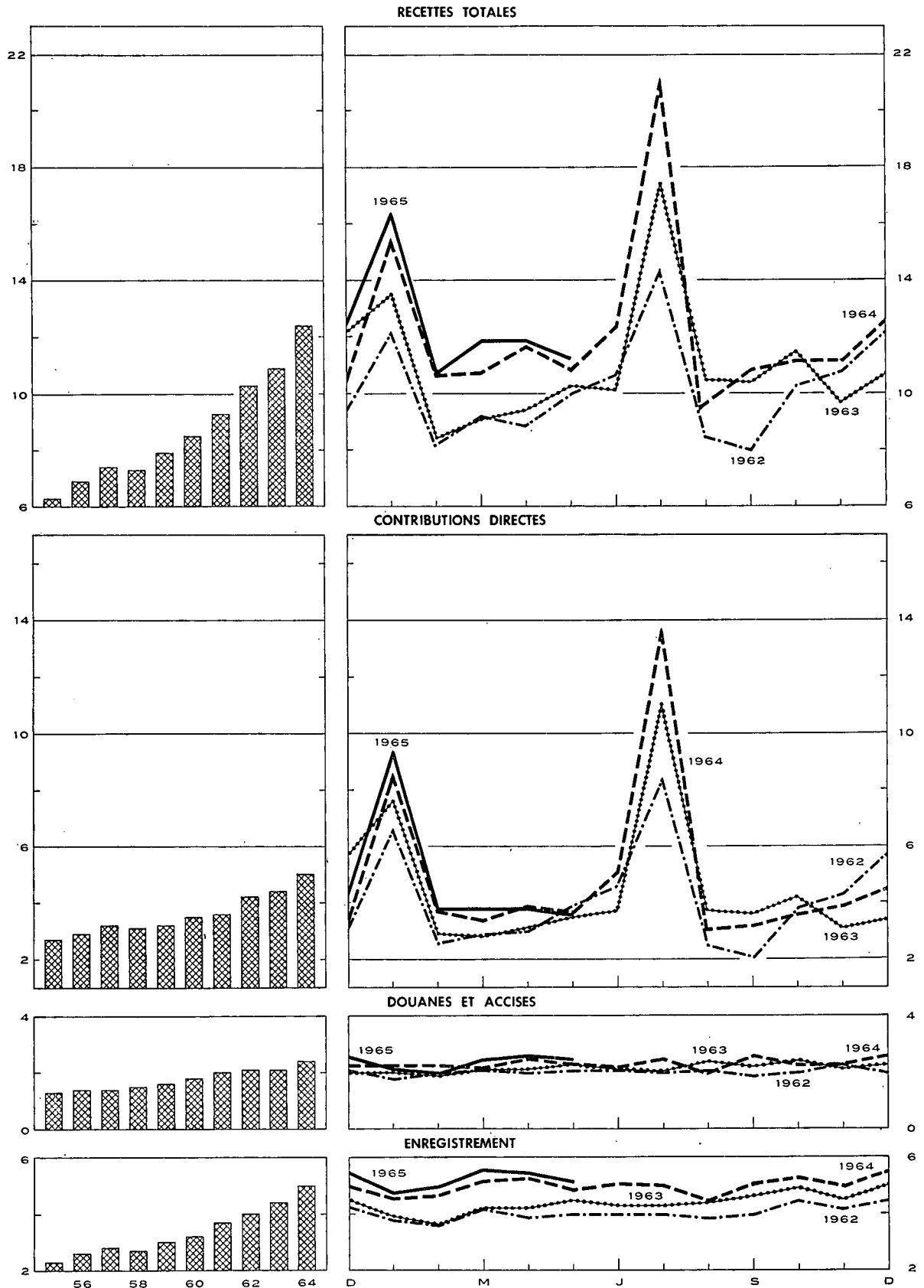
² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

³ Il s'agit uniquement des chiffres annuels et trimestriels.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation (Ministère des Finances)*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge* (voir note ¹ du tableau XI - 1). — *Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.)* : XXXIX^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1964 : « Les budgets de 1964 et 1965 ».

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1960 ¹

Source : Banques Nationales de Belgique.

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (18) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatistiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
													données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée		
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(18) = (1) à (12)	
Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...			—			...	26,1	—	2,4		2,9	6,6	38,0	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...						...	25,2	—	0,2		0,1	...	25,6
	Obligations	8,0	...	...	...	...	0,2	...	—	1,0	13,1	...	...	22,4
	Autres emprunts à moyen et long terme	10,4	0,1	...	...	...	...	...	—	68,2	22,9	68,2	...	169,8
	Divers	4,3	1,1	1,5	0,2	7,5	...	...	—	1,6	6,3	0,5	...	23,0
	(Actions et parts)	(154,6)	(0,1)	(...)		(...)		(0,4)	(—)	(0,7)	(2,0)	(—)	(...)	(157,8)	
	Total ...	22,8	1,2	1,5	0,2	7,5	0,2	51,3	—	73,5	42,3	71,7	6,6	278,8	
Parastatistiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	...	—	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,1
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...					...	0,7	—	...		0,1	...	0,9
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...						...	1,0	—	...		0,1	...	1,1
	Obligations accessibles à tout placeur	15,2	0,1	...	...	...	3,0	1,5	0,7	3,1	4,9	0,6	...	29,2
	Obligations non accessibles à tout placeur	...	0,3	...	0,1	...	0,1	0,3	...	1,5	3,1	...	0,2	5,6	
	Autres emprunts à moyen et long terme	...	...	...	0,1	...	1,4	...	—	...	0,2	2,2	0,1	4,0
Divers	5,1	...	4,3	0,1	...	1,0	...	—	...	...	...	...	11,0	
(Actions et parts)	(0,7)		(13,2)	(3,2)	(...)		(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(0,9)	(18,0)		
	Total ...	20,3	0,4	4,3	0,4	0,1	5,6	3,5	0,8	4,6	8,3	3,0	0,7	51,9	
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	1,9	...	—	0,6	...	...	31,0	...	...	...	0,4	5,4	39,4
	Certificats à court terme	—	0,3	—	2,5	...	33,8	42,3	2,6	2,0	0,3	10,2	— 0,1	93,8	
	Obligations accessibles à tout placeur	101,5	2,2	—	1,4	0,5	8,3	26,3	3,7	27,3	34,5	5,3	1,4	212,4	
	Obligations non accessibles à tout placeur	1,3	0,3	—	...	0,5	11,5	37,2	...	2,5	2,6	0,5	0,8	57,2	
	Divers	...	0,6	—	...	0,5	...	...	...	0,1	1,7	0,1	...	3,0
	Total ...	104,8	3,3	—	4,5	1,6	53,6	136,9	6,3	31,9	39,0	16,5	7,5	405,8	
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...						...	2,1	—	...	...	...	...	2,1
	Obligations accessibles à tout placeur	16,1	0,3	...	0,2	...	0,5	1,1	1,0	1,0	6,2	1,0	— 0,6	26,6	
	Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	2,8	7,1	...	...	9,9
	Autres emprunts à moyen et long terme	...	4,2	...	...	...	...	...	—	0,6	...	39,4	...	44,1
Divers	1,5	0,4	3,3	...	...	...	...	—	...	...	...	1,6	6,9	
	Total ...	17,6	4,9	3,3	0,2	...	0,5	3,2	1,0	4,3	13,3	40,4	1,0	89,6	
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	9,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,4	
	Divers	3,2	...	1,9	...	...	...	...	...	...	0,6	...	1,0	6,8
	Total ...	12,6	...	1,9	...	—	...	...	...	...	0,6	...	1,0	16,2
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	...	—	...	...	—	0,2	...	...	...	...	...	0,2
	Acceptations et effets commerciaux						—	5,1	—	0,4	...	1,7	— 0,6	7,8	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...						—	1,1	—	...	...	...	...	1,1
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)						—	...	...	...	...	...	...	...
	Obligations	9,5	...	1,0	...	...	—	84,9	—	...	...	...	...	84,9
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	15,8	—	—	—	4,4	—	—	—	—	—	20,2	
	Divers	—	1,3	9,0	—	—	—	...	—	—	...	0,5	...	10,8	
(Actions et parts)		(0,1)	(0,4)				(—)	(0,8)	(—)	(...)	(1,2)	(—)	(...)		
	Total ...	9,5	1,3	25,8	...	...	—	96,6	0,9	0,8	3,3	2,4	0,5	141,1

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers

	(7)													
Organismes monétaires														
Monnaie	205,3	1,9	2,3	7,4	0,7	—	...	1,6	0,9	0,4	...	...	220,5
Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,2	1,3	...	0,7	...	...	...	2,3
Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	21,5	—	—	—	—	...	...	21,5
Dépôts en devises des résidents	7,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...	7,2
Dépôts sur livrets des résidents	15,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...	15,6
Dépôts à terme des résidents	18,7	—	—	...	—	—	—	—	0,3	—	...	...	19,1
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,2	—	—	—	8,0	...	—	...	...	...	8,3
Obligations (y compris les bons de caisse)	7,6	...	...	—	—	—	—	—	—	—	...	...	7,6
Divers	0,2	...	0,2	...	...	—	—	...	...	...	7,5	...	7,9
(Actions et parts)	(5,8)	—	(0,2)	—	—	—	(0,5)	—	(0,1)	—	—	—	(6,6)	
Total ...	254,6	1,9	2,7	7,4	0,7	21,8	9,3	...	2,3	1,2	0,4	7,5	309,9	
Fonds des Rentes														
Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	5,8	—	—	—	—	—	5,8	
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...
Opérations à réméré .....	—	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...
Dotation	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8	
Divers .....	—	—	—	—	—	—	—	...	...	...	0,1	...	0,1
Total ...	—	...	2,8	...	...	...	5,8	—	...	...	...	0,1	8,7
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation														
Dépôts à vue	2,7	...	...	...	0,1	—	—	...	0,3	0,3	...	...	3,4
Dépôts sur livrets	104,3	...	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	104,3
Dépôts à terme	0,6	0,6	...	...	3,1	—	—	...	0,1	...	0,4	...	4,8
Obligations (y compris les bons de caisse)	8,0	—	...	—	—	—	—	—	—	—	...	...	8,0
Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...	0,4
Divers	4,0	...	0,2	...	...	—	0,2	...	0,1	...	...	1,7	6,1
(Actions et parts)	(1,1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,1)	
Total ...	120,0	0,6	0,2	...	3,2	...	0,2	...	0,2	0,4	0,3	2,1	127,0	
Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension														
Obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,1	0,1	0,8	...	0,2	4,3	...	0,4	5,9
Réserves de sécurité sociale	16,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16,7	
Réserves mathématiques	118,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	118,8	
Divers	0,2	...	0,6	...	0,9	...	...	...	0,5	...	0,4	...	2,6
Total ...	135,7	...	0,6	...	1,0	0,1	0,8	...	0,2	4,8	...	0,8	144,1	
Organismes publiques de crédit non monétaires														
Dépôts à vue	0,9	...	...	0,4	...	...	...	—	...	...	...	...	1,4
Argent à très court terme	—	...	—	...	0,1	0,1	0,1	...	0,1	...	...	0,4	0,8
Dépôts sur livrets	3,3	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	3,3
Dépôts à terme	0,9	0,2	...	2,3	...	...	...	—	...	...	...	...	3,5
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	...	—	...	...	...	...	—	0,5	...	...	...	0,5
Obligations accessibles à tout placeur	54,6	...	...	0,2	0,8	1,7	5,4	0,4	9,1	12,8	0,2	...	85,1
Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	0,4	...	...	...	7,8	8,6	...	1,9	18,8
Divers	2,6	...	10,1	0,2	...	...	...	...	0,2	...	...	3,0	16,0
(Actions et parts)	(0,6)	(...)	(0,7)	(...)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(1,5)	
Total ...	62,3	0,3	10,1	3,1	1,3	1,8	5,5	0,4	17,7	21,4	0,2	5,3	129,4	
Secteurs indéterminés et ajustements														
.....	— 4,2	2,2	1,1	— 1,2	— 0,8	4,2	7,3	0,4	0,5	— 0,2	— 2,0	—	7,4	
Total des créances (1) à (12)	755,9	16,0	54,3	14,6	14,6	87,9	320,4	9,7	135,9	134,4	133,0	33,1	1.709,9	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.
 1 Pour les années 1957 à 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, n° 2, février 1963.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1961

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (18) = (1) à (12)				
		Secteurs nationaux non financiers						Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)					
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Etranger (6)	Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)						
															(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
données non disponibles																		
... nihil ou inférieur à 50 millions																		
— opération non effectuée																		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	...	30,5	—	1,9	—	—	—	7,8	43,5	
			Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	—	—	28,9	—	0,2	—	—	—	—	29,2
			Obligations	8,1	0,2	...	—	—	1,0	13,3	22,6
			Autres emprunts à moyen et long terme	10,4	0,1	—	—	—	—	—	—	—	76,2	26,4	75,5	188,7
			Divers	4,7	1,0	1,6	0,2	7,9	—	—	—	—	1,8	6,8	0,5	24,4
			(Actions et parts)	(162,1)	(0,1)	(...)	—	(0,1)	—	—	—	—	(0,7)	(2,2)	(—)	(...)	(...)	(165,8)
		Total ...	23,2	1,1	1,6	0,2	7,9	0,2	59,4	—	81,2	46,5	79,4	7,8	—	—	308,3	
		Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	0,1	—	0,1
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	0,7	—	0,1	—	0,5	1,3	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .		14,5	0,1	2,3	1,3	—	—	...	0,1	1,3	
	Obligations accessibles à tout placeur	0,3	...	0,1	...	1,6	0,6	3,2	4,9	0,5	...	0,5	27,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur	0,1	...	2,8	1,0	...	1,3	3,5	— 0,2	...	8,8	
	Autres emprunts à moyen et long terme		5,1	...	4,5	0,1	...	1,1	0,2	2,5	0,1	4,1	
		Divers	(0,7)	...	(13,8)	0,2	1,6	...	...	...	...	0,1	0,4	...	...	11,7
		(Actions et parts)	—	—	—	(4,2)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(0,9)	(...)	(...)	(19,5)		
		Total ...	19,6	0,5	4,5	0,4	...	7,8	4,5	0,6	4,6	8,6	3,6	0,3	—	—	55,0	
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	1,9	...	—	0,2	31,1	0,4	7,0	40,5	
	Certificats à court terme	0,3	—	2,7	...	19,9	51,5	1,1	4,3	0,6	12,2	— 0,1	92,5	
	Obligations accessibles à tout placeur		105,4	2,2	—	1,4	0,8	9,0	30,3	3,8	28,5	35,6	6,4	1,4	224,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur	0,3	—	...	0,5	16,7	36,8	...	2,5	2,7	0,5	0,6	60,5	
Divers .....	...		0,8	—	...	0,4	...	...	...	0,1	0,6	0,1	...	...	...	1,9
	Total ...	107,3	3,6	—	4,3	1,6	45,7	149,7	4,9	35,4	39,4	19,7	8,8	—	—	420,4		
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Engagements en comptes courants ou d'avances .		15,3	0,4	...	0,1	...	0,5	3,4	—	...	...	...	...	...	...	3,4
Obligations accessibles à tout placeur .....		...	...	...	...	...	...	0,6	1,2	1,1	6,0	1,1	— 0,1	...	...	26,1
Obligations non accessibles à tout placeur .....		...	...	...	...	...	...	...	...	2,7	7,4	...	...	...	...	10,1
Autres emprunts à moyen et long terme		1,6	4,4	3,7	...	...	...	...	...	0,5	...	44,2	...	...	...	49,1
Divers .....		...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3,7	...	...	9,4
	Total ...	16,9	5,1	3,7	0,1	...	0,5	3,9	1,2	4,3	13,4	45,3	3,6	—	—	98,1		
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	9,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,6		
Divers		2,4	...	2,3	...	—	—	—	—	—	0,6	...	1,1	...	...	6,5
	Total ...	12,1	...	2,3	..	—	—	—	—	0,6	...	1,1	...	...	16,1	
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Acceptations et effets commerciaux		—	—	—	—	—	—	5,4	—	1,0	—	2,6	0,7	...	...	9,7
Engagements en comptes courants ou d'avances .		—	—	—	—	—	—	2,0	—	—	—	—	—	...	...	2,0
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...	—
Obligations		9,0	...	0,9	—	—	—	96,2	—	—	—	—	—	...	...	96,2
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique		—	—	12,2	—	—	—	1,5	0,9	0,4	3,9	0,2	— 0,5	...	...	16,4
Divers		—	1,1	10,7	—	—	—	8,0	—	—	—	—	—	...	...	20,2
(Actions et parts)		—	(0,1)	(0,4)	—	—	—	...	—	—	...	0,4	...	...	...	12,2
	Total ...	9,0	1,1	23,8	...	...	—	113,1	0,9	1,4	3,9	3,1	0,3	—	—	156,7

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
Organismes monétaires (7)	Monnaie	217,4	2,7	3,3	10,3	0,6	—	—	...	1,6	1,1	0,4	...	237,4
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	1,4	2,6	0,6	...	...	...	4,6
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	35,3	—	—	—	—	—	—	35,3
	Dépôts en devises des résidents	8,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,0
	Dépôts sur livrets des résidents	16,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16,3
	Dépôts à terme des résidents	27,0	—	—	...	—	—	—	—	—	0,8	—	—	27,3
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	10,5	3,2	—	—	...	...	13,8
Obligations (y compris les bons de caisse)	8,6	...	...	...	...	—	—	—	—	—	...	...	8,6	
Divers	0,1	...	0,2	...	...	—	—	...	...	...	...	8,5	8,8	
(Actions et parts)	(6,1)	—	(0,2)	—	—	—	(0,5)	—	—	(0,1)	—	—	(6,9)	
Total ...	277,3	2,7	3,6	10,3	0,6	35,3	12,0	5,8	2,2	1,4	0,4	8,5	360,2	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	11,0	—	—	—	—	—	11,0
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	—	...	—	...	...	...	...	...
	Opérations à réméré .....	—	—	—	—	—	—	...	—	...	...	...	...	...
	Dotation	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8
	Divers .....	—	—	—	—	—	—	...	—	...	...	...	0,1	0,1
Total ...	—	...	2,8	...	...	...	11,0	—	...	...	...	0,1	13,9	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	2,8	...	...	...	0,3	—	...	—	...	0,5	0,2	...	3,9
	Dépôts sur livrets	113,4	...	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	113,4
	Dépôts à terme	0,6	0,6	...	...	3,1	—	...	—	...	0,1	...	0,3	4,7
	Obligations (y compris les bons de caisse)	9,0	—	...	—	—	—	...	—	...	—	...	...	9,0
	Réserves mathématiques des sociétés de capita- lisation	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	0,5
	Divers	4,3	...	...	...	...	—	0,2	...	0,1	...	...	1,9	6,5
	(Actions et parts)	(1,2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,2)
Total ...	130,5	0,6	...	...	3,4	...	0,2	...	0,1	0,6	0,2	2,2	137,9	
Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (10)	Obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,1	0,1	0,9	...	0,1	5,0	...	0,9	7,1
	Réserves de sécurité sociale	17,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17,2
	Réserves mathématiques	128,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	128,5
	Divers	0,4	...	0,6	...	1,0	...	...	...	...	0,9	...	0,9	3,7
Total ...	146,1	...	0,6	...	1,1	0,1	0,9	...	0,1	5,8	...	1,8	156,5	
Organismes publics de crédit monétaires (11)	Dépôts à vue	1,0	...	...	0,5	...	...	—	...	...	...	...	...	1,5
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,4	...	0,5	0,3	...	...	0,2	1,4
	Dépôts sur livrets	3,8	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3,8
	Dépôts à terme	1,4	0,4	...	2,5	...	...	...	...	...	...	...	...	4,3
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	...	...	—	...	...	...	...	...	0,5	...	0,1	...	0,6
	Obligations accessibles à tout placeur	62,6	0,1	...	0,1	1,0	2,0	6,7	0,5	8,9	14,4	0,3	...	96,7
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,4	0,3	0,5	...	7,6	9,8	...	...	20,7
	Divers	2,5	...	10,3	0,2	...	...	...	...	0,3	...	...	...	16,7
	(Actions et parts)	(0,8)	(...)	(0,7)	(...)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(1,7)
Total ...	71,4	0,5	10,3	3,3	1,5	2,6	7,3	0,9	17,6	24,2	0,5	5,7	145,8	
Secteurs indéterminés et à in- termédiaires (12)		- 4,2	2,4	1,3	- 1,5	- 1,3	4,2	9,9	0,5	1,0	- 0,8	- 3,2	—	8,4
	Total des créances	809,2	17,7	54,4	17,1	14,9	96,5	371,8	14,8	147,8	143,9	149,1	40,0	1.877,2

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1961 ¹

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE													
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Entreprises et particuliers	Parastatistiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont avoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires			
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
données non disponibles															
... nihil ou inférieur à 50 millions															
— opération non effectuée															
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...			—			...	+ 4,4	—	— 0,5		+ 0,4	+ 1,2	+ 5,4
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...							+ 3,6	—	— 0,1		+ 3,6
		Obligations	+ 0,1	—	...	+ 0,2	+ 0,2
		Autres emprunts à moyen et long terme	—	+ 8,1	+ 3,4	+ 7,3	...	+ 18,7
		Divers	+ 0,3	— 0,1	+ 0,1	— 0,1	— 0,2	—	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,6
	(Actions et parts)	(+ 4,2)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(...)	(+ 1,5)	(+ 0,1)	(—)	(...)	(+ 0,2)	(—)	(...)	(...)	(+ 6,0)
	Total ...	+ 0,4	— 0,1	+ 0,1	— 0,1	— 0,2	...	+ 8,0	—	+ 7,7	+ 3,9	+ 7,7	+ 1,2	+ 28,5	
	Parastatistiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	+ 0,1	—	...	— 0,1
		Acceptations, effets commerciaux et promesses								+ 0,1		+ 0,3	...	+ 0,4
		Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 0,2
Obligations accessibles à tout placeur		— 0,6	...	...	...	...	— 0,7	+ 0,1	— 0,1	...	...	— 0,1	...	— 1,5
Obligations non accessibles à tout placeur		...	...	...	...	...	+ 2,7	+ 0,7	...	— 0,2	+ 0,4	...	— 0,4	+ 3,2
Autres emprunts à moyen et long terme	...	...	...	...	...	— 0,3	...	...	...	...	+ 0,3	...	...
Divers	...	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,8
(Actions et parts)	(...)		(+ 0,5)	(+ 1,0)	(...)	+ 0,6	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 1,5)	
Total ...	— 0,6	+ 0,2	+ 0,2	...	— 0,1	+ 2,2	+ 0,9	— 0,2	— 0,1	+ 0,4	+ 0,6	— 0,5	+ 3,1		
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	— 0,1	...	—	— 0,5	...	...	+ 0,1	...	...	...	...	+ 1,6	+ 1,2
	Certificats à court terme	...	...	—	+ 0,2	...	— 9,9	+ 9,2	— 1,5	+ 2,3	+ 0,3	+ 2,0	— 0,3	+ 2,3
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 4,6	+ 0,1	—	...	— 0,2	+ 0,6	+ 4,0	+ 0,1	+ 1,2	+ 0,9	+ 1,1	+ 0,1	+ 12,4	
	Obligations non accessibles à tout placeur	— 1,3	...	—	...	...	+ 5,1	— 0,8	...	— 0,1	+ 0,1	...	+ 0,3	+ 3,3
	Divers	...	+ 0,2	—	...	— 0,2	...	...	...	...	— 1,2	...	...	— 1,1
Total ...	+ 3,2	+ 0,3	—	— 0,3	— 0,4	— 4,2	+ 12,5	— 1,4	+ 3,5	+ 0,1	+ 3,2	+ 1,6	+ 18,1		
Secteur public non compris ailleurs (dont avoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...													+ 1,3	
	Obligations accessibles à tout placeur	— 0,7	+ 0,1	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 0,1	— 0,2	+ 0,1	...	— 0,5
	Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	— 0,1	+ 0,3	...	...	+ 0,2
	Autres emprunts à moyen et long terme	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 5,0
Divers	...	...	+ 0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 4,8	+ 2,5	
Total ...	— 0,7	+ 0,2	+ 0,4	...	...	...	+ 1,2	+ 0,2	...	+ 0,2	+ 4,9	+ 2,1	+ 8,5	
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	+ 0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,2	
	Divers	— 1,3	...	+ 0,4	...	—	...	...	...	...	...	...	...	— 0,8
Total ...	— 1,1	...	+ 0,4	...	—	...	...	...	...	...	...	...	— 0,7	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	...	—	...	...	—	— 0,1	...	...	...	...	...	— 0,1
	Acceptations et effets commerciaux							+ 0,3	—	+ 0,6		+ 0,8	+ 0,1	+ 1,9	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...							+ 0,9	—	—		...	...	+ 0,9
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)							...	...	...	...	...	...	...
	Obligations	...	...	— 0,1	...	...	...	+ 11,3	—	—	...	...	...	+ 11,3
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	...	—	—	—	+ 3,6	—	—	—	—	— 3,6	...	
	Divers	...	— 0,2	+ 1,7	...	...	...	...	...	...	...	— 0,1	...	+ 1,4
(Actions et parts)	(— 1,7)	(...)	(...)	...	...	(—)	(+ 0,1)	(—)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(— 1,5)	
Total ...	...	— 0,2	+ 1,6	...	...	—	+ 16,0	...	+ 0,6	+ 0,7	+ 0,7	— 3,8	+ 15,6	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers													
		Organismes monétaires (7)													
		Fonds des Rentes (8)													
		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)													
		Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (10)													
		Organismes publics de crédit non monétaires (11)													
Secteurs		Induits et ajustements (12)													
(18) = (1) à (12)															
	Monnaie	+11,8	+ 0,8	+ 1,0	+ 2,9	...	—	...	...	+ 0,2	...	...	+ 16,7
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	— 0,2	+ 0,2	+ 2,6	— 0,2	...	...	+ 2,4
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+14,4	—	—	—	—	—	+ 14,3		
	Dépôts en devises des résidents	+ 0,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,7		
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,6		
	Dépôts à terme des résidents	+ 8,0	—	—	...	—	—	—	—	—	...	—	+ 8,0		
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	— 0,2	—	—	—	+ 2,5	+ 3,2	—	—	...	+ 5,5		
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,0	...	...	...	...	—	—	—	—	...	...	+ 1,0
	Divers	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,0	+ 1,0
	(Actions et parts)	(+ 0,4)	...	(...)	...	...	...	...	...	...	(...)	...	(+ 0,3)
	Total ...	+22,2	+ 0,8	+ 0,9	+ 2,9	...	+14,2	+ 2,7	+ 5,8	— 0,2	+ 0,2	...	+ 0,9		
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...
	Certificats à court terme	—	—	—	...	...	...	+ 5,2	—	—	—	—	+ 5,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...		
	Opérations à réméré	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...		
	Dotation	—	—	...	—	...	—	—	—	—	—	—	...		
	Divers	—	—	—	—	—	—	...	—	...	...	...	...
	Total ...	—	...	...	...	...	...	+ 5,2	—	...	...	...	+ 5,2
	Dépôts à vue	+ 0,1	...	...	...	+ 0,2	—	—	—	...	+ 0,2	...	— 0,4
	Dépôts sur livrets	+ 9,1	...	—	...	—	...	—	—	...	...	...	+ 9,1
	Dépôts à terme	...	+ 0,1	...	...	— 0,2	...	—	—	...	...	+ 0,1	— 0,1
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,0	...	...	...	—	—	—	—	...	...	...	+ 1,0
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...
	Divers	+ 0,3	...	— 0,2	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 0,4
	(Actions et parts)	(+ 0,1)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(+ 0,1)
	Total ...	+10,5	+ 0,1	— 0,2	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	...	+ 10,9
	Obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	...	— 0,2	+ 0,7	...	+ 1,2
	Réserves de sécurité sociale	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1		
	Réserves mathématiques	+ 8,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 8,7		
	Divers	+ 0,3	...	...	...	+ 0,1	...	...	...	...	+ 0,4	...	+ 0,9
	Total ...	+ 9,0	...	...	...	+ 0,1	...	+ 0,1	...	— 0,2	+ 1,0	...	+ 10,8
	Dépôts à vue	+ 0,1	...	...	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 0,1
	Argent à très court terme	—	...	—	...	— 0,1	+ 0,2	— 0,1	+ 0,5	+ 0,2	...	...	+ 0,6
	Dépôts sur livrets	+ 0,6	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,6
	Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 0,5	+ 0,1	...	+ 0,2	...	...	...	—	...	...	...	+ 0,8
	Dépôts à terme	+ 8,0	+ 0,1	...	— 0,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,4	+ 0,1	— 0,2	+ 1,6	+ 0,1	+ 11,6		
	Obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 0,5	...	— 0,2	+ 1,1	...	+ 1,9
	Obligations non accessibles à tout placeur	— 0,1	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	+ 0,1	...	...	+ 0,6
	Divers	(+ 0,2)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,2)		
	Total ...	+ 9,1	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,8	+ 1,8	+ 0,6	— 0,1	+ 2,8	+ 0,3	+ 16,4		
		...	+ 0,2	+ 0,3	— 0,2	+ 0,2	— 3,6	+ 2,9	+ 0,1	+ 0,5	— 1,5	— 1,3	—		
	Total des créances	+52,0	+ 1,7	+ 3,7	+ 2,4	— 0,3	+ 9,4	+51,4	+ 5,0	+11,8	+ 7,9	+16,1	+ 3,0		

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.
 1 Pour les années 1958 et 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, n° 2, février 1963.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1960

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

----- données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(18) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (18) + (14)
1. Entreprises et particuliers	22,8	1,2	1,5	0,2	7,5	33,2	0,2	51,3	—	73,5	42,3	71,7	238,8	6,6	278,8
2. Paraétatiques d'exploitation	20,3	0,4	4,3	0,4	0,1	25,4	5,6	3,5	0,8	4,6	8,3	3,0	20,2	0,7	51,9
3. Etat (Trésor)	104,8	3,3	—	4,5	1,6	114,2	53,6	136,9	6,3	31,9	39,0	16,5	230,6	7,5	405,8
4. Secteur public non compris ailleurs	17,6	4,9	3,3	0,2	...	26,0	0,5	3,2	1,3	4,3	13,3	40,4	62,1	1,0	89,6
5. Sécurité sociale	12,6	...	1,9	...	—	14,5	...	...	...	...	0,6	...	0,6	1,0	16,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	178,0	9,8	11,0	5,3	9,2	213,3	59,9	194,9	8,0	114,2	103,6	131,6	552,4	16,8	842,3
7. Etranger	9,5	1,3	25,8	...	...	36,6	—	96,6	0,9	0,8	3,3	2,4	104,0	0,5	141,1
8. Organismes monétaires	254,6	1,9	2,7	7,4	0,7	267,3	21,8	9,3	...	2,3	1,2	0,4	13,3	7,5	309,9
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	5,8	—	...	...	...	5,8	0,1	8,7
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	120,0	0,6	0,2	...	3,2	124,0	...	0,2	...	0,2	0,4	0,3	1,0	2,1	127,0
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	135,7	...	0,6	...	1,0	137,2	0,1	0,8	...	0,2	4,8	...	5,9	0,8	144,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	62,3	0,3	10,1	3,1	1,3	77,1	1,8	5,5	0,4	17,7	21,4	0,2	45,1	5,3	129,4
13. Total des intermédiaires financiers	572,6	2,7	16,4	10,6	6,2	608,5	23,8	21,6	0,4	20,4	27,8	0,9	71,1	15,8	719,1
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,2	2,2	1,1	— 1,2	— 0,8	— 2,9	4,2	7,3	0,4	0,5	— 0,2	— 2,0	6,0	—	7,4
15. Total des créances	755,9	16,0	54,3	14,6	14,6	855,4	87,9	320,4	9,7	135,9	134,4	133,0	733,5	33,1	1.709,9
16. Solde des créances et des dettes .	+ 477,1	— 35,9	— 351,5	— 75,0	— 1,6	+ 13,1	— 53,2	+ 10,5	+ 1,0	+ 8,9	— 9,7	+ 3,6	+ 14,4	+ 25,7	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1961

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(18) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	23,2	1,1	1,6	0,2	7,9	33,9	0,2	59,4	—	31,2	46,5	79,4	266,4	7,8	308,3
2. Paraétatiques d'exploitation	19,6	0,5	4,5	0,4	...	25,0	7,8	4,5	0,6	4,6	8,6	3,6	21,9	0,3	55,0
3. Etat (Trésor)	107,3	3,6	—	4,3	1,6	116,8	45,7	149,7	4,9	35,4	39,4	19,7	249,0	8,8	420,4
4. Secteur public non compris ailleurs	16,9	5,1	3,7	0,1	...	25,9	0,5	3,9	1,2	4,3	13,4	45,3	68,2	3,6	98,1
5. Sécurité sociale	12,1	...	2,3	...	—	14,4	...	...	...	...	0,6	...	0,6	1,1	16,1
6. Total des secteurs nationaux non financiers	179,1	10,3	12,0	5,0	9,6	216,0	54,2	217,5	6,7	125,4	108,6	148,0	606,2	21,5	897,9
7. Etranger	9,0	1,1	23,8	...	...	33,9	—	113,1	0,9	1,4	3,9	3,1	122,5	0,3	156,7
8. Organismes monétaires	277,3	2,7	3,6	10,3	0,6	294,5	35,3	12,0	5,8	2,2	1,4	0,4	21,8	8,5	360,2
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	11,0	—	...	...	...	11,0	0,1	13,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	130,5	0,6	...	...	3,4	134,5	...	0,2	...	0,1	0,6	0,2	1,2	2,2	137,9
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	146,1	...	0,6	...	1,1	147,7	0,1	0,9	...	0,1	5,8	...	6,9	1,8	156,5
12. Organismes publics de crédit non monétaires	71,4	0,5	10,3	3,3	1,5	87,1	2,6	7,3	0,9	17,6	24,2	0,5	50,4	5,7	145,8
13. Total des intermédiaires financiers	625,4	3,8	17,3	13,6	6,6	666,7	38,1	31,3	6,7	19,9	32,1	1,1	91,2	18,2	814,2
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,2	2,4	1,3	— 1,5	— 1,3	— 3,2	4,2	9,9	0,5	1,0	— 0,8	— 3,2	7,4	—	8,4
15. Total des créances	809,2	17,7	54,4	17,1	14,9	913,3	96,5	371,8	14,8	147,8	143,9	149,1	827,4	40,0	1.877,2
16. Solde des créances et des dettes .	+ 500,9	— 37,3	— 366,0	— 81,0	— 1,2	+ 15,4	— 60,2	+ 11,6	+ 0,9	+ 9,9	— 12,6	+ 3,3	+ 13,2	+ 31,6	—

XII - 4. — MOUVEMENT DES CREANCES ET DES DETTES EN 1961

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 0,4	- 0,1	+ 0,1	- 0,1	- 0,2	+ 0,1	...	+ 8,0	—	+ 7,7	+ 3,9	+ 7,7	+ 27,3	+ 1,2	+ 28,5
2. Paraétatiques d'exploitation	- 0,6	+ 0,2	+ 0,2	...	- 0,1	- 0,4	+ 2,2	+ 0,9	- 0,2	- 0,1	+ 0,4	+ 0,6	+ 1,7	- 0,5	+ 3,1
3. Etat (Trésor)	+ 3,2	+ 0,3	—	- 0,3	- 0,4	+ 2,8	- 4,2	+ 12,5	- 1,4	+ 3,5	+ 0,1	+ 3,2	+ 17,9	+ 1,6	+ 18,1
4. Secteur public non compris ailleurs	- 0,7	+ 0,2	+ 0,4	...	...	- 0,2	...	+ 1,2	+ 0,2	...	+ 0,2	+ 4,9	+ 6,6	+ 2,1	+ 8,5
5. Sécurité sociale	- 1,1	...	+ 0,4	...	—	- 0,7	.....	...	...	...	...	...	...	...	- 0,7
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 1,1	+ 0,6	+ 1,0	- 0,3	- 0,6	+ 1,7	- 2,0	+ 22,7	- 1,4	+ 11,2	+ 4,5	+ 16,4	+ 53,4	+ 4,4	+ 57,6
7. Etranger .....	...	- 0,2	+ 1,6	...	...	+ 1,4	—	+ 16,0	...	+ 0,6	+ 0,7	+ 0,7	+ 18,0	- 3,8	+ 15,6
8. Organismes monétaires	+ 22,2	+ 0,8	+ 0,9	+ 2,9	...	+ 26,7	+ 14,2	+ 2,7	+ 5,8	- 0,2	+ 0,2	...	+ 8,4	+ 0,9	+ 50,3
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	...	+ 5,2	—	...	...	...	+ 5,2	...	+ 5,2
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 10,5	+ 0,1	- 0,2	...	...	+ 10,3	.....	...	...	...	+ 0,3	...	+ 0,2	+ 0,4	+ 10,9
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	+ 9,0	...	...	...	+ 0,1	+ 9,1	...	+ 0,1	...	- 0,2	+ 1,0	...	+ 1,0	+ 0,8	+ 10,8
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 9,1	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,2	+ 9,9	+ 0,8	+ 1,8	+ 0,6	- 0,1	+ 2,8	+ 0,3	+ 5,3	+ 0,3	+ 16,4
13. Total des intermédiaires financiers	+ 50,9	+ 1,1	+ 0,9	+ 3,0	+ 0,2	+ 56,1	+ 15,0	+ 9,8	+ 6,4	- 0,5	+ 4,2	+ 0,2	+ 20,1	+ 2,4	+ 93,6
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	...	+ 0,2	+ 0,3	- 0,2	+ 0,2	+ 0,4	- 3,6	+ 2,9	+ 0,1	+ 0,5	- 1,5	- 1,3	+ 0,8	—	- 2,4
15. Total des créances	+ 52,0	+ 1,7	+ 3,7	+ 2,4	- 0,3	+ 59,6	+ 9,4	+ 51,4	+ 5,0	+ 11,8	+ 7,9	+ 16,1	+ 92,3	+ 3,0	+ 164,3
16. Solde des créances et des dettes .	+ 23,5	- 1,4	- 14,4	- 6,1	+ 0,4	+ 2,0	- 6,2	+ 1,1	- 0,2	+ 0,9	- 2,9	- 0,3	- 1,3	+ 5,4	—

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tation aux entreprises et particuliers		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts	Créances et engage- ments sur et envers des inter- médiaires financiers non monétaires	Divers ³
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics ²	Total	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires			
		Dépôts en francs belges ¹	Dépôts en devises													(5) = (1) à (4)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	
1959 Mars	209,7	30,1	3,3	0,7	243,8	70,3	129,5	3,9	2,9	136,3	45,2	55,9	- 6,8	4,4	- 5,6
Juin	214,0	29,2	3,1	0,7	247,0	69,7	129,6	5,0	3,9	138,5	44,8	55,8	- 6,9	4,7	- 3,8
Septembre	209,6	30,9	3,1	0,6	244,2	71,2	128,0	2,0	4,0	134,0	45,1	55,9	- 6,9	5,3	- 4,5
Décembre	216,3	31,5	4,3	0,5	252,6	70,7	132,4	4,6	4,0	141,0	48,1	59,3	- 6,9	5,1	- 5,4
1960 Mars	212,5	36,1	4,8	0,5	253,9	72,8	133,6	2,0	4,3	139,9	48,5	60,1	- 6,9	5,6	- 6,0
Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5	136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,0	- 7,0	5,6	- 5,6
Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2 ⁴	67,2	142,7	3,9	3,7	150,3	48,8	60,0	- 7,2	5,3	- 8,2
Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5 ⁴	74,8	135,9	5,8	4,7	146,4	53,0	65,4	- 7,6	4,9	- 9,0
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1 ⁴	73,3	143,6	4,0	4,2	151,8	51,4	64,5	- 7,9	5,4	- 5,9
Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8 ⁴	68,2	149,3	4,1	4,7	158,1	54,1	67,3	- 8,2	6,1	- 5,5
Septembre	228,6	41,1	8,4	...	278,1 ⁴	70,9	154,3	3,4	4,2	161,9	54,6	69,7	- 8,4	6,3	- 7,2
Décembre	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	5,2	6,1	158,7	61,2	75,2	- 8,6	6,8	- 6,9
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	3,2	5,6	156,1	61,7	73,9	- 9,1	7,0	- 8,2
Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	4,4	5,5	161,8	63,5	77,8	- 9,8	8,9	- 6,0
Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	5,8	6,6	167,2	66,8	78,6	-10,4	9,0	- 8,4
Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,0	7,7	163,7	72,9	86,7	-11,1	10,1	- 5,7
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	7,2	6,0	173,0	74,5	88,6	-11,1	10,3	- 9,7
Juin	273,2	51,3	8,3	...	332,8	84,4	164,5	7,5	6,4	178,4	78,7	92,5	-11,2	10,2	- 7,7
<i>Nouvelle série 5</i>															
Juin	272,3	51,3	8,2	...	331,8	83,3	167,6	7,5	5,0	180,1	77,3	89,2	-11,2	10,2	- 7,9
Septembre	267,8	53,1	8,4	...	329,3	80,6	166,6	6,9	5,1	178,6	80,6	92,6	-11,3	10,1	- 9,3
Décembre	279,0	55,0	9,1	...	343,1	78,9	171,7	7,4	5,8	184,9	89,8	100,8	-11,4	11,0	-10,1
1964 Mars	274,3	58,3	10,1	...	342,7	78,2	174,6	7,0	4,8	186,4	89,2	104,9	-11,2	10,5	-10,4
Juin	287,1	58,3	8,1	...	353,5	78,8	177,6	8,8	5,9	192,3	93,6	108,3	-11,2	10,5	-10,5
Septembre	285,1	64,1	5,0	...	354,2	80,9	175,6	7,8	5,8	189,2	95,6	109,6	-11,3	11,4	-11,6
Décembre	298,7	65,1	5,1	...	368,9	88,0	180,3	7,8	6,6	194,7	99,2	112,4	-11,4	10,8	-12,4
1965 Mars	p 294,1	70,5	4,5	...	p 369,1	p 87,6	p 181,0	6,8	p 6,4	p 194,2	98,9	112,8	-11,4	p 11,9	p-12,1

¹ Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

² Y compris les créances sur les fonds de pension.

³ Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balances, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

⁴ En principe les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires ; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont été ensuite partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,3 milliard en novembre et décembre 1960, et de montants supplémentaires de 0,2 milliard en janvier et février 1961, 0,1 milliard en septembre 1961 et 0,2 milliard en octobre 1961.

⁵ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne séries, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958 — XXXVIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1963

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65
<i>A. Créances sur l'étranger :</i>																				
1. Or	59,5	54,7	58,5	56,6	53,7	58,3	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2
2. F.M.I. — Participation	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	7,4	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
4. Accept. en francs belges représ. d'export. ....	...	0,6	2,4	0,9	2,7	1,2	2,4	0,3	2,3	0,8	3,8	3,0	3,1	3,8	4,1	3,0	4,7	4,4	4,3	1,7
5. Créances sur l'U.E.P. ²	5,5	4,1	3,5	3,1	2,4	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ³	7,8	6,2	12,6	15,5	19,9	19,3	20,4	18,2	13,4	14,3	12,8	17,8	19,5	19,6	21,5	20,9	19,8	22,0	27,0	25,9
b) en francs belges ³ .....	...	0,4	...	...	0,2	...	0,1	...	...	0,1	...	...	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	77,3	70,5	81,5	80,6	83,4	87,0	93,8	91,1	90,4	89,4	92,0	96,4	99,5	100,5	103,0	102,6	104,0	106,0	115,7	114,0
<i>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</i>																				
1. Pièces et billets	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,2	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	1,7	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	1,5	0,3	...	0,1	...	0,2	...
<i>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</i>																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	8,4	9,4	6,0	8,4	7,2	9,7	6,5	6,4	8,1	9,9	5,2	8,8	9,9	8,2	9,3	9,6	9,8	10,0	9,8	9,9
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,2	2,3	2,2	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	2,5
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations .....	...	1,2	1,0	...	...	...	0,2	...	...	...	2,7	0,1	...	0,5	1,7	...	0,9	0,6	0,1	...
b) effets commerciaux	2,4	3,5	3,4	2,8	2,1	1,7	2,5	2,0	1,7	1,7	3,6	2,4	2,5	1,5	3,5	3,0	3,2	2,8	2,6	2,4
c) avances	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	1,0	...	0,6	0,6	1,1	2,5	1,5	0,4	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	0,3	...	...	0,8	...	...	1,8	...	2,0
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	8,4	12,5	22,0	25,6	26,6	28,6	28,6	27,0	23,6	22,6	19,9	28,2	33,4	34,4	36,4	35,4	36,6	38,7	40,2	38,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	134,0	136,2	150,9	154,4	156,4	164,0	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1

¹ Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,7	0,6	0,8	0,6	0,5	0,8	0,9	0,4	0,6	0,5	0,8	0,8	0,6	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	1,0	0,8	1,0	0,8	0,7	1,0	1,1	0,6	0,8	0,7	1,0	1,0	0,8	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	2,2	2,0	2,4	2,2	2,1	2,1	2,4	2,3	2,4	2,3	2,6	2,5	2,5	2,6	2,8	3,2	3,0	2,9	3,0	3,1
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2
— autres	0,4	0,3	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	117,1	118,5	121,7	120,4	122,6	123,8	126,7	125,5	129,7	131,0	135,9	138,0	143,8	144,1	147,7	145,4	150,9	152,1	157,3	155,1
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,4	0,5	0,7	0,5	0,4	0,4	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes	2,9	...	...	1,6	1,9	6,4	3,2	3,2	2,1	1,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	9,7	13,8	23,9	26,9	28,3	29,8	30,6	29,0	25,3	24,3	21,1	30,5	34,9	36,1	38,2	37,3	38,9	40,9	42,4	41,3
TOTAL DU PASSIF ...	134,0	136,2	150,9	154,4	156,4	164,0	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(Milliards de francs)

	31-10-63	30-11-63	31-12-63	31-1-64	29-2-64	31-3-64	30-4-64	31-5-64	30-6-64	31-7-64	31-8-64	30-9-64	31-10-64	30-11-64	31-12-64	31-1-65	28-2-65	31-3-65	30-4-65	31-5-65
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	68,3	68,3	68,6	68,6	68,7	68,8	69,4	69,6	69,6	69,7	69,7	69,7	70,2	71,7	72,5	73,1	73,6	74,2	74,5	76,6
2. F.M.I. — Participation	7,1	7,1	7,1	7,1	7,1	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	9,0	9,0	9,1	10,0
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	3,4
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	4,0	3,0	4,1	3,1	1,5	3,0	3,1	2,2	4,7	4,8	2,5	4,4	4,3	1,4	4,3	1,4	...	1,7	1,5	3,4
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ³	20,9	21,5	21,5	21,2	21,0	20,9	20,0	20,9	19,8	20,1	21,1	22,0	23,3	25,9	27,0	26,9	26,7	25,9	26,8	23,9
b) en francs belges ³	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,6
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ..	102,0	101,6	103,0	101,7	100,0	102,6	102,4	102,6	104,0	104,5	103,2	106,0	107,7	108,9	115,7	113,6	112,5	114,0	115,0	119,0
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	0,2	...	...	0,7	0,2	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts	0,8	0,3	0,3	1,0	0,9	...	1,2	...	0,1	...	0,4	...	...	...	0,2	0,4	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	8,0	9,2	9,3	6,4	7,8	9,6	9,0	9,9	9,8	8,9	10,0	10,0	9,7	9,9	9,8	7,2	9,7	9,9	9,9	9,9
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,3	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations	0,3	...	1,7	...	...	...	...	...	0,9	0,8	0,7	0,6	0,3	0,1	0,1	...	...	...	...	...
b) effets commerciaux	1,9	1,7	3,5	3,1	3,2	3,0	2,7	2,8	3,2	6,3	4,6	2,8	2,3	2,1	2,6	2,9	2,8	2,4	2,3	}2,2
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	0,6	0,2	2,0	1,1	0,8	2,4	2,5	1,9	3,4	1,5	1,3	0,4	0,4	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	0,5	0,8	0,7	0,2	...	...	...	...	...	0,5	1,8	2,5	2,5	...	0,8	1,7	2,0	2,5	0,5
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	35,2	36,4	36,4	36,0	35,2	35,4	35,7	37,0	36,6	35,5	38,3	38,7	38,0	38,8	40,2	38,8	39,2	38,3	39,1	37,5
TOTAL DE L'ACTIF ...	185,2	186,5	192,3	186,7	186,4	188,6	188,9	191,6	194,1	194,9	198,1	198,4	198,8	199,7	206,1	201,1	203,3	204,1	206,2	206,5

¹ Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.³ Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(Milliards de francs)

	31-10-63	30-11-63	31-12-63	31-1-64	29-2-64	31-3-64	30-4-64	31-5-64	30-6-64	31-7-64	31-8-64	30-9-64	31-10-64	30-11-64	31-12-64	31-1-65	28-2-65	31-3-65	30-4-65	31-5-65
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,6	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,5
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,8	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,7	0,7	0,7
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	2,5	2,4	2,8	2,4	2,5	3,2	2,6	2,7	3,0	2,8	2,8	2,9	2,7	3,0	3,0	2,9	2,8	3,1	2,8	2,8
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1	1,2	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4
— autres	0,1	0,1	2,3	0,1	0,1	1,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,7	0,1	0,1	2,1	0,1	0,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	144,5	144,7	147,7	145,3	145,6	145,4	147,5	148,7	150,9	153,0	152,3	152,1	153,1	152,8	157,3	153,9	154,9	155,1	158,5	160,7
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,2	0,3	0,5	0,3	0,4	0,5	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,6	0,5	0,4	0,5	0,3	0,3
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	37,1	38,2	38,2	37,8	36,9	37,3	37,7	39,1	38,9	37,8	40,7	40,9	40,6	41,5	42,4	41,5	42,9	41,3	42,4	40,5
TOTAL DU PASSIF ...	185,2	186,5	192,3	186,7	186,4	188,6	188,9	191,6	194,1	194,9	198,1	198,4	198,8	199,7	206,1	201,1	203,3	204,1	206,2	206,5

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 2	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	1,4	0,9	0,4	1,7	1,2	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger .	1,4	0,9	0,4	1,7	1,2	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics .....	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,2
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,4	0,4	...	...	0,2	0,1	...	0,4	0,4
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	30,9	32,0	34,4	33,2	33,4	34,2	34,0	34,9	36,6	36,8	37,5	40,0	41,2	41,2	40,2	44,3	42,9	44,3	42,9	48,9	43,2
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	4,9	4,9	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1	5,2	5,2	5,1	5,3	5,5	5,5	5,6	5,7	5,7	5,7	5,8	5,7	5,7	5,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	1,9	0,9	2,1	1,5	2,1	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	4,4	4,3	5,1	4,8
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	2,1	0,4	0,4	0,8	1,2	0,8	1,8	0,1	0,5	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,5	0,1	...	0,3	0,4	0,3
b) effets commerciaux	0,4	0,4	0,3	0,6	0,6	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,9	0,8	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,1
c) avances .....	...	0,1	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	p 0,9
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	0,1	0,2	0,1
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	3,9	3,5	2,8	3,7	3,6	4,4	5,0	4,8	4,6	4,7	4,7	5,0	5,2	4,5	3,1	3,1	3,6	4,2	3,4	2,4	p 3,0
TOTAL DE L'ACTIF ...	45,8	43,5	46,2	47,0	47,6	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,4	56,9	60,4	58,1	64,6	p58,9

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Résecompte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique « D. Autres ». En ce qui concerne la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés a été reprise, jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, sous la rubrique « D. Autres »; à partir du 30 juin 1963, nouvelle série, cette contrepartie est rangée sous la rubrique « C5a — Créances sur les paraétatiques de crédit à un an au plus ».

² Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 5	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,9	0,7	1,5	1,3	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,9	0,7	1,5	1,3	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,2
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,5	2,2	2,8	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,7	0,6	0,6	0,5	3,3	2,3	1,0	1,1	6,4	2,3
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	5,0	5,1	5,2	5,1	5,3	5,3	5,5	5,5	5,6	5,7	5,8	5,8	5,9	5,9	6,0	6,0	6,0	6,2	6,3	6,4	6,3
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	26,8	25,6	28,2	27,2	28,6	28,5	29,5	29,3	30,6	31,1	32,4	33,2	34,5	33,8	32,6	34,2	33,8	37,4	35,7	37,2	36,6
b) détenue par les pouvoirs publics	8,2	8,6	7,3	8,7	8,4	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	2,5	...	...	1,9	1,9	1,1	1,8	1,1	0,7	0,3	0,1	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	...	...	...	0,1	...	0,3	...	...	0,1	...	0,1	0,1	0,3	0,3	...	...	...	...	1,0
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	0,2	0,2	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	45,8	43,5	46,2	47,0	47,6	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,4	56,9	60,4	58,1	64,6	58,9

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passifs à vue et à un mois au plus), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescampte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1968, pp. 174 à 176.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	1,0	0,9	0,9	1,2	1,3	1,3	1,5	1,3	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,9	p 1,0
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,8	0,5	0,5	0,6	0,5	0,7	0,6	2,2	2,2	2,1	0,8	1,1	2,1	3,8	3,2	2,6	2,6	2,8	3,8	5,0	6,5
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	10,4	12,4	11,8	12,2	14,0	14,2	15,2	16,0	15,7	16,3	19,5	19,3	23,9	24,0	25,4	23,4	28,5	29,3	28,3	29,0	39,6
b) en francs belges ²	2,3	2,8	2,4	2,2	2,4	2,3	1,9	2,2	2,5	2,2	2,2	3,3	3,4	3,8	4,1	4,0	4,5	4,8	4,7	5,0	5,7
7. Ajustement statistique	-0,3	-0,3	-0,9	-0,5	-0,2	-0,3	-0,4	+0,3	-0,4	+0,6	+0,1	+0,7	-0,1	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger .	14,2	16,3	14,7	15,7	18,0	18,2	18,8	22,0	21,2	22,3	23,7	25,5	30,4	32,3	33,5	30,9	36,5	37,8	37,6	39,9	52,8
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	2,2	2,0	2,4	2,2	2,1	2,1	2,3	2,2	2,3	2,2	2,6	2,5	2,5	2,5	2,6	2,8	3,1	2,9	2,8	2,9	3,0
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique .																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2
— autres	0,4	0,3	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1
b) sur les organismes publics	1,5	2,2	2,8	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,8	0,5	0,5	0,4	3,3	2,3	1,0	1,1	6,4	2,3
c) sur les banques de dépôts	2,1	1,7	2,1	2,3	2,7	3,7	3,0	3,4	3,2	3,4	3,3	4,2	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	35,0	39,4	32,9	39,0	45,6	46,8	42,1	39,0	39,4	39,0	14,4	19,1	22,1	22,1	24,0	22,4	25,7	26,0	26,2	24,3	p28,7
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	17,6	17,7	18,0	18,3	19,3	19,7	20,7	22,6	22,5	23,9	25,9	27,3	26,7	29,6	29,5	29,7	30,0	31,0	30,1	30,6	p32,9
— autres	3,1	3,1	3,2	3,2	2,4	2,4	2,8	2,9	3,7	3,8	24,5	22,8	22,8	22,9	22,8	23,9	24,4	24,3	24,3	24,6	p24,3
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	1,6	1,7	1,5	1,6	1,5	1,4	1,4	1,6	1,6	1,9	1,8	1,2	1,6	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	p 0,4
— autres	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	p 0,9
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	0,8	0,6	1,4	1,2	1,1	1,5	2,1	3,8	4,1	5,1	3,0	3,5	4,9	3,2	2,8	2,6	2,8	2,9	3,8	5,3	6,0
b) effets commerciaux	17,2	17,0	20,3	19,6	21,0	22,0	24,1	25,1	25,4	27,2	26,9	32,2	32,9	33,4	35,1	38,1	38,8	40,8	40,3	42,0	40,9
c) avances	25,9	25,6	26,2	26,4	28,1	28,1	30,0	30,0	31,1	31,8	35,6	35,1	37,5	37,3	39,7	42,4	43,5	44,8	46,8	47,8	48,3
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	1,9	1,6	1,6	1,9	2,0	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	p 1,9
— autres	0,3	0,3	0,3	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,7	2,1	2,1	p 2,6
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	7,5	3,9	5,8	8,4	10,0	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	6,4	6,5	7,9	7,9	6,3	6,8	5,9	6,3	6,3	7,4	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	5,3	5,3	5,4	5,6	5,9	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	p10,5
— autres .....	...	...	...	...	0,3	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	p 0,7
D. Autres	22,0	20,5	21,9	22,0	23,6	23,7	24,4	25,4	29,6	28,1	31,1	29,7	32,5	31,4	31,5	31,7	31,1	34,4	32,1	36,2	p42,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	159,5	160,0	162,4	172,9	187,2	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3

1 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs,

	80-6-60	80-9-60	81-12-60	81-3-61	80-6-61	80-9-61	81-12-61	81-3-62	80-6-62	80-9-62	81-12-62	81-3-63	80-6-63 est	80-6-63 1	80-9-63	81-12-63	81-3-64	80-6-64	80-9-64	81-12-64	81-3-65
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	6,9	9,1	9,2	12,4	22,4	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9
b) en francs belges ^{2 3}	10,0	10,7	11,2	10,8	10,5	10,9	11,5	10,9	11,1	11,2	12,4	12,3	13,5	16,1	17,6	16,9	16,7	17,5	15,9	18,1	21,1
4. Ajustement statistique	-0,4	-0,8	-1,1	-0,7	-0,5	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	16,5	19,0	19,3	22,5	32,4	33,5	32,2	26,3	26,6	28,3	32,5	34,6	42,2	45,2	50,0	51,3	57,2	59,2	59,0	64,0	76,0
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	1,7	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	0,2	1,5	0,3	...	0,1	...	0,2	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	...	...	...	...	0,2	0,1	...	0,4
c) envers les banques de dépôts	2,1	1,7	2,1	2,3	2,7	3,7	3,0	3,4	3,1	3,4	3,3	4,3	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers	62,4	55,8	57,4	60,7	61,4	60,9	65,1	66,1	68,3	67,5	69,3	72,9	76,0	75,8	73,6	78,5	77,3	79,8	79,0	86,3	86,4
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	17,7	18,1	19,1	21,7	22,3	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	15,7	15,6	15,7	15,8	15,7	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8
— dépôts en devises	5,8	8,0	7,2	7,9	7,9	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	7,1	7,3	7,6	7,9	8,2	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	0,9	2,2	0,7	0,8	0,5	1,3	0,7	...	0,2	0,2	0,2	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les parastatiques de crédit .....	...	0,1	0,7	0,4	0,2	0,4	0,6	1,1	0,2	0,3	0,2	0,1	0,3	0,3	0,3	0,2	0,4	0,3	1,0	...	0,4
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	32,2	32,7	33,3	32,8	34,1	37,2	37,7	39,6	42,5	43,5	44,2	46,0	48,0	45,6	45,5	46,3	46,2	50,5	48,9	53,0	52,9
TOTAL DU PASSIF ...	159,5	160,0	162,4	172,9	187,2	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3

1 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3 b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 5	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	59,5	54,7	58,5	56,6	53,7	58,3	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	
2. F.M.I. — Participation	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	7,4	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	
3. Obligations	1,1	1,0	1,0	1,3	1,4	1,4	1,6	1,4	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	0,8	0,9	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0	1,1	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,2	2,0	3,3	3,2	4,4	3,5	3,5	2,9	4,7	3,1	4,8	4,2	5,3	7,0	7,0	6,9	5,8	7,5	8,2	9,4	8,4	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	5,5	4,1	3,5	3,1	2,4	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
6. Autres	18,2	18,6	24,4	27,7	33,9	33,5	35,6	34,2	29,1	30,6	32,3	37,1	43,4	43,5	45,0	44,9	49,4	49,1	50,3	56,0	65,2	
a) en monnaies étrangères ³	2,3	3,2	2,4	2,2	2,6	2,3	2,0	2,2	2,5	2,3	2,2	3,3	4,9	5,3	5,6	5,5	6,0	6,3	6,2	6,5	7,2	
b) en francs belges ³	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
7. Ajustement statistique	- 0,3	- 0,3	- 0,9	- 0,5	- 0,2	- 0,3	- 0,4	+ 0,3	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,7	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ..	92,9	87,7	96,6	98,0	102,6	106,8	113,1	113,5	111,8	111,9	115,9	122,0	130,0	131,9	134,0	134,1	139,3	141,8	143,6	155,7	167,0	(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	2,9	2,7	3,0	2,9	2,7	2,7	2,8	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,3	3,2	3,4	3,7	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique .																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3
— autres	0,4	0,3	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	
b) sur les organismes publics	1,5	2,6	3,1	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,9	0,6	0,6	0,6	3,4	2,4	1,1	1,2	7,0	2,5	
c) sur les banques de dépôts	2,1	3,4	2,1	2,3	2,8	3,7	3,3	3,4	3,2	3,4	4,9	4,5	4,7	4,3	7,4	5,0	5,3	4,8	5,2	5,2	7,2	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat :																						
a) à un an au plus	74,3	80,8	73,3	80,6	86,2	90,7	82,6	80,3	84,1	85,7	57,1	67,9	73,2	73,2	72,4	76,0	78,2	80,1	79,1	83,0	p 81,8	(7)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	24,8	24,8	25,4	25,6	26,7	27,1	28,1	30,1	30,0	31,3	33,5	35,1	34,5	37,5	37,5	37,7	38,0	39,2	38,2	38,7	p 40,9	(7)
— autres	37,1	37,1	37,2	37,2	36,4	36,4	36,8	36,9	37,7	37,8	58,5	56,8	56,8	56,9	56,8	57,9	58,4	58,3	58,3	58,6	p 58,3	(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	1,8	0,9	2,1	1,5	2,1	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	4,4	4,3	5,1	4,8	(9)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	1,9	2,0	1,8	1,9	1,8	1,7	1,8	2,0	2,0	2,3	2,1	1,6	1,9	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	p 0,8	(9)
— autres	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	p 0,9	(9)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations	2,9	2,2	2,8	2,0	2,3	2,3	4,1	3,9	4,6	5,3	5,8	3,8	5,0	3,3	3,4	4,8	2,9	3,8	4,7	5,8	6,3	(11)
b) effets commerciaux	20,0	20,9	24,0	23,0	23,7	24,2	27,1	27,7	27,8	29,6	31,4	35,4	36,1	36,6	37,4	42,5	42,7	44,9	44,0	45,5	43,4	(11)
c) avances	26,3	25,7	26,2	26,4	28,1	28,1	30,1	30,1	31,2	31,9	35,7	35,2	37,6	37,4	39,8	42,5	43,6	44,9	46,9	47,9	49,2	(11)
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	1,9	1,6	1,6	1,9	2,0	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	p 2,0	(15)
— autres	0,3	0,3	0,3	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,7	2,1	2,1	p 2,6	(15)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁴	7,5	3,9	5,8	8,4	10,0	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	7,0	7,5	7,9	7,9	6,9	7,4	7,0	8,8	7,8	7,8	—	(8)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,7	0,3	...	...	...	0,8	0,1	0,2	2,0	0,2	2,0	(14)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	5,3	5,3	5,4	5,6	5,9	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	p 10,5	(14)
— autres	0,2	0,2	0,2	0,2	0,5	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	p 0,8	(14)
D. Autres	34,3	36,5	46,7	51,3	53,8	56,7	58,0	57,2	57,8	55,4	55,7	62,9	71,1	69,3	69,0	71,2	70,1	75,2	74,2	78,8	p 84,2	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	339,3	339,7	359,5	374,3	391,2	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	508,5	511,5	526,7	530,0	560,8	p 572,3	

(Colonne du tableau XIII. « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle le la rubrique est comprise)

¹ Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

⁴ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D « Autres ».

⁵ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	80-6-60	80-9-60	81-12-60	81-3-61	80-6-61	80-9-61	81-12-61	81-3-62	80-6-62	80-9-62	81-12-62	81-3-63	30-6-63 est	30-6-63 7	80-9-63	81-12-63	81-3-64	80-6-64	80-9-64	81-12-64	81-3-65	
A. Engagements envers l'étranger :																						
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères ²	6,9	9,1	9,2	12,4	22,4	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	
b) en francs belges ^{1 2}	11,6	12,0	13,5	12,7	12,3	13,0	14,4	13,3	13,7	13,7	15,1	15,7	16,7	19,3	20,9	20,6	20,4	21,1	19,4	21,6	24,3	
4. Ajustement statistique	-0,4	-0,8	-1,1	-0,7	-0,5	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	18,4	20,5	21,8	24,6	34,4	35,8	35,3	28,9	29,4	31,0	35,4	38,2	45,6	48,6	53,5	55,2	61,1	63,0	62,7	67,7	79,4	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets ³	2,9	2,7	3,0	2,9	2,7	2,7	2,9	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,3	3,2	3,4	3,7	
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	2,1	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,4	0,3	0,3	1,6	0,3	...	0,1	...	0,2	...	
b) envers les organismes publics .....	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	0,3	...	0,1	0,1	0,3	0,2	0,6	0,6	
c) envers les banques de dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	4,0	4,2	5,9	6,2	4,4	6,2	8,8	6,7	4,2	4,4	7,5	7,2	4,8	4,4	6,5	10,3	9,0	5,6	6,3	12,1	11,2	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Monnaie fiduciaire ⁴	122,1	123,6	126,9	125,5	127,9	129,1	132,2	131,0	135,3	136,7	141,7	143,8	149,7	149,7	150,1	153,7	151,4	157,1	158,4	163,7	161,4	(1)
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁵	89,6	81,9	86,4	88,4	90,4	89,8	95,2	95,8	99,3	99,0	102,2	106,4	110,8	109,9	106,5	113,2	111,6	117,6	115,1	124,1	123,5	(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	8,2	8,6	7,3	8,7	8,4	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	(1)
3. Liquidités quasi monétaires :																						
a) détenues par les entreprises et particuliers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	17,7	18,1	19,1	21,7	22,3	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	(2)
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	15,7	15,6	15,6	15,8	15,7	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	(2)
— dépôts en devises	5,8	8,0	7,2	7,9	7,9	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	(3)
b) détenues par le Trésor	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(4)
4. Emprunts obligataires	7,1	7,3	7,6	7,9	8,2	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	(13)
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes ⁶	5,4	...	...	4,4	6,0	8,2	5,8	4,8	4,1	2,7	0,1	0,2	0,3	0,3	...	...	...	...	...	...	—	(8)
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	0,1	0,7	0,4	0,2	0,5	0,6	1,4	0,2	0,3	0,3	0,1	0,4	0,4	0,6	0,5	0,4	0,3	1,0	...	1,4	(14)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)
D. Autres	42,1	46,7	57,5	59,7	62,4	67,0	68,3	68,6	67,8	67,8	65,3	76,5	82,9	80,5	81,6	84,5	83,5	89,4	89,8	95,4	94,2	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	339,3	339,7	359,5	374,3	391,2	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	508,5	511,5	526,7	530,0	560,8	572,3	

Colonne du tableau XIII
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise

1 Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 8a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 8b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

4 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

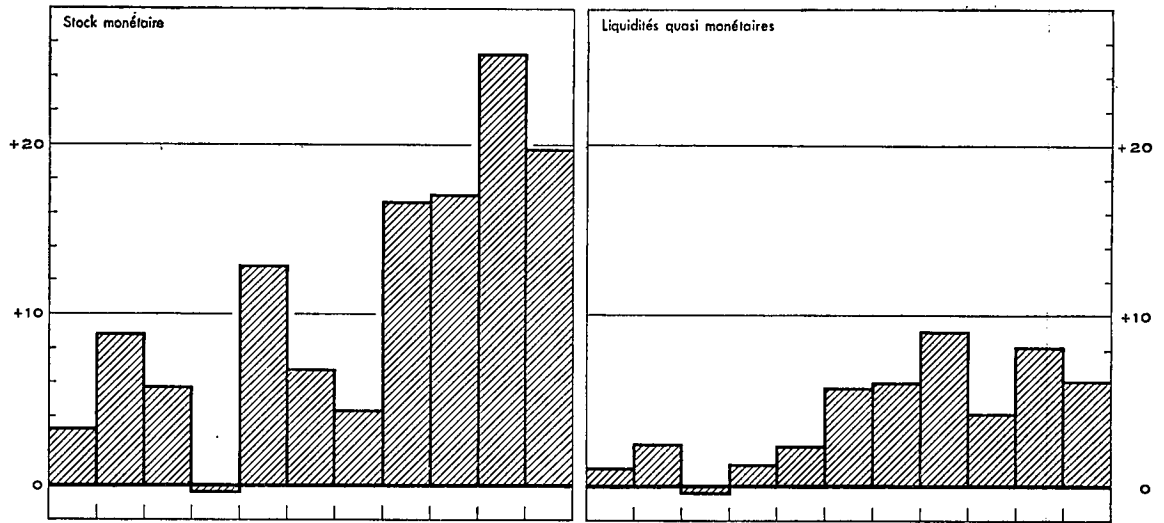
5 B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D « Autres ».

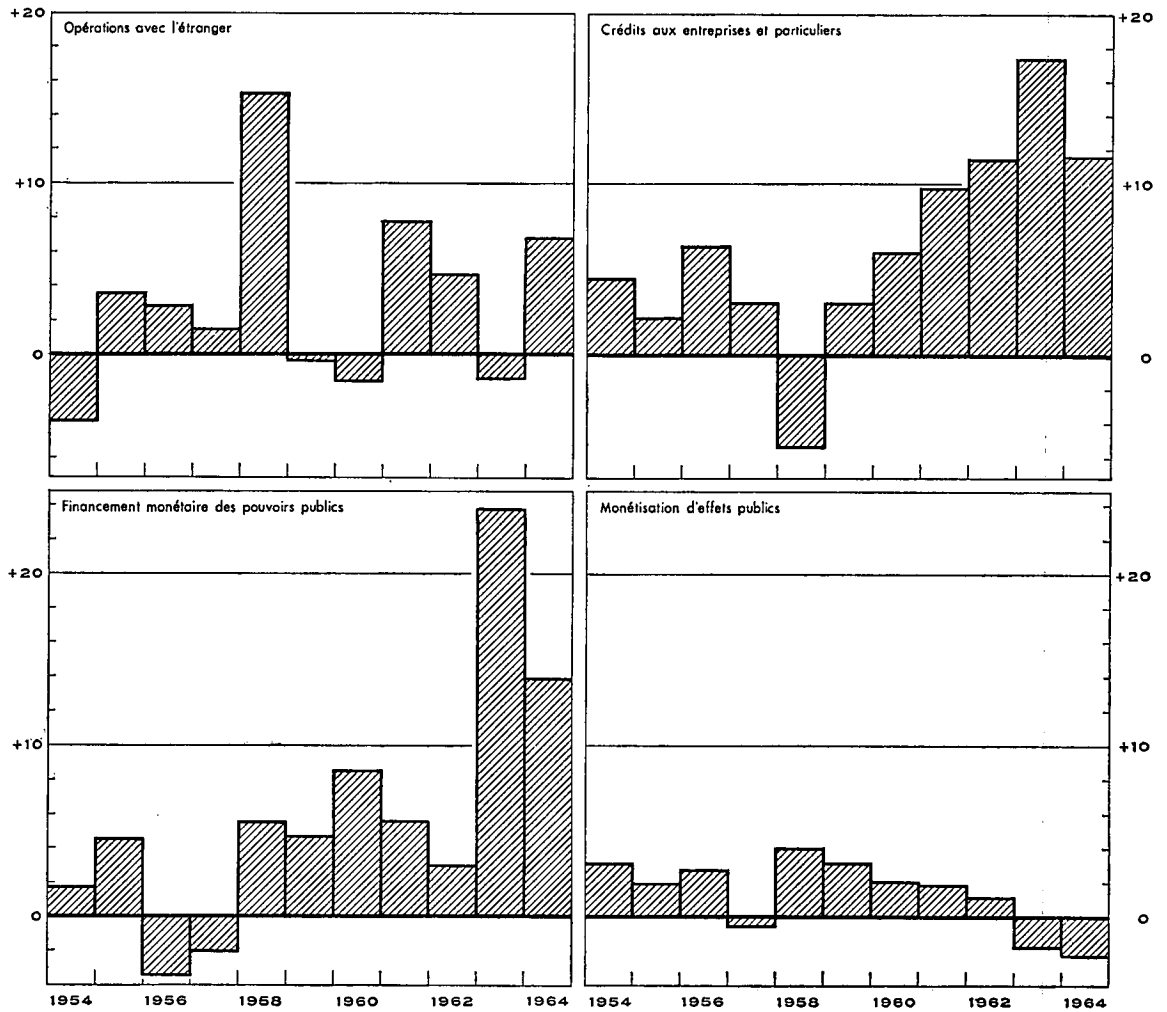
7 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES
(variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -)		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat	Autres pouvoirs publics 2	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1960 1 ^{er} trimestre	- 3,9	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,4	+ 0,7	- 0,9	- 0,3	- 5,4	+ 1,6	+ 1,0	+ 0,2	...	+ 0,6	- 0,7
2 ^e trimestre	+ 7,4	- 1,8	+ 5,6	- 0,7	+ 1,0	+ 0,1	- 0,3	+ 5,5	...	- 0,5	+ 0,2	- 0,2	+ 0,1	+ 0,4
3 ^e trimestre	- 5,2 ³	+ 2,8 ³	- 2,4 ³	- 4,6	- 1,0	- 0,2	+ 0,6	+ 5,7	- 0,7	...	+ 1,0	- 0,2	- 0,4	- 2,6
4 ^e trimestre	+ 6,1 ³	...	+ 6,1 ³	- 0,7	+ 5,3	+ 1,5	- 1,0	+ 0,7	+ 1,3	- 0,4	+ 0,5	- 0,3	- 0,4	- 0,4
Total ...	+ 4,4 ³	+ 6,1 ³	+ 10,5 ³	- 1,6	+ 6,0	+ 0,5	- 1,0	+ 6,5	+ 2,2	+ 0,1	+ 1,9	- 0,7	- 0,1	- 3,3
1961 1 ^{er} trimestre	+ 2,1 ³	+ 3,3 ³	+ 5,4 ³	- 1,4	- 0,8	- 0,5	- 0,8	+ 5,7	- 0,6	+ 1,1	- 0,6	- 0,3	+ 0,8	+ 2,8
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	- 0,6	+ 2,8	+ 0,5	- 0,1	- 0,1	+ 0,6	- 0,1	+ 0,3	- 0,3	+ 0,7	+ 0,8
3 ^e trimestre	+ 1,7 ³	+ 3,6 ³	+ 5,3 ³	+ 5,3	+ 2,4	- 1,0	- 1,9	+ 2,4	- 0,5	+ 0,4	+ 0,1	- 0,3	+ 0,4	- 2,0
4 ^e trimestre	+ 8,8 ³	+ 1,8 ³	+ 10,6 ³	+ 4,5	+ 5,5	- 0,1	+ 1,1	- 4,4	+ 2,5	+ 0,1	+ 0,6	- 0,2	+ 0,6	+ 0,4
Total ...	+ 16,7 ³	+ 9,1 ³	+ 25,8 ³	+ 7,8	+ 9,9	- 1,1	- 1,7	+ 3,6	+ 2,0	+ 1,5	+ 0,4	- 1,1	+ 2,5	+ 2,0
1962 1 ^{er} trimestre	- 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 5,0	- 1,3	- 1,4	+ 1,8	+ 1,6	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	- 0,5	- 0,3	- 1,2
2 ^e trimestre	+ 8,7	...	+ 8,7	+ 0,3	+ 3,9	+ 1,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,6	+ 0,5	- 0,6	+ 2,3	+ 2,4
3 ^e trimestre	+ 1,6	+ 2,6	+ 4,2	+ 1,7	+ 0,8	- 1,7	+ 2,5	+ 2,7	+ 0,8	+ 0,4	- 0,1	- 0,6	- 0,2	- 2,1
4 ^e trimestre	+ 7,9	- 2,5	+ 5,4	- 2,3	+ 8,1	+ 1,6	- 2,0	- 3,8	+ 1,7	- 0,7	+ 0,9	- 0,7	+ 0,6	+ 2,0
Total ...	+ 17,1	+ 4,3	+ 21,4	+ 4,7	+ 11,5	- 0,2	+ 0,1	+ 0,8	+ 2,2	+ 0,5	+ 0,7	- 2,4	+ 2,4	+ 1,1
1963 1 ^{er} trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	+ 3,3	+ 1,9	- 1,3	- 0,4	+ 11,6	- 1,3	- 0,2	+ 0,2	- 0,1	+ 0,5	- 3,9
2 ^e trimestre	+ 10,7	+ 1,4	+ 12,1	- 0,1	+ 3,9	...	+ 0,4	+ 6,4	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	- 0,1	...	+ 1,0
3 ^e trimestre	- 4,5	+ 1,9	- 2,6	- 2,0	+ 3,2	+ 0,5	+ 0,1	- 1,5	+ 0,1	- 0,9	- 0,3	- 0,1	- 0,2	- 1,5
4 ^e trimestre	+ 11,1	+ 2,7	+ 13,8	- 2,6	+ 8,3	+ 0,3	+ 0,9	+ 7,5	+ 0,9	- 0,1	- 0,9	- 0,1	+ 0,2	- 0,6
Total ...	+ 25,4	+ 8,2	+ 33,6	- 1,4	+ 17,3	- 0,5	+ 1,0	+ 24,0	- 0,2	- 1,6	- 0,1	- 0,4	+ 0,5	- 5,0
1964 1 ^{er} trimestre	- 4,7	+ 4,3	- 0,4	- 1,7	+ 4,1	- 1,3	- 4,7	+ 3,2	- 0,1	- 0,2	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,3	- 0,4
2 ^e trimestre	+ 12,8	- 2,0	+ 10,8	+ 0,3	+ 3,5	+ 0,7	+ 0,9	+ 4,8	+ 1,3	- 0,3	- 0,4	- 0,1	...	+ 0,1
3 ^e trimestre	- 1,9	+ 2,7	+ 0,8	+ 1,9	+ 1,3	+ 1,3	+ 0,7	- 0,8	...	- 1,0	- 0,5	- 0,1	- 1,0	- 1,0
4 ^e trimestre	+ 13,5	+ 1,1	+ 14,6	+ 6,3	+ 2,7	- 0,3	+ 0,9	+ 4,7	+ 0,8	- 0,7	- 0,2	...	+ 1,3	- 0,9
Total ...	+ 19,7	+ 6,1	+ 25,8	+ 6,8	+ 11,6	+ 0,4	- 2,2	+ 11,9	+ 2,0	- 2,2	- 1,0	+ 0,1	+ 0,6	- 2,2
1965 1 ^{er} trimestre	<i>p</i> - 4,6	+ 4,8	<i>p</i> + 0,2	<i>p</i> + 4,5	+ 0,5	- 1,5	<i>p</i> - 0,7	<i>p</i> - 1,8	<i>p</i> - 0,2	...	...	...	<i>p</i> - 0,9	<i>p</i> + 0,3

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires.
 — 2 Y compris les fonds de pension. — 3 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges, qui étaient confondus jusque là dans les statistiques monétaires avec les comptes de résidents, ont été convertis en comptes étrangers « financiers »; ultérieurement, une partie de ces comptes a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires, une diminution purement comptable de 0,9 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard, respectivement au 4^e trimestre de 1960 et au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées des variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires telles qu'elles apparaissent aux colonnes (1) à (8) du présent tableau.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fidu- ciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire 2	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subor- donnés	détenue par les entreprises et particulières 1						Stock de monnaie scriptu- rale
					comptes courants à la B.N.B. 2	avoirs en C.C.P. 2	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établis- sements para- étatiques 2	Total			
(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1953 Juin	5,8	98,4	102,6	6,9	0,6	19,6	46,1	66,3	73,2	175,8	58,4
Décembre	5,9	101,6	105,9	7,1	0,6	19,9	46,8	67,3	74,4	180,3	58,7
1954 Juin	5,9	100,2	104,3	8,1	0,7	20,2	49,0	69,9	78,0	182,3	57,2
Décembre	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	58,1
1955 Juin	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin (est.) ⁶	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série 6</i>											
Juin	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	77,3	109,9	122,7	272,3	54,9
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	79,8	113,2	125,3	279,0	55,1
1964 Avril	6,3	150,2	153,6	10,0	0,3	35,2	77,0	112,5	122,5	276,1	55,6
Mai	6,3	151,5	154,8	11,8	0,4	33,7	81,3	115,4	127,2	282,0	54,9
Juin	6,4	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	81,5	117,6	130,0	287,1	54,7
Juillet	6,5	155,9	159,2	9,1	0,3	36,6	77,5	114,4	123,5	282,7	56,3
Août	6,6	155,0	158,5	9,9	0,3	34,6	78,9	113,8	123,7	282,2	56,2
Septembre	6,6	155,0	158,4	11,7	0,4	34,1	80,5	115,0	126,7	285,1	55,6
Octobre	6,6	155,9	159,5	10,8	0,3	35,2	80,6	116,1	126,9	286,4	55,7
Novembre	6,6	155,8	159,2	9,6	0,3	33,1	83,0	116,4	126,0	285,2	55,8
Décembre	6,8	160,3	163,8	10,8	0,6	35,9	87,6	124,1	134,9	298,7	54,8
1965 Janvier	6,9	156,8	160,2	10,0	0,5	36,7	83,7	120,9	130,9	291,1	55,0
Février	6,9	157,8	161,2	10,9	0,4	34,7	85,1	120,2	131,1	292,3	55,1
Mars	6,9	158,1	161,4	9,2	0,5	35,2	87,8	123,5	132,7	294,1	54,9
Avril	6,9	161,3	164,8	8,9	0,4	37,2	88,4	126,0	134,9	299,7	55,0

1 Y compris des organismes paraétatiques administratifs.

2 Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

3 Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire (cf. tableau XIII - 1, note 4).

4 En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

5 Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

6 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1968, pp. 174 à 176.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (8) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ³ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (10) = (6) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1954 Année	50,9	- 2,6	48,3	- 1,8	- 0,3	- 2,1	+ 2,6	...	- 0,8	- 3,9	- 1,5	- 3,6
1955 Année	57,2	- 2,5	54,7	+ 6,3	+ 0,4	+ 6,7	+ 2,4	+ 0,2	+ 0,6	+ 3,5	- 2,3	+ 4,4
1956 Année	57,8	- 3,8	54,0	+ 0,6	- 1,3	- 0,7	- 3,8	+ 0,3	- 0,1	+ 2,9	+ 1,1	+ 0,4
1957 Année	58,4	- 2,3	56,1	+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	- 0,2	+ 1,5	+ 0,3	+ 2,1
1958 Année	75,5	- 3,4	72,1	+17,1	- 0,8	+16,3	+ 1,4	...	- 0,4	+15,3	- 0,4	+15,9
1959 Année	72,3 ^{6,7}	- 1,6	70,7 ^{6,7}	- 6,1 ^{6,7}	+ 2,0	- 4,1 ^{6,7}	- 3,1	- 0,8 ⁷	+ 0,2	- 0,4	...	- 4,1
1960 Année	80,5	- 5,7 ⁸	74,8 ⁸	+ 8,2	- 4,1 ⁸	+ 4,1 ⁸	+ 3,4	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2
1961 1 ^{er} trimestre .	79,7	- 6,4 ⁸	73,3 ⁸	- 0,8	- 1,0 ⁸	- 1,8 ⁸	+ 0,4	- 0,3	- 0,5	- 1,4	+ 0,6	- 1,2
2 ^e trimestre .	82,6	-14,4	68,2	+ 2,9	- 8,6	- 5,7	- 5,9	+ 0,3	+ 0,5	- 0,6	- 0,7	- 6,4
3 ^e trimestre .	86,0	-15,1 ⁸	70,9 ⁸	+ 3,4	- 0,4 ⁸	+ 3,0 ⁸	- 1,3	...	- 1,0	+ 5,3	- 0,8	+ 2,2
4 ^e trimestre .	92,7	-14,9 ⁸	77,8 ⁸	+ 6,7	- 0,4 ⁸	+ 6,3 ⁸	+ 1,8	+ 0,1	- 0,1	+ 4,5	- 0,3	+ 6,0
				+12,2	-10,4 ⁸	+ 1,8 ⁸	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6
1962 1 ^{er} trimestre .	90,5	- 5,9	84,6	- 2,2	+ 8,8	+ 6,6	+ 2,7	+ 0,3	- 1,4	+ 5,0	...	+ 6,6
2 ^e trimestre .	89,6	- 7,2	82,4	- 0,9	- 1,2	- 2,1	- 3,7	...	+ 1,3	+ 0,3	- 0,4	- 2,5
3 ^e trimestre .	88,6	- 7,7	80,9	- 1,0	- 0,7	- 1,7	- 1,8	+ 0,1	- 1,7	+ 1,7	+ 0,9	- 0,8
4 ^e trimestre .	91,0	-10,5	80,5	+ 2,4	- 2,5	- 0,1	+ 0,6	...	+ 1,6	- 2,3	+ 0,8	+ 0,7
				- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0
1963 1 ^{er} trimestre .	95,4	-11,6	83,8	+ 4,4	- 0,7	+ 3,7	+ 1,7	...	- 1,3	+ 3,3	- 1,3	+ 2,4
2 ^e trim. (est.)	98,6	-14,2	84,4	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 1,3	...	...	- 0,1	+ 0,3	+ 1,5
<i>Nouvelle série 9</i>												
2 ^e trimestre .	98,6	-15,3	83,3									
3 ^e trimestre .	99,6	-19,0	80,6	+ 1,0	- 3,4	- 2,4	- 0,9	...	+ 0,5	- 2,0	...	- 2,4
4 ^e trimestre .	102,2	-23,3	78,9	+ 2,6	- 4,6	- 2,0	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,3	- 2,6	- 0,1	- 2,1
				+11,2	-10,7	+ 0,5	+ 2,3	+ 0,1	- 0,5	- 1,4	- 1,1	- 0,6
1964 1 ^{er} trimestre .	101,8	-23,6	78,2	- 0,4	- 0,3	- 0,7	+ 0,3	+ 2,0	- 1,3	- 1,7	p+ 0,8	p+ 0,1
2 ^e trimestre .	103,2	-24,4	78,8	+ 1,4	- 0,8	+ 0,6	+ 0,6	- 1,0	+ 0,7	+ 0,3	p ...	p+ 0,6
3 ^e trimestre .	105,2	-24,3	80,9	+ 2,0	+ 0,1	+ 2,1	- 1,4	+ 0,3	+ 1,3	+ 1,9	p+ 0,1	p+ 2,2
4 ^e trimestre .	114,8	-26,8	88,0	+ 9,6	- 2,5	+ 7,1	+ 1,3	- 0,2	- 0,3	+ 6,3		
				+12,6	- 3,5	+ 9,1	+ 0,8	+ 1,1	+ 0,4	+ 6,8		
1965 1 ^{er} trimestre .	113,3	p-25,7	p87,6	- 1,5	p+ 1,1	p- 0,4	p- 3,4	...	- 1,5	+ 4,5		

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des parastatistiques administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 7 ci-dessous).

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 8.

4 Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique, b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises et c) des variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].
— moins, depuis le 3^e trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableau IX - 1, total, et tableaux IX - 2 et 3, rubrique 7.

6 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

7 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiements. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (10). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

8 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers » ; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,8 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,8, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

9 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P.	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (A.R. 22-3-1952 et 26-7-1952)	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	1	2	2	2	1	1	1	2
Compte A	—	—	—	—	—	—	—	—
Compte B	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
PASSIF								
Billets en circulation	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants et divers :								
Trésor public	30	24	27	29	11	11	19	8
compte ordinaire ...								
comptes Accord de Coopération Economique	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
taxe exceptionnelle de conjoint. (Loi du 12-3-1957)	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin. Particuliers	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Valeurs à payer	393	253	261	280	348	321	340	174
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :	831	447	465	362	390	450	654	474
a) pays membres de l'U.E.P.	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.631
Provision spéciale :								
pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (A.R. des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I.	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision	228	234	243	243	245	247	248	254
c) comptes d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	616	739	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (depuis 1959)

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre
ACTIF						
Encaisse en or	56.693	58.525	62.424	68.248	68.566	72.555
Monnaies étrangères	4.407	12.605	20.432	12.848	21.532	26.996
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	6.856	2.935	10.924	9.260
Avoirs à l'étranger, en francs belges ...	—	—	—	—	1.500	1.500
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)						
a) U.E.P.	5.536	3.509	413	251	118	62
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. — Participation	4.388	4.388	7.989	6.738	7.064	8.716
— Prêts	—	—	—	—	—	1.500
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	18.494	12.341	21.093	26.397
Effets de commerce	7.560	6.773	5.086	10.083	9.290	7.001
Avances sur nantissement	102	51	74	3.022	1.665	625
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963)	8.215	6.040	6.515	5.140	9.275	9.825
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	645	617	490	326	247	397
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	1	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.568	2.627	2.703	2.793
Immeubles, matériel et mobilier	1.508	1.519	1.539	1.593	1.657	1.712
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593
Divers	515	698	544	1.778	1.186	1.215
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149
Compte d'ordre :						
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450
PASSIF						
Billets en circulation	118.325	124.091	129.078	138.481	150.503	160.286
Comptes courants :						
compte ordinaire ...	7	24	1	5	3	5
taxe exceptionnelle de conjunct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	25	27	17	12
compte spécial liquidation U.E.P. ...	1	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger : compte ordin.	252	308	445	387	309	329
Comptes courants divers	3.161	2.606	8.338	3.474	3.298	1.651
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)						
a) A.M.E.	344	249	200	185	126	161
b) autres accords	224	263	365	413	333	383
<i>Total des engagements à vue ...</i>	122.808	127.726	138.452	142.972	154.594	162.827
Banques belges, réserve monétaire	—	—	—	—	—	1.253
Monnaies étrangères et or à livrer	1.436	18.644	25.376	15.271	32.000	35.707
Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593
Divers	767	938	1.007	1.016	1.453	1.849
Capital	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.191	2.273	2.364	2.520
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149
Compte d'ordre :						
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450

N. B. - Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1964 6 avril	1965 5 avril	1964 4 mai	1965 10 mai	1964 8 juin	1965 4 juin	1964 6 juillet	1965 5 juillet
ACTIF								
Encaisse en or	68.926	74.497	69.568	75.223	69.607	76.615	69.658	77.212
Monnaies étrangères	20.543	25.479	19.964	25.671	21.146	24.076	20.459	22.790
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	12.738	8.957	12.299	9.408	13.113	10.960	12.965	13.489
Avoirs à l'étranger, en francs belges ...	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500
Accords internationaux :								
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	102	47	98	43	94	38	90	34
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. :								
— Participation	8.214	9.016	8.214	9.117	8.214	9.992	8.215	10.242
— Prêts ¹	—	1.500	—	1.500	—	3.375	—	3.375
d) autres accords .....	...	...	...	45	...	78	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	20.069	24.910	19.329	24.837	20.725	23.297	20.249	23.274
Effets de commerce	6.971	4.785	6.206	4.080	4.680	6.180	10.252	9.478
Avances sur nantissement	1.973	1.389	1.058	2.499	2.297	356	3.785	528
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- vention du 14-9-1948)	6.575	9.850	9.575	9.050	9.900	9.900	8.050	8.400
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	276	617	281	587	255	544	278	477
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	1	2	1	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.794	2.949	2.793	2.953	2.793	2.953	2.792	2.952
Immeubles, matériel et mobilier	1.657	1.711	1.657	1.711	1.657	1.711	1.657	1.711
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	1.493	1.675	1.502	1.684	1.503	1.685	1.512	1.690
Divers	1.046	1.445	1.225	1.269	1.104	1.290	1.564	2.798
Compte d'ordre :	188.879	204.328	189.271	205.178	192.590	208.551	197.028	213.952
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	1.091	1.032	909	910	727	808	611	612
PASSIF								
Billets en circulation	148.785	159.953	150.225	160.793	151.325	164.357	156.004	168.332
Comptes courants :								
compte ordinaire ...	24	7	2	20	...	6	10	3
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	16	12	15	11	15	11	14	10
compte spécial liqui- dation U.E.P. ...	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger : compte ordin.	343	315	316	318	303	320	346	327
Comptes courants divers	875	2.225	883	1.541	768	1.176	853	753
Accords internationaux :								
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	128	133	127	118	102	103	134	113
b) autres accords	317	240	275	228	330	286	352	311
Total des engagements à vue ...	150.488	162.885	151.843	163.029	152.843	166.259	157.713	169.849
Banques belges, réserve monétaire	—	1.344	—	1.382	—	1.394	—	1.403
Monnaies étrangères et or à livrer	32.832	33.932	31.668	34.403	33.886	34.352	33.248	35.872
Caisse de Pensions du Personnel	1.493	1.675	1.502	1.684	1.503	1.685	1.512	1.690
Divers	1.273	1.539	1.465	1.727	1.565	1.908	1.761	2.185
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.393	2.553	2.393	2.553	2.393	2.553	2.394	2.553
Compte d'ordre :	188.879	204.328	189.271	205.178	192.590	208.551	197.028	213.952
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15) .	1.091	1.032	909	910	727	808	611	612

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1968, Convention du 1-2-1968).

N. B. - Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année auquel il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 7. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1 (moyennes journalières) 3	Avoirs des particuliers 2 (moyennes mensuelles ou mois)	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(milliards de francs)					
1957	765	30,4	22,4	36,0	89,1	36,0	89,1	250,2	91
1958	789	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,7	91
1959	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960	855	37,1	27,0	42,5	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,1	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1963 3 ^e trimestre	924	48,5	34,5	56,6	133,8	57,5	133,8	381,7	91
4 ^e trimestre	933	47,7	35,0	58,4	139,0	56,4	139,0	392,8	93
1964 1 ^{er} trimestre	937	49,1	36,1	57,8	140,0	58,6	140,0	396,4	93
2 ^e trimestre	939	50,1	36,9	62,3	146,0	61,5	146,0	415,8	93
3 ^e trimestre	949	52,2	37,0	64,6	150,5	65,4	150,5	431,0	93
4 ^e trimestre	956	50,7	37,2	66,5	153,1	63,5	153,1	436,2	93
1965 1 ^{er} trimestre	961	52,8	38,6	67,7	159,6	69,8	159,6	456,7	93
1964 Mai	938	48,8	37,3	58,7	139,0	58,3	139,0	395,0	93
Juin	939	51,8	37,2	65,1	148,9	63,0	148,9	425,9	93
Juillet	941	57,8	38,0	76,9	175,3	77,0	175,3	504,5	93
Août	945	49,7	36,9	56,9	136,4	60,7	136,4	390,4	93
Septembre	949	49,1	36,1	60,1	139,8	58,3	139,8	398,0	93
Octobre	952	49,8	37,1	63,3	152,5	62,6	152,5	430,9	92
Novembre	955	50,0	36,8	56,9	138,7	59,5	138,7	393,8	93
Décembre	956	52,3	37,7	79,4	168,1	68,4	168,1	484,0	93
1965 Janvier	958	53,4	39,0	73,5	171,7	79,9	171,7	496,8	93
Février	960	51,3	38,5	62,0	150,0	62,5	150,0	424,5	93
Mars	961	53,8	38,2	67,5	157,2	66,9	157,2	448,8	93
Avril	962	51,9	38,0	66,6	155,0	67,5	155,0	444,1	93
Mai	963	52,4	39,1	74,9	159,2	76,0	159,2	469,3	93

1 Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptes de l'Etat.

2 Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 8 du chapitre XVI du présent bulletin).

3 Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1964 31 mars	1965 31 mars	1964 30 avril	1965 30 avril
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	—	—	1.252	—	1.344	—	1.382
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux, C.N.C.P.	7.533	6.523	7.851	9.683	6.325	6.812	3.513	3.943
Prêts au jour le jour	1.214	1.272	2.095	1.650	2.302	1.749	518	725
Banquiers	10.782	13.192	16.665	22.926	21.357	29.165	20.344	25.605
Maison-mère, succursales et filiales	4.287	4.717	6.286	6.379	5.192	12.218	5.634	5.043
Autres valeurs à recevoir à court terme	6.742	8.248	8.787	9.559	10.682	10.063	9.285	10.442
Portefeuille-effets	66.088	46.685	72.460	84.885	76.076	90.073	80.979	95.968
a) Effets publics ²	40.213	16.569	29.415	32.375	32.345	36.634	35.858	41.931
b) Effets commerciaux ³	25.875	30.116	43.045	52.510	43.731	53.439	45.121	54.037
Reports et avances sur titres	1.237	1.317	1.230	1.149	1.235	1.206	1.267	1.227
Débiteurs par acceptations	14.318	17.927	18.784	21.292	19.474	21.719	19.875	22.510
Débiteurs divers	30.726	38.608	45.661	50.802	46.618	52.310	46.928	53.591
Portefeuille-titres	53.444	75.148	72.105	74.789	71.902	77.459	72.399	79.925
a) Valeurs de la réserve légale	429	468	541	605	543	611	569	661
b) Fonds publics belges ^{2 4}	50.094	71.460	67.875	69.307	67.618	72.362	68.050	74.672
c) Fonds publics étrangers ⁴	473	317	556	601	556	635	543	636
d) Actions de banques	1.261	1.282	1.545	1.868	1.587	1.859	1.593	1.960
e) Autres titres	1.187	1.621	1.588	2.408	1.598	1.992	1.644	1.996
Divers	1.552	2.339	2.576	3.040	2.346	2.431	2.073	2.589
Capital non versé	9	9	—	—	—	—	—	—
<i>Total disponible et réalisable ...</i>	197.932	215.985	254.500	287.406	263.509	306.549	262.815	302.950
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	19	17	18	43	17	17	17	19
Immeubles	1.261	1.301	1.434	2.134	1.533	2.219	1.535	2.239
Participations dans les filiales immobilières	273	265	255	73	265	73	265	77
Créances sur les filiales immobilières	278	312	336	60	353	74	349	77
Matériel et mobilier	166	200	289	341	298	348	302	357
<i>Total de l'immobilisé ...</i>	1.987	2.095	2.332	2.651	2.466	2.731	2.468	2.769
Total de l'actif ...	199.919	218.080	256.832	290.057	265.975	309.280	265.283	305.719

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Depuis juin 1963, la rubrique « Effets publics » comprend les valeurs émises à un an au plus par l'Etat belge ou sous sa garantie. Elle comprend donc, outre les effets publics récomptables à la B.N.B. ou mobilisables auprès de cette institution à concurrence de 95 %, les effets publics libellés en devises étrangères et les effets à un an au plus émis avec la garantie de l'Etat, actifs qui, jusqu'à présent, étaient repris parmi les fonds publics belges.

³ Encours des effets récomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques
(millions de francs)

1961 31 décembre	6.999	1963 31 décembre	8.673	1964 31 mars	10.858	1965 31 mars	11.754
1962 31 décembre	8.486	1964 31 décembre	10.978	1964 30 avril	10.446	1965 30 avril	11.694

⁴ La rubrique « Fonds publics belges » se voit, en outre, réduite à partir de juin 1963 de la fraction des titres de la dette congolaise qui, n'étant pas émis sous la garantie de l'Etat belge, sont désormais comptés parmi les Fonds publics étrangers.

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

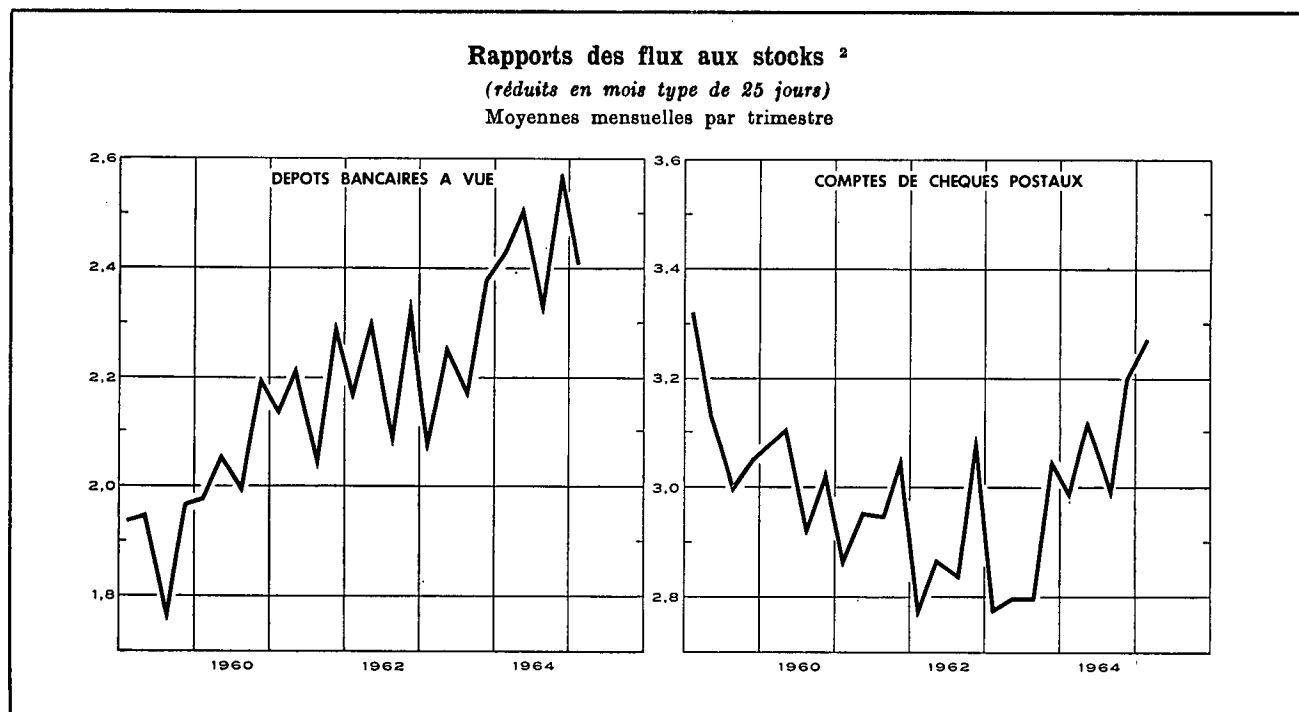
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1964 31 mars	1965 31 mars	1964 30 avril	1965 30 avril
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis	398	1.747	804	698	431	442	1.742	2.855
Emprunts au jour le jour	2.110	871	1.406	2.420	1.596	1.749	1.835	2.879
a) Garantis par des sûretés réelles	1.986	815	1.232	1.214	1.488	1.698	1.658	2.760
b) Non garantis par des sûretés réelles	124	56	174	1.206	108	51	177	119
Banquiers	28.067	26.553	38.661	51.301	44.223	57.426	43.570	55.029
Maison-mère, succursales et filiales	3.911	4.300	7.884	7.065	6.949	12.951	6.622	6.036
Acceptations	14.319	17.928	18.784	21.292	19.476	21.719	19.874	22.510
Autres valeurs à payer à court terme	2.776	3.875	4.901	5.287	6.479	5.252	5.072	5.361
Créditeurs pour effets à l'encaissement	967	1.095	1.216	1.254	1.219	1.301	1.173	1.378
Dépôts et comptes courants	121.118	130.986	150.290	164.568	153.458	172.178	152.436	172.879
a) A vue	66.746	71.259	81.543	86.118	80.728	84.966	79.090	85.087
b) A un mois au plus	6.112	6.532	5.159	9.034	5.822	10.242	6.256	10.907
c) A plus d'un mois	27.902	29.392	30.007	29.915	30.660	34.925	30.744	34.711
d) A plus d'un an	1.529	2.201	1.138	731	1.151	1.053	1.096	957
e) A plus de deux ans	2.495	2.671	3.049	3.020	3.093	2.965	3.101	2.951
f) Carnets de dépôts	14.613	17.937	27.355	33.743	29.976	36.047	30.138	36.269
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1.721	1.994	2.039	2.007	2.028	1.980	2.011	1.996
Obligations et bons de caisse	8.619	11.060	11.433	11.880	11.185	11.360	11.151	11.268
Montants à libérer sur titres et participations	615	689	672	991	688	990	687	991
Divers	6.007	6.104	6.809	7.752	5.937	6.914	6.654	7.214
<i>Total de l'exigible ...</i>	188.907	205.208	242.860	274.008	251.641	292.282	250.816	288.400
C. Non exigible :								
Capital	6.520	7.636	8.221	9.814	8.287	10.804	8.289	10.984
Fonds indisponibles par prime d'émission	292	785	838	1.245	919	1.333	919	1.333
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	428	467	541	607	543	611	568	661
Réserve disponible	3.652	3.828	4.179	4.197	4.282	4.033	4.388	4.135
Provisions	120	156	193	186	303	217	303	206
<i>Total du non exigible ...</i>	11.012	12.872	13.972	16.049	14.334	16.998	14.467	17.319
<i>Total du passif ...</i>	199.919	218.080	256.832	290.057	265.975	309.280	265.283	305.719

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut	réduit en mois type de 25 jours	
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1957	89,8	76,5	166,3	2,10	2,08	3,24
1958	85,7	80,4	166,1	2,01	1,99	3,25
1959	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,18
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1963 3 ^e trimestre	131,1	104,8	235,9	2,24	2,18	2,80
1963 4 ^e trimestre	147,4	114,0	261,4	2,41	2,38	3,05
1964 1 ^{er} trimestre	150,2	115,0	265,2	2,46	2,43	2,99
1964 2 ^e trimestre	159,2	124,4	283,6	2,51	2,51	3,12
1964 3 ^e trimestre	145,2	119,0	264,2	2,41	2,35	3,00
1964 4 ^e trimestre	164,2	125,6	289,8	2,60	2,57	3,20
1965 1 ^{er} trimestre	157,3	133,9	291,2	2,44	2,41	3,27
1964 Mai	154,6	131,9	286,5	2,26	2,45	3,32
1964 Juin	163,8	119,1	282,9	2,63	2,53	2,91
1964 Juillet	157,8	130,3	288,1	2,62	2,52	3,18
1964 Août	133,7	114,3	248,0	2,19	2,19	2,93
1964 Septembre	144,0	112,5	256,5	2,43	2,34	2,90
1964 Octobre	149,4	122,0	271,4	2,58	2,39	3,07
1964 Novembre	164,7	122,1	286,8	2,42	2,63	3,17
1964 Décembre	178,5	132,7	311,2	2,79	2,68	3,36
1965 Janvier	156,5	143,6	300,1	2,35	2,35	3,47
1965 Février	156,6	136,5	293,1	2,35	2,45	3,34
1965 Mars	158,8	121,6	280,4	2,61	2,42	3,00
1965 Avril	167,9	132,3	300,2	2,53	2,53	3,29
1965 Mai	177,0	147,3	324,3	2,51	2,61	3,60

¹ Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, n^o 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin d'Information et de Documentation* : (B.N.B.) : XL^e année, vol. I, n^o 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balances des paiements » et XIII « Organismes monétaires ». Voir aussi N.B. des tableaux 1 et 9 du chapitre XIII — *Rapport annuel de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats placés dans les banques	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées 1 3	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse 2
valeur nominale										
1955	4.533	—	—	—	—	—	2.039	1.000	4	920
1956	5.930	—	—	—	—	—	2.631	800	2	1.998
1957	4.112	1.242	—	—	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.311	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.582	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.653	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.923	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.792	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.420	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1963 Janvier	7.061	550	...	...	1.457	6.020	...	—	...	...
Février	6.941	1.159	900	...	154	6.054	...	—	...	...
Mars	8.212	1.663	100	...	706	6.471	...	—	979	...
Avril	8.387	1.330	...	70	973	7.702	...	—	...	...
Mai	8.604	1.319	...	390	1.408	8.650	...	—	...	...
Juin	9.008	1.058	500	...	489	7.949	...	—	...	...
Juillet	8.690	1.100	...	...	71	6.828	...	—	...	...
Août	8.396	1.315	...	...	126	6.569	...	—	228	...
Septembre ...	8.648	1.370	...	...	...	6.282	...	—	639	...
Octobre	8.543	1.629	...	...	...	6.459	572	—	...	...
Novembre ...	8.562	1.721	...	...	...	6.851	280	—	...	...
Décembre	8.420	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964 Janvier	8.625	2.211	...	...	...	6.328	1.059	—	193	...
Février	8.535	2.534	...	...	...	5.938	...	—	1.997	...
Mars	8.252	2.705	500	...	...	5.932	1.300	—	1.047	...
Avril	8.066	2.508	...	...	...	6.578	...	—	818	...
Mai	7.831	2.308	1.850	...	...	6.353	...	—	2.387	...
Juin	7.581	2.546	2.000	...	...	6.325	...	—	2.554	...
Juillet	7.416	2.879	...	...	...	6.159	...	—	1.901	...
Août	7.344	3.954	2.125	...	...	6.697	...	—	3.478	...
Septembre ...	7.342	3.727	500	...	...	6.289	455	—	1.539	...
Octobre	7.470	3.925	525	...	...	6.610	743	—	1.287	...
Novembre ...	7.159	2.810	1.750	...	...	7.855	239	—	350	...
Décembre	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...

1 Y compris les opérations à réméré.

2 Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

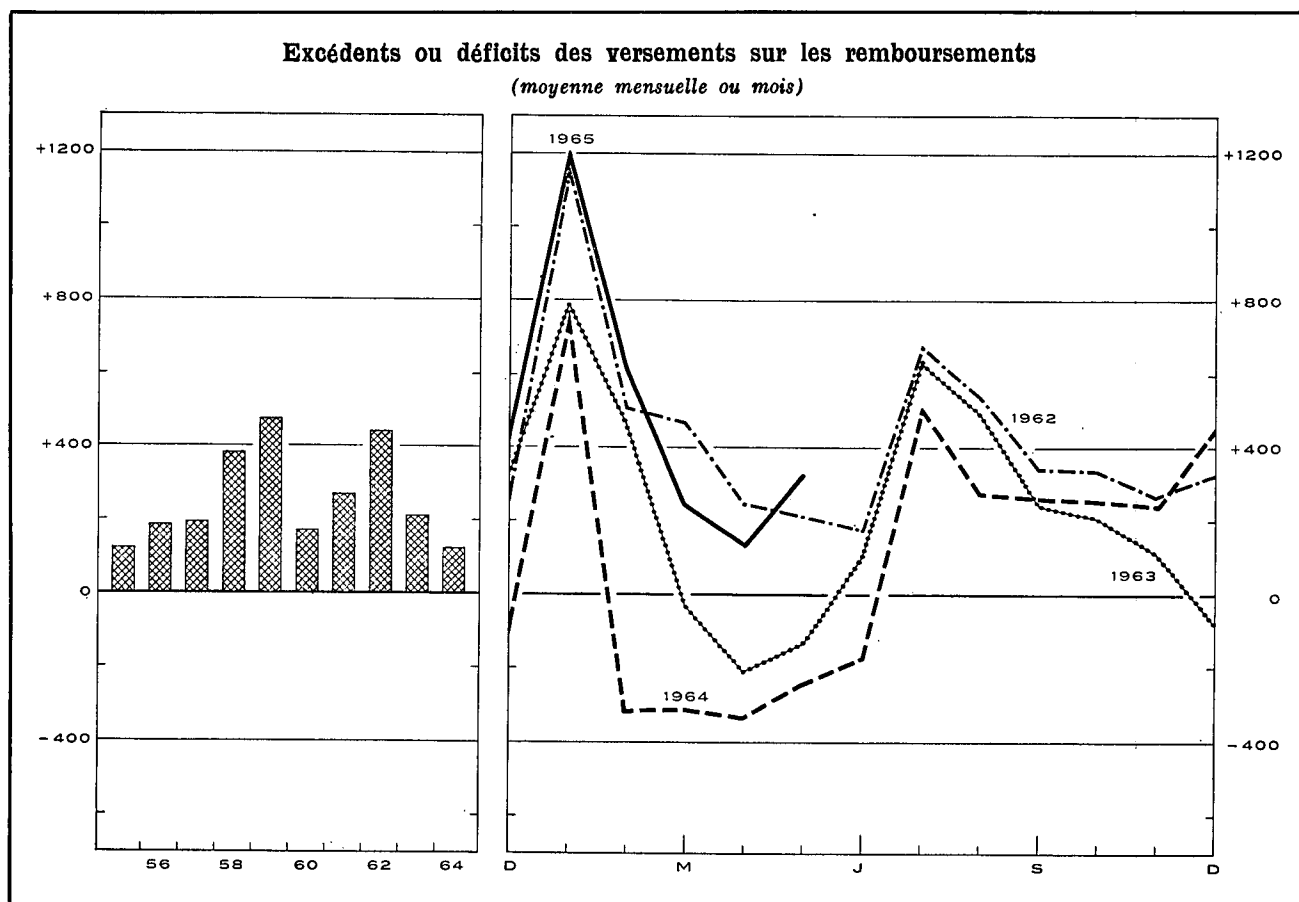
3 Il s'agit des valeurs nominales pour les chiffres de fin d'année et des valeurs comptables pour les autres mois.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période	
	(1)		(2)		(3) = (1) - (2)		(4)	
1954	13.383		10.764		2.619		49.459 ¹	
1955	13.624		12.176		1.448		52.354 ¹	
1956	14.518		12.295		2.223		56.132 ¹	
1957	16.783		14.455		2.328		60.144 ¹	
1958	18.912		14.316		4.596		66.700 ¹	
1959	21.939		16.232		5.707		74.442 ¹	
1960	21.840		19.786		2.054		78.887 ¹	
1961	22.799		19.585		3.214		84.633 ¹	
1962	25.995		20.717		5.278		92.654 ¹	
1963	26.388		23.788		2.600		97.980 ¹	
1964	28.093		26.662		1.431		102.395 ¹	
	1964	1965	1964	1965	1964	1965	1964	1965
Janvier	2.802	p 3.185	2.034	p 1.980	768	p 1.205	98.748	p 103.600
Février	2.205	p 2.560	2.518	p 1.938	-313	p 621	98.435	p 104.221
Mars	2.121	p 2.582	2.430	p 2.304	-309	p 248	98.126	p 104.469
Avril	2.228	p 2.495	2.557	p 2.355	-329	p 140	97.797	p 104.609
Mai	2.111	p 2.677	2.353	p 2.344	-242	p 332	97.555	p 104.941
Juin	2.358		2.521		-163		97.392	
Juillet	2.655		2.138		517		97.909	
Août	2.189		1.897		293		98.202	
Septembre	2.283		2.013		270		98.472	
Octobre	2.396		2.127		269		98.741	
Novembre	2.124		1.871		253		98.994	
Décembre	2.737		2.298		458		102.395 ¹	

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963
ACTIF						
Disponible ¹	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3
Placements provisoires :						
Effets sur la Belgique	7,7	9,1	10,8	12,4	15,1	18,0
Avances à l'industrie	2,0	3,3	5,2	7,3	8,6	9,5
Crédit agricole	—	—	—	—	—	0,1
Crédit d'exportation .....	...	0,2	0,4	0,5	0,7	0,7
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	1,6	1,7	2,4	2,5	3,0	2,7
Certificats de Trésorerie	5,2	4,3	2,0	4,3	6,2	5,4
Prêts au jour le jour	0,8	1,1	0,8	0,7	0,9	0,9
Total des placements provisoires ...	17,3	19,7	21,6	27,7	34,5	37,3
Placements définitifs :						
Rentes belges directes	17,3	19,7	20,0	20,2	23,4	23,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	15,4	16,5	17,8	16,6	14,8	17,5
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes	1,8	1,8	1,7	1,7	1,6	1,5
et communes	1,2	1,2	1,0	1,0	0,9	0,8
Obligations de sociétés belges	1,2	1,2	1,0	1,0	0,9	0,8
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
complémentaires aux prisonniers politiques, et	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
avances à l'Œuvre nationale des invalides de la	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
guerre	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Prêts hypothécaires	2,9	3,3	3,8	4,3	4,8	5,3
Crédit agricole	3,4	3,5	3,6	3,6	3,8	4,0
Avances à la Société nationale du logement, aux	19,9	21,3	22,2	22,7	24,0	25,0
sociétés agréées et aux communes en vue de la	19,9	21,3	22,2	22,7	24,0	25,0
construction d'habitations sociales	19,9	21,3	22,2	22,7	24,0	25,0
Total des placements définitifs ...	62,8	68,2	71,0	71,0	74,1	78,3
PASSIF						
<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ² :						
Particuliers	66,5	74,3	78,7	84,5	92,5	97,8
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	4,9	3,8	3,7	3,7	4,9	5,1
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,2	0,2	0,1	...	...
Total des dépôts sur livrets ...	71,8	78,5	82,8	88,5	97,6	103,1
Dépôts en comptes courants ²	3,5	3,7	3,0	3,4	4,1	4,7
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses et fonds	6,7	7,3	7,9	8,7	9,4	10,6
de réserve	6,7	7,3	7,9	8,7	9,4	10,6

¹ Cette rubrique comprend les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Comprennent les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite *

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1958	1959	1960	1961	1962	1968
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	7,5	7,7	7,3	7,1	6,4	7,2
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	10,1	11,0	11,6	12,5	13,9	13,3
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,2	1,2	1,1	1,0	1,0	0,9
Obligations de sociétés belges	1,3	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8
Prêts hypothécaires	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
Avances aux sociétés agréées et aux caisses publiques de prêts en vue de la construction d'habitations sociales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	20,5	21,5	21,5	22,0	22,5	22,5
PASSIF						
Fonds des Rentes ¹	13,5	13,8	13,1 ¹	13,4	13,6	13,7
Réserves mathématiques ²	7,4	8,2	8,8	9,4	10,1	10,8
Total ...	20,9	22,0	21,9	22,8	23,7	24,5

* La C.G.E.R. publie séparément :

a) *Depuis 1957* :

- 1) Un bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ». Il s'agit des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et des lois coordonnées de 1946 relatives à l'assurance en vertu de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers et des assurés libres. Toutefois, depuis 1960, les rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 ne figurent plus aux bilans des Caisses de Retraite mais bien aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie.
- 2) Un bilan se rapportant à la « gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de 1925 et de 1930 sur la Pension des employés ». Ces assurances sont traitées selon le principe de la capitalisation.
- 3) Un bilan se rapportant aux retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 12 juillet 1957 » conçue également selon le principe de la capitalisation. En vertu de la loi du 8 avril 1962, cette gestion est reprise par la Caisse Nationale des Pensions pour Employés. Le transfert des fonds correspondant a été effectué en 1963 conformément à la situation de clôture au 31 décembre 1962.
- 4) Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 30 juin 1956 relative à la pension des indépendants. Toutefois, depuis 1960, ce bilan se rapporte également à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 28 mars 1960 sur la pension des travailleurs indépendants.

b) *Depuis 1953* : Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de pension des employés (versements supplémentaires).

c) *Depuis 1960* : En plus, un bilan concernant les retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 22 février 1960 » et, ultérieurement, par la loi du 8 avril 1962, conçues selon le principe de capitalisation.

¹ Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie ¹

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1958	1959	1960	1961	1962	1968
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	1,9	2,2	3,0	2,9	2,8	3,1
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	1,1	1,3	2,0	2,6	3,4	3,8
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Total du portefeuille-titres ...	4,0	4,5	6,0	6,5	7,1	7,7
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ¹	2,9	3,2	4,6 ¹	4,9	5,3	5,7
Fonds de réserve	1,2	1,4	1,5	1,8	2,0	2,0

¹ Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1956	12,4	3,4	2,7	18,5	1,1	10,4	0,2	11,7	n.d.	0,2	0,1	0,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1957	13,7	3,8	3,1	20,6	1,4	12,0	0,3	13,7	n.d.	0,2	0,1	0,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962 4 ^e trimest.	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963 1 ^{er} trimest.	28,3	8,0	6,3	42,6	2,9	24,3	0,6	27,8	9,4	0,4	...	0,5	0,6	7,9	18,8	46,6
2 ^e trimest.	29,0	8,7	6,3	44,0	3,0	24,9	0,5	28,4	9,8	0,4	...	0,5	0,6	8,3	19,6	48,0
3 ^e trimest.	29,9	9,3	6,2	45,4	3,2	25,7	0,4	29,3	10,2	0,5	...	0,5	0,5	8,6	20,3	49,6
4 ^e trimest.	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	20,6	51,1
1964 1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	6,2	48,5	4,0	27,2	0,4	31,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	52,7
Nouvelle série 1																
1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	9,9	52,2	4,0	31,2	0,4	35,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	56,7
2 ^e trimest.	32,6	10,7	10,0	53,3	4,4	32,5	0,4	37,3	11,2	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,4	58,7
3 ^e trimest.	33,5	11,1	10,1	54,7	4,6	33,7	0,4	38,7	11,3	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,6	60,3
4 ^e trimest.	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,6	61,7
1965 1 ^{er} trimest.	36,6	12,1	10,5	59,2	5,2	36,0	0,5	41,7	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,3	23,1	64,8

1 L'écart que l'on constate pour le 1^{er} trimestre 1964 entre les deux séries résulte de la prise en considération dans la nouvelle série de sociétés récemment agréées.

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
ACTIF						
Portefeuille :						
Crédits d'investissement à long et moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	8,6	9,8	10,5	10,9	11,7	12,0
2 ^o garantis par banques et sociétés financières ...	5,5	6,2	6,7	7,2	8,0	9,9
3 ^o autres que ceux visés sub 1 ^o et 2 ^o 1	7,8	10,5	13,1	15,7	19,6	24,1
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations) (arrêté-loi du 30 novembre 1944, lois des 1 ^{er} octobre 1947, 6 janvier 1950, 24 mars 1953 et 26 juin 1956)	2,0	1,8	1,7	1,6	1,5	1,3
Crédits commerciaux à moyen terme	0,8	0,8	1,3	1,0	1,5	1,4
Crédits de financement d'exportations à moyen terme	0,8	0,9	1,1	1,3	1,3	1,5
Crédits gérés pour compte de l'Etat 2	2,5	2,7	2,7	2,8	2,7	2,9
PASSIF						
Obligations	24,9	30,1	35,9	37,5	39,4	40,9
Bons de caisse	5,7	6,3	6,9	7,3	8,4	8,8
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,9	1,8	1,7	1,7	1,4	1,4
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	0,8	1,1	1,2	1,2	1,3	1,6

1 Cette rubrique comprend tous les autres crédits d'investissement; le risque de ces opérations est supporté par la S.N.C.I. qui se fait conférer, s'il y a lieu, des sûretés réelles et/ou personnelles.

2 Il s'agit de crédits financés par l'Aide « Marshall » et par le Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique.*

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subaides et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs	débiteurs					
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces	Total	Pour rem- boursements d'emprunts						Pour paiement de dépenses extra- ordinaires	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1955	1.701	4.315		2.261	6.576	363	5.794	6.157	2.120	26.192	1.563	1.700	388	14.061	
1956	2.120	3.562		2.330	5.892	343	5.759	6.102	1.910	28.531	1.699	1.411	701	15.934	
1957	1.910	2.603		2.389	4.992	547	4.984	5.531	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609	
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044	
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016	
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451	
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917	
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877	
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304	
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794	
1963 Mai	4.796	566	28	82	676	20	757	777	4.695	54.611	7.930	1.689	2.824	1.743	
Juin	4.695	562	59	65	686	17	788	805	4.576	55.174	8.156	1.644	3.081	1.574	
Juillet	4.576	724	125	173	1.022	27	880	907	4.691	55.672	7.892	1.557	3.512	3.470	
Août	4.691	432	130	103	665	13	794	807	4.549	56.216	7.999	1.692	3.299	1.125	
Septembre	4.549	692	112	110	914	16	922	938	4.525	57.066	7.736	1.726	3.002	1.842	
Octobre	4.525	689	148	192	1.029	38	1.053	1.091	4.463	57.385	7.323	1.628	2.892	2.589	
Novembre	4.463	516	160	67	743	17	750	767	4.439	58.061	6.962	1.922	2.459	1.583	
Décembre	4.439	727	163	175	1.065	24	1.064	1.088	4.416	58.516	6.827	1.959	2.409	2.260	
1964 Janvier	4.416	891	174	114	1.179	11	870	893	4.714	58.883	6.724	1.489	2.817	4.967	
Février	4.714	651	219	96	966	19	759	778	4.902	59.731	6.813	1.945	2.339	2.512	
Mars	4.902	538	159	148	845	26	1.047	1.073	4.674	60.404	6.616	1.657	2.386	2.214	
Avril	4.674	664	151	80	895	25	760	785	4.784	60.599	7.305	1.614	2.504	2.469	
Mai	4.784	578	130	97	805	19	955	974	4.615	61.294	7.603	2.187	1.999	1.687	
Juin	4.615	673	258	121	1.052	23	1.089	1.112	4.555	61.177	7.719	1.878	2.355	2.138	
Juillet	4.555	1.047	141	163	1.351	27	1.144	1.171	4.735	62.977	7.139	1.278	3.234	3.853	
Août	4.735	692	147	140	979	29	1.076	1.105	4.609	63.784	6.366	1.880	2.446	1.711	
Septembre	4.609	953	205	84	1.242	22	1.267	1.289	4.562	64.920	6.260	1.931	2.584	2.053	
Octobre	4.562	700	248	101	1.049	25	957	982	4.629	65.257	5.916	1.714	3.155	3.404	
Novembre	4.629	599	124	94	817	20	955	975	4.471	65.945	5.540	1.730	3.231	1.858	
Décembre	4.471	782	182	159	1.123	23	1.221	1.244	4.350	66.677	4.992	1.716	3.655	2.928	
1965 Janvier	4.350	379	93	31	503	20	727	747	4.106	66.411	5.004	1.346	3.942	4.653	
Février	4.106	499	80	121	700	17	785	802	4.004	66.974	5.489	1.633	3.567	2.419	
Mars	4.004	611	199	162	972	45	894	939	4.037	67.737	5.430	1.525	4.083	2.732	
Avril	4.037	563	127	149	839	22	579	601	4.275	67.780	5.426	1.469	4.230	3.277	
Mai	4.275	569	88	165	822	60	733	793	4.304	68.396	5.229	2.011	3.500	2.245	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	1,7	2,3	2,6	3,1	3,5	1,1	1,2	1,4	1,6	1,7
Prêts hypothécaires	7,8	9,0	10,5	11,4	12,1	2,0	2,3	2,7	3,2	3,6
Prêts sur police	1,0	1,1	1,2	1,3	1,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	3,5	4,8	5,3	5,7	5,9	3,1	3,2	3,4	3,6	3,7
Valeurs étrangères	0,8	1,3	1,9	1,5	1,9	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5
Titres garantis par le Congo	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Titres des organismes para-										
stataux de crédit	3,1	4,2	4,2	4,6	5,0	0,4	0,7	0,7	0,8	0,8
Titres des autres organismes										
parastataux	1,2	1,4	1,4	1,6	1,6	1,0	0,9	1,0	1,1	1,1
Titres des provinces et com-										
munes	1,7	1,4	1,7	1,8	1,9	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5
Obligations de sociétés belges	7,2	7,2	7,4	8,1	9,0	0,6	0,5	0,6	0,6	0,6
Actions de sociétés belges ...	1,7	2,1	2,2	2,3	2,9	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7
Total des valeurs mobilières ...	19,6	22,5	24,2	25,7	28,3	6,5	6,7	7,2	7,7	7,9

PASSIF

Cautionnements déposés	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques ¹ ...	31,0	35,3	38,7	41,7	45,3	9,8	10,7	11,6	12,6	13,6

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

XIV - 10. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs 1
1956	1,80
1957	1,78
1958	1,77
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1964	3,93
1963 3 ^e trimestre .	3,48
4 ^e trimestre .	3,80
1964 1 ^{er} trimestre .	3,68
2 ^e trimestre .	4,06
3 ^e trimestre .	3,94
4 ^e trimestre .	4,03
1965 1 ^{er} trimestre .	3,55

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : inscriptions hypothécaires — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Economie belge en 1963. — Rapport annuel de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique.*

XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Épargne et de Retraites.

Modalités d'épargne	1955		1956		1957		1958		1959		1960		1961		1962		1963	
1. Epargne-dépôts ¹ :																		
Caisse d'épargne	5,1		6,0		5,5		9,5		10,1		6,6		9,3		14,2		12,0	
Banques	2,2		-0,7		1,1		4,6		5,1		4,0		10,5		5,9		9,4	
Institutions parastatales de crédit ...	0,5		0,6		-0,2		1,4		0,9		0,7		1,3		1,4		1,9	
Total ...		7,8		5,9		6,4		15,5		16,1		11,3		21,1		21,5		23,3
2. Epargne-réserves ¹ :																		
Organismes de pensions	3,8		3,6		5,1		5,0		3,2		3,5		3,0		2,5		4,3	
Organismes d'assurance contre les accidents de travail	1,1		1,2		1,0		1,1		0,9		0,7		1,2		1,4		1,0	
Caisses de vacances annuelles	0,3		0,1		0,5		-0,1		-0,1		0,1		0,1		0,2		0,1	
Organismes d'assurance sur la vie ..	3,6		3,5		3,4		3,8		5,3		5,2		4,9		4,7		5,4	
Organismes d'assurance de la responsabilité civile	0,2		0,2		0,2		0,2		0,2		0,1		0,2		0,2		0,4	
Assurances diverses, entreprises de capitalisation et d'épargne immobilière	0,3		0,3		0,4		0,3		0,4		0,5		0,8		1,1		0,8	
Total ...		9,3		8,9		10,6		10,3		9,9		10,1		10,2		10,1		12,0
3. Epargne hypothécaire et immobilière :																		
Prêts hypothécaires consentis par les particuliers	2,5		1,9		1,7		2,0		1,8		1,1		1,8		3,9		1,4	
Remboursements effectués par les particuliers sur emprunts hypothécaires	6,3		6,9		7,0		7,2		8,5		9,2		10,0		12,5		13,4	
Constructions d'habitations (capitaux investis par les particuliers)	7,9		7,5		8,9		9,1		10,3		11,4		12,5		13,8		13,4	
Total ...		16,7		16,3		17,6		18,3		20,6		21,7		24,3		30,2		28,2
4. Emissions de capitaux :																		
Nouveaux placements du public	8,0		5,7		14,1		16,2		13,4		17,0		15,5		17,1		9,6	
Total (1 à 4) ...	41,8		36,8		48,7		60,3		60,0		60,1		71,1		78,9		73,1	
Doubles emplois ² ...	0,1		-0,8		0,3		-2,6		0,6		0,1		-0,2		-0,3		-0,7	
Total net (1 à 4) ...	41,9		36,0		49,0		57,7		60,6		60,2		70,9		78,6		72,4	
5. Epargne interne des entreprises :																		
Amortissements	25,4		28,5		30,9		29,8		30,7		35,0		35,1		34,3		36,0	
Epargne nette	9,6		10,0		9,2		5,2		5,2		7,7		8,9		6,0		8,3	
Total ...		35,0		38,5		40,1		35,0		35,9		42,7		44,0		40,3		44,3
Total général (1 à 5) ...		76,9		74,5		89,1		92,7		96,5		102,9		114,9		118,9		116,7

¹ Accroissement de l'année.

² Accroissement ou diminution auprès de la C.G.E.R. et des institutions parastatales de crédit, des avoirs de diverses institutions et entreprises dont les réserves — propres ou exigibles — sont déjà recensées comme une épargne dans une des rubriques du présent tableau.

Références bibliographiques : Comptes rendus des opérations et de la situation de la C.G.E.R.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC
1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME¹
(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²				Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹	
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales	Emissions brutes ⁵	Amortissements		Emissions nettes
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							(5) = (3) + (4)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)		
1. Etat (dette directe uniquement)	1959	20,8	7,5	13,3	—	13,3	0,7	1,7	- 1,0	12,3
	1960	27,5	12,6	14,9	—	14,9	2,3	1,4	0,9	15,8
	1961	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9
	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1959	3,7	1,2	2,5	...	2,5	2,6	0,4	2,2	4,7
	1960	0,9	1,3	- 0,4	...	- 0,4	2,7	0,4	2,3	1,9
	1961	3,6	1,5	2,1	...	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	3,9	0,7	3,2	5,1
	1963	3,0	1,4	1,6	...	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0
	1964	5,4	1,1	4,3	...	4,3	7,9	3,5	4,4	8,7
3. Organismes paraétatiques de crédit	1959	2,0	0,1	1,9	3,5	5,4	2,3	0,6	1,7	7,1
	1960	2,4	0,2	2,2	3,8	6,0	2,0	0,4	1,6	7,6
	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8
	1962	...	2,7	- 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0
	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0
	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,2	1,5	1,7	2,7
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	1959	1,2	1,0	0,2	4,1	4,3	...	0,1	- 0,1	4,2
	1960	1,3	2,1	- 0,8	5,0	4,2	...	...	...	4,2
	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1959	4,2	1,1	3,1	...	3,1	1,3	0,2	1,1	4,2
	1960	3,8	4,5	- 0,7	...	- 0,7	0,5	0,1	0,4	- 0,3
	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1
	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5
	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,8	0,5	0,3	- 0,2
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1959	31,9	10,9	21,0	7,6	28,6	6,9	3,0	3,9	32,5
	1960	35,9	20,7	15,2	8,8	24,0	7,5	2,3	5,2	29,2
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,9	7,5	6,4	24,2
6. Congo et Rwanda-Burundi	1959	...	0,6	- 0,6	...	- 0,6	...	...	...	- 0,6
	1960	...	1,5	- 1,5	...	- 1,5	...	...	...	- 1,5
	1961	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1962	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1963	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1964	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Rwanda-Burundi	1959	31,9	11,5	20,4	7,6	28,0	6,9	3,0	3,9	31,9
	1960	35,9	22,2	13,7	8,8	22,5	7,5	2,3	5,2	27,7
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,9	7,5	6,4	24,2
7. Rectifications à apporter pour :	1959	1,6	—	1,6	—	1,6	- 1,6	—	- 1,6	—
a) obtenir l'évolution de l'encours des titres accessibles à tout placeur d'une part et des titres non accessibles à tout placeur d'autre part — corrections : conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables ⁶	1960	1,8	—	1,8	—	1,8	- 1,8	—	- 1,8	—
	1961	1,4	—	1,4	—	1,4	- 1,4	—	- 1,4	—
b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — corrections : différence entre la valeur nominale et le prix d'émission ⁷	1959	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1960	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—
	1961	- 0,4	—	- 0,4	—	- 0,4	—	—	—	—
	1962	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1963	- 0,3	—	- 0,3	—	- 0,3	—	—	—	—
	1964	- 0,7	—	- 0,7	—	- 0,7	—	—	—	—

¹ Pour les émissions au robinet des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions de bons de caisse à un an ou moins et les émissions à plus d'un an, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée. — Pour mémoire : Emission nette à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1958 : 11,4; en 1959 : 8,9; en 1960 : — 3,9; en 1961 : 2,7; en 1962 : 2,8; en 1963 : 8,8.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel et la Société Nationale des Distributions d'Eau.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ Dans le courant de l'année 1961, la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée.

⁷ La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2
Mois	Jour						
1963 Mars	4	Etat belge 1963-1983, 1 ^{re} série	5,00 — 5,25 ⁴	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	5.900	5,09
Avril	18	R.T.T. 1963-1983	5,50	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	1.350	5,55
Mai	16	S.N.C.B. 1963-1983	5,50	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	1.300	5,55
Mai	30	C.N.C.P. 1963-1968-1973	5,20 — 5,50 ⁵	100,00	à 5 ou 10 ans	350	5,49 ³
Juin	20	Etat belge 1963-1983, 2 ^e série	5,50 — 5,75 ⁶	99,00	à 10, 15 ou 20 ans	5.250	5,72
Septembre	3	Ville de Liège 1963-1973-1983	5,20-5,40-5,60-5,80 ⁷	99,00	à 10 ou 20 ans	1.000	5,90
Septembre	3	Ville de Gand 1963-1973-1983	5,20-5,40-5,60-5,80 ⁷	99,00	à 10 ou 20 ans	600	5,90
Octobre	8	Etat belge 1963-1983, 3 ^e série	5,50-5,75 ⁸	98,50	à 10, 15 ou 20 ans	3.232	5,80
Octobre	8	Etat belge 1963-1983	6,00	100,00	à 20 ans	4.270	6,00
Novembre	18	Fonds des Routes 1963-1983	6,00	99,00	à 20 ans	2.500	6,12
Décembre	11	Ville de Brux. 1963-1973-1983	5,30-5,50-5,60-5,80 ⁸	98,00	à 10 ou 20 ans	516	6,14
Décembre	11	Ville d'Anvers 1963-1973-1983	5,30-5,50-5,60-5,80 ⁸	98,00	à 10 ou 20 ans	781	6,14
						27.049	
1964 Février	17	Etat belge 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ⁹	100,00	à 5 ou 10 ans	12.000	6,44
Avril	13	Fonds des Routes 1964-69-74	6,25 — 6,50 ⁹	100,00	à 5 ou 10 ans	5.000	6,44
Mai	25	Etat belge 1964-1975	6,25 — 6,50 ¹⁰	100,00	à 5 ans 6 m. ou 11 ans 3 m.	7.085	6,41
Septembre	2	S.N.C.B. 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ⁹	99,50	à 5 ou 10 ans	1.500	6,58
Octobre	12	Etat belge 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ⁹	100,00	à 5 ou 10 ans	11.000	6,44
Novembre	3	Crédit Communal, à lots	3,00	100,00	à 20 ans	1.500	6,40
						38.085	
1965 Janvier	18	Etat belge 1965-1970-1976	6,25 — 6,50 ¹¹	99,50	à 5 ans 6 m. ou 11 ans 6 m.	9.815	6,48
Février	15	S.N.C.B. 1965-1971-1977	6,25 — 6,50 ¹²	99,50	à 6 ou 12 ans	2.000	6,50
Mars	8	S.N.C.I. 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ¹³	99,75	à 6 ou 13 ans	2.500	6,45
Avril	1	Ville de Liège 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ¹³	99,00	à 6 ou 13 ans	700	6,54
Avril	1	Ville de Gand 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ¹³	99,00	à 6 ou 13 ans	700	6,54
Mai	3	Etat belge 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ¹³	99,75	à 6 ou 13 ans	10.000	6,40
Juin	14	Intercommunale - Autoroute E3 1965-1973-1981	6,40 — 6,60 ¹⁴	99,00	à 8 ou 16 ans	2.500	6,66

- 1 Ces montants sont différents de ceux du tableau précédent [XVI-1, colonne (1)] parce qu'ils ne comprennent pas les obligations remises en paiement aux sinistrés par la C.A.D.G.
- 2 Ce rendement est calculé sur la base des taux d'intérêts nominaux de l'emprunt.
- 3 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.
- 4 Intérêts : 5 % pendant les 10 premières années, 5,25 % pendant les 10 dernières années.
- 5 Intérêts : 5,20 % pendant les 5 premières années, 5,50 % pendant les 5 dernières années.
- 6 Intérêts : 5,50 % pendant les 10 premières années, 5,75 % pendant les 10 dernières années.
- 7 Intérêts : 5,20 % pendant les 5 premières années, 5,40 % de la 6^e à la 10^e année, 5,60 % de la 11^e à la 15^e année et 5,80 % pendant les 5 dernières années.
- 8 Intérêts : 5,30 % pendant les 5 premières années, 5,50 % de la 6^e à la 10^e année, 5,60 % de la 11^e à la 15^e année et 5,80 % pendant les 5 dernières années.
- 9 Intérêts : 6,25 % pendant les 5 premières années, 6,50 % pendant les 5 dernières années.
- 10 Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 5 ans 9 mois.
- 11 Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 6 ans.
- 12 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 6 dernières années.
- 13 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 7 dernières années.
- 14 Intérêts : 6,40 % pendant les 8 premières années, 6,60 % pendant les 8 dernières années.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission
Mois	Jour						
1961 Juillet	12	S.N.C.B.	5,25	100,0	15 ans	U.S. \$ 20 ou D.M. 80	5,32 ²
Octobre	3	Sabena	4,75	99,0	20 ans	Fl. P.B. 22	4,92
Novembre	14	Etat belge 1961-1964	5,50	100,0	3 ans	U.S. \$ 30	5,61 ²
Novembre	28	Etat belge 1961-1976	5,50	98,0	15 ans	U.S. \$ 25	5,88
Décembre	12	Sabena 1961-1981 ³	5,00	100,0	20 ans	FLux. 250	5,06
1962 Mars	27	Etat belge 1962-1977	5,25	98,5	15 ans	U.S. \$ 30	5,55
1963 Mai	10	Etat belge	4,875	100,0	3, 4 et 5 ans	U.S. \$ 20	4,97 ^{2,4}
Septembre	20	Etat belge	5,00	100,0	35 mois	U.S. \$ 11	5,24 ⁴
1964 Août	31	Etat belge ³	5,25	100,0	35 mois	U.S. \$ 16,5	5,60 ⁴
1965 Janvier	29	Sabena	5,5-1,25 5,25-5,50	100,0	7 ans 6 mois	U.S. \$ 8	5,17 ²
Mai	20	R.T.T.	6,00	100,0	5 ans	U.S. \$ 20	6,00

- 1 La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau communiquant, de façon aussi approchée que possible, l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtes, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.
- 2 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.
- 3 Emprunt de conversion.
- 4 Cet emprunt est exempt de tous impôts et taxes, présents et futurs au profit de l'Etat belge, des provinces ou des communes ou toutes autorités belges ayant un pouvoir de taxation.
- * Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dette directe								Total de la dette directe ²	Dette indirecte	Dette totale à l'excl. de la dette reprise du Congo ²	Dette reprise du Congo ³	Dette totale (y compris la dette reprise du Congo) ²
	intérieure					extérieure							
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée ²	à moyen et court terme	totale ²					
1952	119,2	27,9	69,1	19,2	235,4	13,3	4,6	17,9	253,3	13,0	266,3	—	266,3
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3	—	282,3
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2	—	298,2
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6	—	311,6
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8	—	317,8
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6	—	323,6
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6	—	345,6
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6	—	373,6
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1	—	396,1
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0	—	411,0
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2	—	423,2
1963 Mai	253,8	16,2	61,9	35,8	367,7	19,2	24,0	43,2	410,9	27,4	438,3	—	438,3
Juin	254,0	16,2	61,4	36,1	367,7	19,0	24,3	43,3	411,0	27,4	438,4	—	438,4
Juillet	257,7	15,8	56,0	37,8	367,3	18,9	24,6	43,5	410,8	27,2	438,0	—	438,0
Août	257,5	15,7	58,3	34,3	365,8	18,9	24,9	43,8	409,6	27,2	436,8	—	436,8
Septembre	256,7	15,7	58,3	35,2	365,9	18,7	25,1	43,8	409,7	27,1	436,8	—	436,8
Octobre	263,5	13,3	55,9	37,4	370,1	18,6	26,6	45,2	415,3	27,0	442,3	—	442,3
Novembre	262,3	13,7	57,1	35,1	368,2	18,6	27,4	46,0	414,2	27,9	442,1	—	442,1
Décembre	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0	—	446,0
1964 Janvier	260,2	14,3	56,7	38,9	370,1	18,4	27,9	46,3	416,4	29,2	445,6	—	445,6
Février	270,6	9,0	55,0	36,6	371,2	18,4	29,3	47,7	418,9	29,2	448,1	—	448,1
Mars	270,1	9,8	55,0	38,2	373,1	18,1	29,3	47,4	420,5	29,1	449,6	—	449,6
Avril	269,3	6,0	56,2	39,6	371,1	18,1	29,8	47,9	419,0	34,1	453,1	—	453,1
Mai	269,0	6,0	57,9	38,0	370,9	18,1	30,4	48,5	419,4	34,0	453,4	—	453,4
Juin	275,4	5,8	54,6	39,9	375,7	17,9	30,4	48,3	424,0	33,9	457,9	—	457,9
Juillet	274,6	5,8	48,8	41,6	370,8	17,8	30,2	48,0	418,8	33,8	452,6	—	452,6
Août	274,3	5,8	52,9	38,3	371,3	17,7	30,6	48,3	419,6	33,7	453,3	—	453,3
Septembre	273,9	5,8	54,3	38,1	372,1	17,5	31,4	48,9	421,0	33,5	454,5	—	454,5
Octobre	281,1	5,8	49,7	39,6	376,2	17,4	31,4	48,8	425,0	33,4	458,4	—	458,4
Novembre	279,9	6,3	52,6	38,0	376,8	17,4	31,1	48,5	425,3	33,4	458,7	—	458,7
Décembre	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1	—	462,1
1965 Janvier	277,8	6,0	55,5	41,1	380,4	17,2	31,0	48,2	428,6	33,2	461,8	—	461,8
Février	284,5	6,0	57,1	39,1	386,7	17,1	30,9	48,0	434,7	33,2	467,9	—	467,9
Mars	283,8	6,0	61,1	40,2	391,1	16,8	30,6	47,4	438,5	33,2	471,7	—	471,7
Avril	280,8	5,9	66,9	41,3	394,9	16,6	30,5	47,1	442,0	33,1	475,1	—	475,1
Mai	289,5	4,9	66,4	40,1	400,9	16,6	30,2	46,8	447,7	31,0	478,7	6,0	484,7

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
A. Secteur public belge (fonds publics belges) :															
1. Etat 2	187,7	204,2	216,2	231,8	238,8	45,9	44,9	42,5	66,6 ⁷	64,4 ⁷	233,6	249,1	258,7	298,4 ⁷	303,2 ⁷
2. Organismes publics de crédit non monétaires	74,2	84,5	96,1	106,0	112,6	17,3	18,9	20,2	21,9	23,4	91,5	103,4	116,3	127,9	136,0
3. Paraétatiques d'exploitation	26,8	26,2	25,4	26,5	28,3	5,3	5,5	6,0	6,5	6,4	32,1	31,7	31,4	33,0	34,7
4. Sécurité Sociale	—	—	—	—	—	4,4	5,9	7,1	9,8	11,7	4,4	5,9	7,1	9,8	11,7
5. Secteur public non compris ailleurs	27,0	26,2	25,7	26,2	26,6	9,2	9,9	10,1	10,6	11,1	36,2	36,1	35,8	36,8	37,7
B. Trésor congolais (fonds publics congolais) :															
12,2	10,8	10,8	10,8	10,8	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	13,5	12,1	12,1	12,1	12,1
Total ...	327,9	351,9	374,2	401,3	417,1	83,4	86,4	87,2	116,7	118,3	411,3	438,3	461,4	518,0	535,4

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
A. Secteurs nationaux non financiers :															
1. Entreprises privées et particuliers 3	180,2	194,9	207,0	216,1	219,9	8,7	6,3	5,5	7,7	8,1	188,9	201,2	212,5	223,8	228,0
2. Paraétatiques d'exploitation	2,2	2,5	2,8	3,1	3,5	0,2	0,5	0,5	0,4	0,5	2,4	3,0	3,3	3,5	4,0
3. Secteur public non compris ailleurs 4	1,6	1,8	1,6	1,7	1,9	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,7	1,9	1,7	1,8	2,0
4. Sécurité Sociale	2,4	2,5	2,3	1,7	1,5	0,6	1,0	1,0	0,9	1,2	3,0	3,5	3,3	2,6	2,7
B. Etranger : Congo et Rwanda-Burundi 5	4,0	3,4	2,6	2,6	2,8	0,7	0,3	0,3	0,2	0,2	4,7	3,7	2,9	2,8	3,0
C. Intermédiaires financiers :															
1. Organismes monétaires 6	35,4	35,6	41,1	49,9	52,2	36,3	37,7	37,6	59,6 ⁷	58,6 ⁷	71,7	73,3	78,7	109,5 ⁷	110,8 ⁷
2. Fonds des Rentes	4,5	6,6	6,9	7,8	8,4	—	—	—	—	—	4,5	6,6	6,9	7,8	8,4
3. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	38,8	40,7	41,9	45,4	49,4	13,6	14,8	14,2	14,8	16,6	52,4	55,5	56,1	60,2	66,0
4. Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	52,3	56,8	59,8	63,1	67,3	23,2	25,7	28,0	30,7	31,6	75,5	82,5	87,8	93,8	98,9
5. Organismes publics de crédit non monétaires	6,5	7,1	8,2	9,9	10,2	—	—	—	2,3	1,4	6,5	7,1	8,2	12,2	11,6
Total ...	327,9	351,9	374,2	401,3	417,1	83,4	86,4	87,2	116,7	118,3	411,3	438,3	461,4	518,0	535,4

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Central de Crédit Hypothécaire.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris les non-résidents autres que ceux repris à la rubrique Etranger « Congo et Rwanda-Burundi ».

4 A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

5 Etat, organismes paraétatiques, Banque Centrale du Congo belge et du Rwanda-Burundi.

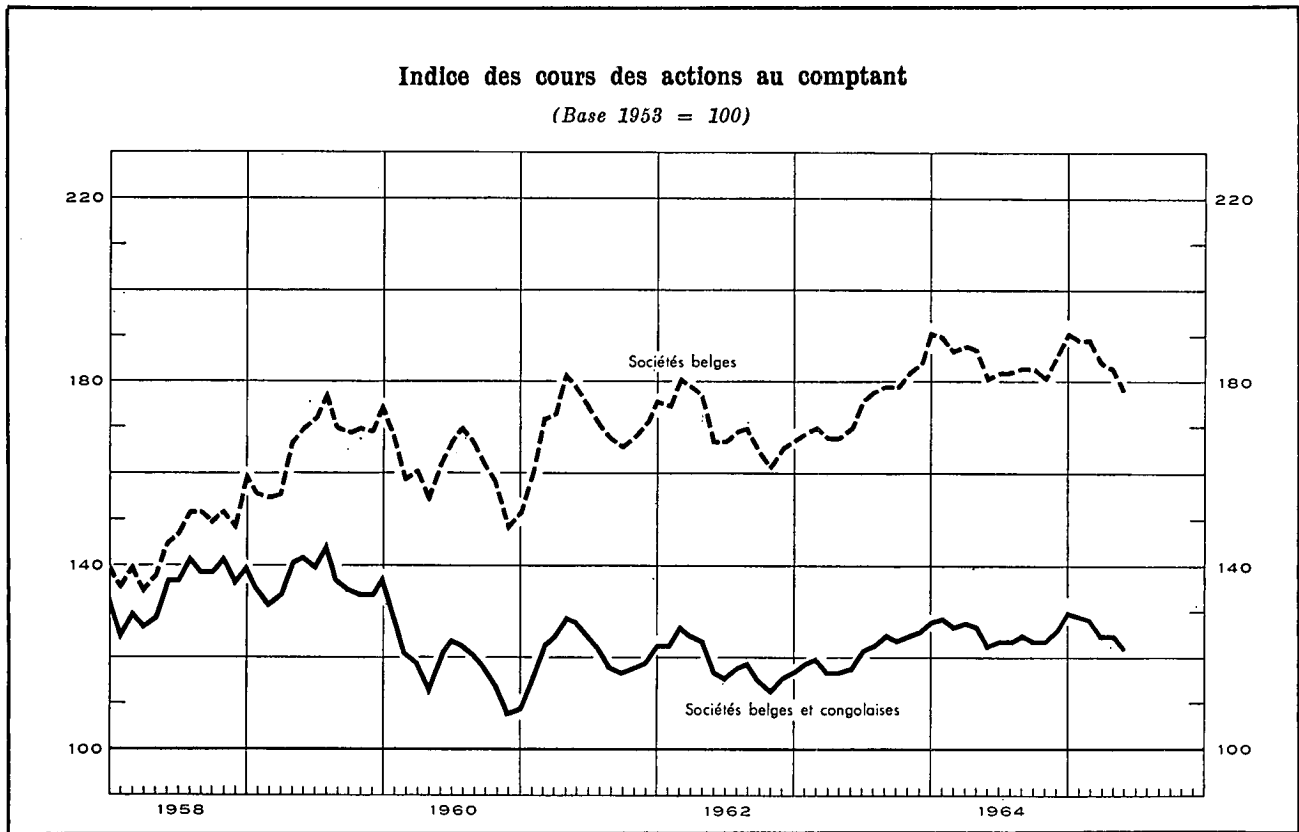
6 A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

7 Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 19,8 milliards.

Références bibliographiques : Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI^e année, vol. I, no 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol. II, no 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émise jusqu'au 30 juin 1960 ». — XXXVIII^e année, vol. I, no 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — Statistiques Economiques belges 1950-1960.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités moyennes par séances - (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions			Taux de rendement % 3	
		Au comptant		A terme	Valeurs belges et congolaises 4 6	Valeurs belges 5
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges			
(Base 1953 = 100) 2 4						
1955 Moyenne mensuelle .	152	157	146	141	3,0	n.d.
1956 Moyenne mensuelle .	113	164	158	139	3,3	n.d.
1957 Moyenne mensuelle .	106	155	158	133	3,6	n.d.
1958 Moyenne mensuelle .	70	135	145	117	3,9	n.d.
1959 Moyenne mensuelle .	105	137	166	129	3,4	2,9
1960 Moyenne mensuelle .	93	121	162	116	4,5	2,8
1961 Moyenne mensuelle .	103	120	169	115	4,5	3,1
1962 Moyenne mensuelle .	82	119	171	113	3,2	3,2
1963 Moyenne mensuelle .	88	121	174	116	2,7	3,0
1964 Moyenne mensuelle .	85	126	185	115	2,6	3,0

	1964	1965	1964	1965	1964	1965	1964	1965	1964	1965	1964	1965
Janvier	137	111	128	130	191	191	118	120	2,4	2,7	2,7	3,1
Février	118	115	129	129	190	189	115	119	2,5	2,9	2,7	3,2
Mars	83	91	127	128	187	189	113	120	2,5	2,7	2,8	3,1
Avril	82	82	128	125	188	184	117	116	2,5	2,6	2,9	3,0
Mai	85	78	127	125	187	183	115	117	2,6	2,6	3,0	3,0
Juin	72		123	122	181	178	110	113	2,6	2,7	3,0	3,0
Juillet	75		124		182		115		2,6		3,0	
Août	68		124		182		112		2,6		3,0	
Septembre	66		125		183		113		2,6		3,1	
Octobre	81		124		183		114		2,6		3,1	
Novembre	127		124		181		118		2,7		3,1	
Décembre	104		126		186		117		2,7		3,1	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).
 2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.
 3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé, au cours à la fin du mois.
 4 Bourse de Bruxelles et d'Anvers.
 5 Bourse de Bruxelles.
 6 Jusqu'en 1958, moyenne des fins de trimestres.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dettes obligataires en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés 3
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1955	50	3.265	2.704	644	1,1	306	33	3.653	119
1956	49	3.404	2.967	695	—	321	36	3.972	157
1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	37,6	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	p11.082	514

Sociétés financières et immobilières ⁵

1955	1.327	11.694	9.721	2.095	39	1.357	99	4.811	214
1956	1.359	12.366	10.112	2.181	94	1.484	104	4.793	249
1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	p13.739	665

Industrie des fabrications métalliques

1955	1.218	11.324	8.101	2.063	299	1.247	88	2.007	89
1956	1.233	11.416	8.520	2.194	429	1.065	111	2.005	101
1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	p 1.848	118

Métallurgie du fer

1955	106	9.313	6.732	1.135	46	653	51	2.226	123
1956	106	10.026	10.072	2.369	23	1.324	85	2.158	120
1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	p 5.764	321

Industrie textile

1955	1.081	10.299	9.119	793	298	291	55	522	28
1956	1.087	10.753	9.365	804	363	286	52	510	27
1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	p 339	21

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés 3
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1955	742	7.359	4.069	881	82	425	59	792	45
1956	731	7.837	4.115	954	98	446	66	789	48
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	p 802	49

Industrie chimique

1955	560	9.501	5.395	1.258	52	932	63	1.006	58
1956	561	10.015	5.582	1.468	52	750	68	1.038	56
1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	p 856	55

Electricité

1955	52	13.525	2.968	1.503	0,8	1.164	85	4.494	265
1956	51	15.382	2.207	1.558	...	1.251	82	4.434	253
1957	47	16.784	2.454	1.581	—	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	0,7	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	—	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	0,1	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	2,6	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	0,1	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	—	1.657	85	p 8.602	443

Industrie du charbon

1955	55	8.131	4.747	870	122	716	70	1.015	59
1956	54	8.592	4.263	1.212	153	937	92	972	56
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	p 253	23

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique 6 7

1955	13.268	114.978	77.313	17.092	1.518	9.674	990	23.506	1.144
1956	13.397	123.605	81.666	20.764	1.748	10.869	1.136	24.930	1.238
1957	13.487	131.010	86.852	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.285
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	p49.172	2.510

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1955	527	32.018	20.039	9.356	289	5.567	399	1.883	91
1956	552	34.880	21.254	10.897	423	6.801	433	2.241	95
1957	579	42.986	19.520	12.222	287	7.575	428	2.799	107
1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	712	30

C. — Total général des sociétés par actions ^{6 7}

1955	13.795	146.996	97.352	26.448	1.806	15.241	1.383	25.389	1.235
1956	13.949	158.485	102.920	31.661	2.171	17.670	1.569	27.171	1.333
1957	14.066	173.996	106.372	34.611	2.097	19.545	1.631	31.256	1.392
1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.884	2.540

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligatoire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁷ Total général net, après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1959 12 mois	13.927	156,2	98,6	18,2	3,5	10,3	1,6
1960 12 mois	13.858	163,5	102,5	21,9	3,3	11,8	1,9
1961 12 mois	13.957	172,8	109,1	24,3	3,9	13,1	2,4
1962 12 mois	14.174	186,2	115,2	26,9	3,9	14,1	4,3
1963 Janvier	132	2,2	0,8	0,2	...	0,1	0,3
2 premiers mois	351	8,1	2,6	0,8	0,1	1,0	0,4
3 premiers mois	2.225	21,1	12,6	3,2	0,4	2,2	0,6
4 premiers mois	5.525	55,6	32,5	8,1	1,0	4,3	0,8
5 premiers mois	9.355	123,4	75,4	15,9	2,1	8,2	1,1
6 premiers mois	11.383	146,6	91,7	19,7	2,6	10,0	1,3
7 premiers mois	12.058	152,0	96,9	20,3	2,7	10,4	1,6
8 premiers mois	12.374	153,5	97,8	20,6	2,8	10,4	1,7
9 premiers mois	12.829	155,5	99,1	20,9	2,8	10,5	1,8
10 premiers mois	13.414	165,4	105,8	22,1	3,0	10,9	2,1
11 premiers mois	13.825	177,0	113,4	23,5	3,1	11,7	2,3
12 mois	14.258	193,8	122,0	25,2	3,2	13,0	2,6
1964 Janvier	p 116	2,1	1,0	0,3	0,1	0,1	0,2
2 premiers mois	p 283	2,9	1,9	0,9	0,1	0,2	0,4
3 premiers mois	p 1.623	19,1	11,9	3,1	0,3	1,3	0,6
4 premiers mois	p 4.051	54,7	32,2	7,7	1,1	3,5	0,9
5 premiers mois	p 6.935	121,6	69,4	15,4	2,0	7,2	1,2
6 premiers mois	p 8.637	144,3	87,4	19,3	2,3	9,1	1,4
7 premiers mois	p 9.241	149,4	92,5	20,1	2,5	9,4	1,6
8 premiers mois	p 9.499	150,7	93,5	20,3	2,5	9,5	1,7
9 premiers mois	p 9.855	152,8	94,8	20,7	2,5	9,6	2,1
10 premiers mois	p 10.310	159,1	99,2	21,4	2,8	10,0	2,5
11 premiers mois	p 10.639	171,9	107,7	22,6	3,5	10,6	3,0
12 mois	p 11.017	189,9	115,1	24,2	3,9	11,7	3,5

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts 3
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1959 12 mois	560	49,5	22,7	8,3	0,5	6,3	0,2
1960 12 mois	446	48,1	22,1	9,9	0,3	7,3	0,2
1961 12 mois	340	41,7	19,2	7,2	1,0	4,4	0,1
1962 12 mois	305	38,9	19,4	5,9	0,6	3,1	0,1
1963 Janvier	3	0,1	...	...	...	...	...
2 premiers mois	7	0,1	...	...	...	...	...
3 premiers mois	27	1,6	0,6	...	...	...	...
4 premiers mois	50	2,9	1,0	0,1	0,1	...	...
5 premiers mois	96	20,3	15,9	2,1	0,1	0,8	...
6 premiers mois	216	32,0	22,4	2,7	0,3	1,1	...
7 premiers mois	252	35,2	24,2	2,8	0,4	1,1	...
8 premiers mois	255	35,2	24,3	2,8	0,4	1,1	...
9 premiers mois	265	35,6	24,3	2,8	0,4	1,1	...
10 premiers mois	280	36,6	24,8	2,8	0,5	1,1	...
11 premiers mois	298	39,4	26,4	2,8	0,7	1,2	...
12 mois	317	41,5	27,7	2,9	0,7	1,2	...
1964 Janvier	p 4	0,1	0,1	...	...	...	...
2 premiers mois	p 8	0,1	0,1	...	...	...	...
3 premiers mois	p 24	0,9	0,4	...	...	...	...
4 premiers mois	p 52	2,4	0,9	0,1	0,1	...	...
5 premiers mois	p 104	12,9	11,6	2,0	0,2	1,0	...
6 premiers mois	p 213	32,4	23,7	2,6	0,6	1,2	...
7 premiers mois	p 228	33,6	24,5	2,7	0,6	1,2	...
8 premiers mois	p 230	33,6	24,5	2,7	0,6	1,2	...
9 premiers mois	p 235	33,7	24,6	2,6	0,7	1,2	...
10 premiers mois	p 252	35,6	25,7	2,7	0,7	1,2	...
11 premiers mois	p 278	38,5	27,0	2,7	0,8	1,3	...
12 mois	p 294	39,7	28,0	2,9	0,8	1,3	...

C. — Total général ⁴

1959 12 mois	14.487	205,7	121,3	26,5	4,0	16,6	1,8
1960 12 mois	14.304	211,6	124,6	31,8	3,6	19,1	2,1
1961 12 mois	14.297	214,5	128,3	31,5	4,9	17,5	2,5
1962 12 mois	14.479	225,1	134,6	32,8	4,5	17,2	4,4
1963 Janvier	135	2,3	0,8	0,2	...	0,1	0,3
2 premiers mois	358	3,2	2,6	0,8	0,1	1,0	0,4
3 premiers mois	2.252	22,7	13,2	3,2	0,4	2,2	0,6
4 premiers mois	5.575	58,5	33,5	8,2	1,1	4,3	0,8
5 premiers mois	9.451	143,7	91,3	18,0	2,2	9,0	1,1
6 premiers mois	11.599	178,6	114,1	22,4	2,9	11,1	1,3
7 premiers mois	12.310	187,2	121,1	23,1	3,1	11,5	1,6
8 premiers mois	12.629	188,7	122,1	23,4	3,2	11,5	1,7
9 premiers mois	13.094	191,0	123,4	23,7	3,2	11,6	1,8
10 premiers mois	13.694	202,0	130,6	24,9	3,5	12,0	2,1
11 premiers mois	14.123	216,4	139,8	26,3	3,8	12,9	2,3
12 mois	14.575	235,3	149,7	28,1	3,9	14,2	2,6
1964 Janvier	p 120	2,2	1,1	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	p 291	3,0	2,0	0,9	0,1	0,2	0,4
3 premiers mois	p 1.647	20,0	12,3	3,1	0,3	1,3	0,6
4 premiers mois	p 4.103	57,1	33,1	7,8	1,2	3,5	0,9
5 premiers mois	p 7.039	134,5	81,0	17,4	2,2	8,2	1,2
6 premiers mois	p 8.850	176,7	111,1	21,9	2,9	10,3	1,4
7 premiers mois	p 9.469	183,0	117,0	22,8	3,1	10,6	1,6
8 premiers mois	p 9.729	184,3	118,0	23,0	3,1	10,7	1,7
9 premiers mois	p 10.090	186,5	119,4	23,3	3,2	10,8	2,1
10 premiers mois	p 10.562	194,7	124,9	24,1	3,5	11,2	2,5
11 premiers mois	p 10.917	210,4	134,7	25,3	4,3	11,9	3,0
12 mois	p 11.311	229,6	143,1	27,1	4,7	13,0	3,5

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁵ À partir de 1961 sont reprises graduellement dans les statistiques les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIETES ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	= (3) - (4)	(5)	(6)	= (5) + (6)	= (2) + (7)	(8)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1955	14.192	4.273	1.560	1.206	354	532	886	5.159	8.597
1956	16.557	3.503	1.701	1.363	338	389	727	4.230	6.562
1957	27.682	5.573	3.120	1.448	1.672	833	2.505	8.078	10.687
1958	8.801	4.908	3.144	1.506	1.638	1.288	2.926	7.834	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.530	1.666	814	2.480	6.240	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614
1963	14.956	6.244	4.628	1.646	2.982	375	3.357	9.601	11.964

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1955	4.711	2.995	316	91	225	— 7	218	3.213	2.625
1956	8.630	3.146	941	110	231	5	236	3.382	2.637
1957	6.994	1.759	724	171	553	...	553	2.312	1.905
1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167
1963	232	40	...	76	— 76	— 14	— 90	— 50	— 51

Total général

1955	18.903	7.268	1.876	1.297	579	525	1.104	8.372	11.222
1956	25.187	6.649	2.042	1.473	569	394	963	7.612	9.199
1957	34.676	7.332	3.844	1.619	2.225	833	3.058	10.390	12.592
1958	11.083	6.070	3.594	1.630	1.964	1.339	3.303	9.373	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.617	1.794	793	2.587	6.960	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.761
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.732
1963	15.188	6.284	4.628	1.722	2.906	361	3.267	9.551	11.913

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. ³).

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁴			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émission nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émission nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1961 12 mois	19.013	4.086	1.667	5.753	209	45	...	45
1962 3 premiers mois ...	3.181	1.267	220	1.487	219	30	...	30
6 premiers mois ...	6.691	2.877	1.564	4.441	256	31	...	31
9 premiers mois ...	13.945	5.084	1.590	6.674	395	196	...	196
12 mois	19.173	6.519	3.375	9.894	399	196	...	196
1963 3 premiers mois ...	1.614	693	706	1.399	...	...	...	...
6 premiers mois ...	5.805	2.829	2.360	5.189	232	40	...	40
9 premiers mois ...	8.721	3.852	2.917	6.769	232	40	...	40
12 mois	14.956	5.244	4.628	9.872	232	40	...	40
1964 3 premiers mois ...	3.608	1.164	183	1.347	1.335	...	...	...
6 premiers mois ...	9.112	3.849	1.676	5.525	1.580	125	...	125
1963 Juillet	800	193	210	403	...	...	...	...
Août	463	132	95	227	...	...	...	...
Septembre	1.654	698	252	950	...	...	...	...
Octobre	1.145	328	120	448	...	...	...	...
Novembre	2.149	273	212	485	...	...	...	...
Décembre	3.154	791	711	1.502	...	...	...	...
1964 Janvier	1.543	239	139	378	15	...	...	...
Février	886	284	1	285	...	...	...	...
Mars	1.179	502	43	545	1.320	...	...	...
Avril	2.347	1.164	611	1.775	...	...	...	...
Mai	2.001	1.255	827	2.082	...	...	...	...
Juin	1.156	404	56	460	245	125	...	125
Juillet	3.108	1.381	44	1.425	...	...	...	...
Août	432	197	16	213	...	...	...	...
Septembre p	941	248	...	248	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Octobre p	2.569	683	10	693	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Novembre p	2.639	641	...	641	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Décembre p	2.653	1.325	...	1.325	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1965 Janvier p	711	213	1.000	1.213	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Février p	427	176	...	176	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Mars p	4.307	1.482	...	1.482	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Avril p	4.135	479	...	479	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Mai p	1.454	316	...	316	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. — Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public.

⁴ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (2), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4].

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1960 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux (9)
	Banques de dépôts 1	Fonds des Rentes	Autres organismes 2	Banques de dépôts 1	Fonds des Rentes	I.R.G. (emprunts nets)	Autres organismes 3		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		(9)
1955	2.325	...	3.314	23	2.807	2.556	253	5.639	43
1956	2.428	...	2.780	22	2.313	2.507	286	5.208	185
1957	2.288	...	3.305	17	2.786	2.514	276	5.593	5
1958	2.078	...	1.821	15	968	2.496	420	3.899	577
1959	2.191	159	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964	1.879	6	2.743	1.310	481	1.689	1.148	4.628	11
1963 4 ^e trimestre	1.855	51	2.036	1.384	252	1.281	1.025	3.942	...
1964 1 ^{er} trimestre	1.810	...	2.494	1.426	781	1.131	966	4.304	45
2 ^e trimestre	1.585	7	2.859	1.243	144	2.151	913	4.451	...
3 ^e trimestre	1.968	...	2.810	1.450	304	1.860	1.164	4.778	...
4 ^e trimestre	2.139	17	2.808	1.117	691	1.619	1.537	4.964	...
1965 1 ^{er} trimestre	2.069	295	2.345	1.397	23	1.648	1.641	4.709	349
2 ^e trimestre	1.657	318	2.572	1.506	...	3.041	...	4.547	...
1964 Avril	1.853	20	2.548	980	361	2.350	730	4.421	...
Mai	1.399	...	3.536	1.713	53	2.393	776	4.935	...
Juin	1.470	...	2.615	1.123	...	1.755	1.207	4.085	...
Juillet	2.062	...	2.995	1.539	...	1.983	1.535	5.057	...
Août	2.174	...	2.803	1.465	588	1.877	1.047	4.977	...
Septembre	1.678	...	2.631	1.348	337	1.721	903	4.309	...
Octobre	1.825	...	3.141	1.314	713	1.784	1.155	4.966	...
Novembre	2.126	44	2.865	1.072	1.041	1.514	1.408	5.035	...
Décembre	2.465	9	2.425	962	350	1.544	2.043	4.899	...
1965 Janvier	2.487	166	1.621	1.104	73	2.000	1.097	4.274	886
Février	1.708	458	2.915	1.706	...	1.762	1.613	5.081	207
Mars	2.021	265	2.441	1.384	...	1.242	2.101	4.727	5
Avril	1.846	225	2.816	1.619	...	3.268	...	4.887	...
Mai	1.547	229	2.679	1.552	...	2.903	...	4.455	...
Juin	1.574	496	2.226	1.350	...	2.946	...	4.296	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Depuis cette même date, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.

1 Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

2 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

3 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1957	38	2	119	232	128	234	247	239	66	473	313
1958	38	2	113	245	131	247	244	235	63	482	307
1959	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960	39	3	208	239	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1963 3 ^e trimestre	39	2	112	508	239	510	351	312	72	822	423
4 ^e trimestre	39	2	132	576	254	578	386	339	77	917	463
1964 1 ^{er} trimestre	39	2	131	574	260	576	391	337	80	913	471
2 ^e trimestre	39	3	137	600	268	603	405	360	80	963	485
3 ^e trimestre	39	2	156	536	265	588	421	352	84	940	505
4 ^e trimestre	39	3	169	658	281	661	450	382	86	1.043	536
1965 1 ^{er} trimestre	39	2	156	654	316	656	472	397	90	1.053	562
1964 Février	39	2	128	535	265	537	393	313	78	850	471
Mars	39	2	109	589	251	591	360	352	79	943	439
Avril	39	3	142	619	287	622	429	371	84	993	513
Mai	39	2	139	537	235	539	374	320	72	859	446
Juin	39	3	130	644	281	647	411	391	86	1.038	497
Juillet	39	3	166	620	293	623	459	368	84	991	543
Août	39	2	156	541	248	543	404	324	81	867	485
Septembre	39	2	146	598	255	600	401	363	85	963	486
Octobre	39	3	175	636	263	639	438	368	85	1.007	523
Novembre	39	3	153	611	265	614	423	361	80	975	503
Décembre	39	2	175	727	313	729	488	418	94	1.147	582
1965 Janvier	39	2	144	610	291	612	435	360	88	972	523
Février	39	2	152	632	303	634	455	380	81	1.014	536
Mars	39	3	172	718	355	721	527	452	101	1.173	628
Avril	39	2	152	674	313	676	465	416	91	1.092	556
Mai	39	2	135	662	315	664	450	408	94	1.072	544

1 Il s'agit de l'argent au jour le jour et, du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 ou 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 ou 10 jours.

2 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.) — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte					Avances en compte courant et prêts sur *					
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B.	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	certificats de trésorerie		certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 366 jours	autres effets publics 2	
				domiciliées en banque	non domiciliées en banque		émis à maximum 366 jours 1				
1959 8 janvier ..	3,25	3,25	3,75	4,25	4,75	4,75	Taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %		Taux du Certificat + 5/16 % minimum 2,25 %	4,75	
24 décembre ..	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	5,25				5,—	
1960 4 août	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	6,25				6,25	
		représentatives									
		d'importations	d'exportations								
10 novembre ..	5,—	5,—	4,—	5,50	5,75	6,25	6,25			6,25	
1961 24 août	4,75	4,75	3,75	5,25	5,50	6,—	6,—			6,—	
								Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 366 jours	
28 décembre ..	4,50	4,50	3,50	5,—	5,25	5,75	5,75	2,25	4,50	5,25	5,75
1962 18 janvier ...	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	5,50	2,25	4,25	5,—	5,50
22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—
6 décembre ..	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	3,50	4,—	5,—
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,—	4,50	5,50
31 octobre ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25
1964 4 février ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,—	5,50	6,50
18 décembre ..	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,25	5,75	6,50

1 Intitulé avant le 21 mars 1957 : Certificats de trésorerie ayant maximum 12 mois à courir.

2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

* Quotité de l'avance au 30 juin 1965

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyennes 1	
1958	1,41
1959 Du 1-1 au 16-11 ...	1,01
Du 17-11 au 31-12 ...	2,11
1960	2,80
1961	2,57
1962	2,13
1963	2,28
1964	3,34
1964 Juillet	3,95
Août	2,85
Septembre	3,86
Octobre	3,59
Novembre	2,83
Décembre	3,01
1965 Janvier	2,23
Février	2,24
Mars	2,54
Avril	3,08
Mai	3,40
Juin	3,55

XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 2				Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 3	Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 7		
	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois			6 mois	9 mois	12 mois
1960	4,00	4,25	4,50	4,75	4,75	1959 6 janv.	3,398	3,646	3,860
1961	3,50	3,75	4,00	4,25	4,25	1960 5 janv.	4,171	*	4,354
						1961 6 janv.	4,862	4,925	4,956
1962	2,50	2,75	3,00	—	3,30 3,27	1962 4 janv.	4,283	4,364	*
1963	3,50	3,80	4,10	—	4,35 4,31	1963 3 janv.	3,360	3,416	3,450
1964 Juillet ..	4,00	4,25	4,50	—	5,00 5,00	1964 14 janv.	4,750	4,800	4,750
Août ...	4,00	4,25	4,50	—	5,00 5,00	1964 11 août	5,15	*	*
Sept.	4,00	4,25	4,50	—	5,00 5,00	8 sept.	5,15	5,30	5,40
Oct. ...	4,00	4,25	4,50	—	5,00 5,00	13 oct.	5,15	5,30	5,40
Nov. ...	4,25	4,50	4,75	—	5,15 5,12	10 nov.	5,25	5,40	5,50
Déc. ...	4,25	4,50	4,75	—	5,25 5,23	8 déc.	5,40	5,55	5,65
1965 Janv. ...	4,20	4,40	4,70	—	5,20 5,24	1965 12 janv.	5,40	5,55	5,65
Févr. ...	4,15	4,35	4,65	—	5,10 5,16	9 févr.	5,35	5,50	5,55
Mars ...	4,00	4,25	4,50	—	4,95 4,97	9 mars	5,25	5,40	5,50
Avril ...	4,00	4,25	4,50	—	4,95 4,95	13 avril	5,20	5,35	5,45
Mai ...	4,00	4,25	4,50	—	4,95 4,95	11 mai	5,20	5,35	5,45
Juin ...	4,10	4,35	4,60	—	5,00 4,98	8 juin	5,20	5,35	5,45

1 Les moyennes publiées ci-dessous sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. Jusqu'au 16 novembre 1959, moyenne arithmétique simple des taux uniques journaliers. Depuis le 17 novembre 1959 : moyenne pondérée des taux journaliers moyens. (La pondération est basée sur les capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ».)
Nous signalons que l'I.R.G. établit ses moyennes en comptant le nombre total de jours du mois.

2 Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3238).

3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques, soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 8,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1962 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

5 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires du mois.

6 Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

7 Jusqu'à la fin de 1963, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif I 1 Comptes de dépôt à					Caisse Générale d'Epargne (Dépôts d'épargne des particuliers)	
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 250.000 F	au-delà de 250.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois		
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,00 ³	2,00
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,00	2,00
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,00 ³	2,00 ³
1961	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,00 ³	2,00 ³
1962	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³
1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00 ³	2,00 ³
1964	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁴	2,00 ⁴
1964 Mars	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Avril	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Mai	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Juin	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Août	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Septembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Octobre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Novembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Décembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁴	2,00 ⁴
1965 Janvier	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁵	2,00 ⁵
Février	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁵	2,00 ⁵
Mars	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁵	2,00 ⁵
Avril	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁵	2,00 ⁵
Mai	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁵	2,00 ⁵
Juin	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁵	2,00 ⁵

¹ Tarif appliqué par environ 25 banques, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur. — ² De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques. — ³ Prime de fidélité égale à 10 % des intérêts acquis sur toutes sommes restées en dépôt pendant l'année civile entière. Pour les sommes jusqu'à 250.000 F, pas de majoration en 1959. Pour les dépôts excédant 250.000 F, la prime de fidélité est appliquée depuis le 1-1-1960. — ⁴ Depuis le 1-1-1964, prime de fidélité comprise, taux 3,40 % pour les dépôts jusqu'à 250.000 F et 2,30 % pour les dépôts au-delà de 250.000 F. — ⁵ Depuis le 1-1-1965, prime de fidélité comprise, taux 3,50 % pour les dépôts jusqu'à 350.000 F et 2,40 % pour les dépôts au-delà de 350.000 F.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 ^{er} décembre 1962					Emprunts émis après le 1 ^{er} décembre 1962			
	Dette unifiée (rendement eu égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée)	Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes		Etat	Paraétatiques et villes	
1956	4,18	—	3,99 ¹	4,63	4,71	4,57	—	—	—
1957	4,47	—	5,17 ¹	5,54	5,59	5,45	—	—	—
1958	4,93	—	5,53 ¹	6,47	6,51	6,41	—	—	—
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85	—	—	—
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	5,98	5,95	5,98
1964 Juin	4,07	5,48	5,37	5,60	5,55	5,55	6,45	6,47	6,46
Juillet	4,06	5,44	5,42	5,62	5,53	5,54	6,42	6,52	6,46
Août	4,06	5,42	5,43	5,62	5,55	5,54	6,54	6,52	6,53
Septembre	4,06	5,42	5,43	5,65	5,54	5,55	6,44	6,53	6,47
Octobre	4,06	5,45	5,45	5,68	5,56	5,57	6,45	6,54	6,34
Novembre	4,06	5,51	5,48	5,68	5,62	5,60	6,48	6,57	6,37
Décembre	4,06	5,34	5,43	5,61	5,61	5,53	6,49	6,59	6,52
1965 Janvier	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,53	6,43	6,55	6,47
Février	4,06	5,45	5,35	5,60	5,60	5,53	6,46	6,55	6,49
Mars	4,06	5,20	5,31	5,53	5,57	5,43	6,40	6,51	6,43
Avril	4,06	5,21	5,28	5,51	5,58	5,42	6,39	6,52	6,42
Mai	4,06	5,29	5,36	5,59	5,59	5,48	6,44	6,51	6,45
Juin	4,06	5,37	5,41	5,59	5,61	5,51	6,45	6,53	6,48
Juillet	4,06	5,40	5,41	5,61	—	—	6,49	—	—

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majorés des courtages et éventuellement des intérêts courus.

¹ Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %.

N. B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXV^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXI^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis ¹		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Suède		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 1-1-1956		3,50		2,50		3,—		4,50		4,—		2,50		3,75		1,50
1956 Novembre .													22	4,—		
1957 Janvier ...	11	4,60														
Février ...							7	5,—								
Avril					11	4,—										
Mai															15	2,50
Juillet ...											17	4,25	11	5,—		
Août			23	3,50	12	5,—					16	5,—				
Septembre .	19	4,—					19	7,—								
Novembre .			15	3,—												
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75							24	4,50				
Mars			7	2,25			20	6,—			25	4,—				
Avril			18	1,75												
Mai							22	5,50					3	4,50		
Juin	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Août							14	4,50								
Septembre .			12	2,—												
Octobre ...					16	4,50										
Novembre .			7	2,50			20	4,—			15	3,—				
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars			6	3,—												
Avril					23	4,—										
Mai			29	3,50												
Septembre .	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre .											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—					15	5,—		
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre .	11	4,—														
Décembre .							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet ...							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre .							2	6,—								
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—								
Avril							26	4,50			25	4,—	6	4,50		
Juin													8	4,—		
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50	18	3,50		
Juin													14	4,—		
Juillet ...			17	3,50												
Novembre .					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—	31	4,50		
Février ...							27	5,—								
Juin											4	4,50				
Juillet ...															3	2,50
Novembre .			24	4,—			23	7,—					6	5,—		
1965 Janvier ...	22	3,50											9	5,50		
Avril					9	3,50										
Juin							3	6,—								

¹ Federal Reserve Bank of New-York.

Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1964 6 mai	1965 6 mai	1964 4 juin	1965 10 juin
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	9.985	13.355	17.448	20.665	17.950	21.994	18.644	21.599
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	1.314	2.546	2.627	3.370	2.860	3.538	3.154	4.273
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>		2.204	2.263	3.096	2.515	3.249	2.812	3.990
<i>Autres opérations</i>		342	364	274	345	289	342	283
Annuités de Prêt de la B.I.R.D.	—	—	630	589	614	589	613	589
Monnaies divisionnaires	18	8	28	24	21	28	23	26
Comptes courants postaux	553	481	911	920	802	823	871	977
Prêts à l'Etat ²	6.500	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	2.358	3.221	3.316	3.546	3.689	4.286	4.427	4.121
Portefeuille d'escompte	18.675	20.608	20.007	18.606	17.408	16.043	15.729	15.470
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Effets escomptés sur la France</i>	5.846	6.310	7.030	6.173	8.262	6.315	7.145	6.207
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	1	1	...	...	...	...	1	...
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> ⁴	797	1.223	575	669	84	37	65	30
<i>Obligations cautionnées</i> .....				...	...	1.385	1.273	300
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	12.031	13.074	12.402	6.819	5.112	4.367	3.225	5.471
<i>Autres crédits à moyen terme</i>				4.945	3.950	3.939	4.020	3.462
Effets négociables achetés en France ⁵	2.878	2.412	3.220	4.546	3.859	4.649	4.080	4.487
Avances à 30 jours sur effets publics ...	187	166	72	32	23	24	25	18
Avances sur titres	74	67	71	88	80	96	84	84
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	553	870	1.656	1.689	1.314	734	635	763
Divers	834	885	1.468	1.497	1.358	1.727	1.298	1.293
Total ...	48.251	54.391	61.226	65.344	59.750	64.303	59.355	63.472

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	44.348	50.082	55.781	59.544	55.532	59.904	55.209	59.509
Comptes créditeurs :	2.590	2.718	3.479	3.668	2.385	2.002	2.391	2.078
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	1	1	...	1	...	...	1
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	1.561	200	238	426	199	149	466	180
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i> .		1.291	1.789	1.807	970	672	751	738
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.029	1.226	1.451	1.435	1.215	1.181	1.174	1.159
Capital de la Banque	150	150	250	250	250	250	250	250
Divers	1.163	1.441	1.716	1.882	1.583	2.147	1.505	1.635
Total ..	48.251	54.391	61.226	65.344	59.750	64.303	59.355	63.472

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1938, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1961 28 February	1962 28 February	1963 28 February	1964 28 February	1964 6 May	1965 5 May	1964 10 June	1965 9 June
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------	---------------	-----------------	----------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.237	2.313	2.338	2.438	2.538	2.738	2.588	2.738
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin	1	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.250	2.325	2.350	2.450	2.550	2.750	2.600	2.750
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.250	2.325	2.350	2.450	2.550	2.750	2.600	2.750

Notes Issued :								
In Circulation	2.212	2.302	2.309	2.430	2.522	2.683	2.549	2.734
In Banking Department	38	23	41	20	28	67	51	16
Total ...	2.250	2.325	2.350	2.450	2.550	2.750	2.600	2.750

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	425	507	266	298	243	205	227	351
Other Securities :								
Discounts and Advances	28	44	54	32	35	70	45	35
Securities	19	20	22	25	24	25	24	25
Notes	38	23	41	20	28	67	51	16
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	511	595	384	376	331	368	348	428

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	3	3	3	3
Public Deposits	18	13	11	10	9	12	10	11
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	155	241	—	—	—	5	—	54
Other Deposits :								
Bankers	251	249	280	276	227	248	239	262
Other Accounts	68	73	74	71	77	85	81	83
Total ...	511	595	384	376	331	368	348	428

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1961 31 December	1962 31 December	1963 31 December	1964 31 December	1964 6 May	1965 5 May	1964 10 June	1965 9 June
ASSETS								
Gold certificate account	15.445	14.430	13.819	13.505	13.785	12.607	13.754	12.468
Redemption fund for F.R. notes	1.170	1.266	1.418	1.570	1.405	1.533	1.422	1.551
Total gold certificate reserves ...	16.615	15.696	15.237	15.075	15.190	14.140	15.176	14.019
Cash	320	288	182	146	180	123	140	116
Discounts and advances	130	38	63	186	247	382	334	518
Acceptances :								
Bought outright	48	52	70	59	52	54	48	43
Held under repurchase agreement	3	58	92	35	36	65	31	19
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	3.193	2.442	4.142	6.044	4.394	6.953	4.916	7.625
Certificates	1.699	13.182	7.066	...	3.265	...	...	...
Notes	19.984	10.717	17.729	25.188	21.622	25.691	24.912	25.730
Bonds	3.846	4.137	4.645	5.274	4.626	4.928	4.711	5.085
Total bought outright ...	28.722	30.478	33.582	36.506	33.907	37.572	34.539	38.440
Held under repurchase agreement	159	342	11	538	322	686	118	101
Total U.S. Government securities ...	28.881	30.820	33.593	37.044	34.229	38.258	34.657	38.541
Total loans and securities	29.062	30.968	33.818	37.324	34.564	38.759	35.070	39.121
Cash items in process of collection	6.125	6.518	6.435	7.190	5.531	6.191	5.231	5.686
Bank premises	111	104	104	102	103	102	103	102
Other assets	237	357	400	552	672	789	362	333
Total assets ...	52.470	53.931	56.176	60.389	56.290	60.104	56.082	59.377
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	28.802	30.151	32.381	34.659	31.823	34.179	32.308	34.795
Deposits :								
Member bank reserves	17.337	17.454	17.049	18.086	17.455	18.488	16.920	17.211
U.S. Treasurer - general account	465	597	880	820	785	633	845	981
Foreign	279	247	171	229	137	153	142	142
Other	320	424	291	321	175	186	190	171
Total deposits ...	18.451	18.722	18.391	19.456	18.552	19.460	18.097	18.505
Deferred availability cash items	3.825	3.584	3.835	4.584	4.178	4.745	3.901	4.360
Other liabilities and accrued dividends ...	59	73	82	642	103	526	119	499
Total liabilities ...	51.137	52.530	54.689	59.341	54.656	58.910	54.425	58.159
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	445	467	497	524	511	539	512	540
Surplus	888	934	990	524	990	524	990	524
Other capital accounts .....	...	...	...	...	133	131	155	154
Total liabilities and capital accounts ...	52.470	53.931	56.176	60.389	56.290	60.104	56.082	59.377
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	126	86	92	122	117	138	148	159
Ratio of gold certificate reserves to F.R. note liability	56,7 %	51,2 %	46,3 %	42,7 %	47,0 %	40,6 %	46,4 %	39,7 % ²

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

² « F.R. note liability » includes \$ 501 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated statement shown above.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK

(miljoenen guldens)

	1961 31 december	1962 31 december	1963 31 december	1964 31 december	1964 4 mei	1965 10 mei	1964 8 juni	1965 8 juni
ACTIVA								
Goud	5.698	5.698	5.770	6.080	5.770	6.206	5.770	6.325
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	484	586	1.081	1.435	688	1.327	770	1.003
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	14	7	15	31	29	30	32	22
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	48	...	...	...	...	...	25	12
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	523	597	729	346	575	295	560	494
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	52	72	25	16	48	192	5	10
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	21	13	16	14	12	15	12	14
Belegging van kapitaal en reserves	183	183	178	173	186	176	187	184
Gebouwen en inventaris	1	1	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen	8	10	11	17	11	13	11	14
Totaal ...	7.032	7.167	7.825	8.112	7.319	8.254	7.372	8.078

PASSIVA

Bankbiljetten in omloop	5.279	5.758	6.225	6.927	6.448	6.954	6.381	7.110
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.421	1.036	1.261	853	558	992	670	648
<i>'s Rijks schatkist</i>	995	620	1.095	665	403	831	185	459
<i>Banken in Nederland</i>	283	283	122	133	120	124	448	165
<i>Andere ingezetenen</i>	143	133	44	50	35	37	37	24
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	77	112	76	79	69	74	70	68
<i>Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen</i> ...	71	106	70	73	66	67	64	63
<i>Andere niet-ingezetenen</i>	6	6	6	6	3	7	6	5
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	14	18	16	14	17	13	16	16
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	168	168	168	165	167	165	167	165
Diverse rekeningen	53	55	59	54	40	36	48	51
Totaal ...	7.032	7.167	7.825	8.112	7.319	8.254	7.372	8.078
N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	69	63	62	65	62	67	62	69

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1961 dicembre	1962 dicembre	1963 dicembre	1964 dicembre p	1964 marzo	1965 marzo p	1964 aprile	1965 aprile p
Oro in cassa	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Cassa ¹	13	12	25	22	29	33	18	36
Portafoglio ²	500	616	942	764	987	682	1.071	677
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	107	260	337	285	405	210	337	251
Prorogati pagamenti	6	12	42	51	61	...	31	3
Ufficio italiano dei cambi	1.810	2.146	1.770	2.069	1.498	1.918	1.464	1.899
Disponibilita in divisa all'estero	63	63	65	64	64	64	64	64
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	83	244	168	519	146	356	181	351
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	123	132	229	179	342	197	249	403
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	485	485	440	410	410	380	410	380
C/c servizio tesoreria	—	—	506	558	477	805	414	678
Servizi diversi per conto dello Stato	1	—	—	29	14	48	...	...
Spese	45	56	71	63	9	9	11	12
Totale attivo ...	4.236	5.026	5.595	6.013	5.442	5.702	5.250	5.754
Circolazione dei biglietti ⁵	2.779	3.235	3.699	3.914	3.433	3.544	3.333	3.560
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	39	43	62	57	30	32	24	27
Conti correnti liberi	118	122	87	119	54	58	51	66
Conti correnti vincolati	797	988	1.305	1.459	1.324	1.620	1.340	1.587
Creditori diversi	189	237	352	391	584	429	481	487
C/c servizio tesoreria	263	320	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	—	18	10	—	—	—	2	6
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	4	4	5	6	5	6	5	6
Fondo di riserva straordinario	2	2	3	3	3	3	3	3
Rendite	45	57	72	64	9	9	11	12
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—	—	1	—	—
Totale passivo e patrimonio ...	4.236	5.026	5.595	6.013	5.442	5.702	5.250	5.754
Depositante di titoli e valori	4.775	4.845	4.273	4.884	4.200	4.686	4.374	5.502
¹ Comprese monete di Stato	6	8	5	2	5	2	5	2
² Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	246	298	343	363	357	360	362	352
— istituti speciali	235	290	274	279	269	271	275	277
³ Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	104	256	334	282	403	206	335	247
— privati	3	4	2	2	2	4	2	3
⁴ Compresi BOT per investimento riserve obbligatorie	n.d.	81	7	90	18	35	41	41
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	2	3	2	—	2	—	3	—
⁶ Compresi vaglia e assegni	21	18	29	21	16	19	14	18

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1961 31 Dezember	1962 31 Dezember	1963 31 Dezember	1964 31 Dezember	1964 6 Mai	1965 7 Mai	1964 5 Juni	1965 4 Juni
AKTIVA								
Gold	14.426	14.490	15.138	16.731	16.039	16.708	16.082	17.245
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	11.387	10.929	12.894	10.770	11.496	10.226	11.129	8.145
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	292	329	417	563	412	513	431	542
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.442	2.289	2.122	2.684	2.105	2.674	2.104	3.343
<i>darunter : a) aus der Abwicklung der E.Z.U.</i>	1.038	897	751	615	739	610	739	609
<i>b) an Weltbank</i>	1.342	1.342	1.342	1.343	1.342	1.344	1.342	1.344
<i>c) an I.W.F.</i>	—	—	—	720	—	720	—	1.390
Deutsche Scheidemünzen	57	45	81	116	123	136	123	137
Postcheckguthaben	281	546	376	377	228	190	172	200
Inlandswechsel	1.146	1.967	1.647	2.413	2.682	4.171	3.018	4.913
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	...	...	125	307	52	190	...	120
Lombardforderungen	220	158	208	646	37	64	29	154
Kassenkredite	167	739	1.749	1.212	21	479	25	1.081
Wertpapiere	1.484	1.369	1.222	1.176	1.178	1.176	1.176	1.176
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	3.432	4.958	3.990	6.081	3.822	5.924	3.560	6.174
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	2.636	2.156	2.294	3.016	2.633	2.911	2.905	2.933
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	3.778	3.703	3.595	2.953	3.456	2.788	3.456	2.788
Sonstige Aktiva	307	253	406	463	386	320	353	357
	42.055	43.931	46.264	49.508	44.670	48.470	44.563	49.308

PASSIVA

Banknotenumlauf	22.992	24.147	25.426	27.692	25.327	27.805	25.555	28.665
Einlagen von	16.600	16.795	18.006	18.610	16.637	17.606	16.280	17.548
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck- und Postsparkassenämter) ...</i>	11.615	12.232	13.607	15.143	12.520	14.884	12.794	15.167
<i>Öffentlichen Einlegern</i>	4.733	4.284	4.126	3.215	3.846	2.469	3.197	2.147
<i>Andere inländischen Einlegern</i>	252	279	273	252	271	253	289	234
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	368	374	270	308	289	311	298	310
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	274	353	234	257	255	252	266	276
<i>Sonstige</i>	94	21	36	51	34	59	32	34
Rückstellungen	867	950	1.076	1.260	1.260	1.475	1.260	1.475
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	588	638	701	776	776	860	776	860
Sonstige Passiva	350	737	495	572	91	123	104	160
	42.055	43.931	46.264	49.508	44.670	48.470	44.563	49.308

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1964 6 mai	1965 7 mai	1964 6 juin	1965 4 juin
ACTIF								
Encaisse or	11.078	11.543	12.204	11.794	10.930	11.742	10.936	11.591
Devises	842	867	1.083	1.679	1.166	731	1.275	731
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	—	—	—	431	—	173	—	174
Portefeuille effets sur la Suisse	70	124	142	163	80	87	82	78
<i>Effets de change</i>	70	79	107	138	80	87	82	78
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i> .....	...	45	35	25	...	...	...	...
Avances sur nantissement	66	72	97	78	29	21	37	21
Bons du Trésor étrangers en FS	—	207	207	432	207	432	207	432
Titres	43	43	52	65	57	68	57	73
<i>pouvant servir de couverture</i>	17	16	...	1	1	1	1	1
<i>autres</i>	26	27	52	64	56	67	56	72
Correspondants :	65	88	71	92	26	29	25	52
<i>en Suisse</i>	58	78	62	75	13	13	12	24
<i>à l'étranger</i>	7	10	9	17	13	16	13	28
Autres postes de l'actif	30	41	35	29	36	43	37	46
Total ...	12.194	12.985	13.891	14.763	12.531	13.326	12.656	13.198

PASSIF

Fonds propres	53	54	55	56	56	57	56	57
Billets en circulation	7.656	8.506	9.035	9.722	8.537	9.069	8.512	9.122
Engagements à vue	2.947	2.800	3.188	3.271	2.275	2.270	2.420	2.080
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	1.996	2.294	2.700	2.908	1.866	1.745	1.885	1.556
<i>Autres engagements à vue</i>	951	506	488	363	409	525	535	524
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035
Engagements à terme	293	373	357	433	400	625	400	625
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	—	—	—	3	—	4	6	5
Autres postes du passif	210	217	221	243	228	266	227	274
Total ...	12.194	12.985	13.891	14.763	12.531	13.326	12.656	13.198

Références bibliographiques : *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bollettino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	31 décembre 1963	31 décembre 1964	30 avril 1964	30 avril 1965	31 mai 1964	31 mai 1965
I. Or en lingots et monnayé	1.603	3.206	2.128	3.449	2.554	3.601
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	40	42	48	285	43	794
III. Portefeuille réescomptable	729	598	558	290	331	204
IV. Effets div. remobills. sur dem.	96	62	69	62	69	62
V. Dépôts à terme et avances :	1.666	1.752	1.462	1.940	1.457	1.783
a) à 3 mois au maximum	1.427	1.422	1.037	1.374	1.290	1.303
b) à 3 mois au maximum (or)	3	3	4	3	3	3
c) de 3 à 6 mois	227	229	337	423	79	338
d) de 6 à 9 mois	9	68	9	62	13	60
e) de 9 à 12 mois	—	21	66	31	63	43
f) à plus d'un an	—	9	9	47	9	36
VI. Autres effets et titres :	1.195	1.426	1.659	1.719	1.644	1.732
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	161	281	146	285	148	287
b) de 3 à 6 mois	—	3	119	98	127	109
c) de 6 à 9 mois	69	85	22	15	16	9
d) de 9 à 12 mois	41	26	23	16	29	15
e) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	380	744	590	652	468	649
b) de 3 à 6 mois	445	120	579	432	756	477
c) de 6 à 9 mois	14	17	86	45	5	19
d) de 9 à 12 mois	24	25	7	59	9	52
e) à plus d'un an	60	125	87	117	86	115
VII. Actifs divers	1	1	1	1	1	1
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68	68	68	68	68	68
<i>Total actif ...</i>	5.398	7.155	5.993	7.814	6.167	8.245

Exécution des Accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : ²

1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et l'administration des chemins de fer et bons de l'administration des postes (échus)	221	221	221	221	221	221
2. Effets de bons de Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76	76	76	76	76	76
<i>Total ...</i>	297	297	297	297	297	297

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataires-trustees ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

² Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1^{er} avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1952.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1963	31 décembre 1964	30 avril 1964	30 avril 1965	31 mai 1964	31 mai 1965
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
II. Réserves	25	26	25	26	25	26
1. Fonds de Réserve Légale	12	13	12	13	12	13
2. Fonds de Réserve Générale	13	13	13	13	13	13
III. Dépôts (or) :	2.733	3.757	2.693	4.166	2.735	4.526
1. Banques centrales :						
a) de 9 à 12 mois	21	72	21	21	20	21
b) de 6 à 9 mois	—	—	—	58	—	58
c) de 3 à 6 mois	10	79	21	21	31	31
d) à 3 mois au maximum	764	783	755	792	521	661
e) à vue	1.825	2.518	1.728	2.784	1.993	3.265
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	—	69	—	—	—	—
d) à 3 mois au maximum	—	69	69	138	69	138
e) à vue	113	167	99	352	100	352
IV. Dépôts (monnaies) :	2.180	2.554	2.727	2.745	2.860	2.807
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	48	78	150	142	80	36
b) de 9 à 12 mois	—	26	15	32	73	111
c) de 6 à 9 mois	82	81	7	54	50	65
d) de 3 à 6 mois	364	331	323	299	374	358
e) à 3 mois au maximum	1.364	1.666	1.823	1.745	1.854	1.755
f) à vue	19	20	18	28	15	16
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	—	15	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	—	—	15	—	—
c) de 3 à 6 mois	6	31	46	49	16	62
d) à 3 mois au maximum	275	254	326	351	376	385
e) à vue	22	52	19	30	22	19
V. Effets :	77	415	158	464	158	467
a) de 9 à 12 mois	—	37	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	68	—	46	—	5
c) de 3 à 6 mois	—	98	—	35	—	59
d) à 3 mois au maximum	77	212	158	383	158	403
VI. Divers	54	65	60	75	35	48
VII. Comptes de profits et pertes	8	9	8	9	25	31
VIII. Provision pour charges éventuelles	196	204	197	204	204	215
<i>Total passif ...</i>	5.398	7.155	5.993	7.814	6.167	8.245

Exécution des Accords de La Haye de 1930 :

Dépôts à long terme :	229	229	229	229	229	229
1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités ²	153	153	153	153	153	153
2. Dépôt du Gouvernement allemand	76	76	76	76	76	76
Fonds propres utilisés en exécution des Accords (voir ci-dessus)	68	68	68	68	68	68
<i>Total ...</i>	297	297	297	297	297	297

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

² La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs or 149.920.880,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.		Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.		Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.		Bureau International du Travail.
	B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.		Banque des Règlements Internationaux.
	C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.		Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
	D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
	FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.		Food and Agricultural Organization.
	FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
	F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.		Organisation de Coopération et de Développement économiques.
	O.N.E.M.	Office National de l'Emploi.
	O.N.J.	Office National pour l'achèvement de la Jonction Nord-Midi.
	O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.B.	Radiotélévision Belge.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
	S.N.D.E.	Société Nationale des distributions d'Eau.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.		Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.			
1. Population	I - 1		
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2		
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3		
4. Affectation du produit national :			
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1953	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.			
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1		
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2		
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3		
III. — Agriculture et pêche.			
1. Production agricole	III - 1		
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2		
IV. — Industrie.			
1. a) Indices généraux de la production industrielle ...	IV - 1		
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2		
3. Energie	IV - 3		
4. Métallurgie	IV - 4		
5. Construction : données annuelles	IV - 5		
6. Construction : données mensuelles	IV - 6		
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7		
V. — Services.			
1. Transports :			
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a		
b) Navigation maritime	V - 1b		
c) Navigation intérieure	V - 1c		
2. Tourisme	V - 2		
3. Commerce intérieur :			
a) Indices des ventes	V - 3a		
b) Ventes à tempérament	V - 3b		
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1		
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2		
VII. — Prix et indices de prix.			
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1		
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2		
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3		
4. Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4		
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2		
3. Importations par groupes de produits	VIII - 3		
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		
IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.			
1. Chiffres annuels	IX - 1		
2. Chiffres semestriels et annuels (nouvelle série)	IX - 2		
3. Chiffres trimestriels	IX - 3		
X. — Marché des changes.			
1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1		
2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2		
XI. — Finances Publiques.			
1. Situation de Trésorerie	XI - 1		
2. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 2		
3. Détail des recettes fiscales	XI - 3		
4. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4		
XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.			
1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1960	XII - 1a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1961	XII - 1b		
2. Mouvements des créances et des dettes en 1961	XII - 2		
3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1960 (totaux sectoriels)	XII - 3a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1961 (totaux sectoriels)	XII - 3b		
4. Mouvement des créances et des dettes au 31 décembre 1961 (totaux sectoriels)	XII - 4		
XIII. — Organismes monétaires.			
1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1		
2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :			
a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a		
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b		
c) Banques de dépôts	XIII - 2c		
d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d		
3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3		
4. Stock monétaire	XIII - 4		
5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5		
6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951-1958)	XIII - 6		
Bilans de la B.N.B. (depuis 1959)	XIII - 6		
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 6		
7. Comptes de chèques postaux	XIII - 7		
8. Situation globale des banques	XIII - 8		
9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 9		

Numérotation
des tableaux

Numérotation
des tableaux

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

XV. — Principales modalités de l'épargne disponible à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme ..	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3

4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5

XX. — Banques d'Emission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements internationaux, à Bâle	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4a et b
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3
IV - 1. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture	IV - 1
IV - 2. — Indices de la production industrielle	IV - 2
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. .	IV - 7
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
XI - 4. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
XIII - 9. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks	XIII - 9
XIV - 5a. — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	XIV - 5a
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1